

VOYAGE EN LITTÉRATURE

Les deux premières questions de notre concours page 10.

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE

N° 13784 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 23 MAI 1989

Euphorie franco-américaine

Vingt ans après le départ du général de Gaulle des affaires, on s'était habitué à voir les relations franco-américaines se dégrader. Mais c'est la première fois qu'un sommet entre les présidents des deux pays se termine aussi bien. Le mot « euphorie » n'est pas de trop pour qualifier le climat des entretiens qui ont eu lieu ce week-end entre M. Mitterrand et M. Bush en Nouvelle-Angleterre, et n'ont fait apparaître pratiquement aucun désaccord.

La personnalité de M. Bush y est pour quelque chose. Celui qui n'était alors que le vice-président de M. Reagan avait été chargé de nouer le premier contact avec M. Mitterrand, à peine élu président, en lui rendant visite à l'Élysée en juin 1981. Sans cacher le « soul » que causait alors à Washington la présence de ministres communistes dans le gouvernement français, M. Bush avait su mettre de l'huile dans les rouages.

De cette époque, M. Mitterrand avait rassuré l'allié américain sur la fermeté de son attitude en matière de défense en approuvant le déploiement des Pershing et missiles de croisière américains en Europe, face à la bouillie militaire de Brejnev. C'est une attitude similaire qu'il adopte maintenant dans la querelle qui divise l'OTAN à propos des missiles à courte portée, malgré la nouvelle politique étrangère de M. Gorbatchev.

M. Mitterrand n'en tient pas moins compte de la nouvelle donne, y compris de l'attitude de Bonn. En 1981, il s'agissait de soutenir activement un gouvernement allemand décidé à appliquer loyalement les décisions de l'OTAN, en dépit d'une vague de contestation pacifiste. Aujourd'hui, le problème est de gérer en douceur une crise causée par les hésitations du même gouvernement face aux projets américains.

Aussi bien, le président français a veillé dans cette affaire, tout en soutenant Washington sur le fond, à ne pas se couper du chancelier Kohl. Son attitude a été certainement plus utile que celle de M. Thatcher, principale avocate de la fermeté, et dont les déclarations n'ont pas contribué à apaiser le débat, comme on en convient même à Washington.

De fait, les choses ont progressé. Bonn doit répondre, ce lundi, à la dernière proposition américaine, mais son porte-parole a déjà fait savoir que l'urgence des négociations à ouvrir avec l'Est sur les missiles à courte portée « n'est pas une des questions principales » qui se posent à l'Alliance. Il n'est plus question, selon lui, que de préciser les conditions dans lesquelles pourrait s'ouvrir cette négociation, l'une de celles-ci étant l'obtention de résultats tangibles aux pourparlers de Vienne sur les armements conventionnels : c'est là tout ce que demandent les Américains et les Français, ce qui devrait ouvrir la voie à un compromis avant même le sommet de l'alliance atlantique cette semaine à Bruxelles. Un compromis auquel la diplomatie française n'aura sans doute pas été étrangère.

(Lire nos informations page 6.)

M 0147 - 0523 D - 4,50 F



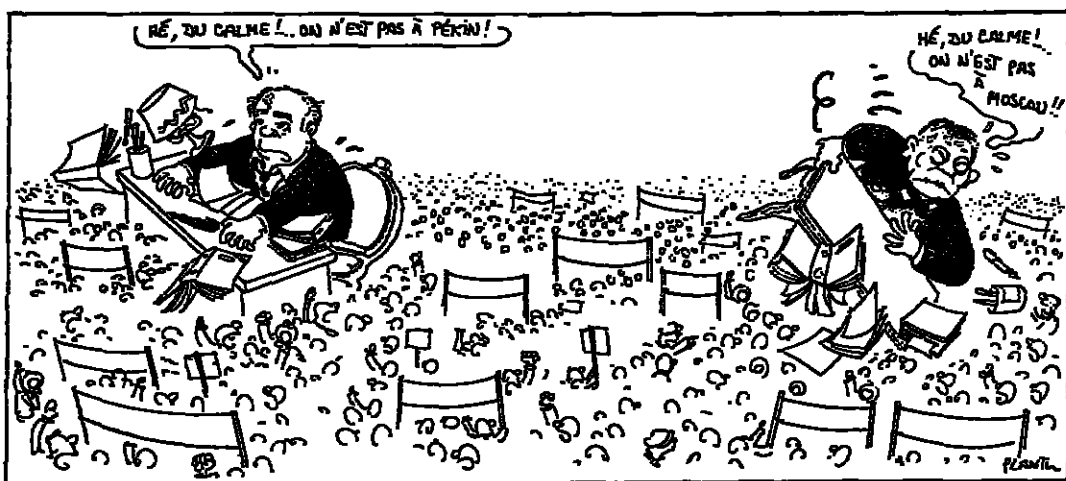
Les manifestations dans les deux grands pays communistes

Les partisans et les adversaires de la répression s'affrontent au sein de la direction chinoise

Après trois jours d'attente fiévreuse et de mobilisation populaire aux côtés des étudiants toujours massés sur la place Tiananmen, l'armée n'est toujours pas intervenue à Pékin, où les dirigeants se réunissent sans discontinuer. Selon les informations, dans la capitale, il se pourrait que les partisans de la manière forte, en premier lieu le premier ministre Li Peng, soient contraints de céder le pouvoir aux tenants d'un dialogue avec les étudiants.

PÉKIN
de notre correspondant

La « bataille de Pékin » est perdue pour les tenants de la manière forte en la loi martiale décrétée samedi, mais toujours pas appliquée plus de cinquante heures plus tard, le risque d'affrontements que l'on avait craint à l'origine commençait à s'estomper. La troupe, répétait-on, n'est pas là pour réprimer les étudiants contestataires qui demeurent sur la place Tiananmen, à l'issue de trois nuits folles qui se sol-



Si l'armée semblait décidée à ramener l'ordre dans la capitale en vertu de la loi martiale décrétée samedi, mais toujours pas appliquée plus de cinquante heures plus tard, le risque d'affrontements que l'on avait craint à l'origine commençait à s'estomper. La troupe, répétait-on, n'est pas là pour réprimer les étudiants contestataires qui demeurent sur la place Tiananmen, à l'issue de trois nuits folles qui se sol-

dent sur un « échec et mat » total pour le premier ministre Li Peng, désavoué par une fraction sans doute majoritaire de la haute direction. Lundi matin, l'armée a procédé à plusieurs lâchers de tracts sur Tiananmen, reproduisant une annonce de l'agence Chine nouvelle précisant que sa tâche était seulement de ramener un ordre social cohérent et non d'attaquer les « étudiants patriotes ».

FRANCIS DERON
(Lire la suite page 3.)

A Moscou, cent mille personnes ont réclamé la démocratie

Le comité central du PC soviétique s'est réuni, lundi 22 mai, avant la séance inaugurale, jeudi, du Congrès des députés du peuple. La veille, plus de cent mille personnes avaient assisté, à Moscou, à un meeting en faveur de la démocratie.

A Erevan, deux cent mille personnes ont assisté, dimanche, à une manifestation - autorisée - pour réclamer la libération des dirigeants du mouvement arménien emprisonnés à Moscou.

réformes, d'un peu plus de liberté et de démocratie, qu'on veut déjà, tout court, la liberté et la démocratie - pas la libéralisation, la liberté.

Sur l'estrade branlante, s'écrasaient députés baltes, moscovites, ukrainiens et arméniens, de jeunes leaders des clubs politiques et les trois héros du jour.

BERNARD GUETTA
(Lire la suite page 3.)

Sommet de Casablanca

L'Égypte a retrouvé sa place au sein de la Ligue arabe
PAGE 4

Conférence sur la francophonie à Dakar
Entre le drame sénégalais et le vague à l'âme général
PAGE 6

Cannes 89

- Sélection officielle : « Eaux printanières », « Chimère », « Monsieur Hire »
- Quinzaine des réalisateurs : « La Ville Zéro »
- Un certain regard : « Santa Sangre »

PAGES 18 et 19

Ce numéro contient le supplément
« Le Monde-Economie », folioté de I à IV,
en encart entre les pages 16 et 17.

Le sommaire complet se trouve page 30

Un sondage CSA pour « le Monde » et FR 3

L'armée de métier de plus en plus populaire

La dissuasion nucléaire et l'armée de métier recrutent de plus en plus d'adeptes en France, si l'on en croit un sondage CSA sur « Les Français et la dissuasion nucléaire », commandé par « le Monde » et FR 3, avant un débat télévisé, mardi 23 mai, sur la troisième chaîne avec la participation du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement.

Pour autant, selon la perception qu'en ont les Français interrogés, les risques d'une guerre entraînant leur pays s'éloigneraient, alors que le terrorisme et les menaces contre leur environnement écologique

apparaissent désormais comme les dangers les plus graves. De ce point de vue, l'Union soviétique n'est plus perçue majoritairement comme une puissance inquiétante, quand les pays arabes et l'Iran viennent en tête des éventuelles menaces militaires qui pourraient s'exercer contre la France.

C'est cette perception-là du contexte international qui expliquerait, selon ce sondage, que 67 % des Français interrogés souhaitent une négociation avec Moscou (sans entrer dans le conflit), voire l'adoption d'une position neutre, si les armées soviétiques envahissaient l'Allemagne. Ils sont 56 % (en accroissement sensible par rapport à 1982) à souhaiter une négocia-

tion (sans essayer de se défendre militairement) si, d'ailleurs, les armées soviétiques envahissent sur le territoire national.

La publication de ce sondage CSA-le Monde-FR 3 intervient alors que les services de M. Chevènement ont dû reprendre tous leurs calculs sur les dépenses de la programmation militaire, en cours de révision, à la suite des nouvelles orientations définies par le chef de l'Etat lors de sa conférence de presse de la semaine dernière (le Monde du 20 mai). Ce texte de loi sera sans doute discuté en conseil des ministres le 7 juin.

(Lire les résultats du sondage et le commentaire de JACQUES ISNARD page 14.)

Un entretien avec le président de la Bundesbank

« La libéralisation des mouvements de capitaux va dans le sens des intérêts des Français »

« Le Monde » consacre plusieurs suppléments à l'Allemagne fédérale : aujourd'hui, « le Monde de l'économie » ; mercredi, « le Monde Campus », et, vendredi, « le Monde Affaires ».

M. Karl Otto Poehl, le président de la Banque centrale de RFA, explique que la libéralisation totale des mouvements de capitaux au sein de la CEE, en 1990, devrait être très favorable à la France. Alors que le dollar poursuit son ascension (6,81 F le 22 mai à Paris, 2 DM à Francfort), le président de la Bundesbank juge inefficaces les interventions systématiques des banques centrales, et estime que les taux d'intérêt en France et en RFA devraient se rapprocher (lire page 30).

« L'Allemagne connaît actuellement une croissance économique plus forte que prévue. Cette haute conjoncture devrait-elle se prolonger ?

« En effet, aucun signe de changement ne se manifeste. Au contraire, pour citer cet exemple, les commandes reçues par les entreprises continuent à augmenter.

Craignez-vous une situation de surchauffe ?

Tout semble indiquer que nous nous trouvons, en Allemagne, en plein milieu d'un boom économique. Et cela nous inspire quelques préoccupations dans la mesure où le haut niveau de l'activité pourrait aggraver les tensions inflationnistes.

Ce danger vous paraît-il vraiment menaçant ?

« Nous ne sommes pas alarmés, mais, bien sûr, c'est ce

danger qui a motivé la décision récente du conseil d'administration de la Bundesbank de relever ses taux d'intérêt. Ce n'est d'ailleurs pas tellement l'évolution des prix à la consommation qui est notre principal souci. La hausse actuelle des prix à la consommation, de 3 % en rythme annuel, intègre les impôts indirects. Abstraction faite de cela, l'indice progresse actuellement au rythme de 2,5 % l'an environ. Nous sommes en fait beaucoup plus attentifs à l'évolution d'autres prix, notamment des prix à l'importation. Ceux-ci sont influencés par le cours du mark et la tendance haussière des prix du pétrole. Sur les douze derniers mois, les prix des produits importés ont augmenté en Allemagne de 7,2 %.

Propos recueillis par
PAUL FABRA
et ERIK IZRAELEWICZ.

(Lire la suite page 25.)

Clément Rosset Schopenhauer, philosophe de l'absurde



Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

Débats

ENVIRONNEMENT

Nucléaire : éclairer... l'opinion

par MICHEL CLAVERIE (*)

DANS la dernière décennie, l'équipement du territoire en centrales nucléaires avait suscité dans notre pays un débat qui fut souvent vif et ardent. L'enjeu avait été posé en ces termes : pour s'affranchir durablement de la contrainte énergétique, faut-il recourir massivement au nucléaire et supporter, du même coup, les risques qui y sont attachés ? Aujourd'hui, alors que notre parc nucléaire est installé et qu'il fonctionne comme n'importe quelle autre industrie, l'opinion ne semble plus attachée à l'importance des arguments économiques ni aux impératifs de sûreté qui ont sous-tendu le choix du nucléaire. On a ainsi l'impression qu'on est passé, en peu d'années, d'un débat d'opinion, public et agressif, à un débat feutré réservé à quelques spécialistes. Comme si la phase de construction des centrales portait en elle plus de conséquences et d'interrogations que la phase de fonctionnement quotidien dans laquelle nous sommes maintenant entrés.

En fait, il n'en est rien. Et pour ceux qui ont la charge de veiller au bon fonctionnement du parc nucléaire, au sein du ministère chargé de l'industrie, une telle impression est trompeuse, à tous points de vue. D'abord, parce qu'il est faux de penser que notre pays est une sorte de périmètre protégé où les enjeux d'opinion se sont effacés avec l'achèvement de notre programme d'équipement nucléaire et le ralliement des oppositions anciennes aux réalités du moment.

Ensuite, parce que le fait que le débat ait quitté le terrain des grandes controverses nationales ne doit pas amener à la conclusion qu'une opinion tranquille est une opinion qui acquiesce. Tout au contraire, pour les responsables de la sûreté nucléaire, seule une opinion qui comprend et s'intéresse à ces questions peut permettre aux politiques de sûreté de se développer dans des conditions optimales.

C'est pour cette raison et parce que nous parlons sur la capacité de l'opinion à adhérer à notre politique de sûreté que nous faisons de la communication une partie intégrante de notre action.

Nouveaux enjeux

Vivre avec le nucléaire au quotidien ne signifie pas que l'opinion a cessé, pour autant, de se poser des questions. En fait, les enjeux d'opinion ont changé de nature et les pouvoirs publics sont aujourd'hui confrontés à de nouvelles interrogations.

La phase du fonctionnement quotidien des centrales dans laquelle nous sommes maintenant à côté avec le basculement d'une partie de l'opinion non pas dans le camp des « personnes favorables au développement du nucléaire », mais dans

une attitude de « consensus contraint ». A partir d'un équilibre mieux perçu entre les avantages qu'ils tirent de l'énergie nucléaire et les inconvénients qu'ils supposent, nos concitoyens se disent désormais : d'accord pour croire à cette énergie nationale, puisqu'on ne peut plus faire autrement, mais nous voulons considérer qu'elle est sans faille... Le risque serait que cette réconciliation se transforme en un comportement en forme de « tout ou rien », la moindre perte de confiance, fondée ou infondée, engendrant un rejet catégorique de notre dispositif électro-nucléaire. Même si un tel risque existe, il est limité. Un des nombreux sondages effectués après Tchernobyl révèle que 70 % des Français estimaient en novembre 1986 que l'énergie nucléaire apporte une solution tout à fait ou assez satisfaisante au problème de notre indépendance énergétique.

Certes, on sait que le socle de cette rationalisation économique repose sur la conviction qu'un accident grave est impossible. On sait aussi que les conditions de cet état de l'opinion peuvent se modifier, si la perception des risques devient trop forte. La pression exercée désormais par nos voisins européens, la montée de valeurs individualistes chez les jeunes générations, la peur des filets modernes pour la santé, dont la radioactivité fait partie, et surtout la prise de conscience générale que le nucléaire, comme les autres mythes technologiques, n'est pas à l'abri d'erreurs humaines sont autant de facteurs nouveaux qui influent sur l'opinion. Ils sont à l'origine de nouvelles interrogations qui reposent en permanence le débat, autant dans son principe que dans ses modalités.

Responsabilisation

La difficulté aujourd'hui, c'est que les incidents et accidents survenus ces dernières années dans le fonctionnement des centrales n'ont pas été bien compris par l'opinion. Bien plus, Tchernobyl a fait surgir la conscience qu'il pouvait survenir un accident nucléaire porteur de dangers graves. Le phénomène ayant surpris tous les acteurs, il n'est accompagné aussi d'une relative perte de crédibilité des autorités concernées : les associations de consommateurs ont été les seules à voir leur cote de confiance augmenter aux yeux de l'opinion, après cet événement. Rien n'est donc plus comme avant et rien n'est désormais acquis dans ce domaine, ni en France ni ailleurs. La confiance de l'opinion dans le nucléaire, et notamment dans la sûreté des installations, se situe désormais au-delà des affirmations, ou du volontarisme. C'est ce qui rend aujourd'hui plus complexe la tâche des pouvoirs publics.

Le respect des normes de sûreté ne fait pas une politique. Celle-ci

repose d'abord sur la responsabilisation des acteurs, à tous les stades du processus de sûreté. Elle exige aussi que l'opinion ait un niveau de compréhension des phénomènes suffisant pour apprécier leur réalité.

Si notre sûreté est d'abord fondée sur la responsabilité de l'exploitant, il convient de rappeler qu'elle implique une séparation des rôles, au terme de laquelle le service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN) assure, au sein du ministère chargé de l'industrie pour le compte des pouvoirs publics, la mission de surveillance et de police des normes définies pour garantir à l'opinion un fonctionnement de nos sites nucléaires sans prise de risques inacceptables. C'est ce qui est fait et c'est ce qui oblige la mission de sûreté à s'exercer ouvertement pour permettre à tous les acteurs, techniques et politiques, d'assumer leurs responsabilités.

Mais la connaissance des pratiques de sûreté ne signifie pas forcément leur compréhension, lorsqu'il s'agit de l'opinion publique. C'est là où le discours scientifique atteint sa limite en démocratie si, sous prétexte d'éclairer l'opinion, on se contente de maintenir sa confiance sur des arguments d'autorité. Il en est ainsi dans le secteur nucléaire : le fonctionnement des équipements s'apparente à tous les autres processus industriels, comme ceux de l'aéronautique, de la chimie ou de l'automatique, mais, compte tenu de la perception particulière que l'opinion garde de la fission de la matière, on est amené à développer dans ce domaine une politique d'information plus exigeante. C'est pourquoi l'effort considérable entrepris par EDF, depuis plus de dix ans, pour faire visiter et comprendre le fonctionnement des sites reste la meilleure pédagogie, même si elle ne suffit pas encore à faciliter la compréhension des incidents qui émaillent et émailleront inévitablement la vie courante des installations nucléaires.

Plus difficile encore est l'appréciation par l'opinion des normes qui fondent notre politique de sûreté. Comme dans les autres industries que nous maîtrisons, ces normes sont calculées à partir de probabilités qui permettent de situer des occurrences d'événements, les contraintes étant fixées en proportion des risques que l'on estime pouvoir ou vouloir courir. C'est ainsi que dans le domaine nucléaire, nous fixons des contraintes tout à fait considérables

qui permettent de ne pas faire courir à la population concernée des risques qu'elle n'est pas prête à tolérer. C'est le seul aspect que l'opinion retient et sur lequel elle fonde sa confiance.

La vérité scientifique voudrait que l'opinion distingue, au-delà de cette assurance de principe, l'appréciation des phénomènes extrêmes qui ont été jugés à ce point improbables qu'on n'a pas voulu les imaginer et qui font partie dans l'absolu du risque encouru, comme par exemple des séismes tout à fait exceptionnels. Quelle que puisse être la tentation des spécialistes, ces situations hors normes ne constituent pas un sujet sur lequel il est aisé de communiquer, parce que l'opinion ne sait pas les interpréter et qu'elle aurait tendance à les installer en référence. Cela n'entraîne aucunement le fondement véritable du discours de sûreté, qui s'efforce aujourd'hui de faire de l'opinion un acteur à part entière de la politique de sûreté, conscient de toutes les données de l'exploitation de nos sites nucléaires.

Transparence et initiative

Dans le passé, la communication du SCSIN, autorité de sûreté, pouvait apparaître à juste titre particulièrement discrète et soucieuse de préserver l'image des exploitants. D'où le reproche fréquent du péché par omission. Depuis Tchernobyl, le SCSIN a tiré les conséquences des risques de défiance qui se sont manifestés dans l'opinion et a fait franchir à sa communication une étape décisive. Tout en étant concertée avec l'exploitant, cette communication est aujourd'hui fondée sur un premier principe intangible : la transparence. Cette nouvelle exigence se traduit par une large information du public sur le travail accompli par l'autorité de sûreté. Le fonctionnement des sites fait l'objet d'un suivi permanent, disponible sur minitel que tous, spécialistes ou non, peuvent consulter. Tous les incidents, un tant soit peu significatifs sont répertoriés sur une échelle de gravité qui permet au grand public de situer l'importance des phénomènes relatés et nous nous efforçons, dans le respect du public, d'avoir une attitude d'information irréprochable.

Au-delà de l'information relative au fonctionnement du parc et qui constitue le fondement de notre communication, nous avons décidé d'initier une démarche pédagogique, en nous appuyant en premier lieu sur les relais d'opinion. Nous attachons la plus grande importance au fonctionnement des commissions locales d'information qui sont chargées de développer des échanges continus d'informations entre les élus et les sites nucléaires. Nous menons, d'autre part, une politique de contact régulier avec la presse pour expliquer plus à fond nos décisions et transmettre aux médias les données dont ils ont besoin pour les interpréter. C'est ainsi que les travaux visant au redémarrage de Creys-Malville ont fait l'objet, en concertation avec l'exploitant, d'une mise à plat complète avec la presse.

Nous incitons parallèlement les directions régionales de l'Industrie de la recherche à assumer cette mission d'information dans leurs régions.

La complexité du sujet ne doit jamais servir de prétexte à l'absence de clarification de notre activité. De

même, la nature claire et rude de nos relations avec l'exploitant ne nous empêche pas de faire valoir nos différences, si elles correspondent à notre analyse des phénomènes. Ce processus actif d'information va, certes, générer une demande sans cesse plus précise face à laquelle il faudra nous organiser. Cela fait partie de la façon moderne dont nous comprenons notre mission.

Notre parc nucléaire doit fonctionner avec un taux élevé d'acceptation de l'opinion, lequel ne se déve-

loppe que sur la connaissance rationnelle de la réalité nucléaire. Il convient donc de sortir du cercle vicieux selon lequel on aurait intérêt à en dire le moins possible pour conforter l'indifférence générale. Il faut entrer dans un cercle vertueux où plus on en dit, plus les choix sont compris et plus les comportements deviennent responsables. C'est aussi le seul moyen de conforter le fonctionnement de cette industrie et de la rendre acceptable dans l'Europe du grand marché, en la rendant exemplaire.

(*) Chef du service central de sûreté des installations nucléaires.

Un nouveau droit de l'homme

par CORINNE LEPAGE JESSUA et CHRISTIAN HUGLO (*)

TOUTS ceux qui, depuis de longues années, luttent pour protéger l'environnement ne peuvent que se réjouir de ce que la communauté internationale s'efforce enfin des conséquences catastrophiques à l'échelle planétaire d'une politique industrielle et de préoccupations financières et économiques peu respectueuses de la survie de l'humanité.

En Europe, la France apparaît comme réticente à faire de l'environnement une priorité, au même titre que l'emploi et la croissance économique. Non pas que les textes manquent pour assurer le respect de la nature ; l'article 1^{er} de la loi du 10 juillet 1976 fait de la protection de l'environnement un intérêt général, et la pratique des études d'impact s'est largement répandue. Des lois strictes, dantesques qui concernent l'eau, l'air, le sol ou les déchets viennent apparemment rassurer le citoyen sur l'ardeur que met l'administration à assurer un environnement sain et de qualité.

Mais l'expérience du juriste est tout autre ; ces lois n'organisent en réalité que la conciliation des intérêts généraux, parmi lesquels l'environnement n'est que secondaire pour ne pas dire accessoire ; l'intérêt économique et le chantage à l'emploi l'emportent invariablement dans l'esprit des décideurs sur l'intérêt de la nature, dont les atteintes ont constamment un coût mais officiellement pas de prix. Le secrétariat à l'environnement reste un département ministériel mineur, quels que soient les efforts de ceux qui y travaillent. La jurisprudence du Conseil d'Etat a toujours dans les grands dossiers d'environnement donné la priorité à l'énergie nucléaire — impératif national primordial — ou aux impératifs économiques ; les juges répressifs n'ont le plus souvent que de simples contre-

ventions à leur disposition : il est moins grave de marier une centrale nucléaire sans autorisation ou de polluer l'air que de maltraiter un chien ou de voler à l'école ! Seul un réel changement d'état d'esprit peut mettre fin à cette situation. Le juge comme le législateur ne font que traduire juridiquement l'évolution des aspirations et des besoins de la société à un moment donné du temps. Sur le plan politique, l'environnement abandonné souvent à des groupes marginaux a eu mauvaise presse, à l'opposé des situations étrangères où l'écologie est une donnée essentielle du débat et donc de la vie politique depuis plusieurs années.

Certes, sous l'effet combiné des menaces actuelles, de l'isolement de la politique française, notamment en matière nucléaire, et des prises de conscience du grand public, l'évolution est en cours. L'existence d'un électeur a suscité un parti « vert » et la reprise à leur compte par les partis classiques de la revendication écologique.

Il ne s'agit encore que de mots dès lors que la problématique est inchangée et l'état de droit « stationnaire ». Il faut donc aller au-delà. En cette année du Bicentenaire, seule la reconnaissance d'un principe constitutionnel du droit de l'homme à sa survie, c'est-à-dire à son environnement, peut arriver au bout des difficultés juridiques actuelles.

Ce principe, qui s'imposerait, conformément à notre Constitution, à tous les pouvoirs publics et aux juridictions de notre pays non seulement garantirait le citoyen contre ces abus connus dans le passé et le présent, mais encore montrerait que la France est encore capable, deux cents ans après la Déclaration des droits de l'homme, de créer « les principes particulièrement nécessaires à l'homme de l'an 2000 ».

(*) Avocats à la cour de Paris.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauré (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wolsky

Rédacteur en chef :
Daniel Verneil

Correspondant en chef :
Claude Sales

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 206 136 F

Impression
de « Monde »
7, r. des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications n° 57 437

Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 42-47-99-81

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS tarif normal
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer CE BULLETIN accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Les codes

Dalloz ne

cessent de

grandir : régulièrement

mis à jour, enrichis

des annotations de

jurisprudence et

complétés de bibliographies,

toujours accessibles grâce à

de nombreuses tables. Code du

travail 1989.



Sa grandeur est à l'intérieur.

20 CODES DALLOZ • LE DROIT DE SAVOIR

هكذا من الأدب

Etranger

Le Monde • Mardi 23 mai 1989 3

Les partisans et les adversaires de la répression s'affrontent au sein de la direction chinoise

(Suite de la première page.)

L'expression « étudiants patriotes » signifie bien que les militaires chargés de faire révéler le calme et permettre de nettoyer la place jonchée de détritus, aux allures de camp retranché, ont agi de la manière la plus agressive possible face à un « pouvoir populaire » chinois qui a fait l'éclatante démonstration de sa puissance.

Les étudiants grévistes de la faim, sentant le dénouement de la crise s'approcher, ont mis un terme à leur mouvement de jeûne. Sauf nouveau coup de théâtre, un début de normalisation était attendu pour la fin de journée dans Pékin épuisée par le soulèvement non violent.

La population tout entière s'est mobilisée à partir de vendredi soir, plus violemment encore samedi soir, pour empêcher l'entrée des soldats dans sa ville. Par les moyens traditionnels dans ces circonstances : barricades et barrages. Lundi matin, la capitale ressemblait à une véritable cité insurgée. A une nuance près, toutefois : aucun de ces « insurgés » n'était porteur d'une arme.

« On veut nous les tuer ! »

Les seules armes qu'on ait vu le peuple de Pékin, regroupé, toutes catégories sociales confondues, derrière les étudiants, opposer aux convois de soldats massés à la périphérie de la ville, cadrent bien avec la nature même de ce soulèvement populaire sans précédent : le non-violence. Il y avait peut-être plusieurs millions de Pékinois, debout toute la nuit, devant lesquels les canons de transport de troupes se sont comme enfilés ; et le verbe, stimulé par les étudiants contestataires, qui ont réussi en plusieurs occasions à se gagner la sympathie des soldats, avec le concours d'une solidarité éclatante, irrefrangible, du peuple.

Les soldats — au total sept corps d'armée qui auront refusé de prendre la capitale dans les

conditions que leur imposait le premier ministre vendredi — ne savaient pas exactement, en arrivant à Pékin, armés de fusils automatiques mais, pour nombre d'entre eux, non porteurs de munitions, ce qu'ils y trouveraient. Pendant trois nuits, les Pékinois leur ont barré la route. Avec des autobus placés en travers des avenues, des chicanes faites de collecteurs d'égouts, de barrières de circulation, de tas de graviers, de camions de charbon ou de sacs de ciment, voire, dans un quartier fleuri, des arbres en pots artistiquement disposés sur toute la largeur de la chaussée.

Il n'y avait pas de triomphe, lundi à l'aube, dans les rues de Pékin. Seulement la force, fatiguée, d'une conscience tranquille exprimée, sans rancœur pour la troupe, qui a été jetée dans ce guépier au mépris de tout ce qui fait encore — mais pour combien de temps ? — la légende du régime. « L'armée du peuple aime le peuple, le peuple aime l'armée du peuple ». Ce slogan, on le voyait partout sur les pancartes dont ces « émeutiers » pacifiques avaient hérisé leurs barrières pour empêcher la progression des convois. « Si on nous tue, l'armée du peuple n'a plus de raison d'être », ajoutait un manifestant.

Car on a cru à de multiples reprises à une intervention massive de la troupe, depuis l'annonce de M. Li Peng, à 10 heures samedi. C'est cette croyance qui a soulevé les bonnes volontés autour de ce noyau d'étudiants grévistes de la faim enrachés depuis une semaine sur la place Tiananmen. « On offensait nos étudiants, et maintenant on veut nous les tuer ! » ont-ils protesté. Le peuple de Pékin n'avait pas besoin de plus pour se soulever à sa manière.

Le pouvoir l'a compris à un moment qui n'est pas encore clairement déterminé, au cours de la nuit de samedi à dimanche. A l'aube, on a vu le dernier survol d'hélicoptères Gazelle au-dessus de l'avenue Chang'an, entre la banlieue est et la place Tiananmen. Puis, à 8 h 30, dimanche, la

réunion de laquelle a été annoncée l'intervention de l'armée.

Lundi, les médias commencent à fonctionner à nouveau, en dépit de la loi martiale, toujours théoriquement en vigueur, de manière plus conforme à la « transparence » que prône M. Zhao Ziyang, le secrétaire

général, qui barrait dimanche la route menant à la ville, et ces entrepreneurs privés, montants fièrement des motocyclettes importées, qui défilent en permanence d'est en ouest, jusqu'aux positions occupées par les soldats à la périphérie ? Les premiers applaudissements à tout rompre lorsque le cortège de motos faisait un nouveau passage en vrillant, drapés de la Ligue de la jeunesse communiste en tête.

L'amertume des soldats s'est étalée dans un reportage télévisé où un officier s'étonnait qu'une telle opération ait été lancée sans qu'on ait prévu pour la troupe de quoi se sustenter convenablement et bivouaquer aux portes de la ville, puisque celle-ci leur était interdite par la population. L'officier priait les autorités de régler aussi ce problème — ce qui laisse, d'une part, entrevoir une assez incompréhensible légèreté dans le dispositif envisagé et, d'autre part, permet à tout le monde de comprendre que c'est la population qui a effectivement, en bien des points, nourri les militaires.

Un retour de M. Zhao Ziyang ?

Même au *Quotidien du peuple*, on se sentait à nouveau d'un moment frondeuse, lundi, en publiant en première page une information provenant de Budapest citant le premier ministre hongrois sur un problème bien chinois, malgré son apparent manque d'actualité : « La caractéristique la plus détestée du style de feu le dirigeant soviétique Joseph Staline était son usage des forces militaires dans les rapports avec le peuple ». La page en question s'est vite retrouvée collée sur les poteaux télégraphiques de Pékin, l'information entourée au feutre pour attirer l'œil aux côtés de tracts illégaux dénonçant le coup d'Etat déguisé de M. Li Peng.

Le pouvoir, ou ce qui en reste, s'arrachera sans doute à ce problème dès qu'il aura réglé le plus gros, celui de la succession. Une réunion — probablement une session plénière du comité central du parti,

légale cette fois — était en cours dans la journée de lundi à la résidence de Zhongnanhai, le siège du PCC. Tout indiquait que le régime, fortement ébranlé, cherchait à annoncer en fin de journée un renouveau profond illustrant la victoire de M. Zhao sur son premier ministre putschiste.

Mais le plus grand pendant, même s'il n'est pas mis en cause dans les décisions à venir, semble à n'en pas douter M. Deng Xiaoping, qui voit s'effondrer les rêves qu'il entretenait d'être le premier dirigeant communiste chinois à disparaître en laissant en place une succession harmonieuse. M. Deng, président de la commission militaire du parti, n'a à aucun moment été nommé dans les décisions des semaines-dernières heures. Il est évident que sa crédibilité, déjà passablement érodée par l'agitation des dernières semaines, est en chute libre, à la suite des mésaventures de ses troupes aux portes de sa capitale.

Outre M. Li Peng, les personnalités qui l'ont accompagné dans cette aventure, en particulier M. Qiao Shi et Hu Qili, membres du bureau politique, paraissent à peu près condamnés. Il reste à M. Zhao à rebâtir de toutes pièces — en dépit du fait qu'il n'est pas véritablement populaire — un régime avec la caution des militaires de la vieille garde, tels les maréchaux Nie Rongzhen et Xu Xiangqian, qui ont montré, depuis leur retraite, qu'ils conservaient une influence certaine sur les orientations du régime en cas de panique, comme ce fut le cas ce week-end.

Ce sont eux qui ont reçu des délégués étudiants dimanche soir pour les rassurer sur les intentions de l'armée et infliger du même coup aux commanditaires de ce putsch manqué contre le secrétaire général du parti un désaveu radical. L'armée — dont l'unité peut se naître, malgré les complications dont peuvent avoir bénéficié Li Peng et ses collègues, plus vite que celle de l'administration civile — apparaît en position d'arbitre dans le règlement de la crise et ses suites à venir.

FRANÇOIS DERON.



radio a interrompu la diffusion régulière des communiqués sur la loi martiale, et, après une minute de crachotements, a diffusé, tout le reste de la journée, de la musique de variétés. La télévision n'a pas montré une seule fois, dimanche, le speakerine qui, samedi, apparaissait régulièrement sur les écrans pour lire les mêmes textes signés de M. Li Peng et des responsables de la municipalité.

L'amertume de la troupe

Le premier ministre a ainsi « disparu » physiquement des médias, de même que ses collègues ayant participé à l'issue à la

général du Parti communiste, dont il n'a nullement été confirmé qu'il ait effectivement démissionné de son poste.

Un journal assurait que — contrairement à ce que disait M. Li Peng vendredi — « l'ordre social restait excellent » à Pékin en dépit de l'absence de forces de sécurité. De fait, on n'a pas vu, depuis le début de cette mini-révolution de trente-huit jours, un seul acte de pillage, ni des méfaits commis par des éléments incontrôlés, ni la moindre hostilité entre les diverses composantes des manifestations, pourtant parfois très variées.

Quel rapport, par exemple, entre ces ouvriers du complexe sidérurgique de la capitale, partiellement en

Manifestations de solidarité à Paris et dans le monde

« 1789-1989, Bastille-Tiananmen »

Des milliers d'étudiants chinois ont manifesté en faveur de leurs camarades de la place Tiananmen dans un certain nombre de grandes capitales et de villes universitaires à travers le monde, de Bonn à Londres, à Stockholm, à Genève, à Tokyo, à Sydney, à Toronto ou à Vancouver.

A Paris, ils étaient plus d'un millier, dimanche 21 mai après-midi, sur l'Esplanade des droits de l'homme, au Trocadéro, entourés de Chinois de Paris mais aussi de Chine populaire se trouvant à Paris, venus parfois en famille. Dans une atmosphère de fraternité, ils ont chanté l'hymne de la République populaire et « Démocratie, liberté, justice ! » sur l'air de Frères Jacques. Ils se relayaient à la tribune pour crier des slogans et réclamer des vers de manifestant brevardier M. Li Peng et Deng, que la foule reprenait en chœur.

« Deng, ta tête ne tourne plus rond, démissionne et va jouer au bridge ! », « Nous voulons la

liberté ! », criaient les étudiants jusqu'à l'encorement. « 1789-1989, Bastille-Tiananmen » disait un callot tandis que d'autres proclamaient « Li Peng, Deng, foutez le camp ! », « Non à la répression ! », « Allez-vous en les dictateurs, les vieillards au pouvoir ! ». Un étudiant, juste arrivé de Pékin rapportait les slogans les plus utilisés là-bas.

Banquet blanc

Beaucoup de manifestants avaient le front peint d'un bandeau blanc, comme sur la place Tiananmen. Ils étaient venus de Paris, mais aussi d'Orsay, de Compiègne, de Rennes et d'Orléans et donnaient des sommes importantes à la collecte pour leurs camarades de Pékin. L'Union des étudiants chinois de France, organisme officiel, participait à la manifestation et a rendu publique une déclaration envoyée au PC chinois « protestant vigoureusement contre l'instauration de la loi martiale (...) et demandant la démission immédiate de M. Deng et Li ».

Des étudiants de Hongkong et de Taïwan, SOS-Racisme avec M. Harlem Désir, l'UNEF-ID avec son président, la Ligue communiste révolutionnaire, le MEPT et le cinéaste Joris Ivens leur ont apporté leur soutien. Des mouvements anti-communistes vietnamiens arboraient slogans et drapeaux un peu plus bas sur l'esplanade. A l'issue de la manifestation, les étudiants se sont rendus vers l'ambassade de Chine, protégée par la police, où plusieurs d'entre eux ont été reçus par l'ambassadeur.

Représentant de la fédération pan-chinoise des syndicats au congrès de la CGT, M. Fang Jiade a d'autre part déclaré que les travailleurs chinois « soutiennent les actes patriotiques de la majorité des étudiants pour la liberté et la démocratie. Nous espérons que la démocratie et la liberté se développeront rapidement ». Enfin, plusieurs intellectuels chinois résidant en France ont manifesté leur colère et leur angoisse devant le risque que le sang coule à Pékin.

P. de B.

Plusieurs centaines de milliers de personnes dans les rues de Hongkong

TOKYO de notre correspondant

Tandis que les touristes japonais annulent leur voyage en Chine, les deux mille étudiants chinois vivant à Tokyo ont organisé, dimanche 21 mai, une manifestation dans le centre de la capitale demandant la levée de la loi martiale et désignant la « dictature » des autorités de Pékin. Si les commentaires politiques sur la situation en Chine sont encore rares, les milieux d'affaires nippons s'inquiètent pour leurs investissements.

A Hongkong, en revanche, des réactions franchement politiques ont connu un degré d'intensité rarement vu dans le territoire. La proclamation de la loi martiale a en effet ravivé dans la population chinoise les craintes du retour de la colonie britannique sous l'autorité de Pékin en 1997.

Plusieurs centaines de milliers de personnes (de 500 000 à un 1 million) ont manifesté, dimanche, du début de l'après-midi au début de la soirée. Un grand meeting a eu lieu sur le champ de course. La veille, malgré une pluie torrentielle, plus de 25 000 personnes s'étaient rassemblées pour protester devant le bâtiment de l'agence Chine nou-

velle, qui représente de facto les autorités de Pékin dans la colonie. Phénomène nouveau à Hongkong : on a noté un début de dissidence de la presse communiste locale, dont certains éditoriaux ont pris position en faveur des étudiants.

M. Martin Lee, membre du Conseil législatif et l'un des plus actifs défenseurs des droits à la démocratie des habitants, a déclaré pour sa part : « Si le mouvement étudiant, et surtout le mouvement populaire, sont réprimés par la force, je pense que la population de Hongkong aura la preuve qu'elle n'a aucune confiance à avoir dans les engagements de Pékin vis-à-vis d'elle. Ce qui arrive aujourd'hui à Pékin arrivera demain à Hongkong ». La situation en Chine ne peut qu'accroître la controverse suscitée par la Loi fondamentale, qui doit être adoptée en 1990, et devrait garantir l'autonomie de Hongkong pendant un demi-siècle.

Signe de l'échauffement des esprits dans la colonie, la Bourse a connu vendredi dernier sa chute la plus spectaculaire depuis le krach d'octobre 1987. Le cours du dollar de Hongkong chutant également par rapport à la devise américaine.

Ph. P.

Quinze mille manifestants à Macao. — Quinze mille personnes ont manifesté, dimanche 21 mai, dans le territoire de Macao, proche de Hongkong, pour soutenir les protestataires chinois.

M. Fabius : « Un mai 68 à la puissance 100 ». — M. Laurent Fabius a exprimé, samedi 20 mai, au cours de la conférence socialiste européenne organisée à Paris (lire page 8), son « émotion » devant les événements de Pékin et son « souhait que la violence relationnelle soit brisée et que le dialogue l'emporte ». Pour M. Fabius, c'est « un mai 68 à la puissance 100, à la puissance 100 » qui « secoue » la Chine, les revendications des manifestants étant inspirées par « les valeurs et les aspirations qui incarnent depuis si longtemps nos démocraties européennes ». Le chef de file socialiste pour l'élection européenne a affirmé que c'est « l'approche socialiste et social-démocrate — démocratie politique, Etat social, économie mixte — qui constitue la vraie réponse aux échecs du capitalisme libéral et du collectivisme bureaucratique agonisant ».

M. Bush prêche la modération

Le président américain Bush a invité, dimanche 21 mai, les autorités et les étudiants chinois à faire preuve de « modération », affirmant qu'il ne voulait pas voir « un bain de sang » à Pékin. « C'est peut-être le moment d'être prudent, a-t-il ajouté lors de sa conférence de presse commune avec M. Mitterrand à Boston. Nous souhaitons voir le peuple chinois accéder à la démocratie, mais nous ne voulons pas nous livrer à des exhortations au risque de provoquer une

confrontation. Nous ne voulons pas revoir ce que nous avons vu naguère en Birmanie et dans d'autres pays. » Prenant l'exemple de Martin Luther King, M. Bush a conseillé aux étudiants de s'en tenir à la « protestation pacifique ». De son côté, M. Mitterrand, interrogé sur ce qu'il dirait aux étudiants chinois, a répondu : « Je leur dirais que la liberté est l'un des biens les plus précieux du monde, mais j'ai l'impression qu'ils l'ont deviné eux-mêmes. »

WASHINGTON correspondance

Jusqu'à l'arrêt des transmissions imposé par les autorités de Pékin aux réseaux de télévision américains, le contraste a été frappant entre l'exceptionnelle publicité donnée par les médias aux événements de Chine et l'extrême prudence des milieux officiels américains. Le département d'Etat américain a attendu quarante-huit heures pour sortir de son silence afin de rappeler que les Etats-Unis soutiennent la liberté d'expression et de réunion.

SR-LANKA : plus de cinquante morts au cours d'affrontements entre Tamouls. — Plus de cinquante meurtres ont été tués dimanche 21 mai au cours d'un violent affrontement armé entre deux groupes rivaux de résistance tamoul dans le nord du pays, à indiqué lundi un porte-parole militaire à Colombo. Les combats ont eu lieu quand des partisans du principal groupe séparatiste des Tigres (LTTE) ont attaqué un camp de l'Organisation de libération populaire de l'Est tamoul (PLOTE). — (AFP.)

Mais, entre-temps, les étudiants chinois résidant aux Etats-Unis et d'autres groupes d'Américains d'origine chinoise qui avaient suivi les événements à la télévision ont organisé dans les grandes villes de bruyantes manifestations de soutien aux étudiants de Pékin et d'hostilité à l'égard des dirigeants chinois.

Les milieux officiels ne cachent pas leur embarras. Ils ont conscience de ne pouvoir en aucune façon influencer les événements, mais aussi de l'effet négatif que des critiques, même voilées, du gouvernement de Pékin, auraient sur les relations sino-américaines. Paraphrasant les paroles du secrétaire d'Etat, M. Baker, on dit ici que l'intérêt des Etats-Unis n'est pas de favoriser l'instabilité en Chine. Mais même une simple prise de position pourrait apparaître comme une intervention dans les affaires intérieures chinoises, ce qui aurait des conséquences imprévisibles. En même temps, on se rend compte qu'une discrétion prolongée pourrait apparaître comme une complicité tacite avec les autorités de Pékin, de nature à ternir dans l'opinion internationale et du tiers-monde en particulier l'image des Etats-Unis, champion de la démocratie.

Les milieux officiels craignent qu'une répression, même limitée, du mouvement des étudiants ne stimule les pressions de divers groupes et des membres du Congrès demandant au gouvernement de Washington de prendre une position nettement favorable aux étudiants. Mais on ne manque pas au département d'Etat de souligner les susceptibilités des autorités de Pékin qui, en février dernier, avaient réagi négativement à l'invitation adressée par le président Bush, alors en visite officielle, à une personnalité de la dissidence.

H. P.

Les visites de la reine des Pays-Bas et de M. Chevènement à Pékin reportées. — La visite officielle que la reine Beatrix des Pays-Bas devait effectuer du 24 au 30 mai en Chine a été annulée « à la lumière des événements actuels en Chine et en accord avec les autorités chinoises », a annoncé samedi 20 mai la Cour néerlandaise dans un communiqué. D'autre part, Pékin a « suggéré » samedi à M. Jean-Pierre Chevènement de « reporter » le voyage qu'il avait prévu de faire en Chine du 24 au 29 mai, et-on apprend samedi à Paris au ministère de la défense.

JACQUES NINIO

JACQUES NINIO
L'EMPREINTE
DES SENS

▲ Nos sens sont-ils doués de raison ?

EDITIONS
ODILE JACOB

IL Y A DES IDÉES QUI FONT AVANCER LES IDÉES

ISBN 2-7381-0061-9 130F

Proche-Orient

Pour chaque « martyr » dans les territoires occupés

La « direction » du soulèvement appelle à des représailles contre les colons et soldats israéliens

JÉRUSALEM
de notre correspondant

« Une erreur politique », ont commenté plusieurs intellectuels palestiniens à la lecture du dernier communiqué — numéro 40 — de la direction unifiée du soulèvement (regroupant toutes les tendances de l'OLP), qui, pour la première fois, appelle explicitement au meurtre d'Israéliens.

Selon la version la plus couramment diffusée de ce texte, la direction, évoquant à la fois la nécessité de « l'autodéfense » et le besoin de « faire payer très cher ses crimes à l'ennemi », exhorte les « groupes de choc » présents dans les territoires à « liquider un soldat ou un colon pour chaque martyr de leur peuple ». La formulation va un peu plus loin que les communiqués précédents qui avaient déjà appelé à des « confrontations violentes avec l'armée et les colons, à l'aide de couteaux, haches, pierres et cocktails Molotov ».

Selon plusieurs sources palestiniennes, une telle formulation va à l'encontre de l'image que le soulèvement palestinien a toujours voulu donner de lui-même — révolte politique de toute une société contre l'occupation et non guérilla traditionnelle menée par des petits groupes militants. Elle fournit un prétexte — attendu, selon certains — à un renforcement de la répression de la part de l'armée et des colons. Elle donne l'impression de divisions au sein de l'OLP, puisqu'elle paraît en complète contradiction avec les plus récentes déclarations de M. Yasser Arafat. Le président du comité exécutif de l'OLP a assuré durant le week-end que l'affrontement armé de la semaine dernière en Cisjordanie ne signifiait pas que les Palestiniens des territoires avaient changé de stratégie, et que les instructions de l'OLP étaient toujours : « Le peuple palestinien dans les territoires occupés n'utilise pas d'armes ». C'est aussi l'opinion de l'état-major israélien, qui s'est vu

accablé de critiques par les ministères de la droite pour l'avoir formulée.

En revanche, Abou Abbas, chef du Front de libération de la Palestine et membre du comité exécutif de l'OLP, estime que « les pierres ne sont pas suffisantes dans les territoires occupés » et qu'« il faut y ajouter le fusil ».

Après cinq jours de bouclage total, le couvre-feu a été levé dans la bande de Gaza. Peu de Gazaouis sont cependant allés travailler en Israël du fait d'une grève générale et alors que le week-end restait marqué par de nombreux affrontements dans les territoires : quatre morts de samedi à dimanche, dont deux adolescents, et de nombreux blessés par balles. Enfin, toute la nuit de dimanche à lundi, plusieurs centaines de colons ont manifesté dans la région de Jérusalem et bloqué les routes après qu'une famille de l'implantation de Malch-Adumim eut été attaquée et blessée à coups de pierres.

A. F.

Confrontation à Hébron

L'« autodéfense » des colons de Kiriath-Arba

KIRIATH-ARBA
(sud de la Cisjordanie)
de notre envoyé spécial

Shalom Wach est un homme en colère. Il annonce des jours sombres, des jours d'affrontements, peut-être de plus en plus durs, comme il s'en produit à un rythme accéléré entre ses administrés, les cinq mille colons israéliens de l'implantation de Kiriath-Arba, et leurs voisins, quelque cinquante mille Palestiniens de la ville de Hébron — là où reposent Abraham, prophète que vénèrent l'islam et le judaïsme. C'est un lieu où l'histoire a déjà été tragique, lorsque la population massacrée d'un certain nombre de juifs en 1929. Shalom Wach est le maire de Kiriath-Arba et, très symboliquement, son bureau tourne le dos à Hébron.

Semaine après semaine, les accrochages entre colons et manifestants palestiniens ont gagné en ampleur. La face-à-face n'est pas rassurant. D'un côté, une population de colons où l'influence de l'extrême droite nationaliste et religieuse est forte, peut-être dominante — la tenue pour les hommes, à Kiriath-Arba, c'est le kippa (calotte), la barbe, la mitaïllette Uzi dans la poche ou le pistolet à la ceinture ; de l'autre, une communauté palestinienne où l'islamisme est traditionnellement virulent — on porte aussi la barbe, mais façon « frères musulmans ». L'ensemble constitue une des combinaisons les plus favorables à une catastrophe que la presse et une bonne partie de la classe politique déclarent redouter chaque jour un peu plus.

Milices privées

Ces dernières semaines, il y a eu des blessés chez les colons. Alors qu'ils reviennent à Jérusalem ou travaillent la majorité des résidents de Kiriath-Arba, leurs voitures ont été prises en embuscade et bombardées à coups de pierres. En un mois et demi, les colons disent avoir recensé sept cent cinquante attaques. Par centaines, les habitants de Kiriath-Arba sont descendus sur Hébron, pour y mener des raids de représailles. « Il faut comprendre, dit Shalom Wach, c'est devenu le Far-West ici : à Hébron, il n'y a plus ni justice ni police pour contrôler la population arabe. Si

on ne peut pas circuler librement, « ou » non plus ne circuleront pas. (...) Une pierre lancée contre une voiture qui roule à 80 kilomètres/heure, c'est un attentat criminel ».

Suit un long développement sur le sentiment d'« abandon » qu'éprouveraient les colons, ces Israéliens installés de l'autre côté d'une ligne verte (la frontière d'après 1967) à laquelle l'entité a rendu toute sa signification, véritable barrière entre Israël et les territoires occupés. « J'ai le sentiment, dit Shalom Wach, que le gouvernement ne comprend ni ne réalise ce que nous vivons au jour le jour. » Hébron déjà entendu en d'autres lieux et d'autres circonstances : c'est le pouvoir politique qui bride l'armée et l'empêche d'employer les grands moyens pour mettre un terme au soulèvement palestinien. « Les autorités ont perdu les pédales, l'armée pourrait rétablir l'ordre en vingt-quatre heures si on lui donnait les directives adéquates, faites de quoi nous nous allons nous mettre à lancer des pierres pour obliger le gouvernement à trouver des remèdes plus sérieux au soulèvement ».

« Déhors »

La presse affirme que les colons se sont organisés en milices privées pour assurer eux-mêmes — et à leur façon — la « maintenance de l'ordre ». Shalom Wach dément catégoriquement. Mais à quelques pas de la municipalité, il y a trop de jeeps civiles surmontées d'étranges antennes, trop d'hommes en armes et sans uniforme pour qu'on ne mette pas en doute les propos du maire. Le climat est à l'« autodéfense », attitude ouvertement encouragée par certains membres du gouvernement.

Où s'arrête l'autodéfense, et où commence la justice privée, façon Far-West, justement ? Depuis le début de l'intrada, au moins une dizaine de Palestiniens des territoires ont été tués par des civils israéliens. A Kiriath-Arba, il est arrivé ces derniers jours que l'armée doive bloquer les portes de l'implantation pour empêcher les fameux raids de représailles. Un conseil des ministres, dimanche 21 mai, le chef de l'état-major, le général Dan Shomron, s'est plaint de devoir immobiliser des effectifs de plus en plus importants dans la région

d'Hébron pour contrôler certains groupes de colons. L'attaché militaire du Département d'Etat à Jérusalem Post écrivait le même jour : « Les colons juifs, tout particulièrement dans la région de Hébron, poursuivent quotidiennement leurs raids de vengeance sauvage contre leurs voisins arabes à la manière provocatrice. (...) L'armée ne pourra pas continuer longtemps à s'occuper de colons qui ont effectivement pris la loi entre leurs mains, tirant, blessant et tuant ».

A l'arrêt de bus de l'entrée de Kiriath-Arba, devant le café où rendez-vous prennent les colons, un jeune homme court et s'arrête, prêt à travailler à la fois « dans l'industrie du bois et dans la sécurité », et porte l'indivisible Uzi en bandoulière, explique : « Oui, nous avons un système d'autodéfense et des patrouilles civiles, mais en accord avec l'armée ». Le jeune homme poursuit : « Vous savez, après nos raids, les [les Palestiniens] ne se promènent plus le tête haute en regardant à notre passage. » « Nos raids », ce sont — dans les meilleurs des cas — des raids de coups de feu tirés à l'« air » par les quatuorze Palestiniens, des balles qui viennent perforer les réservoirs d'eau ; ce sont des portes, des fenêtres de maisons brisées, et le plus souvent, des dizaines de voitures endommagées — « et si nous ne tirons pas à l'arme, nous ne pouvons pas nous en passer ».

S'il n'y avait pas « tous ces problèmes de politique internationale », Itzhak, responsable de la sécurité à la municipalité, aurait bien, lui, « la solution » au soulèvement. Une « solution humanitaire », explique-t-il avec un accent qui chante encore son Afrique du Nord : « Tu prends le moindre facteur de troubles et tu le mets dehors. Le Palestinien qui jette des pierres, je lui dis, dégage ! Hébron ? Tu ne vas pas vivre avec moi, je comprends, alors je te paye le bus, je te donne quinze jours pour vendre ta maison, tu prends tes affaires et tu t'en vas, c'est simple ».

Sur une table, aux côtés d'Itzhak, dans le bureau de la mairie, des brochures sur le développement de Kiriath-Arba, sous un titre à interprétations diverses : « Abraham n'en croit pas ses yeux ».

ALAIN FRACHON.

(1) En arabe, « mon vieux ».

Avant l'ouverture du sommet de Casablanca

L'Egypte a déjà retrouvé sa place au sein de la Ligue arabe

« Un moment historique » : c'est le terme qu'a choisi, dimanche 21 mai, M. Abdelatif Fathi, ministre marocain des affaires étrangères, pour qualifier le retour officiel de l'Egypte au sein de la Ligue arabe. Ouvrant, en présence du chef de la diplomatie égyptienne, la séance des ministres des affaires étrangères arabes chargée de mettre au point l'ordre du jour du sommet qui doit se réunir mardi, c'est M. Fathi qui a le premier souhaité, sobrement mais chaleureusement, la bienvenue à M. Ismaïl Abdelmeguid, longuement applaudi par ses pairs.

CASABLANCA
de notre envoyé spécial

Après dix ans d'absence — l'Egypte avait été suspendue de la Ligue arabe à la suite de la signature du traité de paix avec Israël en 1979 — l'Egypte d'Hosni Moubarak a donc retrouvé officiellement sa place au sein de l'organisation panarabe, sans rien venir de l'engagement majeur pris par Anouar el Sadate : la paix avec Israël. Il est non moins symbolique que ce retour se soit fait dans le seul autre pays arabe à avoir officiellement des contacts avec Israël, le Maroc. Prénant depuis de longues années le réalisme, le roi Hassan II, habile négociateur de ce retour du Caire par la grande porte, n'avait pas hésité, en 1986, à rencontrer, dans son palais d'Ifrane, M. Shimon Pérès. Le Maroc, qui abrite toujours une importante communauté juive, a aussi servi de lien de rencontres discrètes pour les contacts avec l'Etat hébreu.

Quelque peu ému, mais très souriant, M. Ismaïl Abdelmeguid, vedette incontestée de la journée, a tenu, en remerciant ses pairs, à informer d'emblée que « l'Egypte assumerait toutes les responsabilités historiques importantes qui découlent de son appartenance à la Ligue arabe, conformément à la charte de l'organisation ». « Nous tournons une nouvelle page, a-t-il dit, et nous espérons tous qu'elle sera plus lumineuse et portera d'une plus grande coopération. » L'Egypte, a-t-il poursuivi M. Abdelmeguid, a choisi la paix comme ligne stratégique. La paix, telle que nous l'entendons, est une paix qui restitue aux Arabes leurs droits et leurs terres.

Absence de la Libye

Ces assurances calculées mais sans concession de M. Abdelmeguid convaincront-elles le chef de l'Etat libyen, le colonel Kadhafi, dont le pays était absent de cette séance plénière ministérielle, de venir à Casablanca ? Rien ne le prouve, mais la présence conjointe à Tripoli du président algérien, M. Chadli Bendjedid, du chef de l'Etat syrien, M. Hafez el-Assad, et du président tunisien, M. Ben Ali, montre, en tout cas, que rien n'a été négligé pour que le retour de l'Egypte se fasse, en présence du président Moubarak, à l'unanimité.

Le chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk Charah, dont le pays demeure le seul,

avec la Libye et le Liban — mais pour d'autres raisons, — à ne pas entretenir de relations diplomatiques avec Le Caire, a tenu, pour sa part, à souhaiter personnellement et publiquement la bienvenue à « son collègue égyptien », en soulignant, après un éloge remarqué de l'Egypte, que « tous les pays arabes présents (c'est-à-dire y compris la Syrie) avaient voulu cette réintégration ».

Les hasards de l'alphabet arabe ont fait pourtant que M. Abdelmeguid avait à sa droite, outre la chaise vide de la Libye, celle du Liban. En effet, malgré trois heures de réunion dimanche du comité arabe de bons offices sur la crise libanaise, aucun accord ne s'était dégagé lundi matin sur la représentation de ce pays. Contraint à l'abstention, l'ambassadeur du Liban au Maroc, M. Sami Qronof, ne pouvait qu'errer dans les couloirs dans l'espoir que son pays, dont la crise figure à l'ordre du jour du sommet, puisse quand même être représenté. Une deuxième réunion du comité de bons offices devait se tenir ce lundi matin pour tenter de trouver une issue à ce point.

Devant la complexité du problème libanais, le comité de bons offices, composé des ministres des affaires étrangères de Jordanie, de Tunisie, des Emirats arabes unis, du Soudan et du secrétaire général de la Ligue arabe, a toutefois décidé de remettre son rapport sur la situation directement aux chefs d'Etat arabes, ainsi placés, suivant les termes d'un diplomate, devant leurs responsabilités. « Soit ceux-ci donneront des orientations plus sérieuses à la commission pour qu'elle puisse poursuivre utilement son travail, aujourd'hui limité à la recherche d'un cessez-le-feu durable, soit celle-ci devra cesser de donner des espérances vaines aux Libanais », poursuivait-il.

D'ores et déjà, la question du Liban apparaît comme le point le plus épineux de ce sommet. M. Tarek Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, dont le pays est engagé à fond par ses fournitures d'armes au camp chrétien — qui arrivent toujours sur le littoral malgré le blocus maritime qui est imposé par Damas et ses alliés — ne cachait pas, pour sa part, dimanche, que la crise libanaise devait être la préoccupation majeure de ces assises.

L'autre problème, et non le moindre, sera le soutien demandé par « l'Etat de Palestine » à l'initiative de paix lancée par l'OLP depuis la proclamation de l'« Etat palestinien » et la recon-

naissance des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU, lors du dernier Conseil national palestinien d'Alger et la déclaration de M. Arafat devant l'Assemblée générale de l'ONU à Genève.

Dans un mémorandum présenté à la réunion des ministres des affaires étrangères par M. Abou Mazen, « l'Etat de Palestine », réclame une aide multiforme des Arabes, à la fois politique et matérielle. Sur le plan politique, l'OLP demande concrètement « la formation d'un comité arabe supérieur présidé par le Maroc » et dans lequel les Palestiniens souhaitent la présence de l'Egypte pour, en quelque sorte, défendre dans les instances internationales les propositions de paix palestiniennes. Elle veut, d'autre part, obtenir du monde arabe « un soutien clair à son rejet du plan Shamir d'élections à l'ombre de l'occupation ». Enfin, elle réclame « la constitution d'un comité comprenant l'Egypte, la Jordanie, la Syrie, le Liban et l'Etat de Palestine pour coordonner et préparer la réunion d'une conférence internationale de paix ».

Sur le plan matériel, l'« Etat de Palestine » a beau jeu de rappeler, une nouvelle fois, aux Etats arabes les engagements de soutien financier pris lors du « sommet de l'Intifada » à Alger en juin 1988 : 128 millions de dollars d'aide d'urgence et 43 millions de dollars d'aide mensuelle, dont, jusqu'à maintenant, la centrale palestinienne n'a pas vu le commencement d'exécution. Seule, comme d'habitude d'ailleurs, l'Arabie saoudite a commencé à s'acquitter de son dû.

C'est, en fait, une réponse ferme et globale du monde arabe dans son ensemble à la communauté internationale, et aux Etats-Unis notamment, que l'OLP attend pour contrecarrer le plan de paix israélien étudié à Washington. Pour cela, les Palestiniens ne cachent pas l'intérêt qu'ils portent au retour de l'Egypte, dont le poids politique est pris en considération aussi bien par Moscou que par Washington, et dont l'influence leur sera nécessaire face à la Syrie qui maintient son opposition à ce qu'elle considère comme des concessions gratuites et sans effet pour le futur, faites à l'Etat d'Israël.

Ce sommet de Casablanca marquera, à cet égard, un nouveau tournant de la nation arabe dans le conflit avec Israël, tournant qui devrait s'effectuer dans le sens du réalisme prôné par les modérés arabes.

FRANÇOISE CHIPHAUX.

Qui est qui en politique israélienne ?

Numéro spécial 48 p. illustrées. Les ministres et députés. Notices biographiques. Textes de référence. 35 F. par câble à Jour J B.P. 289-16 Paris



Jour J le seul quotidien juif français

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

Vers une passation anticipée des pouvoirs

Le chef de l'Etat, le radical Raul Alfonsín, et le futur président élu le 14 mai, le péroniste M. Carlos Saul Menem, ont l'un et l'autre évoqué, durant le dernier week-end, l'éventualité d'une anticipation de la passation des pouvoirs entre eux, légalement prévue pour le 10 décembre. La date retenue pourrait être le 9 juillet, anniversaire de l'indépendance nationale. L'aggravation brutale, le 19 mai, de la crise économique qui étreint le pays justifierait cette anticipation. Un « programme économique d'urgence » a été mis au point dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21 mai entre radicaux et péronistes pour parer au plus pressé.

a annoncé, sans autre détail, le chef du groupe parlementaire de la majorité, M. Cesar Jeroslavsky. — (AFP, AP, Reuters.)

Turquie

Défection d'un pilote militaire soviétique

Les autorités turques ont restitué, dimanche 21 mai, à l'URSS un chasseur Mig-29 aux commandes duquel un pilote de l'armée de l'air soviétique, le capitaine Alexandre Zouev, avait fait défection la veille. L'avion avait atterri d'urgence, tôt dans la matinée de samedi sur l'aéroport civil de Trabzon, dans le nord de la Turquie. Le pilote transfuge, qui était blessé à un bras, avait été attaqué par des chasseurs soviétiques lors de son vol vers la Turquie.

Le ministère soviétique des affaires étrangères a exigé l'extradition du pilote. De son côté, le capitaine Zouev a demandé l'asile politique aux Etats-Unis.

Philippines

M. Laurel prend la tête du Parti nationaliste

La vice-président Salvador Laurel a été élu dimanche 21 mai à la présidence du parti nationaliste (NP). La formation de l'ex-président Marcos — dont l'état de santé demeure critique — a été réactivée par l'ancien allié de la présidence Aquino, avec laquelle il s'était brouillé l'an dernier, et les principaux dirigeants de l'opposition de droite. Ainsi, le sénateur Juan Ponce Enrile, ancien ministre de la défense, a été élu secrétaire général du parti, et M. Blas Ople, ancien ministre du travail de M. Marcos, vice-président.

Offre fantastique
NEUBAUER
Votre **205 GTI**
en livraison immédiate
avec l'intérieur en CUIR
sans supplément de prix

Plus vite, moins cher!

NEUBAUER
PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

هكذا من الأصل

Europe

BULGARIE

Des affrontements entre la gendarmerie et la minorité musulmane auraient fait quatre morts

De graves incidents se sont produits au cours du dernier week-end dans le nord-est de la Bulgarie où la minorité turque et musulmane est soumise depuis plusieurs années à une campagne d'assimilation forcée qui oblige notamment ses membres à changer de patronyme. Samedi 20 mai, une manifestation s'est déroulée dans le bourg de Kachovo, dans la région de Stara Zagora. Les habitants de cette localité avaient envoyé aux autorités locales une lettre demandant le rétablissement de leurs droits. N'ayant pas obtenu de réponse, ils sont restés rassemblés devant les bâtiments officiels entre 10 heures et 17 heures. Au cours des heures violentes qui ont éclaté avec les forces de l'ordre, un manifestant a été tué, ont rapporté des sources dissidentes. Il s'agit d'un homme de quarante-sept ans, chauffeur d'autobus résidant à Kozak.

Dimanche matin 21 mai, à Todor Kabanov, toujours dans la région de Stara Zagora, des unités de la gendarmerie sont venues arrêter M. Tahir Aliyev, militant de l'Association indépendante des droits de l'homme. Selon la nouvelle de son interpellation comme, une foule assez impor-

tante s'est réunie devant le siège de la police pour réclamer sa libération. Un manifestant a demandé à s'entretenir avec un représentant des manifestants, qui désignèrent le propre frère du militant arrêté, M. Djelal Aliyev. Alors que les manifestants continuaient d'exiger la remise en liberté de leur camarade, des gendarmes sont brusquement sortis sur le perron du commissariat et ont ouvert le feu à l'arme automatique. Selon un témoin, qui a été lui-même

battu par la suite, trois personnes, Mesmed Samiev (trente-sept ans), Mesmed Olom et Fasan Arnaudov (cinquante-cinq ans) auraient été tués par balle.

Par ailleurs, trois cent cinquante personnes poursuivent actuellement une grève de la faim dans la région pour obtenir la reconnaissance et le respect des droits de la minorité de souche turque de Bulgarie.

A. D.

à neuf mois de prison en 1985. — (A.F.F.)

● TCHÉCOSLOVAQUIE : dix mois de prison pour Stanislav Pitas. — L'opposant tchécoslovaque Stanislav Pitas, âgé de trente et un ans, a été condamné à dix mois d'emprisonnement à régime sévère par le tribunal de Náchod, a rapporté samedi 20 mai la presse officielle de Prague.

M. Pitas, qui a interjeté appel, a été jugé coupable d'« attaque contre agent public », pour avoir résisté à des policiers venus l'interpeller à son domicile le 27 octobre dernier. Signataire de la Charte 77 et militant de l'Association pacifiste indépendante, créée voici un an en Tchécoslovaquie, il avait déjà été condamné

● YOUGOSLAVIE : levée du couvre-feu au Kosovo. — Les autorités du Kosovo ont décidé de lever, lundi 22 mai, le couvre-feu imposé de 22 h 30 à 5 h, il y a deux mois, à la suite de violents émeutes nationalistes albanaises qui avaient fait officiellement vingt-cinq morts, dont deux policiers. Un communiqué du comité régional à l'information rappelle à la population que l'interdiction de rassemblement de « groupes importants en vue de manifester et de protester dans les lieux publics » demeure en vigueur. — (A.F.F.)

La persistance de l'espionnage des services soviétiques

Nouvelles expulsions croisées entre Londres et Moscou

LONDRES de notre correspondant

M^{rs} Thatcher et Sir Geoffrey Howe auraient visiblement préféré ne pas avoir à en passer par là. M. Gorbatchev avait été dûment averti, lors de sa visite à Londres du 5 au 7 avril dernier, que l'activité de renseignement en matière militaire de certains diplomates soviétiques avait à nouveau atteint un seuil intolérable. Une réduction d'urgence de leur zèle était ardemment souhaitée. Devant l'absence manifeste de bonne volonté soviétique, il était alors décidé de procéder à des expulsions, le plus discrètement possible dans l'espoir d'éviter des représailles strictement parallèles. Rien n'y a fait. Moscou a répondu du tac au tac, comme cela a été toujours le cas depuis l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir.

Le Foreign Office s'était bien gardé de rendre publique la notification à l'ambassadeur, M. Leonid Zamiatine, dans la soirée du vendredi 19 mai, de la décision de Londres d'expulser onze Soviétiques, parmi lesquels plusieurs attachés militaires, des diplomates de rang inférieur mais apparemment très

actifs, et trois journalistes appartenant respectivement aux équipes londoniennes de Tass, Novosti et la Pravda. Ce n'est que lorsque Moscou a réagi dans la soirée de samedi, en expulsant à son tour huit diplomates et trois journalistes britanniques, que le Foreign Office s'est résigné, avec d'infinies réticences, à lever un peu le coin du voile.

Sir Geoffrey devait en dire plus, lundi 22 mai dans l'après-midi, devant les Communes. Mais un fait méritoire déjà d'être signalé : comme il arrive souvent dans ce genre d'affaires, les personnages principaux ont déjà regagné l'URSS. Trois ressortissants soviétiques, qui ne sont pas compris dans le lot des onze, ont en effet déjà quitté la Grande-Bretagne. Ils ont été déclarés *personae non gratae*, comme les onze autres, mais ils avaient préféré prendre les devants. Le Foreign Office a refusé jusqu'ici de donner leur nom. Mais un responsable britannique nous a confié lundi qu'ils étaient tous trois diplomates, que leur spécialité était le renseignement militaire, et que les « activités incompatibles avec leur statut » auxquelles ils s'étaient livrés étaient à l'origine de toute l'affaire.

James, de la chaîne de télévision privée ITV, et Angus Roxburgh, du Sunday Times.

Sir Geoffrey a déclaré dimanche que le cabinet britannique avait pris sa décision « avec regret mais sans avoir le moindre doute en raison des preuves irrécusables » fournies par les services de contre-espionnage. L'activité des agents soviétiques est, selon le secrétaire au Foreign Office, « un aspect de la conduite soviétique qui entrave les progrès réels dans les relations » entre les deux pays. La volonté de Londres de ne pas chercher l'affrontement est manifeste : « Nous ne voulons pas qu'une affaire de ce genre fasse obstacle à l'amélioration très bienvenue de nos rapports. Nous ne pensons pas en termes de représailles du tac au tac », a affirmé Sir Geoffrey. Le chef de la diplomatie britannique a estimé que l'événement ne remettrait pas en cause la visite de la reine Elisabeth en URSS qui doit avoir lieu dans les deux années qui viennent.

Il s'agit donc probablement d'une péripétie, même si le heurt est un peu brutal après les effusions publiques de la dernière visite à Londres de M. Gorbatchev. Celui-ci n'a pas voulu, on pas pu, tenir compte de la demande de ses interlocuteurs britanniques qui souhaitaient un peu plus de modération de la part des services de renseignement soviétiques, en particulier celui de l'armée rouge, le GRU.

Le dernier précédent remonte à septembre 1985. Londres avait prévenu cinq diplomates soviétiques de quitter le pays. Moscou avait réagi « en miroir ». Les Britanniques avaient expulsé six personnes de plus, aussitôt imitées par les Soviétiques, et on en était resté là, à trente et un des deux côtés. L'affaire qui est demeurée dans toutes les mémoires est cependant celle de 1971, lorsque le gouvernement conservateur de M. Edward Heath avait expulsé d'un coup quelque cent cinq Soviétiques, ce qui ne s'était encore jamais vu dans les annales diplomatiques. Moscou n'avait riposté qu'un bout de deux semaines, en renvoyant chez eux dix-huit Britanniques.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Symétrie parfaite

Les Soviétiques ont voulu que la symétrie soit parfaite : trois diplomates britanniques dont l'identité n'a pas été révélée et qui ont déjà quitté depuis un certain temps leur poste à Moscou ont été déclarés *personae non gratae* et renvoyés aux huit diplomates et aux trois journalistes qui ont deux semaines pour faire leurs bagages. Il s'agit de MM. Michael Anderson (deuxième secrétaire), Christopher Meyer (attaché naval), Christopher Watson (attaché naval adjoint), Adam Noble (deuxième secrétaire), M^{rs} Helen Pickering (vice-consul), M. Laing Purfit (adjoint), Paul Sharp (troisième secrétaire) et Nigel Shakespeare (attaché militaire adjoint). Les trois journalistes sont Jeremy Harris, correspondant de la BBC pour la radio, Ian Glover,

prononcer et que, en tout état de cause, la lutte contre la corruption se poursuivrait.

Dimanche matin, c'était au tour du ministre de la justice en personne d'aborder en ce sens dans les colonnes de la Pravda et, pour ces 100 000 personnes, M. Gdlian ne se contentait pas de l'absence de poursuites mais aussi le juste qui commence à marquer des points. « La question du pouvoir est posée et il faudra bien rendre le pouvoir au peuple », lance-t-il, après avoir ironisé sur M. Ligatchov qui n'a pas osé, dit-il, venir à ce meeting où « l'on a crié pour la vérité ». « Le peuple, maître-t-il, doit être de tous ceux qui sont responsables de la tragédie dans laquelle se trouve le pays qu'ils rendent des comptes. »

Cela plaît. Cela plaît énormément dans une période où, jusqu'à Moscou, les étalages se vident des produits de première nécessité. Derrière lui, d'anciens opposants d'avant la perestroïka se souviennent avoir eu à souffrir, de la part d'autres juges d'instruction, des mêmes méthodes et pressions que celles détaillées par le rapport publié samedi dans la Pravda. Ils n'aiment pas les corrompus de l'ère brejnévienne. Ils n'aiment pas non plus les Fouquier-Tirville d'Iouri Andropov, qui, avant d'avoir été le protecteur des hommes qui allaient faire la perestroïka, a été le redoutable patron du KGB.

Bien plus puissante qu'il n'y paraît, la coquille de noix tango sous l'enthousiasme et, coude à coude, ses occupants sont beaucoup moins unis qu'on pourrait le croire.

BERNARD GUETTA.

Cent mille personnes ont réclamé la démocratie à Moscou

(Suite de la première page.)

Les trois héros du jour ont été : M. Sakharov, si frêle et énergique en même temps ; M. Eltsine, l'ancien membre du bureau politique dont les conservateurs ont fait une gloire nationale en voulant le marginaliser, et M. Gdlian, surtout, ce petit juge pourfendeur de la corruption des hautes sphères, menacé de poursuites pour excès de zèle et chaque jour plus populaire.

Tous trois sont députés et tous trois expliquent, sous les ovations, que l'appareil du parti espère mettre au pas le Congrès des députés du peuple (le nouveau Parlement fédéral) avant même sa première réunion de jeudi prochain, qu'on va tenter de leur imposer un ordre du jour, un règlement des procédures, bref, l'obédience, et qu'il leur faut donc un soutien populaire vigilant.

Tout à l'heure, l'un des orateurs rappellera que la Révolution française avait commencé avec la convocation des états généraux et, de fait, c'est un balbutiement d'un changement de régime qu'on assiste là. Car, à bien regarder, ce meeting est le premier acte d'un pouvoir parlementaire jusqu'à l'existence en URSS, que tout menace et qui fait préventivement appel donc à ce qu'il faut bien appeler la rue.

Sur les 2250 députés de ce Congrès, 300 environ sont connus comme hommes d'indépendance aux engagements nets et certainement pas prêts à se laisser manœuvrer. Cela ne signifie pas que tous les autres soient aux ordres. Chaque jour, on découvre au contraire, venant de régions éloignées, d'autres députés bien décidés à se faire entendre. Mais

la majorité, c'est sûr, est faite d'un vaste marais qui suivra les plus forts — conservateurs ou progressistes —, puisque le terme est en train de s'imposer.

Deuxième problème, ce Congrès doit être en son sein, non seulement un chef de l'Etat au pouvoir étendu, mais aussi un Soviet suprême, qui sera la véritable assemblée législative. Or, ce Soviet, personne ne sait trop comment il sera élu puisque la loi est mise sur ce point et toutes les manipulations sont, a priori, possibles. Et puis, il y a le problème de l'ordre du jour, celui de la durée de la session plénière du Congrès, etc.

Inquiétude

L'inquiétude est d'autant plus grande que le comité central devait se réunir le lendemain, lundi, et qu'on craint que ce plénum ne décide de tout. Avant de prendre la parole, M. Eltsine, qui est toujours membre du PC, a indiqué aux journalistes qu'il s'opposerait à toute tentative de ce genre. De la tribune, il explique, au nom du Club des députés de Moscou, qu'il ne doit pas y avoir de limite à la durée des débats du Congrès ; que chacun doit pouvoir s'exprimer ; qu'il faut que M. Gorbatchev présente un rapport sur les réalisations des quatre premières années de perestroïka et que ce n'est qu'à l'issue de cette discussion que pourront être élus les membres du Soviet suprême et le chef de l'Etat.

Quand il déclare qu'il ne faudrait pas qu'il y ait un candidat unique à cette fonction, la foule, au quart de tour, scande « Eltsine ! Eltsine ! » et M. Eltsine

savourer. Personne d'autre ne sera autant applaudi que lui — personne sauf M. Gdlian, le juge d'instruction chargé en 1983, sous Iouri Andropov, alors secrétaire général, de lancer une vaste offensive contre la corruption. Il a fait tomber bien des grosses légendes, obtenues en décembre dernier la condamnation du gendre de Brejnev, mais il ne cesse de clamer depuis que les ramifications des trafics montaient jusqu'au plus haut niveau du parti et de l'Etat et que de hauts personnages bloquaient toujours la progression de ces enquêtes.

La riposte ne s'est pas fait attendre. La Cour suprême a réhabilité l'une de ses plus célèbres victimes, un cadre estonien. Un torrent de plaintes s'est ensuite abattu sur le juge et son équipe, accusés de brutalités et d'illégalités dans leurs enquêtes. Le présidium suprême a constitué une commission pour étudier ses plaintes. L'un des principaux adjoints de M. Gdlian, M. Ivanov, a publiquement accusé il y a une semaine le chef de file des conservateurs du bureau politique, M. Ligatchev, d'être mêlé au scandale du coton ouzbek. M. Ligatchev a porté plainte.

L'affaire est devenue un feuilleton national et, lorsque la Pravda a publié, samedi dernier, le long rapport de la commission spéciale, détaillant et retenant comme fondées les accusations contre ces incorruptibles soviétiques, le pays s'est soulevé. La réaction a été si vive et massive que le soir même la télévision expliquait — merveille — que la présomption d'innocence existait en URSS, que ce rapport n'était pas une condamnation, que la justice allait maintenant devoir se

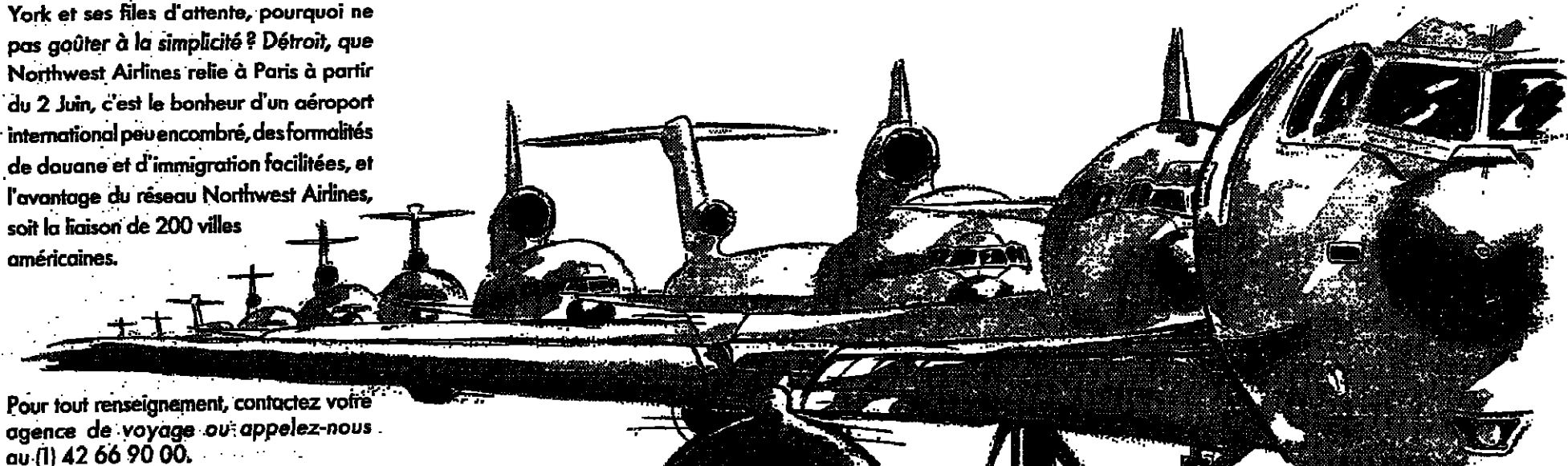
POURQUOI ATERRIR LE DERNIER A NEW YORK QUAND ON PEUT ÊTRE LE PREMIER A DÉTROIT ?

A PARTIR DU 2 JUIN, PARIS-DÉTROIT NON STOP.

Maintenant que vous connaissez New York et ses files d'attente, pourquoi ne pas goûter à la simplicité ? Détroit, que Northwest Airlines relie à Paris à partir du 2 juin, c'est le bonheur d'un aéroport international peu encombré, des formalités de douane et d'immigration facilitées, et l'avantage du réseau Northwest Airlines, soit la liaison de 200 villes américaines.

Pour tout renseignement, contactez votre agence de voyage ou appelez-nous au (1) 42 66 90 00.

L'ESPRIT DE CONQUÊTE © NORTHWEST AIRLINES



NORTHWEST

trouvé sa place
Ligue arabe

UBAUER
205 GT
interieur en cuir
supplément de

UBAUER
205 GT
interieur en cuir
supplément de

PARIS/NEW YORK A PARTIR DE 2000 F.A/R

A CE PRIX-LA, N'OUBLIEZ PAS BELLE-MAMAN.

RIO DE JANEIRO	A/S 3195 A/R 5150	SEYCHELLES	A/R 4995
LOS ANGELES	A/S 1990 A/R 3180	MEAM	A/S 1990 A/R 2980
SAN FRANCISCO	A/S 1990 A/R 3180	SYDNEY	A/S 4510 A/R 7990
SÃO PAULO	A/S 3395 A/R 5395	BUENOS AIRES	A/S 3695 A/R 5895
MEXICO	A/S 2530 A/R 4595	CARACAS	A/R 5195
ANTILLES	A/S 1690 A/R 2780	SANTIAGO	A/S 4095 A/R 5895

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS DISPONIBLES DE PLACE EN CABINE ET CLASSE AFFRANCHES
PRÉSTATIONS NOTIFIÉES ET LOGEMENTS DE VOYAGE CONVIENTS ET RÉGULARISÉS À LA CARTE, POSSIBILITÉ
DE RÉSERVER ET DE VOYAGER VOTRE VOYAGE AU MEILLEUR PRIX VOTRE CARTE BANCAIRE

ACCESS

PARIS : MÉTRO ET RER CHÂTELET-LES HALLES.
6, RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS. TÉL. (1) 40 13 02 02.
LYON : TOUR CRÉDIT-LYONNAIS, LA PART-DIEU. TÉL. 78 63 67 77

Diplomatie

La rencontre Bush-Mitterrand à Kennebunkport

Le président américain souhaite un « nouveau partenariat » entre les Etats-Unis et l'Europe

BOSTON
de notre envoyée spéciale

C'est un nouveau partenariat entre les Etats-Unis et l'Europe qu'a voulu inaugurer, dimanche 21 mai, le président américain avec le chef de l'Etat français à ses côtés en cette occasion. Si M. Mitterrand, qui avait défilé à Paris, jeudi dernier, sa bonne parole diplomatique, consacrait son discours de l'université de Boston à une pédagogie morale, M. George Bush, en revanche, poursuivant la série de ses interventions visant à redéfinir les grands axes de sa politique étrangère, abordait un chapitre attendu : celui de l'alliance atlantique.

Après les semaines de haute turbulence que vient de connaître l'OTAN, c'est un discours serein, mais très novateur, par rapport au style de son prédécesseur, qu'a tenu le président américain. « Nous saluons, a-t-il dit, l'émergence de l'Europe comme partenaire du leadership mondial. » Autrement dit, c'en est fini du leadership américain ancien, la direction de la politique occidentale se partage.

« Les changements qui surviennent à l'ouest de l'Europe sont moins spectaculaires, mais non moins fondamentaux que ceux qui surviennent en Europe de l'est », a dit encore M. Bush, reflétant ainsi une impression peut-être plus répandue aux Etats-Unis que sur le Vieux Continent lui-même. Le dynamisme de l'Europe occidentale est d'abord économique. La perspective de grand marché de 1992 n'est pas sans susciter des querelles et des appréhensions aux Etats-Unis. M. Bush en convient, « mais, dit-il, nous ne devons pas confondre nos adversaires et nos alliés. Quelle tragédie, quelle absurdité ce serait si les historiens de demain devaient imputer à des querelles sur le bœuf aux hormones ou aux guerres des pâtes alimentaires l'échec de l'alliance. » Et de lancer aux protectionnistes de tous bords : « Nous devons tous nous atteler à la tâche pour que l'Europe de 1992 adopte les barrières très basses de l'économie internationale moderne, plutôt que de s'enfermer derrière les fortifications dignes du commerce médiéval. »

Pas de relâchement de la vigilance

A cette condition, « une Europe forte et unie, cela signifie aussi une Amérique forte ». Cette conviction, le président Bush ne la nourrit pas seulement à propos des rapports économiques, mais aussi de la sécurité. Après quarante années durant lesquelles l'Europe a vécu en paix à l'abri du bouclier américain, « de nouvelles formes de coopération doivent être développées », dit le président Bush, qui salue, au passage, l'union de l'Europe occidentale, la coopération franco-allemande, les forces nucléaires françaises et britanniques et les efforts de coopération de ces deux pays en matière de défense. Allant un peu

plus loin, il appelle les Européens à se prendre en main : « Il est parfaitement juste et opportun, dit-il, qu'ils voient de plus en plus leur coopération en matière de défense comme un investissement pour assurer leur avenir. »

Ce qui inquiète M. Bush, car tout n'est pas sans nuages, ce n'est pas cela, c'est « un relâchement croissant de la vigilance partout dans le monde occidental ». Le débat qui agite actuellement le camp occidental porte en fait sur la façon dont il faut traiter avec M. Gorbatchev et sur la stratégie globale de l'OTAN. Le président américain affirme qu'il n'est pas question de renoncer à la stratégie de « réponse flexible », en clair, qu'il n'est pas question d'éliminer de l'Europe les dernières armes nucléaires américaines qui y sont stationnées, les armes à courte portée (SNF). Sortant du piège dans lequel les Occidentaux se sont eux-mêmes enfermés à propos de ces armes, en ne les présentant que comme une contrepartie à la supériorité soviétique en matière d'armements conventionnels, le président américain les définit cette fois comme un élément indispensable de la stratégie de la réponse flexible qui « maintient le lien entre les Etats-Unis et l'Europe ».

Autrement dit, ces armes dégrées sont les armes du couplage avec un potentiel dissuasif plus puissant, basé aux Etats-Unis. Cela veut dire, si l'on poursuit le raisonnement — et bien que M. Bush ne l'ait pas fait explicitement à Boston — qu'elles conserveraient leur justification même dans l'hypothèse où l'on parviendrait, par les négociations de Vienne, à un équilibre conventionnel à plus bas niveau entre le pacte de Varsovie et l'OTAN.

Les forces américaines, dans l'esprit de M. Bush, resteraient en Europe, mais elles n'y resteraient que si leur présence est « désirée » par les Européens eux-mêmes et seulement à cette condition de non dénucléarisation totale. On ne garantit pas la paix en renonçant à toute prudence dans le désarmement, sous prétexte d'admirer l'œuvre qu'est en train d'accomplir M. Gorbatchev, voulait dire, en substance, le président américain. Répondant à la menace formulée par Moscou la semaine dernière d'interrompre le démantèlement des SS-23 soviétiques, ce qui équivaudrait à une violation de l'accord conclu à Washington fin 1987 sur les armes à moyenne portée, le président américain a dit : « Il est clair que la nouvelle pensée soviétique n'a pas encore totalement vaincu l'ancien. »

M. Bush est pourtant loin de se parer des vieux oripeaux de la guerre froide, comme le lui reproche la presse soviétique. Il a à se débarrasser d'un héritage pesant, celui de la rhétorique réaganienne, liée au programme de la guerre des étoiles et qui semblait promettre au monde de le délivrer des armes nucléaires. Il l'a fait posément, selon une méthode assez nouvelle de patiente concertation avec les alliés, dont l'affaire des SNF offre un parfait exemple. Il l'a fait avec la conviction

que l'OTAN n'est pas seulement une organisation militaire, mais une alliance, une communauté de valeurs.

Or, pour ce nouveau partenariat transatlantique, M. Bush voit au moins autant en M. Mitterrand un interlocuteur privilégié des Allemands qu'un allié et ami, comme il l'a répété à plusieurs reprises. Ni du côté français ni du côté américain on n'a affirmé que M. Mitterrand jouait dans le débat en cours dans l'OTAN un rôle de médiateur. Mais les deux présidents s'accordent à penser que les déclarations tonitruantes de M. Thatcher à propos de la modernisation des SNF ont été à la fois prématurées et maladroites. En outre, les Américains savent gré au président français, dont la voix compte en RFA, de s'être très fermement prononcé jeudi dans sa conférence de presse contre une troisième option zéro.

« Un grand jour pour l'alliance »

La France serait-elle en train de devenir, par un remarquable renversement de l'Histoire, un interlocuteur privilégié des Etats-Unis dans l'OTAN ? Le courant, en tout cas, passe entre les deux hommes, comme on avait pu le voir samedi lors de la journée qu'ils ont passée ensemble à Kennebunkport.

Attendait samedi matin l'arrivée de M. et Mme Mitterrand, on baignait dans les odeurs de varech et les brises océanes de cette presqu'île rocheuse au bout du Maine. On en était à s'enquérir des aménagements qu'avait nécessités l'accueil du couple présidentiel dans cette résidence superbement plantée au bout de son promontoir, mais fort modeste, où le président américain n'a coutume d'héberger que sa mère, lorsque M. Bush vint livrer en une phrase au groupe de photographes et de journalistes le sens de cette rencontre : « C'est un grand jour pour l'alliance. »

Puis on vit le président américain applaudir quand M. Mitterrand émergea de l'hélicoptère, trouver quelques mots en français, tandis que Barbara (Mme Bush) s'exprimait autour de Daniele (Mme Mitterrand). Quelques heures plus tard, M. Mitterrand avait tombé le costume de ville pour une tenue plus adaptée à la promenade dans les bois.

Ces vingt-quatre heures se passèrent dans une atmosphère qu'il qualifia lui-même ensuite de familière. La délégation française s'est dite séduite par le « style Bush », à la fois simple et sérieux, admirative devant la vivacité des échanges entre le président américain et son secrétaire d'Etat, l'agacement de n'avoir plus pour interlocuteur américain un monstre politique sympathique, mais dont le tempérament impétueux rendait le dialogue difficile. Il y eut peu de photos de famille et d'effusions verbales à destination de la presse : « Le temps des images de synthèse est passé, disait un membre de la délégation française, on est dans le vrai. »

CLAIRE TRÉAN.

A l'université de Boston

La pédagogie à l'américaine de M. Mitterrand

BOSTON
de notre envoyée spéciale

En cette saison des fêtes de fin d'année scolaire, qui mobilise l'Amérique moyenne et endimanche les familles, l'université de Boston était à l'honneur dimanche 21 mai : ses étudiants avaient le privilège de recevoir leur diplôme en présence de deux présidents, pas moins. C'est dire qu'on s'était attaché les trente mille places du stade de la Boston University sans même sur le prix (jusqu'à 100 dollars).

Après l'entrée en fanfare des « graduates », en robe rouge, dont un écran géant renvoyait en gros plan les visages ébahis de bonheur vers les tribunes comblées, après les applaudissements pour M^{me} Danielle Mitterrand, fêtée comme résistante au nazisme, le président français, salué comme le digne représentant « de la république des arts, des lettres et des lois », se lança

dans un discours de pédagogie philosophique à la fois simple et grandiloquent qui sembla finalement mieux en phase avec le public que celui, très politique, du président Bush.

« Répétons des vérités si évidentes qu'on les oublie », dit notamment M. Mitterrand qui mit ensuite toute son éloquence au service des poncifs les plus répandus sur la science, sur la misère et sur la violence, sur le fait que « la mort de l'environnement, c'est la nôtre » et sur l'espoir du vingt et unième siècle, qui offrirait enfin « une morale et une politique à l'échelle de l'homme ».

M. Mitterrand avait pris soin de remercier l'artiste de cette cérémonie, « notre cher Elie Wiesel » dont l'amitié avec M. John Silber, président de l'université de Boston, a fait de cette dernière un des lieux de la « french connection » universitaire américaine. M. Silber est un battant

qui s'efforce depuis plus de quinze ans de relever le défi que pose à son établissement la proximité des deux géants universitaires du Massachusetts : Harvard et le MIT (Institut de technologie) et qui déploie des miracles d'imagination pour en remplir les cases. La dernière de ses initiatives — contracter pour les étudiants des polices d'assurance-vie dont l'université serait bénéficiaire en cas de décès — fait couler beaucoup d'encre dans la presse locale.

Pour l'heure la Boston Globe, dans son édition de dimanche, donnait la parole à l'un des heureux diplômés. « C'est une expérience unique dans une vie que d'avoir en même temps ici un président et un premier ministre », disait l'impétrant. Commentaire du journaliste : « Peu importe après tout que le premier ministre français soit Jacques Chirac et non pas François Mitterrand... »

C. T.

Le troisième sommet francophone s'ouvre à Dakar

La « grande semaine francophone » de Dakar débute, lundi 22 mai, par une ultime réunion ministérielle préparatoire. Les chefs d'Etat et de gouvernement ou leurs représentants — au moins quarante-trois délégations sont attendues — se réuniront durant trois jours, à compter de mercredi 24 mai. La France sera représentée à ce

troisième sommet des « pays ayant en commun l'usage du français », selon la terminologie officielle, par le président François Mitterrand et par plusieurs ministres dont MM. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, et Alain Decaux, ministre délégué à la francophonie.

Entre le drame sénégalais et le vague à l'âme général

Le Sénégal attendait « son » sommet depuis plus d'un quart de siècle, depuis que le président Léopold Senghor et quelques autres anciens colonisés, du Tounisien Habib Bourguiba au Cambodgien Norodom Sihanouk, lancèrent la francophonie en extrayant « des décombres du colonialisme, un merveilleux outil : le français ».

La dispute canado-québécoise, la maigre volonté de la France firent longtemps traîner les affaires : arriva ensuite, en 1981, la retraite politique du président-poète. Les deux premières conférences francophones eurent donc lieu à Versailles et à Paris (février 1986) et à Québec (septembre 1987).

Les massacres interethniques sénégalais-mauritaniens d'avril ont fait qu'il s'en est fallu d'un cheveu que la troisième conférence, enfin convoquée à Dakar, ne soit reportée encore une fois. Elle s'ouvre en tout cas à s'ouvrir au pire moment de l'histoire du Sénégal indépendant.

Cette petite nation de sept millions d'habitants, l'une des rares du tiers-monde où le pluralisme politique paraît avoir pris racine, mais sans ressources économiques autres que l'arachide et un peu de tourisme, est en proie depuis quelques années à une fermentation générale, notamment sociale et religieuse, compliquée dernièrement de grincements dans l'armée.

Les survivances récentes avérées, dit-on, en Mauritanie de l'antique servitude des Noirs ont achevé de brouiller le tableau en maintenant sérieusement deux piliers d'une diplomatie sénégalaise agitée : encore exemplaire : la solidarité confessionnelle et la fraternité linguistique puisque c'est en français que se parlent Mauritanien et Sénégalais, deux peuples islamisés.

Appel à M. Abdou Diouf

Double et rude coup, donc, pour un Etat qui reçoit du monde islamique et de la métropole une part consistante de ses concours extérieurs et devrait, après les assises francophones, recevoir en 1990 ou 1991 la conférence mondiale des pays musulmans. La raison essentielle qui a conduit la France à pousser au maintien à la date annoncée du sommet à Dakar, même s'il doit se ressenter du climat régional, est selon un responsable français, « de ne pas perdre l'occasion de présenter à l'un des meilleurs alliés africains de Paris. »

Il y a quelques semaines, avant même les troubles ethniques, la seule présence des écoles dakaroises, particulièrement prompts à des frondes ou des grèves de plus en plus nerveuses, faisait se féliciter dirigeants sénégalais et diplomates étrangers présumant le sommet que son siège soit fixé à une douzaine de kilomètres du centre de la capitale.

Le pouls du français dans le monde

De l'édition africaine aux télévisions, des livres sur le français à l'arabo-francophonie, du sommet de Québec à la nécrologie de Georges Schéhadé, près de trois cents sujets sont traités sans complaisance, et sources à l'appui, dans le rapport 1988 sur « l'état de la francophonie dans le monde ». Publié par le Haut Conseil de la francophonie, présidé par M. Mitterrand, et dont le secrétaire général est M. Stelio Ferrandis, ce document, qui fait suite aux rapports sur le même thème de 1986 et 1987, constitue désormais le vade-mecum indispensable pour prendre le pouls de l'espace francophone et en découvrir les hauts et les bas, dans une présentation claire.

J.-P. P.-H.

* Haut Conseil de la francophonie, Etat de la francophonie dans le monde (données nouvelles 1988). La Documentation française, 240 p., 90 F.

voqué un peu partout dans le monde par le passage à l'anglais des Annales de l'Institut Pasteur (lequel grâce au volontarisme de M. Decaux éditera d'ailleurs bientôt un bulletin séparé en français) ne sont suffisants pour expliquer « la déception, l'inquiétude, presque le découragement » exprimés en avril à Paris par le ministre canadien Lucien Bouchard, président du Comité international du suivi du sommet, mais plus répandus qu'on ne le croit parmi les francophones de l'espace afro-arabe.

Cela va du professeur libanais à qui sa banque parisienne s'est mise à écrire en anglais à l'étudiant zairois constatant que le ticket de métro bruxellois est désormais imprimé

dans cette langue en passant par les financiers maghrébins s'étonnant que la réintroduction du français, à leur demande, dans telle institution monétaire internationale ne soit pas du goût du représentant... français.

L'impulsion de M. Michel Rocard

La question que beaucoup de francophones non européens se posent de plus en plus souvent est de savoir qu'ils ont fait un bon choix pour leur culture et leur métier, pour l'éducation de leurs enfants, pour les systèmes scolaires et universitaires de leurs pays, en jouant une langue française en l'honneur international de laquelle les francophones du Nord, à l'exception des Québécois et autres Académies, donnent l'impression de moins en moins croire.

Tel n'est sans doute pas le cas de M. Mitterrand, qui, selon M. Decaux, ne manque pas une occasion au conseil des ministres de rappeler que, à ses yeux, « la francophonie est une priorité essentielle » et que « si nous réussissons là, ce sera un des principaux éléments de notre héritage pour les générations futures ». Cependant, le ministre-académicien, personnellement choisi par le premier ministre en vue de populariser la francophonie dans l'Hexagone et de la galvaniser à l'étranger, a pu se rendre compte, malgré sa présence aux effets robotisés, que l'entreprise était difficile.

Tout simplement parce qu'il est impossible, à notre époque, de mener sans argent une « grande querelle » de ce type, c'est-à-dire politico-culturelle, nécessitant des réalisations concrètes. Or la francophonie n'a guère que sa chance. Comme le rétorquait un de nos confrères à M. Decaux qui déplorait le faible intérêt des médias français pour les événements francophones : « Donnez un milliard de francs ou deux par an à la francophonie et vous verrez qu'elle attirera les regards. »

Or, ces dernières années, particulièrement fastes par rapport à la période précédente, les deux principaux trésoriers de l'aire francophone, la France et le Canada, n'y ont pas consacré — réellement — plus de 150 millions de francs, à eux deux. Il en sera ainsi tant que nos deux puissances n'auront pas décidé de mettre à la disposition d'un « multilatéral francophone » au moins une petite partie de leur « multilatéral international » : 10 % suggère un universitaire proche de l'opposition, M. Michel Guillon, mais dont il est arrivé à M. Rocard de citer « les thèmes courageux, ambitieux » (1).

Il faut, en effet, un peu d'audace pour reconnaître que la francophonie historique, affective, éducative, littéraire, doit également, si elle veut vivre, s'occuper de finances. En attendant, la grande représentation qu'elle va se donner au pied du phare dakarois des Mamelles coûtera toute de même 85 millions de francs, dont 60 millions à la charge de Paris et le reste au compte du Canada. « Le sommet de la sobriété » annoncé par M. Abdou Diouf reviendra donc déjà plus cher que celui de Québec (60 millions de francs, réglés par Ottawa et par la province francophone).

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Par exemple lors de la conférence de politique étrangère prononcée le 10 juillet 1986 à l'Institut français des relations internationales. M. Guillon est l'auteur, avec M. Armand Litard, de *La francophonie d'aujourd'hui*, Berger-Levrault, 1983, 263 p.

● ÉTHIOPIE : manifestation de soutien au président Mengistu. — Des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées, samedi 20 mai, sur la place de la Révolution, à Addis-Abeba, pour exprimer leur « loyauté » au président Mengistu Haile Mariam et apporter leur « soutien » aux forces armées loyalistes quatre jours après la tentative coup d'Etat militaire. Les habitants de la capitale ont eu un jour de pour assister à ce rassemblement.

Le chef de l'Etat a prononcé un discours dénonçant la « trahison » des généraux rebelles avec « trahison l'objectif irremuable de la défense de la nation ».

LE MONDE diplomatique

Mai 1989

LE TEMPS DES RUPTURES

Une pensée ancienne et des idées dépassées vacillent au moment d'aborder les grandes mutations. Les fulgurants progrès de la science et de la technologie perturbent les modes de production, la relation au travail, les rapports entre les individus et les nations. Le corbeau humain éprouve le plus grand mal à en saisir toutes les implications.

Dans le numéro de mai de *Le Monde diplomatique*, un dossier de huit pages sur « Le temps des ruptures » : la ville, le travail, la culture, la vie, l'Etat-nation, la sécurité, la finance...

Également au sommaire :

- DES IDÉES NEUVES pour assier la sécurité mondiale, par Maurice Bertrand.
- LA MODERNISATION, noyau dur des négociations sur le désarmement, par Paul-Marie de la Corde.
- LES DOCTEURS FOLAMOUR DE LA BATAILLE NUCLEAIRE : ou comment le Pentagone part en guerre contre... la peur du soldat, par Geoffrey Aronson.

En vente chez votre marchand de journaux

أكاديا من الأدب

Politique

Le Monde • Mardi 23 mai 1989 7

La préparation des élections du 18 juin

La rénovation à l'abri du centre

Les fervents de l'Europe pouront toujours s'en plaindre mais devront bien, comme tout le monde, s'y résoudre : à moins de quatre semaines du rendez-vous du 18 juin, ces élections européennes seront lourdes de conséquences sur le plan de la politique intérieure, et singulièrement pour le devenir de l'opposition. Pour une simple raison de calendrier : il est acquis que, sauf événement inattendu, ces élections européennes constitueront le dernier test national avant les élections législatives du printemps 1993, les élections sénatoriales de septembre prochain et les élections cantonales de mars 1991 n'étant toutes deux que des scrutins partiels. Plus de trois ans de quasi-tranquillité électorale, cela ne s'est guère produit depuis fort longtemps, et une telle période d'occurrence peut naturellement favoriser l'éclosion de toutes les ambitions et l'envie de bien des changements.

Surtout, dès le soir du 18 juin, on saura où en est l'opposition, quelle voie elle pourra emprunter, à quel destin elle sera liée. Le mouvement déclenché par les « rénovateurs » aura, à cet égard, singulièrement contribué à grossir l'essai, à plier la barre de ce rendez-vous beaucoup plus haut. De fait, malgré les

déclarations péremptores des uns et des autres, chacun a déjà pris conscience de l'importance de l'enjeu. Si ne veut pas être voué à l'oubli à Strasbourg, M. Giscard d'Estaing ne peut que se permettre le luxe de faire beaucoup moins de 30 %, ni d'être dépassé par un Laurent Fabius, qu'il imagine personnellement encore pouvoir retrouver un jour sur le chemin de l'Elysée.

L'inconvénient est que l'état des réflexions de ses partisans dans cette aventure européenne, MM. Chirac, Juppé et Léotard, est plus nuancé. Comment faire un bon score, apporter la démonstration probante de l'efficacité de l'union de l'opposition sans pour autant faire en même temps la promotion de la maison VGE ? Un casse-tête dont ils peuvent mesurer la difficulté quotidienne.

Il ne fait pas de doute non plus qu'en face ou à côté — comme l'on voudra — M^{me} Veil, les centristes et les

« rénovateurs » ont partie liée. Ces derniers n'ont pas de liste, mais ils soutiennent de tout leur cœur la liste du centre. Le tête-à-tête entre M^{me} Veil et M. Noir de vendredi dernier à Lyon a permis de le vérifier. Dans les jours prochains, des visites systématiques de la tête de liste du centre dans les fiefs des « rénovateurs » devraient encore un peu plus peaufiner la démonstration. Une parfaite répartition des rôles semble ainsi s'opérer. Dans l'ombre, les « rénovateurs » préparent minutieusement l'après-18 juin en maintenant la discrétion nécessaire sur le rendez-vous de la grande convention qu'ils veulent organiser à Lyon, le 24 juin. Devant les projecteurs, M^{me} Veil se charge de leurs relations publiques, enfourche leurs principaux thèmes de campagne en dénonçant l'emprise sur l'opposition des appareils, son manque de dialogue et son absence de morale.

Même combat et donc, à l'arrivée, même risque ou même succès. A 13 %, la liste Veil prouverait la consistance du centre en France, la volonté profonde de changement de mœurs dans l'opposition et le démarquage entre un courant rénovateur et un courant conservateur. A partir d'un tel résultat, les centristes convoqueraient immédiatement un nouveau congrès destiné à jeter les fondations d'un grand parti du centre rénové. Mais si le résultat de la liste du centre n'était, le 18 juin, qu'à un chiffre (moins de 10 %), les « rénovateurs » et les centristes n'auraient sans doute plus que le choix entre rentrer dans le rang de l'opposition ou partir vendre leurs idées rénovatrices chez les socialistes. Voilà qui montre bien l'importance de la partie qui se joue. Parient sur la fracture de l'opposition, le Front national est reparté dans une entreprise de recherche de respectabilité. Parient sur le schéma de la liste Veil, radicaux, PSD et libéraux sont à reformer le centre d'une nouvelle opposition. Et, du côté de l'Elysée, tout cela n'est pas non plus regardé sans intérêt.

DANIEL CARTON.

Le CDS n'occupe que 40 % des places sur la liste de M^{me} Veil

Retardée pour cause de confirmation de prise présidentielle, la publication de la liste de M^{me} Simone Veil s'est faite dans une ambiance des plus familiales au Pré-Catela, dimanche 21 mai. Les quatre-vingt-cinq candidats étaient tous là ou presque. Si MM. Bernard Stasi et Jacques Barrot étaient excusés, MM. René Monory, Bernard Bosson et François Bayrou, directeur de la campagne, étaient là avec le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie. Sa fille, Laurence, s'étonnait un peu que ce ne soit pas un jeune homme qui se présente, mais le maître de Vitre avait en bon chercheur un lieu plus campagnard, il n'avait rien trouvé. Claude Léotard déclinait la vedette à la tête de liste. En troisième position, le réalisateur d'un homme, une femme — film qui était venu présenter à

Charles de Gaulle à l'Elysée — ne démentait pas son image de néophyte en politique en observant qu'il aurait pu tout aussi bien figurer sur la liste Fabius.

Avant de lire les noms des candidats, l'ancienne présidente de l'Assemblée de Strasbourg a affirmé que sa liste est « la plus européenne » et que ses colistiers « veulent faire une Europe plus démocratique, la faire plus vite et plus laide que les autres ». C'est aussi, a-t-elle ajouté, la liste « de la France qui bouge », une liste « différente » parce que « nous voulons qu'il y ait une morale dans la vie politique », parce que « nous sommes tous très concernés par le fait que la politique est un engagement de soi-même ».

« Au passage, elle a observé qu'aucun de ceux qui sont à ses côtés, n'a pensé de compromission avec le Front national, qu'aucun n'a utilisé le FN pour des opérations politiques ». « Nous avons été très choqués et nous continuerons », nous sommes attachés au combat pour les droits de l'homme, quels que soient les pays concernés », a-t-elle conclu. M. Méhaignerie a souligné, en outre, que la liste est « ouverte » puisque le CDS n'occupe que 40 % des places. Deux anciens ministres de M. Valéry Giscard d'Estaing y figurent : MM. Michel Debussche et Jean-Philippe Lecas (sans compter M^{me} Veil elle-même), et un RPR, M. Jean-Claude Bourlanges, qualifié par M^{me} Veil de « l'un des penseurs de la rénovation ».

Invité de M. Chirac en Corrèze

M. Giscard d'Estaing : « L'union et le centre, c'est la même chose »

UZERCHE de notre envoyée spéciale

Coincidence : au moment où M. Jacques Chirac rendait les honneurs corréziens à M. Valéry Giscard d'Estaing, dimanche 21 mai, à Uzerche, le cinéma municipal diffusait deux films intitulés *Les Jumeaux* et *Faux-semblant*. Les persiflages sont pourtant restés sur leur faim et chacun des deux protagonistes de cette journée placée sous le règne de l'union, de l'Europe et de l'agriculture, a joué leur partition à merveille.

En maître de maison confirmé, le président du RPR et député de la Corrèze, entouré de ses amis du conseil général, du conseil régional du Limousin et du Sénat, a tenu à marquer « par un comportement d'union » son « adhésion » à la liste européenne conduite par son voisin gauchiste.

En invité comblé, M. Giscard d'Estaing a « félicité et remercié » M. Chirac de « sa présence symbolique » et d'avoir accepté de prendre la présidence de son comité de soutien. Une présidence que la tête de liste a souhaité « active » et qui ne doit pas se limiter, a-t-il prévenu, à cette seule journée en son honneur.

Toutefois, point trop s'en faut. Et le député de la Corrèze pressé, par exemple, d'aller caresser le taureau Willy fort de 1350 kilogrammes, nouveau champion de la race limousine spécialisée dans la reproduction, a proposé que ce soit la tête de liste « qui s'en charge ». Cette dernière, très dévouée, en bras de chemise bien de France, a « surpris » ses hôtes corréziens par ses « connaissances techniques » en agriculture. Visitant l'exploitation familiale de bétail de M. Jean Bourbouloux, fleuron de l'élevage de la race limousine dans le département, le président de l'Auvergne, mais sur les hanches, a longuement disserté tant sur la saine et la reproduction artificielle des bovins que sur les avantages et inconvénients du « colza

double zéro », une variété enrichie destinée à l'alimentation des animaux.

Mains dans les poches de son costume bien mariné et l'esprit quelque peu ailleurs, M. Chirac n'a pas bronché durant ces exposés. Au point que M. Giscard d'Estaing s'est même inquiété de « son air éberlué ». Le président du RPR est, en tout cas, revenu aux réalités de la campagne européenne en présentant aux associations d'agriculteurs du Limousin les douze propositions de la liste UDF-RPR pour l'agriculture en France et dans la Communauté. Dans la perspective du grand marché de 1993, M. Chirac a prôné la suppression définitive des montants compensatoires monétaires et de toutes les disparités fiscales affectant les échanges au sein de la CEE, et a souhaité l'harmonisation des conditions de crédit, des règlements sanitaires et du droit communautaire de l'alimentation. Sur le territoire national, l'union UDF-RPR est favorable à la suppression de l'impôt sur les terres agricoles et à l'allègement des taxes sur la transmission du patrimoine foncier. Enfin, M. Chirac a réaffirmé son soutien à une liste « compétente, déterminée et expérimentée, la seule de cette dentité en lice ».

Cela étant posé, l'ancien président de la République s'est, pour sa part, lancé dans quelques digressions en se déclarant notamment « d'accord » avec M. François Mitterrand sur « l'énormité de principes généraux européens », à la différence près que lui souhaite une Europe « libérale et sociale et non bureaucratique et socialiste ».

A propos de « cette vision que l'on a du centre actuel », à savoir « une figure dont le centre est partout et la circonférence nulle part », M. Giscard d'Estaing a indiqué que selon lui, au contraire, « le centre est l'endroit où l'on se rencontre » donc « l'union et le centre, c'est la même chose ».

V. DEVILLE-CHABROLLE.



Nous publions ci-dessous les quatre-vingt-cinq candidats (e)s de la liste conduite par M^{me} Simone Veil.

1. Simone Veil, UDF, 62 ans, députée européenne; 2. Jean-Louis Borloo, sans étiquette, 38 ans, maire de Valenciennes (Nord); 3. Adrien Zeller, UDF-CDS, 49 ans, député, conseiller régional d'Alsace, maire de Saverne (Bas-Rhin); 4. Nicole Fontaine, UDF-CDS, 45 ans, députée européenne; 5. Pierre Bernard-Reymond, UDF-CDS, 45 ans, conseiller général des Hautes-Alpes, maire de Gap; 6. Philippe Douste-Blazy, sans étiquette, 36 ans, maire de Lourdes (Hautes-Pyrénées); 7. Jean-Louis Bourlanges, RPR, 43 ans, conseiller régional de Haute-Normandie, auteur de *Droite, amitié zéro*; 8. Michel Debussche, UDF, 60 ans, député européen, président de la chambre d'agriculture et conseiller général du Puy-de-Dôme; 9. François Froment-Meurice, UDF-CDS, 39 ans, adjoint au maire de Montmorency (Val-d'Oise), secrétaire général du groupe UDF de l'Assemblée nationale; 10. Jean-Marie Vanierenberghe, UDF-CDS, 50 ans, député européen, conseiller municipal d'Arras, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais; 11. Jean-Pierre Abelin, UDF-CDS, 39 ans, député européen, conseiller général de la Vienne, conseiller municipal de Châtelleraut; 12. Robert Delormy, sans étiquette, 57 ans, député européen, maire de Choiseul (Vielaines) conseiller régional d'Ile-de-France; 13. Claude Lelouch, sans étiquette, 52 ans, cinéaste; 14. Pierre Fauchon, UDF-CDS, 60 ans, conseiller régional du Centre, conseiller général de Loir-et-Cher; 15. Hervé Sorioux,

sans étiquette, 52 ans; 16. Jeanne-Françoise Hutin, sans étiquette, 50 ans; 17. Denis Basseillon, UDF-CDS, 62 ans; 18. Jean-Philippe Locat, sans étiquette, 53 ans; 19. Monique Baderac, UDF-CDS, 64 ans, députée européenne, chargée de mission auprès de M. Alain Poirer; 20. Gérard Bonhamon, UDF-rad., 41 ans, député européen, adjoint au maire de Nancy, conseiller régional de Lorraine; 21. Eric Azémar, UDF-CDS, 34 ans, président des Jeunes démocrates sociaux; 22. Michel Valdiguié, UDF-CDS, 47 ans, adjoint au maire de Toulouse, conseiller régional de Midi-Pyrénées; 23. Yannick Marzin, UDF-PR, 42 ans, conseiller général du Finistère; 24. André Weber, UDF-CDS, 62 ans, conseiller régional d'Alsace, conseiller général du Haut-Rhin; 25. Henri Jean-Baptiste, UDF-CDS, 56 ans, député de Mayotte; 26. Claude du Grandrat, 60 ans, UDF-CDS, 52 ans, vice-présidente du conseil régional de Picardie, adjoint au maire de Senlis (Oise); 27. Pierre Letamandria, UDF-CDS, 46 ans, adjoint au maire de Souraie (Pyrénées-Atlantiques); 28. Françoise Clère, UDF-rad., 46 ans, conseillère régionale de Poitou-Charentes, conseillère municipale de La Rochelle (Charente-Maritime); 29. André Heynauet, UDF-CDS, 62 ans, adjoint au maire de Toulon, vice-présidente du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur; 30. Salem Kacet, sans étiquette, 38 ans, adjoint au maire de Roubaix (Nord); 31. Dominique Richard, UDF-CDS, 35 ans; 32. Bernard Carot, UDF-CDS, 47 ans, délégué au Conseil supérieur des Français à l'étranger; 33. Maguette Dini,

UDF, 49 ans, premier adjoint au maire d'Ecilly (Rhône); 34. Jacques Jeanneau, UDF-CDS, 45 ans, conseiller municipal de Charleville-Mézières (Ardennes), conseiller régional de Champagne-Ardenne; 35. Florent Dessau, UDF-rad., 30 ans; 36. Jean Gravier, UDF, 36 ans, conseiller général de l'Allier, maire de Villebret; 37. André Barbier, UDF-CDS, 64 ans, adjoint au maire de Charnay-lès-Mâcon (Saône-et-Loire); 38. Lucien Bazard, sans étiquette, 59 ans, général de gendarmerie, maire d'Échenon-la-Méline (Haute-Saône); 39. Jean-François Michel, UDF-CDS, 38 ans, maire de Vernon-en-Vivrais (Ardèche); 40. Nicole Bertout, UDF-CDS, 59 ans, adjoint au maire de Carcassonne (Aude); 41. Dominique Paillet, UDF-CDS, 33 ans, maire des Aubiers (Deux-Sèvres); 42. Gérard Mayaud, UDF-CDS, 39 ans, conseiller général de l'Indre, maire de Seillant; 43. Roger Castel, UDF-CDS, 66 ans, conseiller général de la Somme, maire de Chépy; 44. Agnès Szumanski, CNI, 63 ans, conseillère municipale de Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine); 45. Marcel Ollitrault, UDF-CDS, 52 ans, conseiller général des Côtes-du-Nord, maire de Etables-sur-Mer; 46. Claude Girard, UDF-CDS, 43 ans, conseiller général et maire d'Albens (Savoie); 47. Maurice Mari, UDF-CDS, 52 ans; 48. Daniel Naintré, sans étiquette, 50 ans, adjoint au maire de Sainte-Luce-sur-Mer (Loire-Atlantique); 49. Christiane Sojat Eckert, sans étiquette, 37 ans; 50. Claude Casagrande, UDF-CDS, 43 ans, maire d'Étrechy (Essonnes); 51. Jean-Charles Paris, UDF-CDS, 30 ans, conseiller municipal de Bordeaux (Gironde); 52. Dominique Azam, UDF-CDS, 27 ans, conseiller général de l'Aveyron, maire de Réquista; 53. Jacques Roset, UDF-rad., 43 ans, conseiller régional de Midi-Pyrénées, conseiller général de Tarn-et-Garonne; 54. Philippe Billet, sans étiquette, 46 ans; 55. Denis de Rocca Serra, UDF-CDS, 52 ans, conseiller municipal de Portofino (Haute-Corse); 56. Michel Troyon, UDF-CDS, 63 ans, premier adjoint au maire de Vernon (Eure),

An « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Baudis : « Créer un grand mouvement de l'opposition tout entière »

M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, député apparenté UDF de Haute-Garonne, invité du « Grand Jury RTL-le Monde » le dimanche 21 mai, a évoqué les projets des « rénovateurs » de l'opposition en disant : « Notre objectif à tous — je dis bien : à tous — est d'aboutir à un grand mouvement uni de l'opposition tout entière. Il ne doit pas s'agir d'un mouvement monolithique mais d'un mouvement qui reconstruit et sache gérer sa diversité. Regardez ce qui se passe dans le Parti socialiste : différents courants s'expriment, des statuts s'appliquent ; une fois que le projet politique est arrêté, tout le monde le soutient ».

Nous voudrions que l'opposition fasse sa révolution culturelle, qu'elle sache se doter de structures modernes comme le Parti socialiste et se faire pour lui-même il y a pris d'une vingtaine d'années. Dès lors, il a pu retrouver le chemin du pouvoir.

L'opposition ne doit plus, à chaque élection, présenter deux candidats ou deux listes. Nous ne voulons pas qu'à la prochaine élection

présidentielle il y ait plusieurs candidats de l'opposition face au candidat du Parti socialiste.

Ce qui est mortel pour l'opposition, c'est la division. Je ne dis pas que M. Chirac ni M. Giscard d'Estaing ne doivent plus être candidats à l'élection présidentielle. Ce que je sais, c'est que l'opposition, si elle veut avoir des chances de l'emporter, ne doit présenter qu'un seul candidat. Il ne faut pas qu'il y ait de faux-semblants et que les élus-majors récupèrent les thèmes de la rénovation pour, en définitive, laisser les choses en l'état, car ce serait aller vers de nouveaux échecs.

A propos de l'Europe, M. Baudis a affirmé : « Il était parfaitement possible de présenter une liste d'union de l'opposition avec un programme commun pour l'Europe. S'il y a eu deux listes, cela tient davantage à des problèmes de politique intérieure qu'à des divergences de fond sur la nécessité de la construction européenne et sur les voies qui s'offrent à la France pour y parvenir ».

EBEL
Les Architectes du Temps

-1911-
Or 18 ct. étanche 30 m.
Barriac et Fils
Horloger - Joaillier
38, rue de la Vieille-Normandie 75015 Paris 43 65 01 30
20, avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris 43 89 05 29

Politique

La préparation des élections du 18 juin

M. Le Pen écarte progressivement les amis de Jean-Pierre Stirbois

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, a présenté, samedi 20 mai à Saint-Gilles (Gard), la liste baptisée « Europe et Patrie », qu'il conduira le 18 juin dans laquelle, de son propre aveu, « les spécialistes ont été privilégiés sur les politiques ».

« Ceux qui croient à un tournant, à l'extérieur comme à l'intérieur du mouvement, se trompent », a déclaré M. Le Pen à raison. Sa liste européenne n'est pas « un tournant » dans la trajectoire politique du mouvement d'extrême droite, elle est tout simplement la confirmation d'une disparition : celle de Jean-Pierre Stirbois.

Le décès accidentel de l'ancien secrétaire général du Front national, à la veille du référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, en novembre dernier, avait provoqué un vide soudain au sein du mouvement, anéantissant le courant historique qu'il représentait, la tendance populiste et solidariste, le fer de lance extrême du FN. Afin de ne pas heurter les amis de Jean-Pierre Stirbois, traumatisés par cette disparition dont ils craignent qu'elle profite au courant technocratique et « respectable », représenté par M. Bruno Mégret, le président du Front avait choisi un jeune et pur produit du FN n'appartenant à aucun des deux courants. M. Carl Lang, pour occuper le poste de secrétaire général.

Or les partisans de Jean-Pierre Stirbois font face maintenant à un processus d'exclusion, nouvelle étape de leur marginalisation. Car, si une liste compte par ceux qui y figurent, elle fait aussi parler par ceux qui, eux, sont absents ! Des neuf députés FN siégeant au Parlement européen (1), quatre seulement sont reconduits sur la liste en position éligible : M. Le Pen (1^{er}), M. Jean-Marie Le Pen (2^e), M. Jean-Marie Le Pen (3^e) et Bernard Antony (4^e). Parmi eux s'intercalent précisément deux représentants de cette technocratie qui a si souvent été dénoncée par le président du Front, le polytechnicien Bruno Mégret (5^e), député général du

mouvement, et l'énarque Yves Biot (6^e), rallié de fraîche date et proche du président.

Dans sa lettre de démission du RPR, datée du 19 mai, M. Biot indique que du reste au secrétaire général du parti chiracien : « J'espère, dans la perspective future de l'union de toutes les droites, que nous pourrions nous rencontrer utilement », quand « un jour » se retrouveront « ceux qui partagent les mêmes valeurs de patriotisme et de liberté ».

Ces « bras ouverts » aux « compagnots », de la part d'un homme qui n'a eu de cesse de combattre le général de Gaulle, se ferment en tout cas à M. Roland Gaucher et Michel Collinot, députés européens sortants non reconduits (2), proches de la famille Stirbois. L'épouse de l'ancien secrétaire général elle-même, Marie-France, n'aurait pas accepté selon M. Le Pen la 21^e place qui lui était proposée. Évoluant dans la même sphère de pensée, M. Pierre Durand, directeur du quotidien *Présent*, occupe une difficile 19^e position et M. Roger Holeindre, baroudeur en chef, est à l'insaisissable vingt-deuxième place.

En revanche, parmi les quinze premiers, où se trouve une seule femme — il y en a quinze sur la liste, — figurent deux candidats dont

la notoriété doit appartenir à un autre domaine que la politique. M. Roger Johnstone est consultant en relations internationales (12^e) et M. Charles Guérin-Filles représente, à bon compte si l'on peut dire, les Français de l'étranger... en résidant à Monaco où il est médecin-biologiste (14^e). Entre ces deux cas d'espèce, M. Pierre Sargent a réussi, in extremis, à « sauver sa peau » et occupe finalement la 13^e place.

Cette poursuite du recensement du FN, à propre et au figuré, n'est pas allée jusqu'à offrir une meilleure position que la 15^e place à M. Charles de Chambrun, secrétaire d'Etat du général dans le troisième gouvernement Pompidou (1966-1967), seul maire FN d'une ville de plus de dix mille habitants, Saint-Gilles, où M. Le Pen a pris soin de venir rendre publique sa liste. Il est vrai, à en croire le président du mouvement d'extrême droite, que M. de Chambrun est « en une place où, j'en suis convaincu, il sera élu puisqu'il précède le vice-président national du FN ». S'il le dit...

OLIVIER BUFFAUD.

(1) Dix députés avaient été élus en 1984 mais M. Olivier d'Ormesson a démissionné du FN.
(2) Les deux députés MM. Gilbert Devez, Roger Palmieri et Gustavo Porcés.

La liste « Europe et Patrie »

1. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, parlementaire européen sortant; 2. Marie-Léonore, parlementaire européen sortant; 3. Bruno Mégret, député général du FN; 4. Jean-Marie Le Pen, conseiller municipal de Rueil-Malmaison (Seine-Matime); 5. Jean-Marie Le Pen, conseiller municipal de Rueil-Malmaison (Seine-Matime); 6. Jean-Marie Le Pen, conseiller municipal de Rueil-Malmaison (Seine-Matime); 7. Jean-Marie Le Pen, conseiller municipal de Rueil-Malmaison (Seine-Matime); 8. Jean-Marie Le Pen, conseiller municipal de Rueil-Malmaison (Seine-Matime); 9. Jean-Marie Le Pen, conseiller municipal de Rueil-Malmaison (Seine-Matime); 10. Jean-Marie Le Pen, conseiller municipal de Rueil-Malmaison (Seine-Matime); 11. Jean-Marie Le Pen, conseiller municipal de Rueil-Malmaison (Seine-Matime); 12. Jean-Marie Le Pen, conseiller municipal de Rueil-Malmaison (Seine-Matime); 13. Jean-Marie Le Pen, conseiller municipal de Rueil-Malmaison (Seine-Matime); 14. Jean-Marie Le Pen, conseiller municipal de Rueil-Malmaison (Seine-Matime); 15. Jean-Marie Le Pen, conseiller municipal de Rueil-Malmaison (Seine-Matime).

de Chambrun, maire de Saint-Gilles (Gard); 16. Dominique Chaboché, vice-président du FN, vice-président du conseil régional de Haute-Normandie, conseiller municipal de Rouen (Seine-Maritime); 17. Francis Daulard, conseiller régional d'Alsace, conseiller municipal de Bischwiller (Bas-Rhin); 18. Michel Besson, conseiller municipal de Versailles (Yvelines); 19. Pierre Durand, conseiller régional d'Ile-de-France; 20. Michel de Rostolan, conseiller municipal de Saint-Michel-Boulogne (Eure); 21. Serge Dreyer, conseiller régional d'Ile-de-France; 22. Roger Holeindre, conseiller municipal de Sevran (Seine-Saint-Denis); 23. Jean-Pierre Schenard, conseiller municipal de Chémerville (Vendée); 24. Jean-Pierre Schenard, conseiller municipal de Chémerville (Vendée); 25. François Porteu de La Morandière, conseiller municipal d'Arras (Pas-de-Calais); 26. Adrienne Franchi, conseiller municipal de Nice (Alpes-Maritimes); 27. Jean Cadoret; 28. Jean-Jacques Gerardin, conseiller régional des pays de Loire; 29. Jules Monnerot; 30. Jacqueline Yaguerdo; 31. Martial Bidi, directeur du FN de la jeunesse, conseiller régional de Rouen; 32. Mireille d'Ornano, conseiller municipal de Grenoble (Isère); 33. Jean-François Jalkh, conseiller municipal de Melun (Seine-et-Marne); 34. M. Myrian Backkroon; 35. Jacques Bompard, conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur; 36. Marlene Devere; 37. Jacques Doré; 38. Jean-Baptiste Bissol; 39. Jacques Robichet; 40. Paul Malgati, conseiller régional du Centre; 41. Katherine d'Herbaix, conseiller régional de Picardie; 42. Robert Hemminger, conseiller régional d'Ile-de-France; 43. Jacques Peyrat, conseiller municipal de Nice; 44. Sophie Lespagnon, conseiller municipal de Draveil (Essonne); 45. Pierre Routhier; 46. Patrick Bédiguer, conseiller d'arrondissement de Paris; 47. Claudine Dupont-Tingault; 48. Yves de Coatsgouder; 49. Anne-Marie Chelvet; 50. Jean-Claude Bardet, conseiller municipal de Lorient (Morbihan); 51. Judith Glazer; 52. Jean-Claude Varanne, conseiller régional d'Ile-de-France, conseiller d'arrondissement de Paris; 53. Hugues Fata; 54. Serge Maréchal, conseiller d'arrondissement de Paris; 55. Franck Timmermans, conseiller municipal de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis); 56. Marcel Cencil de la Rivière; 57. Yves Almes; 58. Guy Herliou; 59. Jacques Lafay, conseiller d'arrondissement de Paris; 60. Alain Janet, conseiller régional Languedoc-Roussillon, conseiller municipal de Montpellier (Hérault); 61. Jean Roussel, conseiller municipal de Bouche-du-Rhône, conseiller municipal de Marseille; 62. Pierre Descaves, conseiller municipal de Noyon (Oise); 63. René Boun; 64. M. Myrian Backkroon; 65. Pierre Sirgue, conseiller municipal de Bordeaux (Gironde); 66. Hubert de Rouge; 67. Georges Pham-Dinh, conseiller régional Rhône-Alpes, conseiller municipal de Villefranche-sur-Saône (Rhône); 68. Michel Therin; 69. Jacques Ricard; 70. Jean-Thierry Gampert; 71. Jean Verdon, conseiller régional du Centre; 72. Arnaud de Pierer, conseiller régional des Pays de Loire; 73. Jacques Robert, conseiller régional Champagne-Ardenne; 74. Nicole Dorlin; 75. Jean-Michel Dubois, conseiller régional d'Ile-de-France, conseiller municipal d'Anisy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis); 76. Jean-Yves Roubez, conseiller municipal de Belfort; 77. Claude Jaffres, conseiller municipal de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme); 78. Michel Landriva, conseiller municipal de Seynod (Haute-Savoie); 79. Guy Desperes, conseiller municipal de Saint-Etienne (Loire); 80. Wallemand de Saint-Just; 81. Jean-Pierre Gendron, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais, conseiller municipal de Roubaix (Nord).

Les sociaux-démocrates et des syndicalistes européens veulent donner un « autre cours » à la construction communautaire

Les représentants des partis socialistes et sociaux-démocrates européens se sont réunis à Paris, samedi 20 mai, pour lancer un « appel aux travailleurs » en vue des élections européennes. « Aujourd'hui, dit cet appel, une perspective domine la construction de l'Europe : celle du développement des puissances financières. Nous n'acceptons pas la rampe en cause des droits des salariés et de la protection sociale, le recul des services publics, la précarisation des statuts, le chômage de masse. Un autre cours doit être donné à la construction de la Communauté euro-

Simple opération de propagande électorale ou première ébauche de ce que certains participants ont appelé un « euro-socialisme » ? La « conférence européenne des travailleurs » organisée samedi à la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette à Paris, tenait des deux à la fois. Le niveau de représentation des partis autres que le PS français montrait qu'il ne s'agissait pas, à leurs yeux, d'une initiative politique majeure, mais plutôt d'une étape dans une démarche à peine entamée, étape un peu « glorieuse » pour les besoins de la cause : mettre en valeur le message social des socialistes français. Ces derniers, toutefois, ne sont pas seuls à se soucier de se faire entendre, dans cette campagne, du monde du travail. La pluralité des orateurs espagnols et italiens témoignait de préoccupations identiques, pour ces partis, dans leurs pays respectifs.

En même temps, si elle anticipait un processus qui est loin d'être parvenu à maturité, la conférence de la Villette marquait la volonté des socialistes d'avancer dans cette voie. Le SPD allemand, qui avait organisé à Kiel, en mars dernier, une première réunion sur ce thème, est, comme le parti français, très désireux de progresser dans l'élaboration de positions communes aux socialistes européens face aux dangers que recèle, à leurs yeux, le marché unique. Les uns et les autres souhaitent qu'une liaison permanente soit établie entre les partis socialistes ou sociaux-démocrates et les syndicats affiliés à la CES (en France, la CFDT et FO).

La lutte des classes, mise en sommeil dans les programmes de la plupart de ces partis, va-t-elle renaitre sous la menace d'une Europe qui serait un champ ouvert à ce que plusieurs intervenants ont appelé le « dumping social » ? Tout se passe comme si, les caractéristiques des partis socialistes s'étant estompées dans la gestion gouvernementale, les problèmes posés par la construction européenne provoquaient un retour aux sources du combat syndical et politique pour l'égalité des chances, l'amélioration des conditions de vie, la protection sociale.

Le « cachemarin » Thatcher

Le sentiment le plus souvent exprimé par les participants est que l'Europe se fait au risque de se faire sur le dos des salariés. Ainsi M. Rudolf Dressler (SPD) a-t-il dressé le tableau d'une Allemagne où la prospérité des entreprises ne représente pas un âge d'or pour les travailleurs, en soulignant que l'augmentation de l'emploi « est due essentiellement au travail partiel » et que la construction de logements sociaux « a atteint le niveau zéro ». Cette situation, estime M. Dressler, ne peut qu'empêcher la conception de l'Europe comme simple zone de libre-échange l'empêche. « Pour nous », a-t-il dit, l'idéologie du chef du gouvernement britannique est un cachemarin.

● M. Mitterrand au plus haut, selon l'IFOP. - 49 % des personnes interrogées par l'IFOP pour le *Journal du Dimanche* se déclarent « très » ou « plutôt satisfaites » de M. François Mitterrand comme chef de l'Etat, contre 46 % au mois d'avril. 33 % des personnes interrogées se disent au contraire « plutôt » ou « très mécontentes » de M. François Mitterrand. Le pourcentage des mécontents n'a pas varié en un mois.

D'autre part, selon ce sondage publié le 21 mai par le *Journal du Dimanche*, 45 % des personnes interrogées affirment « très » ou « plutôt satisfaites » de M. Michel Rocard comme premier ministre (42 % en avril, 31 %, contre 33 % en avril, se déclarent « plutôt » ou « très mécontentes » de M. Rocard).

Ce sondage de l'IFOP a été effectué du 2 au 13 mai auprès d'un échantillon national de 1 851 personnes représentatif de la population française âgée de dix-huit ans et plus.

peenne. MM. Michel Rocard, Pierre Mauroy et Laurent Fabius ont pris la parole au cours de cette conférence, de même que M. Mathias Hinterscheid, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), et M. Vasso Papandreu, commissaire européen à l'emploi, aux affaires sociales et à l'éducation. « Le combat que nous avons mené pendant une décennie dans nos pays respectifs, nous devons le continuer au niveau européen », a déclaré le premier secrétaire du PS.

M. David Lea, secrétaire général adjoint de la confédération syndicale britannique, le TUC, partage naturellement cette appréciation. Il a expliqué à la conférence pour quelles raisons le Parti travailliste était devenu, en Grande-Bretagne, le « parti européen », tandis que les conservateurs sont le « parti anti-européen ». C'est que la gauche européenne est apparue aux syndicalistes et aux travaillistes britanniques comme seule susceptible de faire contre-poids au libéralisme thatcherien. Ils ne se sont pas transformés pour autant, a souligné M. Lea, en partisans acharnés de politiques communes dans tous les domaines, mais les socialistes européens, a-t-il dit, doivent définir ensemble les lois sociales qu'ils veulent imposer en Europe, agir pour le plein emploi et défendre « les droits des travailleurs dans les secteurs en voie de restructuration ».

Pour lutter contre ce que M. Guy Spitaels, président du Parti socialiste belge francophone et de l'Union des partis socialistes et sociaux-démocrates de la Communauté, a appelé le risque d'une « déregulation sauvage », les principaux intervenants français ont brodé sur le thème défini en février par M. François Mitterrand : « L'Europe sera sociale ou ne sera pas ». L'Europe sociale est, en effet, a dit M. Rocard, la condition de l'Europe politique; or a-t-il ajouté, « le gouvernement français n'accepte pas que la construction européenne plonge pendant que progresse l'euro-péanisation de nos économies ».

Le premier ministre a passé en revue l'agenda européen de son gouvernement, en insistant sur le soutien qu'il apporte au projet de charte européenne des droits sociaux fondamentaux préparé par M. Jacques Delors. Cette charta, a souligné M. Rocard, doit non seulement consacrer les droits déjà reconnus par les textes internationaux, mais « définir des droits nouveaux liés à la réalisation du grand marché intérieur » et exercer « un effet d'entraînement sur les dispositifs juridiques communautaires et nationaux ».

Si M. Rocard s'est voulu, dans une certaine mesure, rassurant, M. Mauroy s'est montré nettement plus méfiant devant une Europe marquée par le « retard dans la vision sociale ». Le premier secrétaire du PS a observé que malgré l'« impulsion » donnée par M. Delors les travaux européens restent « dominés par la coopération économique et monétaire », qui, seule, « dispose d'un calendrier de travail et d'objectifs précis ». « Le marché », a-t-il dit, ne nous donnera pas l'Europe que nous voulons.

Partageant ce constat, M. Fabius en tire argument en faveur du renforcement du groupe socialiste à l'Assemblée de Strasbourg. « On ne peut pas être conservateur dans son pays et progressiste en Europe », a souligné le chef de file des socialistes pour l'élection européenne. Si on veut une Europe de progrès social, ce sont les socialistes et les sociaux-démocrates qui sont les plus capables de la construire.

PATRICK JARREAU.

CONCOURS ADMINISTRATIFS

- CULTURE GÉNÉRALE, par O. Vallet - 2^e édition, 1989
- LA NOTE SUR DOSSIER JURIDIQUE, par B. Scim - 1988
- GRAND ORAL, par O. Vallet - 2^e édition, 1989
- DROIT PUBLIC, questions actuelles, par C. Buhl et T. Dal Farra - 1989
- ECONOMIE POLITIQUE CONTEMPORAINE, par C. Cros et C. Prache - 1989

ANNALES, sous la direction de J.-Ch. Savignac

- Fonction publique : catégorie A - 1988
- Fonction publique : catégories B, C et D - 1988

MASSON
120, bd Saint-Germain 75006 Paris

UN NOUVEAU METIER ASSISTANTE EUROPEENNE DE MANAGEMENT

DIPLOME ESA

Une formation intensive : 20 mois en France, 5 en Californie ou en Allemagne, 5 en entreprise.
Niveau d'admission : 1^{re} année niveau BAC + tests
2^e année niveau DEUG, DUT, BTS...

ESAM, 1^{re} Année française habilitée à préparer le diplôme européen ESA obtenu dans 10 pays depuis 25 ans.

ESAM

ECOLE SUPERIEURE D'ASSISTANTES DE MANAGEMENT

Bachelier et post-bachelier

63, avenue de Villiers - 75007 Paris. Tél. 47 88 84 22 (après 18h)

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

☐ souhaitez un rendez-vous d'orientation ☐ souhaitez une documentation

Collection Repères

L'EXCELLENCE EN POCHE

Dernières parutions

- L'économie néo-classique
- La protection sociale
- Les revenus en France
- La monnaie et ses mécanismes
- La science économique en France
- La population française
- Et 70 autres titres

128 pages - 38 F

LA DECOUVERTE

L'anglais ou l'allemand intensif : une affaire de spécialistes

● *Stages linguistiques intensifs de haut niveau* en Angleterre (Oxford, Londres, Bristol...) et en Allemagne (Marburg, Koblenz...) dans des écoles créées et animées par l'OISE - Oxford Intensive School of English.

● *Tout le langage de vos affaires* : du stage individualisé en cours particuliers, au stage semi-individualisé.

● *Programmes adaptés pour adultes, étudiants et lycéens - collégiens.*

OISE Angleterre : école agréée par le British Council - Ministère de l'Éducation Britannique.

OISE-FRANCE : 21 rue Théophraste Bouchard - 75015 Paris

(1) 45 33 13 02

La référence pour l'excellence en langues

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

Souhaitez recevoir, sans engagement de sa part, votre documentation sur les stages linguistiques pour : ☐ adultes ☐ étudiants ☐ lycéens-collégiens

40 ANS DE LIBERTÉ LE DROIT ET LE FAIT

REDÉCOUVREZ LA CITOYENNETÉ

NATHAN
Le Monde

LA FRANCE DES LIBRES

كلنا من أصل واحد

Sovac. Une fois que vous avez trouvé ce qu'il vous faut, nous avons ce qui vous manque.



Trouver la maison de ses rêves est difficile. L'acheter l'est encore plus. Sovac peut vous y aider. Son métier : vous financer. Alors que les Français sont de plus en plus nombreux à souhaiter être propriétaire de leur logement, ils doivent pouvoir compter sur un système de financement souple, fiable, moderne. C'est sur cette idée que Sovac a forgé sa vocation. Sa politique est simple : s'adapter, évoluer, anticiper, créer. L'innovation s'avère le maître mot de sa stratégie d'entreprise et une des composantes majeures de son identité. Ainsi, elle n'a eu de cesse, à travers sa filiale, la Banque de Financement Immobilier (BFI-Sovac), d'imaginer des solutions nouvelles au crédit immobilier.

En 1988, elle frappe un grand coup en proposant "Sovac-Evolution", un crédit ajustable en taux et en durée, particulièrement favorable à l'emprunteur. Grâce à "Sovac-Evolution", vous bénéficiez d'un taux de départ intéressant, inférieur à celui des crédits classiques à taux fixe. En cas de baisse des taux, vous bénéficiez à mensualité égale d'une durée de crédit réduite; en cas de hausse des taux, l'augmentation de la mensualité est sensiblement inférieure à celle des prix. Vous pouvez effectuer des remboursements anticipés sans indemnité.

Ce n'est pas par hasard si ce produit a été couronné en février 1989 par "le Prix spécial Grand Public de l'Innovation Financière", décerné par l'Association des Professions Financières, le Crédit National et la Tribune de l'Expansion. Pour mener à bien sa politique

ambitieuse, Sovac a choisi de miser sur le partenariat: elle travaille ainsi en étroite liaison avec les professionnels de l'immobilier: promoteurs, agents immobiliers, marchands de biens, constructeurs de maisons individuelles.

Aujourd'hui, avec plus de 35 filiales, Sovac est au premier rang des groupes financiers français spécialisés. Elle intervient dans des domaines aussi diversifiés que le financement de l'immobilier, de l'automobile, des entreprises et des particuliers. Les chiffres globaux du Groupe sont, à cet égard, éloquentes: 3,4 milliards de fonds propres, 464 millions de résultat net d'exploitation, près de 48 milliards d'encours gérés, 2,4 millions de clients, 2700 collaborateurs. Dans un monde en pleine mutation, Sovac parie sur les hommes, persuadée que la qualité du service est le facteur clé de la réussite et de la compétitivité. Soutien majeur de l'équipement des ménages et des entreprises, le crédit est à la fois une anticipation de l'épargne et un pari optimiste sur l'avenir. Mais c'est justement en raison de toutes ses qualités qu'il convient de le manier avec précaution, c'est-à-dire avec expertise. Forte de son sérieux, de sa puissance financière, de son expérience, Sovac entend favoriser ainsi la modernité du crédit et la modération de l'endettement.

Elle revendique haut et fort toute la spécificité et l'actualité de son métier.



SOVAC. NOTRE METIER: VOUS FINANCER.

Politique

La situation en Nouvelle-Calédonie

La Nouvelle-Calédonie se prépare à l'échéance du 11 juin, où ses habitants vont élire les membres des trois conseils de province, permettant ainsi l'application du statut préparatoire au référendum d'autodétermination prévu dans les accords Matignon. Le samedi 20 mai, l'Union calédonienne a élu, à sa présidence, pour succéder à Jean-Marie Tjibaou, M. François Burck (le Monde daté 21-22 mai).

Dès cette désignation, M. Louis Le Penec, ministre des départements et territoires d'outre-mer, a adressé « tous ses vœux de succès » à M. Burck, souhaitant « engager rapidement » avec lui « un dialogue approfondi et constructif comme celui que j'avais mené avec M. Tjibaou et Yewéné ». Il ajoute que « la paix civile sera maintenue » en Nouvelle-Calédonie « comme

c'est la volonté de la quasi-totalité des Calédoniens (...). Les groupes, très minoritaires et irresponsables, qui tentaient de la compromettre trouveraient en face d'eux la détermination du gouvernement ».

Pas moins de douze formations locales ont déposé, le dimanche 21 mai, leurs listes pour les élections du 11 juin, nous indique notre correspondant dans le Pacifique sud, Frédéric Robin. Mais elles ne sont que trois à avoir réussi à être présentes dans chacune des trois provinces. Au RPCR, M. Jacques Lafleur conduira une liste dans le Sud, M. Maurice Nenou, son autre député, dans le Nord, et M. Robert Paouta aux Îles Loyauté. M. Burck portera le drapeau du FLNKS dans le Sud, M. Léopold Jorjé dans le Nord, à la place de Jean-Marie Tjibaou, et M. Richard Kalo remplacera celui dont il était un des principaux collaborateurs locaux, Yewéné Yewéné, aux Îles Loyauté. Le FLNKS a ainsi réussi à éviter l'éclatement en présentant des listes unitaires qui, si elles sont menées par trois membres de l'Union calédonienne, font aussi leur place aux autres partis de la coalition.

Les autres formations partent en ordre dispersé. M. Nidolish Naisseine, président du LES, sera présent aux Îles Loyauté, et s'est allié avec des socialistes locaux sous l'étiquette « Majorité présidentielle » dans le Sud. Des indépendantistes modérés se présentent sous le label « Unir pour construire » dans le Nord et aux Îles Loyauté. Des anti-indépendantistes, opposés au RPCR, ont réussi à se regrouper sous la bannière « Calé-

doune demain » et à être présents dans les trois régions. Ils regroupent des « divers droite » comme M. Bernard Marant, qui avait conservé sa mairie de Dumbéa contre M. Dick Ukeivé, sénateur RPR, et des animateurs des comités d'action patriotique comme M. Justin Guillemand, porte-parole des broussards de la côte ouest.

Ces listes pourraient gêner le Front national, 3 qui, affaibli par des querelles internes, ne sera présent que dans le Nord et le Sud, et surtout M. Lafleur, qui n'est pas assuré d'emporter la majorité au Sud. Dans cette région, qui comprend Nouméa, les anti-indépendantistes pourraient se disperser entre l'extrême droite, les divers droite, les centristes, les modérés et une liste s'adressant aux communautés wallisiennes et futunaises. Sans compter le RPCR.

L'objectif de François Burck, nouveau président de l'Union calédonienne :

« Une indépendance multiraciale au pays des Kanaks »

MOINDOU
NOUVELLE-CALÉDONIE,
de notre envoyé spécial

François Burck émerge à peine de sa sieste. Le successeur de Jean-Marie Tjibaou à la présidence de l'Union calédonienne reçoit les visiteurs pieds nus. Avec ses lunettes noires et son tee-shirt blanc, il a l'air d'un jeune homme de la région. Il a la délicate du baroudeur des mers exotiques un dimanche de bordée. A sa démarche chaloupée, on imagine, sans mal, son arrière-grand-père irlandais, fatigué de brouillager à bord des sloopiers et jetant l'ancre un jour de lucidité, bien avant l'arrivée des Français, sur les rivages de ce « caillon » des antipodes oubliés des cartes maritimes.

François Burck, lui, a racroché ses amarrages voilà dix ans au lieu-dit « Petit Moindou », un verdoyant lopin de brousse enclavé en pays caldoche, sur la côte ouest de la Nouvelle-Calédonie, entre La Foa et Bourail. « J'adore la terre, dit-il, soudain réveillé. Ma passion c'est les arbres. Tous les matins, il faut que j'aille parler avec mes arbres et surtout avec mes fleurs. C'est aux premiers rayons de soleil que l'on voit si les boutons vont fleurir... ».

A l'entour, tout est douceur. Douceur du ciel, de la lumière, des essences végétales. A l'intérieur du modeste logis en bois et en tôle, tout est souvenir. Quelques vieilles affiches de la Ligue communiste révolutionnaire à la mémoire d'Eloi Machoro, des coupures de presse jamaïcaines par le temps, des photos écorchées où l'on aperçoit Jean-Marie Tjibaou, un tract appelant à voter pour François Mitterrand. Et, au-dessus d'un lit de moine plusieurs étagères pleines de bouquins poussiéreux : l'Eloge de la philosophie, de Merleau-Ponty, le Capital, de Karl Marx, Ainsi parlait Zarathoustra, de Nietzsche, Portrait du colonisé, d'Albert Memmi... Sous le corsaire hors course se cache un philosophe, derrière l'homme des bois un ermite.

François Burck ou l'hérésie faite homme. Un homme à la jointure de deux mondes. Un hybride. La tête caldoche, les racines kanaks. Blanc pour les Noirs, Noir pour les Blancs. Authentique métis depuis une grande-mère mélanésienne. Caldoche remis par les siens — sauf par ses parents qui militaient déjà à l'Union calédonienne — mais adopté par les Kanaks. Prêtre banni par l'Eglise catholique mais militant ouvrier. Que. Pur produit au fond du microcosme bigarré des mers du Sud. Peut-être aujourd'hui, à cinquante ans, l'un des premiers vrais Calédoniens, riches de deux civilisations, subtilement fondues par le feu des affrontements entre les deux communautés qui l'ont nourri depuis son enfance à Thio, sa ville natale.

Ni caldoche
ni Kanak

« Je ne suis pas caldoche — proteste en souriant le nouveau président de l'UC —. Cela m'horripile qu'on dise ça : je le suis peut-être un peu, si l'on veut, à cause de ma peau, mais je ne me sens pas caldoche... ». Kanak, alors ? Pas davantage. François Burck n'est pas en quête d'une identité de rechange, il ne veut occulter aucune de ses origines. Question de pudeur. « Lorsque Eloi Machoro, en 1984, a descendu le drapeau français de la mairie de Thio et l'a brûlé, moi j'ai dit aux militants : « Eloi a fait ça, moi je ne l'aurais pas fait ». Je n'oublie pas que je suis ici à cause de la France ».

Il n'en rajoute pas en sens inverse : « Je n'ai jamais participé non plus aux opérations d'occupation des terres revendiquées. Ce serait déqualifier de ma part de prêter des choses que je n'aurais pas faites par rapport à ce que je suis... ». Son engagement politique se vent effacé mais exempt d'ambiguïté : « J'ai toujours été à l'aise dans la revendication indépendantiste parce que, pour moi, l'indépendance kanak, ça a toujours été l'indépendance du pays kanak pas une indépendance raciale mais au contraire une indépendance multiraciale au pays des Kanaks. Comment dire autrement à partir du moment où le Kanak est la racine du pays ? ».

Hérésie d'un mutant au pays du manichéisme.

Hérésie d'un pionnier de la coexistence entre les communautés et de l'émancipation des Mélanésiens à l'époque où l'Eglise catholique constituait un bastion du colonialisme. Histoire classique d'un curé rebelle : « J'ai été ordonné prêtre en 1966, après avoir passé une licence de théologie au séminaire universitaire de Lyon. Le prêtre, alors, c'était le bon Dieu. J'ai d'abord été vicaire dans le Nord, puis chargé d'enseigner la philosophie et la Bible au grand séminaire, dont je suis devenu le patron. A ce moment-là, c'est vrai, les Églises participaient à l'émancipation des Kanaks, mais c'était pour contrer d'autres influences, pour garder les rênes. Quand, avec d'autres jeunes prêtres, j'ai rencontré Jean-Marie Tjibaou, nous avons essayé de responsabiliser les gens, de ne pas les prendre pour des imbéciles, je suis devenu subversif aux yeux de la hiérarchie... ».

« Je voulais ouvrir les jeunes sur la philosophie contemporaine, l'existentialisme, Sartre, Merleau-Ponty, Heidegger, et cela ne plaisait pas aux bons prêtres qui ne voulaient entendre parler que de saint Thomas, se souvenant-il, il y a eu des conflits très durs. On m'a finalement limogé. Je suis parti en pénitence en brousse en 1972. La hiérarchie a définitivement fermé le grand séminaire. J'ai exercé pendant trois ans dans la région de Canala et de Thio et quand, en 1975, j'ai abandonné mon sacerdoce, ce sont les gens de l'église qui m'ont demandé de rester avec eux pour les aider ».

Verrouiller derrière
Jean-Marie

François Burck n'oubliera jamais les matches de football partagés au petit séminaire de Palua avec Jean-Marie Tjibaou, son aîné de trois ans : « Il jouait toujours avant-centre, et c'était un fonceur. Moi, je jouais toujours à l'arrière, arrière central ». Depuis 1977, il continuait de verrouiller le jeu, derrière Jean-Marie Tjibaou, à la tête de l'Union calédonienne, sa nouvelle cheville, dont le slogan original — « deux couleurs, un seul peuple » — n'attire

plus les jeunes Calédoniens de souche européenne. Eminence grise, négociateur discret, homme d'appareil, il faisait la navette entre Jean-Marie Tjibaou et Eloi Machoro au cours de la période insurrectionnelle de 1984-1985.

Après la tragédie d'Ouvéa, et la réélection de François Mitterrand au printemps 1988, c'est lui qui avait offert ses bons offices à l'administration pour négocier l'arrêt des hostilités à Canala. Après l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yewéné Yewéné, il a à deux semaines, à Ouvéa, c'est toujours lui qui a convaincu les militants locaux de l'Union calédonienne de ne pas se livrer à de sanglantes représailles contre les habitants de Gossesnah, partisans de Djubelly Wéa, le meurtrier. Et, samedi 20 mai, devant le comité directeur du parti, réuni à la tribune de Saint-Louis, c'est encore lui qui a insisté pour que les militants de l'UC d'Ouvéa ne soient pas frappés d'ostracisme par leurs camarades.

Aujourd'hui, succédant à Jean-Marie Tjibaou en tant qu'ultime survivant de l'équipe dirigeante de 1977, qui avait fait basculer l'UC vers l'indépendantisme, François Burck va verrouiller encore plus le

parti. C'est même d'abord pour cela que, dès le premier tour de scrutin, la majorité des députés kanaks se sont tournés vers lui comme on se tourne vers le plus ancien en plein drame familial. Pour que, à l'abri de son expérience paternelle, la nouvelle génération kanak puisse avoir le temps de s'épanouir. Pour protéger, en particulier, Léopold Jorjé qu'il épaula, depuis très longtemps, et dont il a été le directeur de cabinet à la présidence de l'ancienne région du Centre, entre 1985 et 1988. Un « Léo » Jorjé, élu vice-président au troisième tour du scrutin à bulletins secrets, qui n'apparaît pas encore en mesure de rallier les indépendantistes mais qui n'en sera pas moins, désormais, dans la hiérarchie politique du mouvement le premier des Kanaks « symbolisant l'avenir ».

Michel Rocard aura eu face de lui, en tout cas, une direction indépendantiste plus collégiale. Un duo plus retors aussi que celui que formaient Jean-Marie Tjibaou et Yewéné Yewéné. Si Jean-Marie Tjibaou, malgré son charisme, n'était pas un saint, François Burck, malgré son occasionisme tranquille, n'est pas un ange. Cet ancien prêtre est le contraire d'un contemplatif mon. Après l'embuscade de Hienghène,

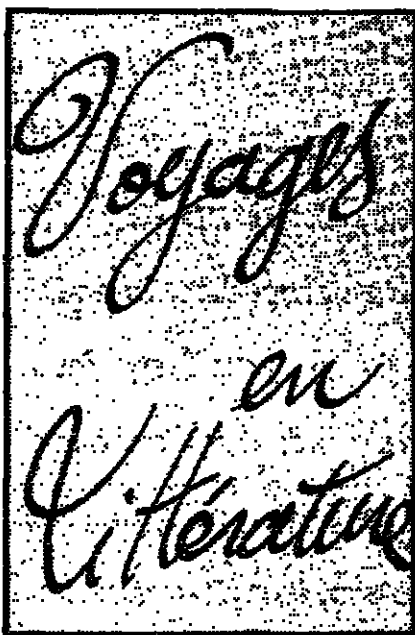
en décembre 1984, il était plutôt partisan d'une « répression dure » contre les caldoches. En 1987, au congrès du FLNKS, à Nakety, François Burck évoquait l'exemple du FLN algérien, pour dire, « les négociations se sont toujours déroulées dans l'odeur de la poudre et du canon ».

Jacques Lafleur devra dialoguer avec un homme qui, par discipline et responsabilité, dit qu'il jouera le jeu des Accords de Matignon, mais ajoute : « Lafleur a beaucoup de choses à se faire pardonner. La seule fois où je lui ai serré la main c'était lors d'une cérémonie à l'occasion du centenaire de la naissance de Maurice Lenhardt, il y a longtemps, je ne sais plus quand... ». C'était en 1978.

Quant au gouvernement, il aura comme partenaire un homme soucieux de resserrer les rangs du mouvement indépendantiste, et, donc, plus pressé encore que Jean-Marie Tjibaou de voir les Accords de Matignon accoucher de changements concrets : « Je souhaite rencontrer M. Rocard et Le Penec pour leur dire que, depuis un an, les choses trahissent trop ». Le « vieux » Burck se prépare tranquillement à de nouveaux abordages, en souvenir des copains emportés par la tempête... ALAIN ROLLAT.

GRAND
CONCOURS

Du 22 mai au 10 juin 1989

HACHETTE
Classiques

Le Monde

EUROPE 1

L'alpha et l'oméga

Question 1 :

Début : la date

Il arrive que les romans débutent par une date.

A quel début de roman appartient

la date que voici ?

« Le 15 septembre 1840, vers six heures du

matin ».

Question 2 :

Fin : rideau !

Le mot de la fin éclaire souvent toute la pièce.

A quelle œuvre dramatique

appartient cette réplique finale ?

« Allons-y ».

Bulletin-réponse dans le Monde, le samedi 10 juin 1989
(daté dimanche 11, lundi 12 juin)Chaque jour une vignette de participation.
Collectionnez les précieusement. Vous devrez les coller sur le bulletin-réponse.

(Publicité)

Sous le haut patronage de
Monsieur François MITTERRAND, Président de la République
Olivier STIRN, Président de « Dialogues 2000 »
organise un colloque ouvert au public
LE CITOYEN FACE AUX POUVOIRS EN 1989
Vendredi 26 mai 1989
Amphithéâtre Descartes — Sorbonne
1, rue Victor-Cousin — 75005 PARIS
Quatre tables rondes présentées par Marc PAILLET

9 h 30 LE POUVOIR ÉCONOMIQUE
avec Philippe Brauchard, Jean Deflassieux, Jean Saint-Geours,
Claude Rosius et Lionel Stoléru.

11 h 00 LA TECHNOCRATIE
avec Jean-Marc Ayrault, François de Closets, Robert Savvy, Domini-
que Strauss-Kahn, Bernard Bioulac et Jean-Pierre Soisson.

15 h 00 LA COMMUNICATION, LES MÉDIAS
avec Michèle Cotta, Jean Drucker, Gilbert Denoyan, Claude Saies,
Dominique Laury et Claude Estier.

16 h 30 LES INSTITUTIONS, LES PARTIS, LES SYNDICATS
avec François Fejtő, Roger Leray, Gilles Martinet, Edgard Pisani,
Yannick Simbron.

18 h 00 SYNTHÈSE
Olivier Stirn, Ministre du Tourisme.

18 h 30 CONCLUSION
Michel Rocard, Premier Ministre.

Pour tout renseignement. - Tél. : 47-23-03-75

كلنا من الأصل

Politique

Devant les amis de M. Jean Poperen

Le PS « vit un problème d'identité » déclare M. Rocard

M. Jean Poperen a réussi sa démonstration : les thèses qu'il défendait ont, manifestement, un écho au sein du PS, et le courant qu'anime le ministre des relations avec le Parlement se porte bien. Ses militants de tous bords, venus de soixante-dix-huit fédérations du parti, ont rempli, dimanche 21 mai, le grand amphithéâtre de la Sorbonne et se sont montrés, dans la perspective de ce que M. Poperen a appelé pudiquement les « échéances statutaires », le prochain congrès du PS — combattifs et volontiers enthousiastes pour soutenir l'idée d'un « nouvel équilibre social, écologique et culturel » préconisé par leur chef de file.

La présence de MM. Michel Rocard et Laurent Fabius, décidément accrochés en tandem à la cote des élections européennes, marquait l'attention qu'ils apportent aux initiatives de l'ancien numéro deux du PS, celui que le premier ministre a bien failli appeler, encore une fois, « mon vieux complice ». Il s'en est gardé, toutefois, préférant évoquer « vingt-neuf ans de militantisme très souvent côte à côte et souvent face à face » et lancer à l'assistance : « Vous êtes des hommes et des femmes d'idées. Moi aussi ! »

L'anti-rocardisme, en effet, a longtemps fait partie de la vulgate popériste, et s'il a été mis en veilleuse depuis l'entrée de M. Poperen au gouvernement, le premier ministre ne l'a pas oublié. Aussi a-t-il recommandé à ses auditeurs la pratique du « respect mutuel » et, brochant un thème cher à leur cœur, souligné qu'« il faut même être laïc à l'intérieur du parti ». « Tout le monde a ses intégrismes ; pas vrai ? » a-t-il observé, après avoir souligné que le PS « vit en ce moment, dans sa globalité, un problème d'identité ». C'était, pourtant, comme un « versant de l'identité socialiste qui se trouvait de nouveau éclairé par ce débat, où M. Rocard s'est montré aussi madré qu'aux beaux temps du PSU pour exécuter

un numéro de rocardisme de haute école en n'oubliant aucune figure, pas même celle de l'autogestion.

Le premier ministre avait sans doute été stimulé par le discours contro, nuancé, mais quand même rude de M. Jean-Marie Ayrault, le fils aîné à la carrière déjà bien remplie et à l'avenir prometteur, couvé du regard par M. Poperen, qui lui avait confié la tâche de dire au chef du gouvernement ses quatre vérités. A commencer par celle-ci : évoquant les signes d'inquiétude et de désintérêt pour l'action collective qui se font jour au sein de la société, le maire de Nantes a affirmé : « On ne pourra pas répondre à ces signaux uniquement par le thème de la vie quotidienne ». Et encore : « On ne répondra pas au problème des conditions de vie uniquement par un discours sur le revenu minimum d'insertion ».

M. Fabius :
« Je prendrai la parole »

L'économie est, certes, « convalescente », selon le mot de M. Rocard, que M. Ayrault repart à son compte, mais, a-t-il ajouté, « la question du meilleur partage est posée ». « Nous pouvons commencer à corriger les effets de la crise en matière de rémunérations en nous attaquant prioritairement aux bas et moyens salaires », estime M. Ayrault, qui a défendu la « négociation contractuelle » préconisée par son courant, en observant cependant que celle-ci suppose un « rapport de forces », lequel, « aujourd'hui, n'est pas en faveur du monde du travail ».

« Le risque, a expliqué de son côté M. Poperen, c'est que, après avoir payé pour la crise, le monde du travail ne paie pour l'Europe ». Se référant avec insistance aux propos du président de la République, le ministre des relations avec le Parlement s'est dit assuré d'avoir « bien entendu » lorsqu'il a compris que M. François Mitterrand encourageait les socialistes à se battre pour leurs idées et pour faire évoluer la société. Il s'est adressé, aussi, aux écologistes, en soulignant qu'« ils ne peuvent pas dire qu'ils sont à mi-

chemin de la gauche et de la droite », car c'est du côté de la première et d'elle seule qu'ils peuvent, selon lui, trouver des réponses à leurs préoccupations.

« Sur tous ces sujets, j'ai mes idées » et « personne ne doute que je prendrai la parole » quand le temps en sera venu : telle aura été la seule réponse de M. Fabius à l'« offre publique de débat » lancée par M. Ayrault. Pour le reste, le chef de file des socialistes pour les élections européennes a développé ses principaux thèmes de campagne, mais l'important, chacun l'avait compris, était qu'il le fit « ici et maintenant ».

P. J.

Trois élections cantonales partielles

CALVADOS : canton de Brétteville-sur-Laize (1^{er} tour).

Inscr., 8 699 ; vot., 4 595 ; abst., 47,17 % ; suffr. expr., 4 496. MM. Bertrand Lidou, UDF, 2 011 voix (44,72 %) ; Jean-Jacques Lacoste, PS, 1 568 (34,87 %) ; Jean-Claude Marie, PC, 917 (20,39 %). Il y a ballottage.

[Organisée à la suite du décès de Joël Simon (RPR), survenu le 21 février, qui siégeait au conseil général du Calvados depuis mars 1979, cette élection partielle marque un progrès de la gauche par rapport au scrutin de mars 1985 : + 7,57 points de pourcentage pour le Parti socialiste, + 2,57 pour le Parti communiste.

En mars 1985, Joël Simon avait été réélu au second tour avec 3 089 voix

contre 2 987 à M. Barbey (PS). Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 8 285 ; vot., 5 991 ; abst., 27,68 % ; suffr. expr., 5 762 ; Joël Simon, 2 575 voix (44,68 %) ; MM. Barbey, PS, 1 556 (27 %) ; Marie, PC, 1 010 (17,52 %) ; Dupres, FN, 389 (6,75 %) ; Leblond, extr. dr., 232 (4,02 %).

CALVADOS : canton de Caen-1 (1^{er} tour).

Inscr., 11 163 ; vot., 3 422 ; abst., 69,34 % ; suffr. expr., 3 385. M. Jean Nouzille, sout. UDF, adjoint au maire de Caen, 888 voix (26,22 %) ; M^{me} Simone Daugey, RPR, cons. mun. de Caen, 874 (26,81 %) ; MM. Frédéric Vigouroux, PS, 707 (20,88 %) ; Pascal Bornet, Verts, 266 (7,85 %) ; François Granard, CNI, 249 (7,35 %) ; Olivier Simonot, FN, 192 (5,67 %) ; Francis Benard, écol., 92 (2,71 %) ; Jacques Veron Boquerel, PC, 77 (2,27 %) ; Michel Vital-Bossé, sans étiqu., 41 (1,21 %). Il y a ballottage.

[Réélu maire de Caen en mars dernier, M. Jean-Marie Girault, UDF-R, sénateur du Calvados, a renoncé à son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis septembre 1970, pour être en conformité avec la loi limitant le cumul des mandats. Le candidat qu'il soutient, dénommé de quatorze voix seulement la représentante du RPR. Aucun des candidats n'ayant obtenu un nombre de voix au moins égal à 10 % des inscrits en raison d'une très forte abstention, seuls les deux arrivés en tête peuvent se présenter au second tour.

En mars 1985, M. Girault avait été réélu dès le premier tour. Les résultats avaient été les suivants : inscr., 10 826 ; vot., 6 449 ; abst., 40,43 % ; suffr. expr., 6 307 ; MM. Girault, 3 789 (60,07 %) ; Travers, PS, 1 336 (21,18 %) ; M^{me} Commenge, FN, 562 (8,91 %) ; MM. Viot, écol., 401 (6,35 %) ; Samson, PC, 172 (2,72 %) ; Lohet, POE, 47 (0,74 %).

HERAULT : canton de Béziers 2 (1^{er} tour).

Inscr., 20 545 ; vot., 7 538 ; abst., 63,30 % ; suffr. expr., 7 361. M^{me} Eliane Baudouin, PS, 2 814 voix (38,22 %) ; MM. Guy Bousquet, PC, 2 301 (31,25 %) ; John Mazet, RPR, 1 403 (19,05 %) ; Yves Unterrei-


gnier, FN, 621 (8,43 %) ; Jacques Jaouen, « Mouvement des électeurs déçus », 137 (1,86 %) ; Gilles Fournier, écol., 85 (1,15 %). Il y a ballottage.

[Largement favorable à la gauche, le deuxième canton de Béziers confirme la préférence qu'il avait marquée en septembre dernier pour le Parti socialiste au détriment du Parti communiste : M. Alain Barras avait alors conquis, sur le conseiller général sortant communiste, ce siège. M. Barras, député, qui a cessé la mairie à M. Georges Foulon (RPR) en mars dernier, a dû se démettre de son mandat à l'assemblée départementale en raison de la loi limitant le cumul des mandats.

En septembre dernier, M. Barras avait été élu au second tour avec 4 543 voix, soit 100 % des suffrages exprimés car il était seul candidat, après le retrait de M. Bousquet, PC, qui s'était démis en sa faveur. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 20 029 ; vot., 9 071 ; abst., 54,71 % ; suffr. expr., 8 840. MM. Barras, PS, 3 280 voix (37,10 %) ; Bousquet, PC, 2 344 (26,51 %) ; Claude Maurel, CNI, 1 487 (16,82 %) ; M^{me} Jacqueline Cuffin, FN, 872 (9,86 %) ; MM. Alain Chastet, UDF-CDS, 436 (4,93 %) ; Jean Combes, Verts, 333 (3,78 %) ; André Fernandez, écol., 88 (0,99 %).

D'un scrutin à l'autre, la gauche gagne globalement près de six points de pourcentage : 69,48 % contre 63,61 % en septembre, le PC progressant de 4,74 points, le PS de 1,12. Le candidat unique de l'opposition ne retrouve pas l'ensemble des voix qu'il s'était portées sur un candidat CNI et un autre CDS, il en est de même pour le représentant écologiste. Le Front national est, également, en recul. M^{me} Quilès, qui a rompu avec le parti de M. Jean-Marie Le Pen dont elle était le chef de file en septembre, a retiré sa candidature quarante-huit heures avant le scrutin.]

■ M^{me} Isabelle Thomas chargée de mission à l'Elysée. — M^{me} Isabelle Thomas, l'une des têtes d'affiche du mouvement étudiant de décembre 1988, a été nommée chargée de mission à la présidence de la République où elle s'occupera, aux côtés de M^{me} Georgina Dutoit, des dossiers de la jeunesse et de la solidarité. M^{me} Isabelle Thomas, vingt-sept ans, est membre suppléante du comité directeur du PS. Elle avait été candidate malheureuse aux élections législatives de juin 1988, dans la douzième circonscription de Seine-Saint-Denis.



EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ À SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel. Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration

with an emphasis in international management accredited by ACBSP

FILIERES D'ADMISSION

3^e CYCLE

Diplômés de l'enseignement supérieur : Docteurs : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise.

Programmes de 12 à 14 mois, modulés en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE

Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure équivalente au second cycle. Cours de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A.

Informations et sélections : European University of America 17/25 rue de Chaillot 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Tak Ming • Hong Kong, et aux USA : Ph.D.

PARIS-VALLÉE DE MONTMORENCY

Un nouveau raccourci direct.



Le RER,
toujours plus vite,
toujours plus loin.

Seulement 25 minutes pour aller directement de Montigny-Beauchamp au Palais des Congrès : oui c'est possible, avec le RER.
Dès dimanche 28 mai 1989, la ligne C du RER va plus vite et plus loin. Les gares de Montigny-Beauchamp,

Franconville-Le Plessis-Bouchard et Cernay seront desservies à toute heure de la journée. Les branches nord-ouest du RER C atteindront désormais

Brétigny-sur-Orge. Avec les trains «bleu, blanc, rouge» à deux étages, le RER va toujours plus vite, toujours plus loin.



UNIVAS

Société

Deux accusés seulement resteront en prison

La sentence du procès des huiles frelatées provoque un tollé en Espagne

L'affaire des huiles frelatées, qui avait causé la mort de six cent cinquante personnes en Espagne, en 1981, aura été marquée jusqu'au bout par le scandale. C'est une véritable protestation nationale qu'a suscitée le verdict étonnamment bédun qu'a rendu le tribunal, samedi 20 mai, huit ans après les faits : deux accusés seront en effet maintenus en prison. La sentence a provoqué un tollé au sein du public, composé en majeure partie de parents des défunts ou de personnes intoxiquées.

MADRID
de notre correspondant

Ce drame sans précédent en Espagne (six cent cinquante victimes, vingt-cinq mille personnes affectées) frappait jusqu'à présent par sa démesure : une instruction de près de cinq ans, un procès qui aura duré quinze mois, avec plus de deux mille témoins, des peines de prison de... soixante mille années au total requises contre les principaux accusés.

La première partie de la sentence semblait de nature à donner satisfaction aux organisations de défense des victimes. Le tribunal reconnaissait en effet que la « maladie » qui allait ravager, à partir de mai 1981, certaines régions du pays était bien due à de l'huile de colza

destinée à usage industriel et « marquée » à l'aniline pour empêcher sa consommation. Une manipulation sommaire avait permis de masquer le goût et l'odeur de l'aniline... tout en aggravant encore la toxicité de l'huile.

Le tribunal reconnaissait en outre qu'en raison de leurs connaissances professionnelles, la plupart des accusés ne pouvaient pas ignorer le caractère délétère du produit vendu comme de l'huile de consommation. Il rejetait enfin les autres thèses, peu consistantes il est vrai, avancées par la défense pour expliquer l'épidémie, comme l'effet d'un mélange nocif de pesticides ou des filtrations de gaz toxique provenant d'une base militaire américaine.

Tout en reconnaissant ainsi sans équivoque l'altération de l'huile comme la cause véritable et unique du mal, le tribunal s'est toutefois refusé à considérer ses auteurs comme coupables d'homicides répétés, comme le demandait le procureur et la partie civile. Il n'a finalement retenu que deux chefs d'accusation plus légers : imprudence professionnelle téméraire et délit contre la santé publique. Et surtout, il s'est refusé à élever la peine prévue par la loi pour de tels délits comme le prévoit le code pénal espagnol en cas de « gravité extrême ».

Dans ces conditions, deux seulement des accusés ont été condamnés à une peine conséquente : vingt ans de prison pour Juan Miguel Bengoechea, principal responsable de l'entreprise Rapsa de Saint-Sébastien, qui avait importé de France l'huile de colza, et douze ans pour Ramon Ferrero, dont la société Raelca avait commercialisé le produit. Les peines beaucoup plus légères imposées à onze autres accusés (ne dépassant pas quatre ans de prison dans presque tous les cas) leur permettent, vu le temps déjà passé en détention préventive, de rester en liberté. Les vingt-quatre accusés restants ont été acquittés. Enfin, le tribunal a décliné toute responsabilité civile de l'administration, ce qui exonère celle-ci de toute obligation financière (1) : les accusés étant dans l'ensemble insolubles, les indemnités fixées par les juges ne pourront donc pas être

perçues par les familles des victimes.

La lecture de la fin de la sentence allait provoquer le tollé parmi les personnes présentes, dont beaucoup laissent encore voir les séquelles, sans doute irréversibles, de l'intoxication : maigrir extrême, déformations, convulsions nerveuses. Les cris « Assassins ! », « Justice ! », « C'est une honte ! », commencent à fuser des quatre coins de la salle, jusqu'à ce que le président du tribunal ordonne l'évacuation, mais en vain : le public se refuse à obéir. Pour éviter l'affrontement généralisé, ce sont les juges et les accusés, protégés par un cordon de police, qui allaient quitter la salle pendant une heure, la séance reprenant ensuite, émaillée de nouveaux incidents.

Qui
va payer ?

Au-delà, plusieurs centaines de personnes affectées par l'« épidémie », qui n'avaient pas pu entrer et dont plusieurs allaient s'évanouir, criaient leur indignation et tentaient

de forcer la porte. De sérieux accrochages allaient les opposer à la police, qui fut finalement usage de gaz lacrymogènes. Une grêle de pierres s'abattit ensuite sur l'autobus emmenant les accusés et leurs défenseurs.

Les avocats de la partie civile ont annoncé leur intention de faire appel devant le Tribunal suprême, ainsi d'ailleurs que certains défenseurs. Mais le verdict du tribunal, qui a provoqué un choc dans ce pays où la justice est déjà très contestée, pourrait avoir des conséquences politiques. Plusieurs partis d'opposition ont demandé dimanche au gouvernement de se substituer aux accusés dans le versement des indemnités prévues. Malgré consolation pour les parents des victimes, qui demandaient simplement que justice soit enfin faite.

THIERRY MALINIAC.

EDUCATION

Réunis à Strasbourg

Les documentalistes se réjouissent d'avoir obtenu une « parité pédagogique entière » avec les enseignants

STRASBOURG
de notre correspondant

Dans un grand amphithéâtre de la faculté des lettres de Strasbourg, elles sont une cinquantaine, studieuses, appliquées, qui prennent des notes. En bas, devant l'immense tableau noir, c'est un homme qui explique la révolution qu'a été la fabrication du livre après les roulements du premier millénaire. C'est l'un des ateliers du premier congrès des documentalistes de lycées et collèges, les 19 et 20 mai à Strasbourg, à l'image d'une profession encore plus féminisée que le corps enseignant.

Cette réunion n'a de congrès que le nom. Pas de débat statutaire, pas de texte d'orientation, pas de rapport moral ou financier : « Nous sommes membres de la Fédération des associations de documentalistes-bibliothécaires de l'Éducation nationale (FADBEV), ce qui a ses propres réunions », explique le président François Roux. « Nous avions déjà tenu des journées de travail entre documentalistes, mais nous tenions à faire autre chose : le moment était bon,

alors que nous attendions une reconnaissance de la profession, un statut et un concours ».

Sur ce plan, le premier congrès des « doc » avait réussi avant d'avoir commencé : M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, avait déjà annoncé, en mars, la création d'un CAPES interne et externe spécifique, et la généralisation des centres de documentation et d'information (CDI) dans tous les établissements du second degré. Vendredi, devant les quelque quatre cents congressistes, le ministre a complété le dispositif : 190 nouveaux postes seront créés pour 1989, et « au moins » 98 pour le budget 1990.

« C'est un grand changement », commente le président François Roux. Auparavant, un documentaliste n'avait pas d'avenir sans revenir à l'enseignement. Demain, il aura une formation plus longue avec un an de stage assuré — et la certitude que sa promotion ne passe pas obligatoirement par la classe. Pour les quelque 6 500 documentalistes aujourd'hui et pour ceux que va attirer le CAPES externe, c'est la conviction que « dans la salle des

Revendiqué par des opposants à la vivisection

Le vol d'une centaine d'animaux à Lyon bloque les travaux de deux unités de l'INSERM

LYON
de notre bureau régional

Un groupe se faisait appeler l'Arche de Noé et revendiquait, par un coup de téléphone anonyme, à l'Agence France presse, le vol d'une centaine d'animaux commis, dans la nuit du samedi 20 mai, dans les locaux de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) de Lyon. Pour ce groupe, jusqu'à présent inconnu, « cette opération est un acte de désespoir face à [son] impuissance de supprimer légalement les abus commis au nom de la science ».

Deux unités de recherche, qui regroupent une soixantaine de scientifiques français et étrangers, ont été particulièrement visées par cette intervention, celle du professeur Marc Jeannerod, qui étudie le développement du cerveau et des fonctions visuelles, et celle animée par le docteur Marie-Rose Elzy, spécialisée dans la chirurgie vasculaire et les transplantations d'organes.

La disparition de ces singes, chiens, chats et furets provoque un préjudice financier estimé à 1 mil-

lion de francs. Le groupe Arche de Noé a aussi subtilisé certains documents se rapportant aux recherches entreprises dans les laboratoires de l'INSERM. « Cet acte de terrorisme contre la science interromp nos travaux pendant un an », dit le professeur Jeannerod. Mon unité, qui employait une quarantaine de chercheurs, est désarmée ».

Les expériences de l'unité du professeur Jeannerod portent, notamment, sur la détection des déficiences visuelles chez le fœtus des singes : « Nous pratiquons des injections de traceurs dans le cerveau des fœtus, qui nous permettent ensuite de suivre le développement in utero ». Ces recherches ont permis, en particulier, de mettre en place dans les maternités lyonnaises un dispositif de détection précoce des déficiences visuelles, causées par le strabisme, chez les nouveau-nés.

Le professeur Jeannerod s'inquiète du devenir de ces animaux « très fragiles, qui ont été anesthésiés brutalement ». Certains des quarante singes volés sont, d'après le professeur, en danger de mort. D'autres peuvent présenter des comportements dangereux pour les chercheurs. Mais les responsables de l'INSERM affirment qu'aucun animal n'est porteur d'un virus, notamment celui du sida. Sur les murs des laboratoires cambriolés, le groupe Arche de Noé a laissé de nombreux graffiti : « vous êtes des monstres » ou « Vivisection, plus jamais ».

B. C.

CHASSE

Dans la Gironde

Tireurs vindicatifs

Pour la seconde fois en quelques semaines (le Monde du 3 mai), les chasseurs qui tirent illégalement à tourterelle à la pointe de Grave (Gironde) ont violemment molesté Alain Bougrain-Dubourg, président de la Ligue de protection des oiseaux. Ces incidents ont eu lieu dimanche 21 mai en pied de l'océan, alors que les défenseurs des tourterelles ont installé un Verdun. M. Bougrain-Dubourg s'était rendu sur place à la suite d'une agression des chasseurs contre deux ornithologues girondins.

Réprouvés par l'intervention des gardes fédéraux, qui, en une seule semaine, avaient dressé une centaine de procès-verbaux contre les tireurs enfreignant la législation européenne de 1979 (elle interdit de chasser les oiseaux migrateurs au printemps), les chasseurs s'en sont pris à nouveau au président de la Ligue et à un journaliste de Sud-Radio qui l'accompagnait. Il a fallu l'intervention des gendarmes pour les déloger.

JACQUES FORTIER.

HANDICAPÉS

Au congrès de l'UNAPEI à Brest

« Ce n'est pas parce que nos enfants sont étranges... »

BREST
de notre envoyé spécial

Maintenant leurs guitares et leur synthétiseur, les musiciens pop du groupe Altitude font un malheur sur la scène du grand théâtre de Brest, boursé à craquer. Moult dans un provocateur fourreau noir, le chanteur tient dans ses bras Emilie, une petite mongolienne de quatre ans qui, de sa main levée, remercie le public. Cette image est l'une des plus surprenantes de celles qui ont marqué le congrès de l'Union nationale des associations de parents d'enfants handicapés (UNAPEI).

Il a réuni à Brest, les 20 et 21 mai, mille cinq cents représentants venus de métropole et des départements d'outre-mer. On n'avait encore jamais vu cela dans les manifestations de cette puissante fédération, qui, d'ordinaire, consacre ses travaux à d'austères discussions techniques sur l'aide qu'il convient d'apporter aux handicapés mentaux.

L'UNAPEI n'est pas une association comme les autres. Déjà vieille de quarante ans, elle gère mille huit cents établissements et services, employant cinquante-cinq mille salariés, soit plus de la moitié des institutions recevant des handicapés. Groupant sept cents associations locales et leurs soixante mille adhérents, disposant de sa propre mutuelle, d'un atelier de production audiovisuel et, à son siège parisien, d'une équipe de per-

manents de haut niveau, elle constitue un groupe de pression redouté des pouvoirs publics.

Mais, jusqu'à présent, son action ne s'était exercée que dans le cercle limité des milieux directement concernés. Comme l'explique l'un de ses dirigeants : « Nous ne voulions pas étaler l'immense détresse qui se cache derrière notre organisation ». Cette détresse est celle des familles chez lesquelles le hasard de la génétique, ou d'un accident lors de l'accouchement, a fait naître un handicap mental. La vie du couple en est bouleversée pour des décennies.

Renforcement
de la scolarisation

Ces familles sont littéralement malades de leur enfant qui, pendant longtemps, elles cachent, mais dont la présence même les coupe de leur environnement. Refusés par l'école, réputés incapables de s'insérer dans le monde du travail, ceux-ci deviennent des acides qui, en grandissant, enfument leurs proches dans une sorte de ghetto.

Ces parents ont décidé d'un soir, de montrer que leurs enfants ont des possibilités d'insertion inouïes. « Ce n'est pas parce que nos enfants sont étranges qu'ils doivent être traités comme des étrangers », dit Bernadette Wahl, une Alsacienne de quarante-deux ans, professeur de

philosophie et actuelle présidente de l'UNAPEI.

A la suite d'une impressionnante manifestation, qui avait rassemblé, à l'automne dernier, pour la « Journée de la dignité », vingt mille handicapés mentaux et leurs parents, sous les frondaisons des Tuileries de Paris (le Monde du 7 octobre 1988), le gouvernement a débouqué, pour 1989, des ordres permettant de mettre en chantier mille trois cents places supplémentaires dans les centres d'aide par le travail et des établissements d'accueil.

Après cette première victoire, l'UNAPEI a lancé une ambitieuse campagne de communication à l'occasion de son trente-neuvième congrès. Elle a rédigé une charte pour la dignité des personnes handicapées mentales, immédiatement signée par un comité de cinquante comédiens, groupés autour de Jean-Pierre Bérès. Un disque intitulé « Vivre ensemble » a été réalisé par le groupe Altitude, avec le concours musical de Michel Legrand, est lancé sur le marché. Bientôt des clips passeront à la télévision, des affiches apparaîtront sur les murs et des pages de publicité seront insérées dans les journaux. Budget total : 20 millions de francs apportés par des sponsors et une collecte nationale.

Le gouvernement a bien reçu le message. Aux congressistes de Brest, le premier ministre, M. Michel Rocard, a fait lire un message affirmant : « Il est de notre devoir de donner à vos

enfants une place dans le système éducatif, un rôle plus tard dans l'économie de production, un accueil chaleureux pour les plus gravement handicapés d'entre eux. Je veux que vous sachiez combien ma sensibilité est extrême sur ce problème. » Deux ministres — MM. Claude Evin pour la solidarité et Michel Gilbert pour les handicapés — se sont déplacés, apportant une brasse de bonnes nouvelles : renforcement de la scolarisation des jeunes handicapés mentaux, avantages financiers pour ceux qui réussissent à épargner ; nomination de M. Wail à la vice-présidence du Conseil national des handicapés ; mise à l'agenda d'un programme de construction d'établissements s'étendant sur plusieurs années.

Pour une fois, les parents n'ont pas ménagé leurs applaudissements.

MARC AMBROISE-RENDU.

« Une manifestation à Compiègne. — Près de quatre mille personnes ont constitué dimanche 21 mai une chaîne humaine dans les rues de Compiègne (Oise) pour attirer l'attention du public sur les difficultés des handicapés mentaux et physiques à s'insérer dans un milieu urbain. La manifestation, qui était organisée par le Lion's club local et l'Ecole supérieure du commerce de Compiègne, a eu lieu en présence de M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan.

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LE MONDE

Serge Quadruppani L'ANTITERRORISME EN FRANCE

ou la terreur intégrée

1981 / 1989

Préface de Gilles Perrault

Pour la première fois, une vision en profondeur du couple étrange que forment terrorisme et antiterrorisme : une vision qui n'accepte pas l'indifférence face à la violation par l'Etat de ses propres lois, ni la paranoïa de ceux qui la justifient par la « théorie du complot ». Ni réquisitoire, ni plaidoyer, comme dit Gilles Perrault dans sa préface, *L'antiterrorisme en France ou la terreur intégrée* est à coup sûr l'un des livres les plus éclairants jamais publiés sur le terrorisme et son bon usage gouvernemental.

« Un dossier souvent troublant. Grâce à de nombreux témoignages inédits, l'auteur met le doigt sur des provocations policières, des manipulations politiques, des exagérations des médias, etc. »

Nord-Matin

LA DÉCOUVERTE

SALON DU LIVRE : STAND I 51

هكذا من الأصل

Société

JUSTICE

La Guadeloupe dans l'attente de l'amnistie

Autant que l'indépendance, la justice

Comme il l'avait fait savoir, dès le 17 mai (*le Monde* du 19 mai), le parquet de Paris devait demander, lundi 22 mai, le report du procès des indépendantistes guadeloupéens membres de l'Association révolutionnaire caribbe (ARC) dans l'attente de l'examen par le Parlement du projet de loi d'amnistie qui devrait être soumis dès le 23 mai au conseil des ministres.

POINTE-À-PITRE
de notre envoyée spéciale

Pour avoir connu l'hiver, deux hivers même, à Paris, Eric, jeune Guadeloupéen longiligne, goûte encore davantage le léger courant d'air qui rafraîchit la place de la Victoire à l'heure où le marché de Pointe-à-Pitre se rend aux injonctions du soleil. Depuis un mois, il fait son service militaire au camp de la Jaille, de l'autre côté du pont de la Gabarre, et, ce samedi, il est en permission, sur un banc, à l'ombre des palmiers. Guadeloupéen d'abord, Français si l'on veut. Appelé du contingent, c'était inévitable.

Le jeune homme fait partie de cette majorité silencieuse qui vit dans les tours de la Gabarre, les plus hautes de Guadeloupe avec dix-huit étages et des terrasses meublées comme des salles de séjour : de cette frange de la population qui s'entasse à l'horizontale dans les cases de tôle du quartier du Carénage, où il n'y a la place, pour ranger le vélomoteur, que le long du réfrigérateur ; de ces Guadeloupéens qui ne se plaignent de rien puisque cela ne sert à rien, mais qui explosent régulièrement car la Guadeloupe est une île volcanique.

Eric aurait bien participé à la manifestation du lundi 22 mai, prévue sur cette même place de la Victoire, pour soutenir ceux que même RFO appelle les « prisonniers politiques ». Non qu'il soit indépendantiste. Ces idées ne sont pas pour lui, elles n'occupent que les gens « qui sont déjà arrivés là où ils vont ».

Mais c'est une question de justice. Les Guadeloupéens, une fois de plus, ont été « sous-considérés ». Les Canaques, les Comores, ont bénéficié, avant eux, de mesures de clémence, comme si cela avait « plus d'importance aux yeux du gouvernement ».

Mais le jeune appelé n'a pas manifesté. Les autorités de la caserne ont invité les troupes à rentrer dès dimanche soir au lieu de lundi. Elles ont craint que le pont de la Gabarre ne soit bloqué par des barrages et que le contingent n'en profite pour désertir l'espace d'une journée. Le pont, qui relie la Basse-Terre — la plus montagneuse — à la Grande-Terre — la moins étendue — est un ouvrage symbolique. Il a connu plusieurs journées de barrages en 1985, lorsque l'île, avec la même unanimité qu'aujourd'hui, réclamait la libération d'un inconnu, Georges Faisans, détenu à Paris pour avoir blessé un enseignant qui

avait frappé un élève à coups de pieds, traitement qu'on n'inflige « même pas à un chien ». Plus que l'indépendance, l'injustice mobilise la Guadeloupe.

Les militaires ont fait preuve de prudence. Le pont, cette fois, ne devrait pas s'enflammer. Comme dit Marie-Georges Michel, qui fait partie des trois inculpés du procès, « la messe est dite » : elle n'a d'ailleurs pas fait le déplacement de Paris. Pas plus que les autres inculpés comparaisant libres, comme Max Cointre, retourné à son agence de location de voitures, ou le pâtissier Georges Luissint, qui se plaint d'avoir perdu son foer à pain pendant ses neuf mois de détention à la Santé.

A Solutré, le dimanche de la Pentecôte, le président de la République a fait savoir qu'il était favorable à une amnistie. Le parquet de Paris n'a plus eu qu'à annoncer qu'il demanderait le report du procès dès l'ouverture, le gouvernement ayant

justement l'intention de décider, le lendemain, d'une mesure de clémence. « Ce sont les contradictions de la justice française », commente Marie-Georges Michel.

Au total, une vingtaine d'indépendantistes, déjà condamnés ou poursuivis, devraient bénéficier de l'amnistie. Seule en Guadeloupe, M^{me} Cécile Reinette, soixante-neuf ans, qui avait déjà son billet pour assister au procès, est encore sceptique. A Port-Louis, dans la maison familiale de la rue Victor-Schoelcher, elle relit, sans trop y croire, la lettre écrite le lundi de la Pentecôte par Luc, sixième de ses onze enfants et chef présumé de l'Alliance révolutionnaire caribbe (ARC) : « Chère maman, j'arrive très bientôt au pays, sans doute le mois prochain ».

Il n'a même pas été nécessaire d'ériger un barrage sur le pont de la Gabarre. Une mesure d'amnistie était envisagée à l'occasion du Bicentenaire (en 1986 déjà, M. Jacques Chirac avait lui-même proposé un « pardon juridique »). Les événements de Port-Louis (1) et surtout ceux de Nouvelle-Calédonie ont précipité les choses, ainsi que l'unanimité dans l'île. Si M^{me} Lucette Michaux-Chevry, députée RPR, attend encore d'avoir le dossier pour se prononcer, l'ensemble de la classe politique, y compris le secrétaire général du RPR, M. Daniel Beaurbras, s'est déclaré favorable à la remise en liberté des militants : un consensus fortement empreint d'opportunisme, aux yeux des indépendantistes qui ont maintenu leur mot d'ordre de grève générale ce lundi.

Condamné à vingt-trois ans de prison pour, notamment, un attentat qui avait fait une vingtaine de blessés en 1983, Luc Reinette, trente-huit ans, devrait donc rentrer en Guadeloupe après le vote de la loi d'amnistie. Si une tribune est apparue dans une revue proche de son mouvement, le MPGI (Mouvement pour une Guadeloupe indépendante), avec pour titre « Reinette président », le « retour du guerrier » n'est pas perçu comme celui d'un héros : « Il n'aurait pas cela ».

estime Eric, le jeune appelé de la place de la Victoire. Ancien contrôleur budgétaire à l'Office des HLM, Luc Reinette était peu connu avant sa première arrestation en mars 1981. Aujourd'hui, beaucoup lui reconnaissent le courage d'avoir « osé » s'opposer à l'Etat. Mais, du côté de la principale formation indépendantiste, l'UPLG (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe), on attend au tournant politique cet homme pressé, cet « activiste courageux » peu enclin au « travail de journal » sur le terrain.

« Un gain pour la démocratie »

Surtout, la Guadeloupe se demande s'il tiendra ses promesses. Car Luc Reinette, qui avait déjà bénéficié d'une première amnistie en août 1981, a cette fois, dû signer, avec ses quatre compagnons du Conseil national de la révolution guadeloupéenne, une déclaration d'intention envers le peuple guadeloupéen. Dans ce texte, daté du 18 mai, les chefs présumés de l'ARC, sans renoncer explicitement au terrorisme, s'engagent à « impliquer résolument dans la lutte politique ».

Le président socialiste du conseil général, M. Dominique Larilla, veut croire que Luc Reinette, « qui est un homme de conviction, est aussi un homme d'honneur » : « Plus que leur libération, c'est cette déclaration qui constitue un gain pour la démocratie ».

Mais, dans l'ensemble, les spéculations portent plutôt sur la durée d'effet de cette promesse. Il n'est qu'à écouter certains militants du MPGI, comme Gabriel Bourgaignon, autre inculpé du procès, pour alimenter les conjectures : « Il n'y a pas d'exclusive dans le combat contre le colonialisme. Ce n'est pas la puissance coloniale qui va dicter les formes de lutte » ; ou le docteur Jean Barlier, de l'UPLG de Port-Louis : « Les attentats ne disparaîtront pas complètement, mais ils seront rejetés par la population » ; ou encore tel ou tel étudiant indépendantiste : « Rien que la violence, cela n'est pas bon. Rien que les élections, cela n'est pas bon non plus ».

Sur son banc ombragé, Eric n'est pas inquiet, du moins en ce qui concerne le retour des militants. Lui qui n'est « ni pour, ni contre » l'indépendance n'estime pas moins que, « si la justice se pratiquait mieux, il n'y aurait pas de problème ». Les autorités ne semblent pas non plus manifester de crainte particulière. Au dire de l'un des responsables de l'ordre, la question du terrorisme est même désormais « traitée ». Au palais de justice, on fait preuve d'un enthousiasme moindre : « Si Reinette recommence à poser des bombes, il ne faudra pas venir nous chercher ».

CORINE LESNES.

(1) Des affrontements avaient fait plusieurs blessés parmi les gendarmes, le 20 avril à Port-Louis, après l'interpellation de sept personnes, dont le docteur Barlier, conseiller municipal, UPLG (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe). Les forces de l'ordre agissaient dans le cours de l'enquête sur des attentats commis quinze mois auparavant. Cette intervention, un mois avant le procès, avait de l'avis général, « mis de l'huile sur le feu ».

• Sida et lenteurs judiciaires : le ministère intervient. — Après avoir ému l'opinion, le cas de M^{me} Emilienne Courtellemont a ému la chancellerie. Le ministère de la justice a fait savoir, samedi 20 mai, que l'examen en appel par la cour de Paris du cas de cette femme de soixante-deux ans, contaminée en janvier 1985 par le sida à la suite d'une transfusion sanguine (*le Monde* daté 21-22 mars), serait examiné avant les vacances d'été. Le dossier dont était saisie la 20^e chambre de la cour de Paris devait être plaidé vendredi 19 mai. Ce jour-là, le président, M. Michel Adébert, avait fait savoir qu'il renvoyait le débat au 29 septembre faute d'avoir pu étudier ce dossier qui lui avait été transmis tardivement. Le ministère de la justice déclare prendre « toute disposition pour que l'affaire soit évoquée très prochainement ».

Plus tard — peut-être — en Nouvelle-Calédonie

Initialement, le gouvernement avait prévu d'étendre le bénéfice de l'amnistie à la Nouvelle-Calédonie. C'est le sens du projet de loi qui a été soumis lundi 22 mai au Conseil d'Etat. Selon ce projet, devaient en effet être aussi amnisties toutes les infractions commises avant le 20 août 1988 — c'est-à-dire la date de la signature du protocole d'accord sur l'avenir-projet de loi référendaire, à l'occasion des événements d'ordre politique, social ou économique en relation avec la détermination du statut de la Nouvelle-Calédonie, ou du régime foncier du territoire lorsque leurs auteurs n'ont pas été concernés par cette loi référendaire.

Le gouvernement entendait honorer un engagement oral pris par M. Michel Rocard lors d'un déplacement en Nouvelle-Calédonie. L'amnistie n'aurait pas

uniquement concerné les meurtriers des gendarmes de la brigade de Faysoué, mais devait aussi porter sur les suites judiciaires de l'affaire d'Ouvéa, ainsi que sur des affaires beaucoup plus anciennes comme le mort de Pierre Daclero, professeur de Jean-Marie Djeou à la présidence de l'Union calédonienne, d'Elou Machoro et d'autres affaires criminelles toujours à l'instruction en Nouvelle-Calédonie. Le Conseil d'Etat a considéré qu'il convenait de désigner ce volet du projet de loi, qui ne pouvait être soumis en l'état au Parlement, et a préconisé qu'il soit soumis à l'avis du comité consultatif mis en place à Nouméa auprès du Haut-Commissariat. Selon nos informations, le gouvernement semblait enclin à suivre la procédure conseillée par le Conseil d'Etat.

RENAULT 19 CHAMADE: LE GOÛT DE LA FORCE

La Renault 19 trouve aujourd'hui une nouvelle forme, la Renault 19 Chamade. La Renault 19 Chamade est une voiture 3 volumes : capot, habitacle, coffre.

Le goût de la force : • 3 motorisations essence dont le nouveau moteur Energy • 1 motorisation Diesel • De 6 à 8 CV et de 60 à 92 Ch DIN (43 à 66,5 kW ISO) • Cx 0,31.

Sérénité de l'espace intérieur : • 4,26 m de longueur totale • 1,86 m de longueur habitable • 1,44 m de largeur aux coudes à l'avant.

Un coffre et quel coffre : • 463 dm³ avec seuil de chargement surbaissé • Possibilité de chargement des objets longs grâce à la fonctionnalité 1/3 - 2/3.

Venez la découvrir chez votre concessionnaire.

Renault 19 Chamade, 10 versions à partir de 64.900,00 F. Modèle présenté Renault 19 TXE Chamade avec options. Prix clés en main, hors option, au 15/05/89 : 85.400,00 F. Milleime 89. Consommations UTAC : 5,3 L à 90 km/h, 6,9 L à 120 km/h, 9,8 L en ville (7 cv). Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement.

RENAULT présente elf



RENAULT
DES VOITURES
À VIVRE

Société

Un sondage CSA-« le Monde »-FR 3 sur les Français et la défense

● La perception de la menace militaire soviétique a tendance à s'estomper

● La dissuasion nucléaire et l'armée de métier recrutent de nouveaux partisans

Si l'on en croit les Français interrogés à cette occasion, les risques de guerre arrivent en dernier rang (24 %) des menaces qui leur paraissent les plus graves pour les années prochaines, loin derrière les menaces sur l'environnement et l'écologie (48 %), et la montée du terrorisme (45 %). Plus on est âgé et plus la crainte de ces deux dernières menaces est grande. Les femmes sont nettement plus sensibles que les hommes à la montée du terrorisme, comme les cadres et les professions intellectuelles le sont davantage à l'environnement et à l'écologie. Mais, les Français qui se disent proches du PCF et du FN sont ceux qui craignent le plus les risques d'une guerre.

Les deux principaux blocs militaires sont de plus en plus perçus comme étant à égalité, surtout parmi les Français qui ont des sympathies pour la gauche et pour l'UDF. On a aussi constaté que 37 % des personnes interrogées qui se disent proches du PCF considèrent que les pays de l'Est représentent le bloc actuellement le plus puissant, quand ils ne sont que 16 % à désigner les États-Unis et leurs alliés. Par rapport à 1982, ce qu'on a appelé « l'effet Gorbatchev », avec les offensives de paix et de désarmement lancées par le dirigeant soviétique, ne semble pas avoir encore porté tous ses fruits, puisque seulement 2 % des sondés sont revenus sur leur précédent jugement sur l'Est.

Peut-être parce que le terrorisme continue de faire peur et parce qu'il est

assimilé à certaines régions de la planète, ce sont les pays arabes et l'Iran qui, majoritairement, passent pour constituer une menace militaire pour la France. L'Iran est ainsi mentionné du doigt surtout par les personnes interrogées qui se disent proches du PCF. Les pays arabes le sont essentiellement par les sondés avant l'âge de trente-quatre ans, chez les employés et parmi les Français proches du FN (ils sont deux fois plus nombreux à craindre les pays arabes que l'Union soviétique). Au demeurant, 18 % des sondés sympathisants du PCF désignent l'URSS comme pouvant constituer une menace militaire pour leur propre pays.

Il n'en reste pas moins que 68 % des personnes interrogées, c'est-à-dire deux fois plus qu'il n'y en avait en 1981, estiment qu'il n'existe pas, au cours des prochaines années, de risques sérieux de guerre mondiale. Les trois quarts des hommes sont dans ce cas. Quatre cadres ou professions intellectuelles sur cinq, aussi. Ce sentiment qu'un conflit s'est éloigné est surtout partagé par des sondés qui avouent leur sympathie pour le PS, l'UDF ou le RPR. Avec, de surcroît, une nette tendance à croire, ou à espérer, devrait-on plutôt conclure, à la paix possible chez les habitants, en France, de villes de moins de deux mille âmes ou chez ceux qui ont été interrogés en régions parisiennes.

C'est dans ce contexte qu'on observe une progression très sensible des partisans de la force de dissuasion nucléaire en France : ils étaient 49 % en 1977 à

De plus en plus de Français estiment qu'il n'y a pas de risques sérieux de voir éclater une guerre mondiale : en huit ans, entre 1981 et 1989, ils sont deux fois plus nombreux à le croire. La raison en est probablement qu'ils ont tendance à considérer que les deux grands blocs militaires dans le monde sont désormais à égalité, et que les menaces viendraient principalement du terrorisme ou des atteintes portées à leur environnement sur le plan écologique. D'une manière générale, le camp de ceux qui soutiennent que la France reste neutre dans l'hypothèse d'une agression soviétique en Allemagne ou de ceux qui préconisent une négociation avec Moscou en cas d'invasion du territoire français a tendance à se renforcer depuis 1982. Pour autant, les Français sont de plus en plus nombreux, depuis 1977, à être favorables à la force nationale de dissuasion nucléaire et, depuis 1981, à souhaiter une armée de métier de préférence au maintien du service militaire, dont l'idée perd du terrain jusqu'à chez les sympathisants du PS.

Telles sont les grandes lignes d'un sondage effectué, la semaine dernière, par Conseil-Sondages-Analyses (CSA) pour le compte du Monde et de FR 3, en avant-première d'une émission télévisée, mardi 23 mai, sur les Français et la dissuasion nucléaire, qui sera suivie d'un débat contradictoire.

être assez ou très favorables à l'arme nucléaire nationale : 50 % trois ans plus tard et ils sont, aujourd'hui, 57 % à le déclarer.

Les hommes le sont plus que les femmes. On l'est surtout entre trente-cinq et quarante-neuf ans, particulièrement chez les cadres et professions intellectuelles. Mais cette moyenne nationale de 57 % se retrouve très précisément chez les sondés sympathisants du PS, et les personnes interrogées, qui s'avouent proches des écologistes, n'en sont pas moins 51 % à être assez ou très favorables à l'arme nucléaire. De même, on l'est davantage dans les villes de moins de 20 000 habitants (60 %), à l'exception des bourgs de moins de 2 000 habitants.

Ce qui n'empêche pas de considérer majoritairement (à 56 %) que l'argent dépensé dans cette force nucléaire serait mieux employé à construire des écoles et des hôpitaux. Les femmes le disent plus que les hommes, comme on le voit principalement parmi les employés (61 %) et les sondés proches des thèses du PCF. Mais, là encore, on constate que 34 % des Français sympathisants des arguments des écologistes déclarent accepter qu'un budget important (sans autre précision) soit consacré à la dissuasion nucléaire.

Cette force nucléaire nationale peut être au service d'une défense euro-

peenne commune pour 56 % des Français interrogés. Plus on est âgé, et majoritairement les Parisiens, et plus on en accepte l'angine. Surtout, chez les cadres et dans les professions intellectuelles. En revanche, les trois quarts des sympathisants du PCF préconisent l'indépendance de cet arsenal, quand seulement moins d'un tiers des sondés, qui se disent proches du PS ou du RPR, y sont favorables.

D'une manière générale, l'éventualité que la France doive voter en second d'une Allemagne fédérale envahie par l'Union soviétique rencontre un peu moins d'adhésion par rapport à 1981. On préfère (46 % des réponses) essayer de négocier avec l'agresseur, sans entrer dans le conflit militaire, voire dans le conflit politique, voire dans le conflit économique. Ces deux idées ont apparemment fait des progrès en huit ans, quand la perspective de soutenir l'Allemagne, même sans l'arme nucléaire, a perdu du terrain. C'est vrai chez les employés, les ouvriers et les agriculteurs exploitants. Le soutien militaire à l'Allemagne est plus net au FN et au RPR (respectivement 29 % et 27 %), mais il tombe à 7 % chez les sondés proches du PCF.

1982). Les femmes adhèrent à cette perspective plus que les hommes. Les agriculteurs et les employés y sont plus sensibles que d'autres. Seuls, les retraités et inactifs (à raison de 54 %) et, surtout, les cadres et professions intellectuelles (pour 43 %) se situent au-dessous de la moyenne nationale. Mais on enregistre que 12 % des sondés proches du PCF (autant qu'à l'UDF et légèrement plus qu'au RPR) accepteraient qu'on se serve du nucléaire contre l'URSS.

Enfin, le sondage confirme une tendance observée en d'autres circonstances, à savoir que les Français semblent se faire progressivement à l'idée d'une armée de métier.

Les partisans du maintien du service militaire obligatoire (ils ne sont plus que 51 %) sont en perte de vitesse par rapport à il y a huit ans, quand le camp de ceux qui lui préféraient une armée de métier se renforçait (43 % aujourd'hui contre 32 % en 1981). Plus on est âgé et

QUESTION 8 : Si les armées soviétiques envahissent l'Allemagne, estimez-vous que la France doit :

	Se servir de l'arme nucléaire contre l'URSS	Soutenir militairement l'Allemagne, mais sans se servir de l'arme nucléaire	Essayer de négocier avec l'URSS et ne pas entrer dans le conflit militaire	Rester totalement neutre	Ne se prononcer pas
TOTAL	2	18	46	21	12
Sexe : Homme	2	24	48	17	11
Femme	2	14	45	26	13
Âge : 18-24 ans	1	23	47	25	4
25-34 ans	2	20	47	27	8
35-49 ans	2	22	47	27	12
50-64 ans	2	17	42	23	16
65 ans et plus	2	12	45	23	18
Profession du chef de famille					
Agriculteurs exploitants	2	14	49	24	13
Pat. de l'ind. et du commerce	2	28	41	23	8
Cadres, prof. intell. sup.	5	30	38	9	18
Professions intermédiaires	2	23	45	19	11
Employés	2	17	50	22	5
Ouvriers	2	17	49	24	8
Retraités, inactifs	2	18	41	23	18
Sympathie partisane					
Parti communiste	1	7	45	37	11
Parti social. Rad. de gauche	1	18	51	20	10
Écologistes	1	23	45	23	8
UDF	3	25	42	24	6
RPR	1	27	43	12	14
Front national	1	29	41	13	17

QUESTION 1 : Quelles sont, dans la liste suivante, les menaces les plus graves pour les prochaines années, dans le monde ?

	La montée du terrorisme	Une crise économique	Les risques de guerre	La faim et le développement	Les menaces sur l'environnement et l'écologie	Ne se prononce pas
TOTAL	45	27	22	24	48	3

QUESTION 2 : Selon vous, quel est, à l'heure actuelle, le bloc le plus puissant sur le plan militaire ?

	Les pays de l'Ouest (États-Unis et alliés)	Les pays de l'Est (URSS et alliés)	Les deux blocs sont à égalité	Ne se prononce pas
TOTAL	10	35	41	14

QUESTION 3 : Parmi ces pays, quels sont ceux qui vous paraissent pouvoir constituer une menace militaire pour la France ?

	La Chine	L'Allemagne	L'URSS	Les autres pays du Pacte de Varsovie	Les pays arabes	Les États-Unis	Les pays de l'Est (hors Pacte de Varsovie)	L'Iran	Autres	Aucun	Ne se prononce pas
TOTAL	16	3	20	6	39	2	4	37	1	9	9
SEXE											
Homme	13	4	17	7	38	2	4	39	1	11	7
Femme	19	3	22	6	40	2	4	35	1	8	11
ÂGE											
18-24 ans	11	6	25	8	42	3	1	43	1	4	6
25-34 ans	14	2	24	8	42	3	5	42	1	5	6
35-49 ans	12	3	20	6	35	2	7	39	1	12	8
50-64 ans	21	3	15	5	37	1	3	30	1	10	13
65 ans et plus	22	4	13	4	41	1	4	31	—	14	12
SYMPATHIE PARTISANE											
Parti communiste	9	—	18	4	35	—	3	50	4	13	6
Parti social. Rad. de gauche	17	3	16	5	44	2	4	42	1	8	7
Écologistes	12	2	16	6	38	2	5	33	1	13	9
UDF	15	6	29	5	41	2	3	45	—	5	5
RPR	20	4	32	9	43	5	2	35	1	5	4
Front national	19	9	26	8	52	9	12	37	—	4	8

QUESTION 4 : Pensez-vous qu'au cours des prochaines années il y a des risques sérieux de voir éclater une guerre mondiale ?

	Oui	Non	Ne se prononce pas
TOTAL	28	68	4
SYMPATHIE PARTISANE			
Parti communiste	45	53	2
Parti social. Rad. de gauche	23	73	4
Écologistes	30	64	6
UDF	26	71	3
RPR	25	71	4
Front national	49	47	4

QUESTION 5 : Êtes-vous très favorable, assez favorable, assez opposé ou très opposé à la force de dissuasion nucléaire française ?

	Totalement favorable	Assez favorable	Assez opposé	Totalement opposé	Ne se prononce pas
TOTAL	18	39	16	20	7
SEXE					
Homme	25	41	12	16	6
Femme	12	37	20	22	6
PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE					
Agriculteurs exploitants	11	46	20	20	3
Patrons de l'industrie et du commerce	28	36	12	16	10
Cadres, professions intellectuelles sup.	28	46	12	11	4
Professions intermédiaires	15	40	22	18	5
Employés	22	30	18	26	6
Ouvriers	15	38	16	22	9
Retraités, inactifs	17	40	15	18	10
SYMPATHIE PARTISANE					
Parti communiste	16	27	21	27	9
Parti social. Rad. de gauche	16	41	17	20	6
Écologistes	15	38	20	20	9
UDF	22	47	20	7	4
RPR	29	41	15	10	5
Front national	17	51	8	12	12

Sondage exclusif CSA/le Monde/FR 3. Réalisé les 16 et 17 mai auprès d'un échantillon national représentatif de mille personnes, âgées de dix-huit ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage). Stratification par région et catégorie d'agglomération.

qui penchent plutôt pour la neutralité. On retrouve, à quelques détails près, une répartition comparable dans le cas d'une invasion de la France par les armées soviétiques. Plus de la moitié des Français interrogés (56 %) feraient en sorte que l'on essaye de négocier, sans tenter de se défendre militairement (ils étaient 42 % en

JACQUES ISNARD.

QUESTION 9 : Et si les armées soviétiques entrent sur le territoire français, pensez-vous que la France doit :

	Se servir de l'arme nucléaire contre l'URSS	Soutenir militairement l'Allemagne, mais sans se servir de l'arme nucléaire	Essayer de négocier avec l'URSS et ne pas entrer dans le conflit militaire	Rester totalement neutre	Ne se prononce pas
TOTAL	8	25	56	11	—
Sexe : Homme	11	29	50	10	—
Femme	5	20	63	12	—
Âge : 18-24 ans	8	32	57	3	—
25-34 ans	6	29	61	4	—
35-49 ans	9	26	52	13	—
50-64 ans	9	20	55	16	—
65 ans et plus	7	18	58	17	—
Profession du chef de famille					
Agriculteurs exploitants	3	14	74	9	—
Pat. de l'ind. et du commerce	11	22	54	13	—
Cadres, prof. intell. sup.	16	28	43	13	—
Professions intermédiaires	6	29	55	10	—
Employés	7	25	63	4	—
Ouvriers	6	28	58	8	—
Retraités, inactifs	8	21	54	17	—
Sympathie partisane					
Parti communiste	12	29	48	11	—
Parti social. Rad. de gauche	6	26	61	7	—
Écologistes	5	26	59	10	—
UDF	12	21	62	5	—
RPR	11	25	53	11	—
Front national	13	32	39	16	—

QUESTION 10 : Souhaitez-vous le maintien du service militaire obligatoire ou préféreriez-vous une armée de métier ?

	Soutiendrait le maintien du service militaire	Préférerait une armée de métier	Ne se prononce pas
TOTAL	51	43	6
Sexe : Homme	52	42	6
Femme	50	43	7
Âge : 18-24 ans	42	55	3
25-34 ans	41	53	6
35-49 ans	52	40	8
50-64 ans	58	38	4
65 ans et plus	64	32	4
Profession du chef de famille			
Agriculteurs exploitants	64	33	3
Pat. de l'ind. et du commerce	51	46	4
Cadres, prof. intell. sup.	50	40	10
Professions intermédiaires	39	49	12
Employés	46	51	3
Ouvriers	48	45	7
Retraités, inactifs	58	36	6
Sympathie partisane			
Parti communiste	48	42	10
Parti social. Rad. de gauche	48	49	5
Écologistes	48	46	6
UDF	55	37	8
RPR	64	32	4
Front national	43	57	—

هذا من الأصل

Société

RELIGIONS

La fin du rassemblement œcuménique de Bâle

Les Eglises d'Europe adoptent une déclaration commune sur la paix, la justice et l'environnement

Un rassemblement inédit de représentants de 120 Eglises œcuméniques s'est conclu dimanche 21 mai, à Bâle (Suisse), après une semaine de travaux. Le 14-15 mai et 20 mai par une cérémonie œcuménique à la cathédrale de la ville.

BÂLE
de notre envoyé spécial

Le président de séance réclame une minute de silence. Les délégués sont solennellement invités à accomplir « une liturgie » : voter un document qui, de l'est à l'ouest de l'Europe, de l'Oural à l'Atlantique, deviendra la charte de toutes les confessions chrétiennes sur les questions de « survie », de l'humanité, la paix, la justice, la protection de l'environnement. Une fois le scrutin clos (481 oui, 12 non et 11 abstentions), un cantique part du fond et, comme une houle, remonte l'immense nef de la foire de Bâle jusqu'à la tribune où se congratulent les deux principaux artisans de ce succès : le cardinal Carlo Maria Martini, archevêque de Milan, président du Conseil des conférences épiscopales d'Europe (CEE), et le métropolite Alexis, de Léningrad, président du Conseil des Eglises chrétiennes d'Europe (KEK).

Un message adopté par les 638 délégués (324 catholiques représentant le Conseil des conférences épiscopales d'Europe et 314 protestants, orthodoxes, anglicans, etc., venant du Conseil européen des Eglises chrétiennes), a été lu, appelant les 500 mil-

lions de chrétiens du Vieux Continent à se mobiliser pour la défense de la paix, de la justice, de la « création » (l'environnement). Un document plus complet précise la position des Eglises européennes sur ces trois questions.

Rome), voici l'œcuménisme du « peuple de Dieu », nous a dit Mgr Martini. Même si les témoins n'avaient pas fait le déplacement, chacune des cent vingt Eglises, des deux côtés du rideau de fer, avait envoyé des délégués représentant à la fois leur hiérarchie, leurs théologiens et leurs mouvements de laïcs.

Les évêques catholiques ne cachent pas leur satisfaction, mais également leur crainte que « un tel événement ne nous dépasse ». En d'autres termes, si le document final adopté par les délégués n'a aucun caractère magistériel, on assiste à une décentralisation de l'initiative œcuménique, historiquement monopolisée par Genève (Conseil œcuménique des Eglises) ou par Rome (secrétariat d'Etat et Conseil pour l'unité des chrétiens), qui sera, par certains, jugée aventureuse.

Le Vatican n'était représenté que par le cardinal Etchegaray, président du Conseil pontifical de la justice et de la paix. Le pape a également fait lire un message par le cardinal Martini. Le Vatican aura demain des difficultés à expliquer pourquoi l'Eglise catholique a été organisatrice de la rencontre de Bâle et pourquoi, après une valse-hésitation de plusieurs mois, elle a décidé de ne pas être « co-initiatrice » de l'Assemblée de Séoul, convoquée sur les mêmes thèmes en

mars 1990 par le Conseil œcuménique des Eglises.

Certains affirment que bien des concessions ont été faites aux catholiques, avec par exemple le changement d'un article préconisant la participation des femmes à la « direction » des Eglises (mot remplacé par « processus de décision ») ou l'appel à la « nécessaire protection de la vie avant la naissance ». L'amendement proposé par une déléguée italienne favorable à l'interruption de grossesse a été de justesse écarté. On s'attendait enfin de la confusion encore plus grande régnant dans le camp catholique à propos de la dissuasion nucléaire. Dans le présent texte, celle-ci est condamnée de la manière la plus explicite, alors qu'elle avait été jugée moralement admissible (à titre de menace) par certains épiscopaux (comme en France) ou par le pape lui-même dans un message à l'ONU en 1982.

Plus important que le texte final, l'événement aura été la rencontre elle-même d'Eglises européennes de l'Ouest et de l'Est, appelées pour la première fois à coopérer et à se prononcer, dans un « dialogue commun », sur les enjeux à venir de l'humanité. La rencontre de Bâle ne pourra pas rester sans lendemain.

HENRI TINCO.

Vœux et recommandations

« Même si nos Eglises ne sont pas encore en pleine communion entre elles, nous voulons apporter un témoignage commun de la foi dont nous vivons en tant que chrétiens (L.). Nous espérons qu'il est essentiel que le souci fondamental de la justice, de la paix et de la sauvegarde de la création ne soit pas dissocié de la mission de l'Eglise de proclamer l'Evangile », déclare le document adopté à Bâle.

● **Justice** : parmi les principales recommandations, on note la remise de la dette des pays pauvres, l'application intégrale des accords internationaux sur les droits de l'homme, la condamnation de toute forme de racisme, des mesures de réconciliation économique et diplomatique visant l'Afrique du Sud, des aides immédiates aux réfugiés, etc. A propos de la justice interne à la vie des Eglises, il est demandé « une plus grande participation des femmes, à tous les niveaux, aux processus de décision et à la vie des Eglises en général ».

● **Paix** : tous les gouvernements d'Europe sont appelés à « collaborer pour que le développement, la production, le déploiement, la possession et l'utilisation des armes de destruction massive, qu'elles soient nucléaires, biologiques ou chimiques, soient condamnés en droit international et qu'il y soit ainsi mis fin. Il faudrait en outre, de cette manière, le système de dissuasion soit aboli et remplacé par un autre système moins dangereux de sécurité ».

● **Ecologie** : les Eglises réunies à Bâle recommandent une lutte accrue contre le « gaspillage » de l'énergie dans les pays industrialisés, la définition de « critères internationaux les plus sévères » pour la sécurité des centrales nucléaires ou l'élimination des déchets, une convention internationale pour la protection des espèces, etc.

FAITS DIVERS

Après des agressions contre des agents SNCF

Arrêt de travail sur le réseau Est de la banlieue parisienne

La SNCF s'efforçait lundi 22 mai de maintenir un trafic équivalent à un train sur deux sur le réseau Est de la banlieue parisienne, après l'arrêt de travail déclenché, la veille, par les conducteurs et les contrôleurs pour protester contre l'agression dont ont été victimes trois de leurs collègues entre Meaux et Paris. Les négociations ont échoué lundi, sous la direction de la SNCF et les syndicats, qui réclament un renforcement des effectifs pour assurer la sécurité des cheminots.

Les agressions qui ont déclenché l'arrêt de travail ont eu lieu, dimanche vers 17 h 45, à Vaires (Seine-et-Marne) à bord du train 113743 assurant la liaison Meaux-Paris. Une trentaine de personnes, « une bande de jeunes », selon certains témoignages, ont pris à partie trois agents de la SNCF, un contrôleur, un agent de train et un agent commercial. Après avoir frappé ces derniers à coups de pied et de poing, les agresseurs se sont dispersés sur les quais. Trois d'entre eux ont, cependant, été interpellés et leur arrivée à Paris.

Deux des agents, blessés au visage, ont été admis à l'hôpital de Lagny-sur-Marne. Le troisième, touché aux côtes, a été transporté à l'hôpital Lariboisière à Paris.

Le ministre de l'Intérieur a indiqué, dimanche soir, dans un communiqué, que le dispositif policier « a été renforcé ». « Des fonctionnaires des CRS sont venus s'ajouter, dès dimanche soir, gare de l'Est, aux effectifs policiers présents, ainsi qu'à partir de lundi matin dans toutes les gares parisiennes », précise le ministre, qui ajoute : « De même les préfets de la région parisienne, qui viennent de recevoir des instructions précises pour réagir très fermement et très rapidement à cette forme de délinquance, vont disposer de forces supplémentaires pour multiplier de façon coordonnée les opérations de surveillance, de contrôle et d'intervention, notamment sur les points les plus sensibles du réseau ».

Le ministre rappelle, en outre, que, « dès les premiers incidents survenus il y a plusieurs semaines dans les transports en commun de la région parisienne, les services de police, en accord avec la SNCF et la RATP, avaient mis en place un dispositif de dissuasion et d'intervention qui a permis d'interpeller et

défiler à la justice plusieurs dizaines d'individus ».

D'autre part, le directeur central des polices urbaines, M. Robert Broussard, a souligné qu'une « réaction très ferme » s'imposait. Il a annoncé, en outre, dans chaque direction départementale des polices urbaines, district et circonscription, d'un correspondant de police « sécurité dans les transports » qui sera en relation avec les responsables de la sécurité dans les transports en commun.

Le syndicat CGT de Paris-Est a réagi, dimanche soir, « l'aide et l'appui des pouvoirs publics ». « Les cheminots, précise la CGT, veulent que les voyageurs et usagers soient transportés dans de bonnes conditions, tant physiques que matérielles. Les agents du contrôle veulent assurer un rôle commercial et non pas exclusivement répressif qui peut, dans certains cas, favoriser la violence. Ce rôle doit être effectué avec l'aide et l'appui des pouvoirs publics, la prévention devant primer la répression ».

De son côté, le syndicat CFDT des cheminots de Paris-Est demande « l'arrêt de la désertification des trains et des gares », estimant que « la présence policière ne suffit pas » et « qu'il faut des agents SNCF dans les trains et dans les gares ».

● Un mort et douze blessés dans des manœuvres de la brigade du Rhin. — A la suite de l'explosion accidentelle d'un engin entré vraisemblablement depuis plusieurs années, un réserviste, Jean-Luc Rebillard, du 16^e régiment de génie, en manœuvres près de Blois (Sud-Rhin), a été tué dimanche 21 mai. Douze autres sapeurs, qui participaient à une période de réservistes, ont été blessés. Selon le ministre de la Défense, l'accident s'est produit en dehors du champ de tir de l'exercice.

POMPES FUNÉRAIRES
ROBLOT
ASSISTANCE TOTALE
DANS
L'ORGANISATION
D'OBSEQUES
N°VERT 05.45.22.27 PERMANENCE 24H SUR 24H

Le Carnet du Monde

Mariages

— M^{me} Pierre GUICHARD, M^{me} et M^{me} Hans CALEMARD, M^{me} et M^{me} Yves GUICHARD, M^{me} et M^{me} Elodie MILNO,

sont heureux d'annoncer le mariage de leurs petits-enfants et enfants,

Armand GUICHARD et Isabelle MILNO,

qui se sont unis à Vaux (Loire), le samedi 20 mai 1989.

Décès

— M^{me} André Chizat-Jacquet, sa compagne, Les docteurs Jacques André, Nelly André-Desroches, M^{me} Suzanne André-Robert, M^{me} et M^{me} Lucien et Françoise Bonobon, ses enfants, Marion, Valérie, Fabien Bonobon, M^{me} et M^{me} Robert, Alain Foz, ses petits-enfants, Clément Charrier, Nelson Foz, ses arrière-petits-enfants,

M^{me} et M^{me} Louis Pinicout, M^{me} et M^{me} Wilfrid Lamy, M^{me} et M^{me} Pierre André, M^{me} et M^{me} Michel André, ses neveux et nièces,

Les familles El Ghazi, Garson, Lévy, M. Jean-Paul Chizat, ainsi que ses amis et élèves, Les professeurs J. Lubetzki, H. Leztrader, Les docteurs Duprey, Chabat, Gruppier, Kartun,

font part du décès, survenu le 9 mai 1989, dans sa quatre-vingt-deuxième année, de

docteur **Élie AZÉRAD**, médecin honoraire des hôpitaux, professeur honoraire à la faculté de médecine de Paris, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918.

Ses obsèques ont eu lieu le 11 mai, à Pernes-les-Fontaines (Vaucluse), dans la plus stricte intimité.

50, rue Jacques-Dali, 92200 Neuilly-sur-Seine. 54, rue Blanche, 75009 Paris. 14, rue Bernard, 93260 Les Lilas. 115, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris.

— M^{me} veuve Roger Cohen, née Magda Sauton, Le docteur et M^{me} Philippe Sala et leurs filles, M^{me} le docteur Nicole Cohen, Les familles Cohen, Sauton, Sala, Sauton, Benne, Parouton et alliées,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger COHEN, ancien professeur au lycée de Mantes-la-Ville, à Paris, commandeur des Palmes académiques.

L'inhumation aura lieu le mardi 23 mai 1989, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e. Réunion entrée principale, à 15 heures.

9, place des Terres, 75017 Paris.

— Jean Benat, directeur de la production et du transport d'Electricité de France, a le regret de faire part du décès, survenu le 18 mai 1989, de

Jean-Philippe CUILLE, chargé de missions à l'inspection pour la sûreté du système.

Le service religieux sera célébré le mardi 23 mai à 10 h 30, en l'église Saint-Gervais, 2, rue François-Miron, Paris-4^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Les deux éventuels pourront être faits à Village d'enfants-SOS de France, 6, cité Monthiers, 75009 Paris.

— M^{me} Jean Fèvre, M^{me} Michèle Fèvre, M^{me} et M^{me} François Pages, Sylvain, Cathy, Sarah, Sylvie, Jean-Philippe et Jean François, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean FEVRE, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, croix du combattant volontaire, ancien journaliste parlementaire,

leur époux, père, grand-père et parent, survenu le 16 mai 1989, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, à Paris-14^e.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale.

68, rue des Cèdres, 75015 Paris.

— Sa famille Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Vera SAMSONOFF,

survenu le 8 mai 1989, à Munich.

Les obsèques ont été célébrées à Sainte-Geneviève-des-Bois, le 16 mai.

— L'Amicale du lycée Paul-Valéry Et l'ensemble du personnel ont la tristesse de faire part à ceux qui l'ont connue et aimée, du décès de

M^{me} Jean-Paul MARY, née Marie-Thérèse Vignolle,

survenu le 19 mai 1989.

Le service religieux sera célébré mercredi 24 mai, à 10 h 45, en l'église Saint-Denis, à Athis-Mons (Essonne).

Lycée Paul-Valéry, 38, boulevard Soult, 75012 Paris.

— La Société littéraire des amis d'Emile-Zola a la douleur de faire part du décès, survenu le 18 mai 1989, de son président

Pierre PARAF, journaliste et écrivain, commandeur de la Légion d'honneur.

« Je n'ai qu'une passion, celle de la littérature, au nom de l'humanité qui a tant souffert et qui a droit au bonheur ».

(Pierre Paraf était né en décembre 1903 à Paris. Journaliste, écrivain, il avait assuré la présidence du MMAP (Mouvement pour la paix et l'unité entre les peuples) jusqu'en 1980. Représenté à cette date par François Grévy, Pierre Paraf avait été président d'honneur du mouvement.)

Spécialistes d'Emile Zola et de l'histoire de la littérature, Pierre Paraf avait publié de nombreux livres parus dans : la Vie quotidienne de Louis Pasteur (1971), les Grands Livres de la Littérature (1972), Contes de l'histoire de France (1973), la France de l'histoire de France (1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-2256-2257-2258-2259-2260-2261-2262-2263-2264-2265-2266-2267-2268-2269-2270-2271-2272-2273-2274-2275-2276-2277-2278-2279-2280-2281-2282-2283-2284-2285-2286-2287-2288-2289-2290-2291-2292-2293-2294-2295-2296-2297-2298-2299-2300-2301-2302-2303-2304-2305-2306-2307-2308-2309-2310-2311-2312-2313-2314-2315-2316-2317-2318-2319-2320-2321-2322-2323-2324-2325-2326-2327-2328-2329-2330-2331-2332-2333-2334-2335-2336-2337-2338-2339-2340-2341-2342-2343-2344-2345-2346-2347-2348-2349-2350-2351-2352-2353-2354-2355-2356-2357-2358-2359-2360-2361-2362-2363-2364-2365-2366-2367-2368-2369-2370-2371-2372-2373-2374-2375-2376-2377-2378-2379-2380-2381-2382-2383-2384-2385-2386-2387-2388-2389-2390-2391-2392-2393-2394-2395-2396-2397-2398-2399-2400-2401-2402-2403-2404-2405-2406-2407-2408-2409-2410-2411-2412-2413-2414-2415-2416-2417-2418-2419-2420-2421-2422-2423-2424-2425-2426-2427-2428-2429-2430-2431-2432-2433-2434-2435-2436-2437-2438-2439-2440-2441-2442-2443-2444-2445-2446-2447-2448-2449-2450-2451-2452-2453-2454-2455-2456-2457-2458-2459-2460-2461-2462-2463-2464-2465-2466-2467-2468-2469-2470-2471-2472-2473-2474-2475-2476-2477-2478-2479-2480-2481-2482-2483-2484-2485-2486-2487-2488-2489-2490-2491-2492-2493-2494-2495-2496-2497-2498-2499-2500-2501-2502-2503-2504-2505-2506-2507-2508-2509-2510-2511-2512-2513-2514-2515-2516-2517-2518-2519-2520-2521-2522-2523-2524-2525-2526-2527-2528-2529-2530-2531-2532-2533-2534-2535-2536-2537-2538-2539-2540-2541-2542-2543-2544-2545-2546-2547-2548-2549-2550-2551-2552-2553-2554-2555-2556-2557-2558-2559-2560-2561-2562-2563-2564-2565-2566-2567-2568-2569-2570-2571-2572-2573-2574-2575-2576-2577-2578-2579-2580-2581-2582-2583-2584-2585-2586-2587-2588-2589-2590-2591-2592-2593-2594-2595-2596-2597-2598-2599-2600-2601-2602-2603-2604-2605-2606-2607-2608-2609-2610-2611-2612-2613-2614-2615-2616-2617-2618-2619-2620-2621-2622-2623-2624-2625-2626-2627-2628-2629-2630-2631-2632-2633-2634-2635-2636-2637-2638-2639-2640-2641-2642-2643-2644-2645-2646-2647-2648-2649-2650-2651-2652-2653-2654-2655-2656-2657-2658-2659-2660-2661-2662-2663-2664-2665-2666-2667-2668-2669-2670-2671-2672-2673-2674-2675-2676-2677-2678-2679-2680-2681-2682-2683-2684-2685-2686-2687-2688-2689-2690-2691-2692-2693-2694-2695-2696-2697-2698-2699-2700-2701-2702-2703-2704-2705-2706-2707-2708-2709-2710-2711-2712-2713-2714-2715-2716-2717-2718-2719-2720-2721-2722-2723-2724-2725-2726-2727-2728-2729-2730-2731-2732-2733-2734-2735-2736-2737-2738-2739-2740-2741-2742-2743-2744-2745-2746-2747-2748-2749-2750-2751-2752-2753-2754-2755-2756-2757-2758-2759-2760-2761-2762-2763-2764-2765-2766-2767-2768-2769-2770-2771-2772-2773-2774-2775-2776-2777-2778-2779-2780-2781-2782-2783-2784-2785-2786-2787-2788-2789-2790-2791-2792-2793-2794-2795-2796-2797-2798-2799-2800-2801-2802-2803-2804-2805-2806-2807-2808-2809-2810-2811-2812-2813-2814-2815-2816-2817-2818-2819-2820-2821-2822-2823-2824-2825-2826-2827-2828-2829-2830-2831-2832-2833-2834-2835-2836-2837-2838-2839-2840-2841-2842-2843-2844-2845-2846-2847-2848-2849-2850-2851-2852-2853-2854-2855-2856-2857-2858-2859-2860-2861-2862-2863-2864-2865-2866-2867-2868-2869-2870-2871-2872-2873-2874-2875-2876-2877-2878-2879-2880-2881-2882-2883-2884-2885-2886-2887-2888-2889-2890-2891-2892-2893-2894-2895-2896-2897-2898-2899-2900-2901-2902-2903-2904-2905-2906-2907-2908-2909-2910-2911-2912-2913-2914-2915-2916-2917-2918-2919-2920-2921-2922-2923-2924-2925-2926-2927-2928-2929-2930-2931-2932-2933-2934-2935-2936-2937-2938-2939-2940-2941-2942-2943-2944-2945-2946-2947-2948-2949-2950-2951-2952-2953-2954-2955-2956-2957-2958-2959-2960-2961-2962-2963-2964-2965-2966-2967-2968-2969-2970-2971-2972-2973-2974-2975-2976-2977-2978-2979-2980-2981-2982-2983-2984-2985-2986-2987-2988-2989-2990-2991-2992-2993-2994-2995-2996-2997-2998-2999-3000-3001-3002-3003-3004-3005-3006-3007-3008-3009-3010-3011-3012-3013-3014-3015-3016-3017-3018-3019-3020-3021-3022-3023-3024-3025-3026-30



CITROËN XM

مكتبة المتحف

For

L'équilibre social
mais...

C'est ce pays qui
a connu...
à l'été des années...

Le Monde

ECONOMIE

Force tranquille en Allemagne

«UNE conjoncture éblouissante !» Un sondage opéré en février 1989 par la DIHT — l'organisme central des chambres de commerce et d'industrie — auprès de quinze mille chefs d'entreprise ouest-allemands nous les révèle épanouis. C'est presque l'âge d'or.

La croissance, fondée sur l'investissement, est saine et soutenue. Le regain d'inflation inquiète, mais n'angoisse pas comme s'il ne devait être que passager. « Nos soucis sont politiques », constate-t-on à Bonn à l'approche des élections européennes.

Qu'on est loin à Cologne ou ailleurs de cette fin d'hiver 1988 où les patrons paniquaient devant la chute du dollar et voyaient déjà, comme dans un cauchemar, les exportations fondre telle neige au soleil. Pensez, vous expliquait-on, était près de la ruine, chassé du marché américain ; Mercedes, BMW et tant d'autres étaient menacés, si la chute du billet vert n'était pas enrayée, de prendre le même chemin.

Le dollar a repris du poil de la bête... et au cours du premier trimestre 1989 les exportations ouest-allemandes ont atteint de nouveaux records. Tous les indicateurs sont positifs ou presque.

Un recul du chômage

« Ce que nous avons réussi, c'est la redistribution du revenu au profit des entreprises », souligne un haut fonctionnaire du ministère de l'économie. Grâce à la politique suivie, une forte impulsion a été donnée aux investissements, qui dans l'industrie ont progressé en moyenne de 4,5 % par an depuis 1982, mais de 7,5 % en 1988, et l'on attend à une performance analogue pour l'année en cours.

Il ne s'agit plus uniquement comme dans le passé d'investissements de rationalisation. Les machines tournent à pleine capacité, les industriels allemands, confiants dans l'avenir, agrandissent leurs usines.

Le développement de l'activité est maintenant assez puissant pour que les créations d'emplois fassent reculer le chômage, ce dernier et douloureux vestige de la crise. En mars 1989, on comptait en RFA 2 178 000 chômeurs, soit 262 000 de moins (10,7 %) qu'un an plus tôt. Il s'en est fallu d'un cheveu que le nombre de

sans-emploi repasse au-dessous de la barre des deux millions en avril. Patronat et syndicats sont convaincus que ce sera chose faite en mai.

C'est une longue page sombre qui sera ainsi tournée : depuis octobre 1982, il n'y a jamais eu moins de deux millions de chômeurs en Allemagne fédérale. Selon le sondage de la DIHT, 17 % des chefs d'entreprise — au lieu de 11 % en février 1988 — ont l'intention d'embaucher du personnel supplémentaire au cours des mois à venir.

En vérité, l'année a magnifiquement commencé. Au cours des deux premiers mois, la production industrielle a progressé de 6 % et les commandes de 8 % par rapport à la période correspondante de 1988. Cet essor profite de

Confiants dans le grand marché les industriels ouest-allemands embauchent et agrandissent leurs usines

façon spectaculaire aux biens d'équipement : toujours en janvier-février, la production de machines s'est accrue de 9,7 % et les commandes de 15,6 %, les performances de l'électrotechnique et même celles des voitures et camions sont du même ordre. La croissance de l'industrie chimique, le quatrième secteur vedette de l'industrie allemande, moins soutenue, demeure satisfaisante.

« Même la sidérurgie, hier sinistrée, est en plein boom. En réalité, il n'y a pratiquement aucune branche de l'économie qui

reste dans l'ombre », commente un expert de la DIHT. Selon le sondage publié par son organisation, l'euphorie actuelle touche aussi les entreprises de services, le commerce et même, phénomène tout à fait récent, le bâtiment.

La confiance porte autant sur la persistance de la demande étrangère que sur le dynamisme de la conjoncture intérieure. Au premier trimestre, l'excédent du commerce extérieur, tiré par les exportations, atteignait 36 milliards de marks au lieu de 25 mil-

liards un an plus tôt. Les chefs d'entreprise sont convaincus que la tendance va se poursuivre.

D'après le sondage de la DIHT, 37 % d'entre eux s'attendent pour cette année à un accroissement de leurs exportations, alors que seulement 19 % faisaient une telle prévision en février 1988, et 55 % considéraient qu'elles maintiendraient leurs ventes à l'étranger au niveau très élevé atteint en 1988. Avec une belle assurance, les industriels pensent pouvoir sauvegarder, voire élargir, leur position sur les marchés extérieurs, même en cas de ralentissement de la croissance.

La bonne conjoncture que connaissent également les pays voisins — principal débouché de l'industrie allemande — alimente en tout cas cet optimisme, ainsi que — fait nouveau en RFA — la mise en place du « grand marché ». « C'est en fonction de ce projet que les gens investissent et embauchent. Le marché européen sans frontières constitue sans nul doute une des bases de la croissance actuelle », affirme M. Franz Schöser, le directeur de la DIHT, se fondant sur un autre sondage effectué en avril par son organisation.

Décidés à tirer avantage de leur épingle du jeu, les industriels préparent activement l'échéance de 1993. M. Erwin Blasum, un économiste du patronat, le BDA (Fédération des syndicats patronaux), pense que la libération des mouvements de capitaux et la création en cours d'un marché commun des services financiers vont se traduire par une concentration des entreprises et par une ouverture vers l'extérieur.

« Pour l'instant, explique-t-il, les banques et les assurances, sont surtout orientées vers le marché allemand. En RFA, les services n'interviennent que pour 20 % des exportations, au lieu de 50 % au Royaume-Uni. Il faut s'attendre à une internationalisation rapide. »

La controverse suscitée par les États-Unis et par le Japon sur le thème de « l'Europe forteresse » provoque quelque inquiétude en RFA, où l'on redoute une cassure du marché mondial en trois blocs : Europe, Amérique, Pacifique. Certaines idées de Bruxelles à propos des contreparties à réclamer aux pays tiers sont mal accueillies.

« L'idée de réciprocité est dangereuse. Nous sommes opposés au concept selon lequel les échanges entre les différentes

grandes puissances commerciales devraient être équilibrés », estime M. Blasum. Les Français sont toujours suspects de protectionnisme, même si l'on salue comme positif le changement d'attitude de M. Roger Fauroux à l'égard des voitures japonaises fabriquées au Royaume-Uni.

Mais, comparé aux craintes de jadis où toute contrariété un peu sérieuse conduisait à pronostiquer des catastrophes, ce sont là des inquiétudes de luxe. « Pourquoi la croissance s'essoufferait-elle ? L'image que présente notre économie est presque idéale. »

« En vérité, 1989 est assuré, mais 1990 est presque déjà joué puisque aux raisons de croissance actuelle viendront s'ajouter les effets positifs de la troisième étape de la réforme fiscale. Plus de 15 milliards de marks d'allègements d'impôts vont se partager entre la consommation et l'investissement », constate un haut fonctionnaire du ministère de l'économie.

Certes, admet-il, l'augmentation rapide des prix à la consommation est préoccupante. Elle est due pour partie à la récente hausse des taxes à la consommation et surtout à la montée des produits importés (+7,2 % de mars 1988 à mars 1989).

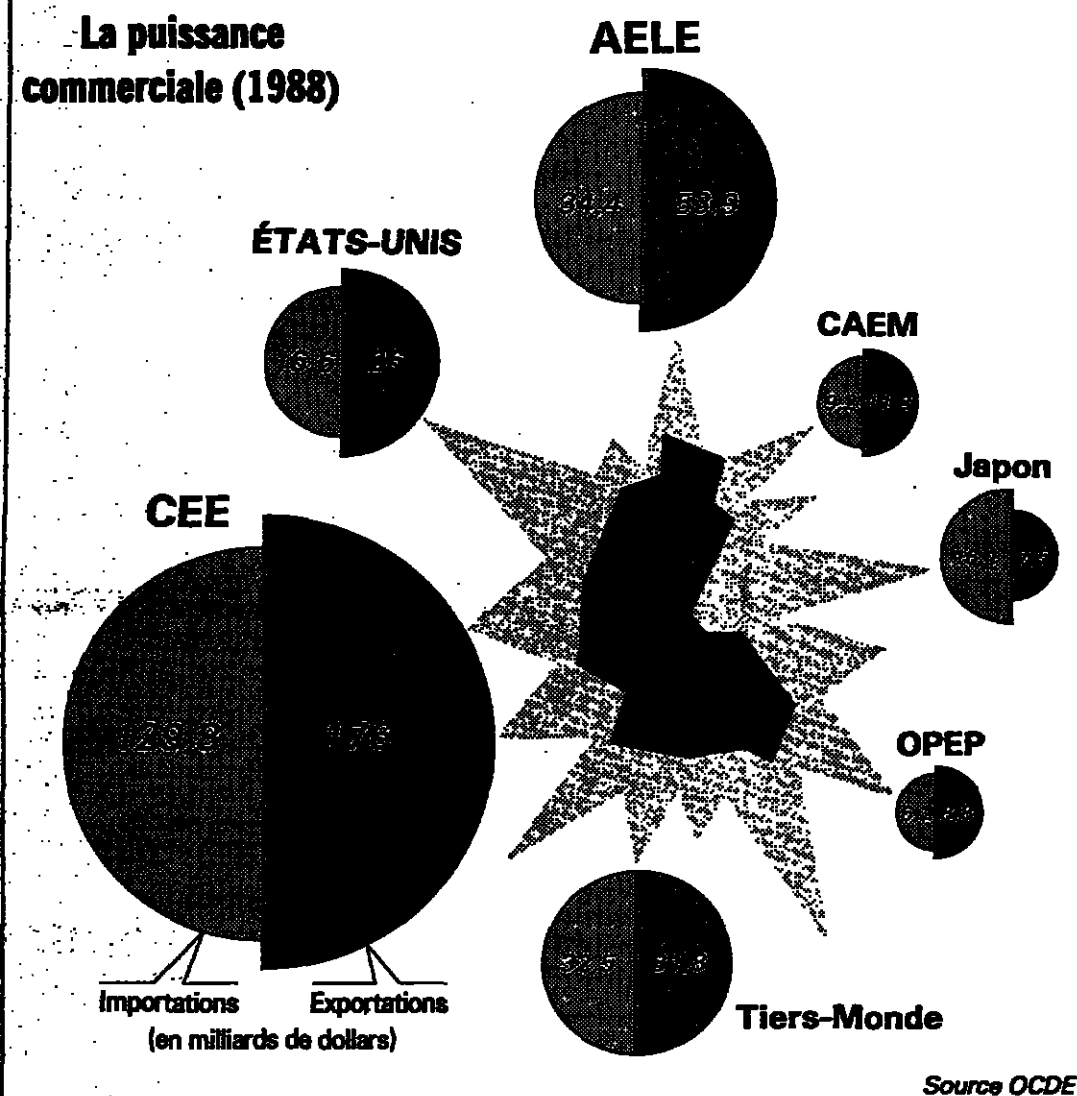
Les salaires stables

« Il n'y a pas de vraie poussée inflationniste. Les salaires sont stables », assure-t-il. La paix sociale est assurée jusqu'en 1990, date à laquelle les conventions collectives seront renégociées avec les métaux, IG Metall, la fédération syndicale qui, en RFA, donne le ton.

Des usines tournant à plein régime, des profits élevés, une pénurie d'ouvriers qualifiés, autant de facteurs qui porteront sans doute à la revendication. Mais, pour notre interlocuteur, « il y aura une marge de manœuvre. Notre but ultime n'est tout de même pas d'obtenir chaque année un nouvel accroissement des marges bénéficiaires ».

Est-il, chez un responsable allemand, de nature optimiste mais néanmoins prudent, allergique comme tous ses compatriotes à l'inflation, un propos qui illustre davantage la force assurée et tranquille de l'économie allemande ?

de Cologne
PHILIPPE LEMAITRE.



L'équilibre social mais...

Dans ce pays riche le déclin démographique menace la vitalité des entreprises

EXIGEANTE Allemagne. Tandis que les Français, plus que d'autres Européens, s'extasient devant les résultats économiques et sociaux obtenus outre-Rhin, les Allemands font la fine bouche. Comme si tout n'allait pas aussi bien qu'on le prétend.

Ainsi, sensible depuis 1986, la baisse constante du nombre de personnes en âge de travailler apporte certes des avantages immédiats, mais ne cesse d'accroître l'inquiétude pour l'avenir. En 2030, on tienne de la population aura soixante ans ou plus, et on comptera alors 9 millions de jeunes seulement.

Nombre d'entreprises doivent aujourd'hui faire des embauches de précaution : ainsi l'on reproche à Siemens d'avoir recruté en cinq ans l'équivalent du nombre d'universitaires que la RFA est capable de fournir en un an. MBB, l'aviateur repris par le groupe Mercedes, partenaire de

l'Aérospatiale pour le programme Airbus, s'inquiète parce qu'un tiers de ses ingénieurs sont âgés de quarante-deux à cinquante ans.

Qualification et immigration

Compte tenu du vieillissement de leur population, « les Allemands ont un problème de qualification pour leurs plus de quarante-cinq ans », affirme M. Bernard Brunhes, qui, à quelques mois d'intervalle, a mené en RFA deux missions pour le compte de l'OCDE et du ministère du travail français. « Autant nous posons leur avenir leur système de formation professionnelle, autant ils sont demandeurs de méthodes pour la formation continue. »

ALAIN LEBAUDE.

(Lire la suite page 17.)



3^e CYCLE SPÉCIALISÉ FINANCE D'ENTREPRISE ISC PARIS

une année intensive d'enseignement de haut niveau pour devenir un professionnel recherché de la gestion financière quotidienne des entreprises.

■ FORMATION :

du 2 Octobre 1989 au 29 Juin 1990.

■ ADMISSION :

Bac + 4 (Maîtrise d'Université ou équivalent, Diplôme grande école de commerce ou d'ingénieur) ou 6 ans d'expérience professionnelle.

■ SÉLECTION :

sur dossier et entretien avec un jury

INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE
Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État
22 Boulevard du Fort de Vaux - 75017 PARIS
Tél. (1) 42 70 34 80-42 70 90 95 Yvette CARIOU

Les banques gardiennes des firmes

Fidèles aux guichets les sociétés d'outre-Rhin n'ont pas cédé aux charmes des marchés financiers

LES banquiers allemands ne connaissent pas les États d'âme de leurs homologues français. Ceux-ci, confrontés à une évolution du système financier à l'anglo-saxonne, ont vu peu à peu les entreprises, surtout les grandes, se détourner de leurs guichets pour céder progressivement aux charmes des marchés financiers.

Un fort autofinancement

Pareil dédain ne saurait exister outre-Rhin. Pour une raison simple : du crédit aux émissions d'actions, les banques sont un point de passage obligé pour le financement des entreprises. De plus, si l'appel aux marchés de capitaux s'est développé depuis quelques années, il reste limité, n'ayant pas connu l'explosion qui s'est produite en France depuis le début des années 80.

L'étude des rapports de la Deutsche Bundesbank, la banque centrale allemande, montre d'abord le très fort taux d'autofinancement dégagé par les sociétés. En 1987, avec 226 milliards de DM, il a atteint 75 % et s'est accru durant le premier semestre 1988 en raison de l'amélioration des bénéfices des entreprises allemandes.

La Bundesbank, dans son rapport mensuel de mai 1988, note que le niveau atteint en 1987 « est nettement supérieur à la moyenne (69,5 %) des trois premières années de la reprise économique (1983 à 1985), ou même au ratio de 1982 (65,5 %) », même s'il se situe « en deçà de celui de 1986, gonflé par des facteurs exceptionnels (importants allègements de coûts résultant notamment de la baisse des prix du pétrole) ».

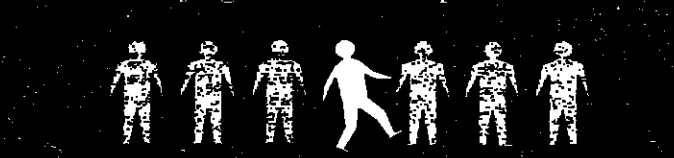
CLAIRE BLANDIN.

(Lire la suite page 17.)

L'ENTREPRISE EVOLUE... DUNOD ENTREPRISE AUSSI

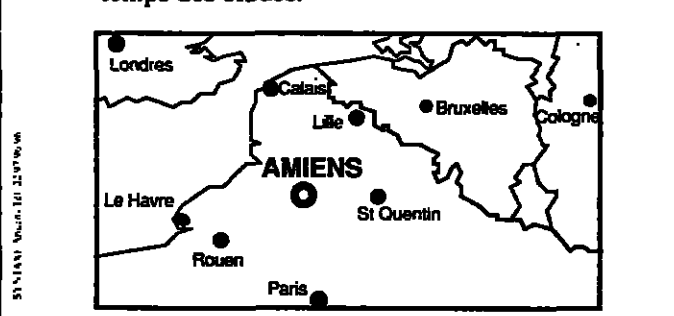


On vous juge sur votre personnalité.



SUP DE CO AMIENS
VOUS AIDE A L'AFFIRMER.

95% des entreprises considèrent que la personnalité est le premier critère de recrutement (enquête nationale de l'A.P.E.C. en 1987) Nous y consacrons plus de 40% du temps des études.



Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises
18, place Saint-Michel - 80038 Amiens cedex - Tél. 22 91 57 02

UNIVERSITÉ DE PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE

Inscriptions en cours
43 29 75 23

Diplômes préparés en Formation Continue Horaires aménagés pour salariés

- E.S.E.U Examen d'Accès aux Etudes Universitaires
- DROIT: de la Capacité à la Licence.

Diplômes de 3ème cycle

- DESUP
- Etudes et Préventions des Risques Professionnels
- Immobilier d'Entreprise
- Economie Sociale
- Ergonomie et Ecologie Humaine
- Entreprise et Europe
- DESS Fonction Formation: début du cycle Juin 89

Programmes accessibles sur Minitel: 36 15 PIFORM

orientations SERVICE

Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à :

Orientations Service, 28, rue de la Trémoille, 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement). M. - Mme - Mlle. Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____ Age: _____

Niveau d'études actuel: _____

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Electronique
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles, Commerce Gestion	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Expression Visuelle
<input type="checkbox"/> Ecoles Commerciales, Gestion, Distribution	<input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées
<input type="checkbox"/> Ecoles Supérieures de Commerce	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> J. Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Administration Militaire, Commissariats	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Immobilier
<input type="checkbox"/> Architecture d'Interieur	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> BTS Automobile	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Cinéma	<input type="checkbox"/> Maintenance d'Ordinateurs
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Marche de l'Art
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Océanographie
<input type="checkbox"/> Communication Publique	<input type="checkbox"/> Para-Médical
<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle	<input type="checkbox"/> Prothèse Dentaire
<input type="checkbox"/> Compagnie	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Concours Ecole Normale	<input type="checkbox"/> Sciences de l'Environnement
<input type="checkbox"/> Cours de Correspondance, BTS	<input type="checkbox"/> Sciences de l'Homme
<input type="checkbox"/> Cours de Vacances et de Soutien	<input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Systèmes de Mode
<input type="checkbox"/> Design	<input type="checkbox"/> Transport
<input type="checkbox"/> Design Industriel	

Les banques gardiennes des firmes

(Suite de la page 1.)

Quoi qu'il en soit, l'ampleur des ressources propres dégagées par les entreprises explique que le recours au financement externe (crédit et émission d'actions) soit moindre qu'en France. Il s'est développé, parallèlement à l'augmentation de l'autofinancement, en raison de l'important effort d'investissement pratiqué par les industriels allemands depuis cinq ans. En 1987, il s'est situé à 76 milliards de DM, en hausse de 25 % par rapport à 1986.

« Toutefois, ce montant reste relativement plus faible que celui des trois premières années de la reprise économique. Comme à l'accoutumée durant les périodes de taux d'intérêt peu élevés, c'est la demande de crédits à long terme, traditionnellement fournie dans leur majorité par des organismes collecteurs de capitaux qui a prédominé », note la Bundesbank.

Globalement les émissions de titres, après avoir progressé jusqu'en 1986, marquent une pause à 20 milliards de DM (cf. graphique). Encore faut-il faire la part entre obligations et actions. Les émissions d'obligations, dans une certaine mesure, ont continué à augmenter au secteur des entreprises (passant de 0,8 milliard de DM en 1980, elles ont atteint 3,1 milliards en 1987, 6,8 en 1986 et 1987).

En revanche, les émissions d'actions suivent une évolution plus erratique. Stagnant autour de 5 à 7 milliards jusqu'en 1985, elles avaient décollé en 1986 à 12,3 milliards pour retomber à 9 milliards en 1987. « Cette évolution tient aux conditions défavorables régnant déjà sur le marché financier avant le krach boursier et aux importantes difficultés rencontrées par les émetteurs après le krach », explique la Bundesbank dans son rapport de mai 1988.

Mais plus intéressant est le constat établi par la banque centrale sur plusieurs années: « Si l'on effectue une comparaison sur une assez longue période, on constate que le financement par la bourse de l'émission d'actions a, malgré tout, connu une forte expansion. Si, entre 1983 et 1985, les entreprises ont collecté grâce à ce mode de financement environ 7 % en moyenne de leurs moyens de financement

externes, en 1987 la part des émissions d'actions est passée à 11,5 % ».

Le marché des actions reste étroit. Avec huit Bourses régionales et moins de cinq cents sociétés cotées, sa capitalisation ne représente que 25 % du PNB (contre 50 % en Grande-Bretagne). L'impôt sur le capital des sociétés, tout comme les frais d'émission élevés, n'encourage pas les augmentations de capital. La réforme des Bourses allemandes avec la création d'un second marché pourrait cependant modifier cet état de choses.

Une forte présence

Encore limitée, mais progressive, cette mode de la « finance directe » n'a aucune raison pour l'instant d'encourager les banques allemandes. En effet, à la différence de la France, les marchés financiers allemands sont marqués par une forte présence bancaire, constate Virginie Couderc du CEPII dans un article sur « Monnaie et finance en Allemagne fédérale » paru dans la Revue d'économie financière de décembre 1987. « Sur le marché obligataire, les banques ont longtemps été les principaux acheteurs et émetteurs. Sur le marché des actions, ce sont les seuls intermédiaires agréés et les principaux acheteurs des émissions ».

Ainsi sur le marché obligataire, les banques, dans les années 70, ont lancé

plus de 70 % des émissions. Si leur part est désormais tombée à moins de 30 %, c'est en raison de la présence croissante de l'Etat comme emprunteur pour financer la dette publique.

Outre leur étrangeté, les marchés financiers allemands se sont surtout montrés réticents aux innovations financières, qui, parties d'outre-Atlantique, ont gagné l'Europe (certificats de dépôts, swaps, contrats financiers à terme, options...). Virginie Couderc souligne que la Bundesbank a longtemps freiné l'apparition de ces innovations par « crainte d'une perte de contrôle sur l'activité bancaire, méfiance ouverte par rapport à toute forme d'indexation, réticence à l'internationalisation de sa monnaie ».

Le besoin d'innovation ne s'est pas fait sentir en Allemagne en raison aussi de deux facteurs :

• d'une part, la liberté des taux d'intérêt depuis 1967 (sur les dépôts comme sur les crédits). « Laissez à l'initiative des banques, ils suivent d'assez près les taux du marché monétaire » et n'ont donc pas obligé les entreprises allemandes, à la différence de leurs homologues françaises, à chercher d'autres instruments de financement que le crédit pour faire face à la disparité des taux ;

• d'autre part, l'universalité des banques, qui rend inutiles les réformes connues par d'autres pays comme la fin

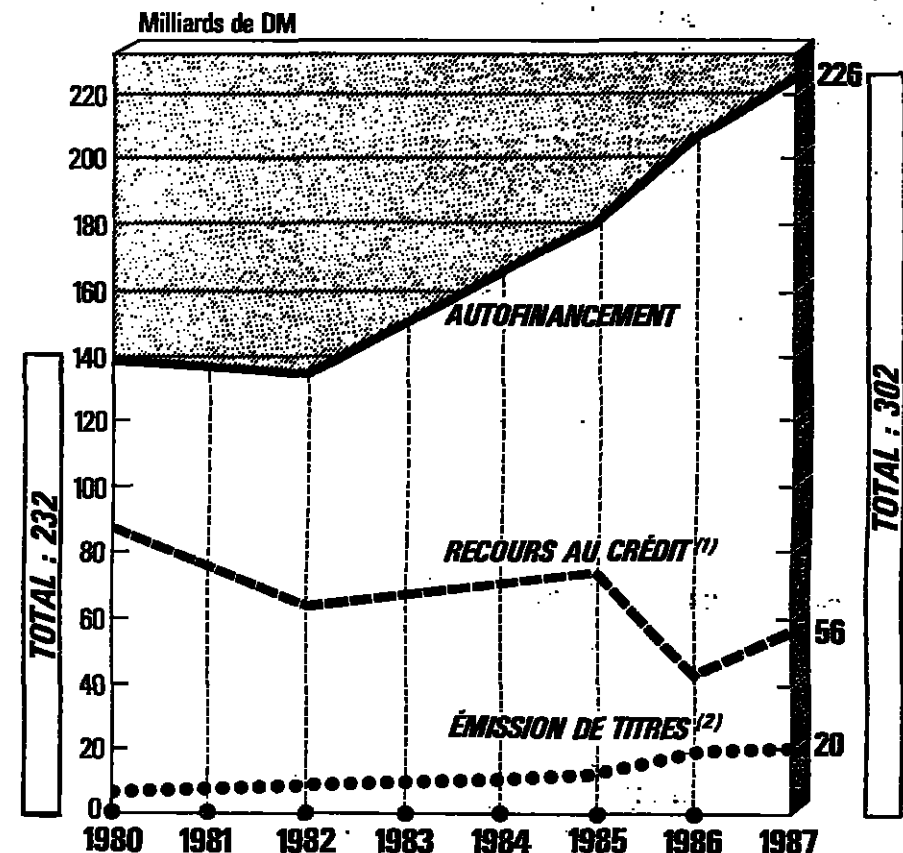
de la séparation des activités entre banques et agents de change.

En 1985, la Bundesbank a cependant autorisé une libéralisation des marchés en autorisant les certificats de dépôts en marks, les titres à taux flottants et à coupon zéro, les swaps, les facilités d'émission et emprunt à double devise. Les banques étrangères ont également la possibilité d'être chef de file pour des émissions de deutschemarks.

Les marchés allemands ne semblent pas avoir profité beaucoup de cette mise en libéralisation, comme le constate la Bundesbank elle-même dans son rapport d'avril 1987. Mais, ajoute la banque centrale, « il n'est pas dit, par ailleurs, que les banques allemandes n'interviennent pas, à l'étranger, dans les nouveaux compartiments du marché, sous la pression croissante de la concurrence internationale ».

Intercroisées omniprésentes des entreprises, les banques allemandes ne les ont pas trop mal servi, si l'on en juge par la réussite industrielle outre-Rhin. L'Europe de 1993 ébranlera-t-elle ce système solide, mais rigide. Contraintes de s'ouvrir à de nouvelles techniques, ces banques n'en perdront pas pour autant le bénéfice de plus d'un siècle de liens privilégiés avec des entreprises dont elles restent les gardiennes.

CLAIRE BLANDIN



(1) Crédits à court, moyen, long terme consentis par les banques, les compagnies d'assurance, les caisses d'épargne et l'étranger.
(2) Actions et obligations.

Source : Deutsche Bundesbank, mai 1988.

BIBLIOGRAPHIE

Une économie gagnante ?

DEPUIS le début des années 80, rares sont les ouvrages en langue française qui permettent de faire le point sur l'état de l'économie allemande et sur ses perspectives d'évolution.

Le livre de Sabine Urban et d'Ernst Moritz Lipp : *L'Allemagne, une économie gagnante ?*, paru aux éditions Hatier en septembre 1988 (239 p.), est venu combler cette lacune en offrant un bilan nuancé et équilibré des performances, mais aussi des faiblesses, de l'économie d'outre-Rhin.

Au chapitre des forces, Sabine Urban analyse les facteurs de la réussite allemande : homogénéité du tissu industriel, spécialisation très poussée, qualité du management et cohésion sociale, professionnalisme et qualité, pugnacité commerciale.

Au chapitre des faiblesses figurent un déclin démographique préoccupant, des coûts de production de plus en plus élevés, une certaine languueur dans l'innovation technologique, le manque de flexibilité lié à des règles du jeu trop rigides.

Dans sa perspective finale, Ernst Moritz Lipp n'en demeure pas moins optimiste : grâce à la solidité de sa monnaie, à des finances publiques assainies et à des entreprises performantes, l'économie allemande demeure une force d'entraînement pour l'Europe et un exemple de réussite à méditer pour ses partenaires.

L'étude plus récente, mais plus succincte, de Michel Godet : *L'Allemagne, puissance para-*

doxale, parue dans la revue *Futuribles* n° 128 (janvier 1989) et dans les *Cahiers du CIRAC* n° 3 (mars 1989), procède de la même démarche. S'interrogeant sur les performances et les incertitudes de l'économie allemande, Michel Godet conclut que, en définitive, « la compétitivité des entreprises allemandes s'explique moins par des facteurs d'environnement économique externes que par les facteurs internes que sont la formation professionnelle, la qualité des produits et des services, l'efficacité économique de l'investissement et de la recherche ».

Compétitivité et technologie

Le lecteur pourra encore se reporter avec profit au numéro 34 (deuxième trimestre 1988) de la revue *Economie et Prospective internationale* éditée par le CEPII à La Documentation française. Dans un bref article sur l'évolution de la politique économique allemande, B. Molitor, directeur au ministère fédéral de l'économie, en résume le caractère restrictif en vue d'apaiser les critiques persistantes des principaux partenaires de la RFA.

De son côté, W. Gerstenberger (IFO, Munich) analyse de façon détaillée la compétitivité allemande tout en prenant en compte l'incidence des fluctuations du deutschemark, l'évolution de l'environnement international et la capacité d'innovation technologique des entreprises. Une intéressante étude, due à J.-C. Hourcade et à V. Le Peltier, retrace la poli-

tique énergétique de la RFA depuis le premier choc pétrolier.

Signalons enfin trois études publiées par le Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC, 9, rue de Téhéran, 75008 Paris).

— Alain Lattard, *La réduction du temps de travail en Allemagne fédérale* (1987, 232 p.). Cet ouvrage analyse le débat sur la réduction et l'aménagement du temps de travail tel qu'il s'est déroulé au cours des vingt dernières années jusqu'aux récents accords de 1984 et de 1987, qui marquent un rapprochement progressif vers les trente-cinq heures.

— Cesa Chome, *la Formation professionnelle en RFA* (1985, 128 p.). L'auteur analyse le cadre légal, le financement et l'organisation du « système dual » de formation professionnelle et montre comment celui-ci contribue efficacement à l'insertion et à la qualification professionnelle des jeunes, tout en laissant néanmoins subsister des disparités non négligeables.

— *L'évolution démographique et ses conséquences en RFA et en France* (1988, 108 p.). Ce dossier regroupe les contributions de six démographes allemands et français (H. Burg, H. Schubnell, K. Schwarz, J.-P. Bérard, J.-C. Chesnais, A. Sauvy) qui comparent les causes et les conséquences économiques, sociales et culturelles du déclin démographique en RFA et en France, et examinent les possibilités d'une politique démographique plus active dans les deux pays et en Europe.

RENÉ LASSENE, secrétaire général du CIRAC.

هكذا من الأصل

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Le Bade-Wurtemberg, au service de l'industrie

COMMENT une province réputée parmi les plus pauvres de la République fédérale, le Bade-Wurtemberg, capitale Stuttgart, est-elle parvenue, en quelques années, à se hisser au niveau des plus modernes et des plus prospères ? Réponse presque unanime : en cultivant de façon assidue les vertus chrétiennes traditionnelles, en étudiant, en travaillant, en épargnant, en suivant les conseils du bon docteur Späth. Voici nommé Lothar Späth, le ministre-président chrétien-démocrate du gouvernement provincial qui, depuis plus de dix ans, pilote avec efficacité le développement économique de son Land.

L'histoire du Bade-Wurtemberg ressemble à un conte moral éditant où le narrateur s'adresse aux qualités rustiques du pays mais laisse peu de place à la poésie. « Nous sommes une société d'ingénieurs », constate Rolf Linker, député européen social-démocrate de la région. « Le « schwäbische Typus » (le petit bricoleur souabe) est ingénieux, inventif », souligne de son côté le permanent du parti libéral FDP rencontré à Stuttgart.

Le Bade-Wurtemberg ne ressemble pas à la Ruhr, avec ses collines verdoyantes, ses vignes, mais l'impression dominante est néanmoins celle d'une région

et d'une politique — au service de l'industrie. Qui s'en plaindrait ? Le taux de chômage, soit 5,5 % de la population active, est le plus bas de la RFA, la production augmente ainsi que le revenu, les performances à l'exportation sont supérieures à la moyenne nationale.

Des entreprises moyennes et modernes

Lorenz Menz, secrétaire d'Etat auprès du ministre-président, met l'accent sur une structure industrielle favorable : à côté de quelques groupes puissants, au premier rang desquels figure Daimler-Benz, se situent une majorité d'entreprises moyennes et modernes, capables de s'adapter rapidement à la conjoncture. Une industrie diversifiée mais où néanmoins trois pôles dominent : l'automobile, la machine-outil, l'électrotechnique et l'électronique.

« On exagère beaucoup la dépendance par rapport à l'industrie automobile », (Daimler-Benz, Porsche, Bosch...) estime M. Leibling au ministère de l'économie. Tel n'est pas l'avis de notre interlocuteur du FDP : « La région du moyen Neckar pourrait bien devenir la

Les ingénieurs souabes, ingénieux et inventifs, misent sur la spécialisation et cultivent l'excellence de leurs produits

Ruhr de demain », ajoute-t-il. Une prévision que les difficultés de Porsche sur le marché américain et la légère baisse de régime de Daimler-Benz en 1988 ne suffisent pas à étayer.

Il a fallu retrouver une stratégie, améliorer notre marketing, spécialiser encore davantage notre production.

Ainsi ces firmes se développent, exportent, s'implantent à l'étranger, y compris dans le cas de Trumpf... au Japon où l'entreprise souabe détient 7 % du marché. Les entreprises agissent, le gouvernement régional les aide.

Nos deux interlocuteurs vantent avec chaleur la politique mise en œuvre par Lothar Späth, qui se concentre sur un nombre restreint d'objectifs : la formation, la recherche appliquée, la diffusion des acquis technologiques aux PME. « Il faut faire en sorte que les entreprises qui exportent aujourd'hui puissent exporter demain, et pour cela, l'essentiel, c'est la formation », souligne notre interlocuteur du ministère de l'économie.

L'accent est mis volontiers sur l'enseignement professionnel. Le Bade-Wurtemberg compte certes neuf universités mais aussi cinquante écoles supérieures techniques. Une originalité du cru : les Berufshochschulen, académies professionnelles qui combinent pendant six semestres (moitié-moitié) un enseignement théorique et un apprentissage, celui-ci s'effectuant de bout en bout dans la même firme. Les Berufshochschulen offrent dix mille

places. Mais grâce aux efforts des autorités régionales, il y a de surcroît dans les entreprises cent mille postes affectés à l'apprentissage.

Dans le même esprit — garantir la compétitivité par l'excellence de la production — Lothar Späth choisit la communauté scientifique. « En RFA, c'est le Bade-Wurtemberg qui a le plus grand nombre de chercheurs par rapport à la population », explique M. Leibling.

Sur ce thème, le secrétaire d'Etat Menz devient presque lyrique : « Späth a un style tout à fait particulier avec les scientifiques. L'ambiance ici leur est très favorable. Il a attiré deux Prix Nobel dans le Land. Il est parvenu à favoriser la collaboration entre chercheurs et industriels. »

Les transferts technologiques

Tout cela est exact et effectivement impressionnant. A. Ullrich, somnolait une faculté de médecine et de sciences naturelles. Le ministre-président a décidé de promouvoir la cité au rang de « ville universitaire », un nouveau concept à connotation médiatique, mais une opération apparemment réussie.

Le jeune professeur Rademacher travaille en liaison avec l'industrie sur les applications de l'intelligence artificielle. « C'est à Ulm, nous explique-t-il avec conviction, que les Européens sont en train de rattraper, voire de dépasser les Américains et les Japonais. »

Autre exemple : originale, efficace et peu coûteuse, une fondation, la Steinbeis Stiftung, animée par un proche de Lothar Späth, dont l'objectif est de favoriser au profit des PME les transferts technologiques. Elle parraine la création de « centres de transfert », lieux de rencontre où les professeurs de l'école technique supérieure du coin proposent aux chefs d'entreprise la mise au point d'un nouveau produit ou d'un nouveau procédé de fabrication.

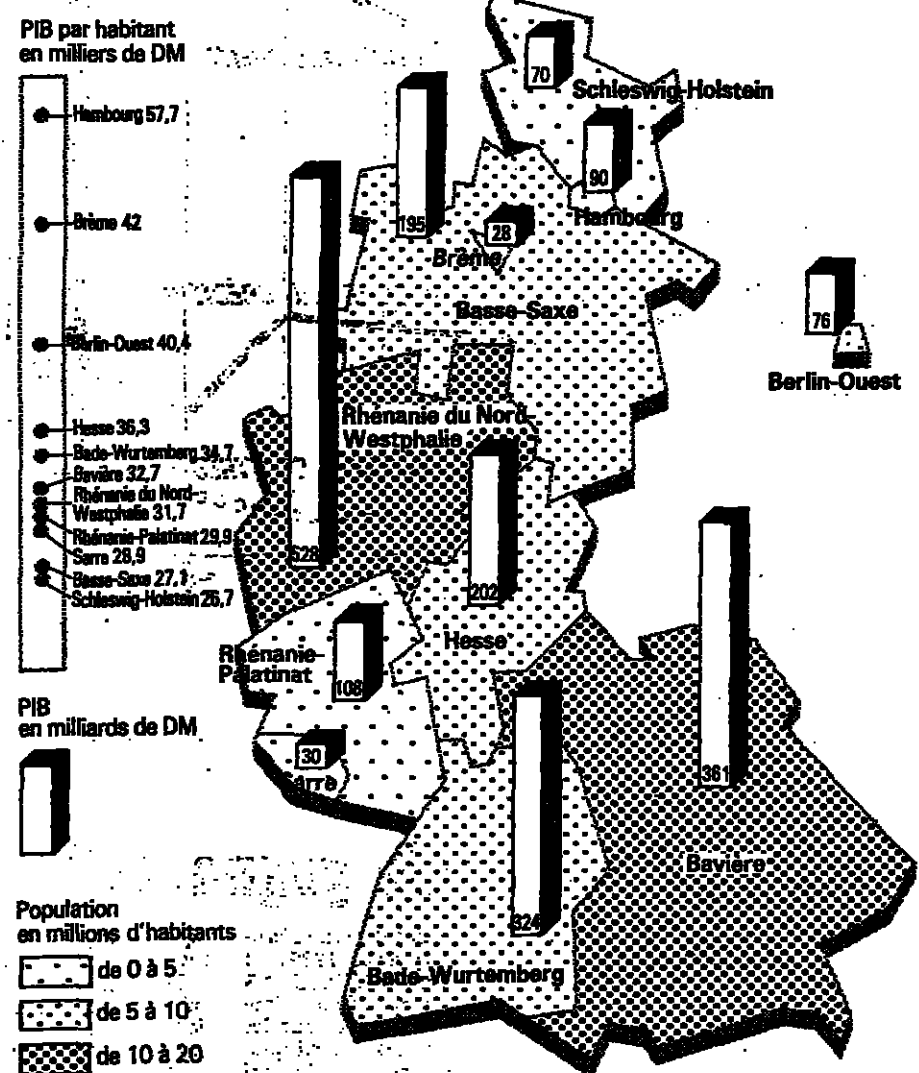
Les contrats ainsi conclus bénéficient de la garantie de la fondation. L'affaire tourne : quatre-vingt centres de transfert ont été créés en cinq ans, un seul a dû fermer.

« Ulm est important comme symbole de la domination de l'université par l'industrie, rechigne le député social-démocrate Rolf Linker. Notre problème n'est plus celui de la compétitivité mais celui des conditions de notre croissance, de l'utilisation de notre espace et de nos ressources... » « Nous nous sentons menacés par notre mode de production. Ce que nous reprochons à Späth, c'est de négliger ces données dans ses choix politiques. »

Cette sensibilité — sensibilité de luxe d'une société qui cultive l'excellence — existe en Bade-Wurtemberg comme dans le reste de la RFA. Cependant, jusqu'ici, en dépit d'un effritement des positions de la CDU, la majorité des électeurs apporte leur appui à la gestion de Lothar Späth.

de Stuttgart
PHILIPPE LEMAITRE.

Onze Länder



Face aux Japonais

« **L**ES exportations sont importantes dans toutes les branches industrielles sans exception : si l'une ou l'autre d'entre elles s'était vue concurrencée, elle ne réussirait pas à bien exporter. » Cette remarque de bon sens faite par un expert du BDI, l'Union fédérale nationale de l'industrie allemande, suffit à ramener à de justes proportions les propos alarmistes tenus de manière récurrente, sur un supposé retard technologique de l'industrie allemande.

Toutefois, la principale force de l'industrie d'outre-Rhin réside peut-être moins dans sa capacité à concevoir de nouveaux produits ultra-sophistiqués que dans celle de diffuser l'innovation, en particulier les acquis de l'électronique et de l'informatique — à travers toute l'industrie. Les quatre secteurs vedettes de l'industrie allemande, qui représentent chacun environ un dixième de la production, sont ainsi parfaitement à niveau.

Dominants sur le marché mondial, les Allemands sont capables, même problème majeur — au moins en terme de qualité — de tenir tête aux Japonais. Il s'agit de l'auto-

mobile, de la machine-outil, de l'électrotechnique et de la chimie. En matière de télécommunications, mais aussi de robotique, voire de biomécanique, les entreprises allemandes sont aux premières places. Dans plusieurs secteurs jadis en crise, elles ont retrouvé, grâce à la restructuration et à l'investissement, essor et créativité : c'est vrai pour la sidérurgie, mais c'est aussi vrai pour la mécanique de précision, l'optique ou, après avoir été balayés par les Japonais, les industriels d'outre-Rhin ont repris, au moins pour des produits très pointus, une place enviable.

Des points faibles

On relève cependant quelques points faibles. Dans le cas des biotechnologies, cette dernière pourait être provisoire : l'industrie chimique, longtemps hésitante, est désormais prête à aller de l'avant pour relever le défi américain, suisse ou japonais. Mais elle est encore au stade de l'incertitude, juridique et législative, les questions actuelles sont levées. L'opinion publique, relayée par plusieurs partis politiques, demeure

méfiante à l'égard des manipulations génétiques. L'autre défaillance est d'une plus vaste ampleur : il s'agit de l'informatique — on ne construit pas de gros ordinateurs en RFA — et davantage encore de la filière électronique. « Il existe assurément des niches, des créneaux où nous sommes très présents et très compétitifs. Mais, malgré les efforts entrepris, la production de masse, celle des semi-conducteurs, demeure un vrai problème », constate le spécialiste du BDI.

Même écho teinté d'inquiétude au ministère de l'économie : « On a besoin de « chips » sophistiquées, car c'est la base de tout. Le projet « mégabit » mené par Philips et Siemens — un demi-succès ou un demi-échec, comme on veut — nous a permis de rattraper les Japonais. »

« Nous espérons que grâce au projet « Jessi », animé par ces deux mêmes partenaires et par le groupe franco-italien SGC-Thomson, nous parviendrons vraiment à niveau. » Au BDI, comme au ministère de l'économie, on souligne que ce problème ne peut être traité et résolu qu'au niveau européen.

P. L.

NOUVEAUTÉS

ARMAND COLIN, L'HISTOIRE

LA GRANDE PEUR DE 1789 suivi de Les Routes Révolutionnaires par Georges Lefebvre 272 pages, 129F

« L'œuvre de G. Lefebvre est l'une de celles qui dominent l'historiographie de la Révolution française, et la « Grande Peur » en est peut-être le titre le plus célèbre. » Jacques Rancé

LA GRÈVE DES CHEMINOTS 1920 par Annie Kriegel 256 pages, 149F

« La fil d'Ariane d'Annie Kriegel, c'est cette culture ouvrière qu'elle comprend, traduit, dont elle imprègne la trame de l'histoire. » Glébe Philippe Roger

LA CARMAGNOLE DES MUSES L'homme de lettres et l'artiste dans la Révolution par Jean-Claude Bouvier 464 pages, 179F

« La Révolution française a-t-elle été une révolution culturelle ? Les études minutieuses et nerveuses de « La Carmagnole des muses » versent de nouvelles pièces au dossier. » Le Monde Roger Chartier

ARMAND COLIN

LICENCE EUROPÉENNE DES AFFAIRES

avec le centre de management aux affaires de Genève

10 mois de management et de missions professionnelles européennes

ADMISSION

Jeunes cadres, licence, DEUG, DUT, BTS ou diplôme étranger équivalent.

IEMI INFORMATION-ADMISSION

(1) 42 66 66 82

INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

ETABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EUROPEEN

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

TELEPHONE : _____

IEMI 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.66.66.82

Pour vous ouvrir les grandes carrières du Management Hôtelier International Paris-Genève-Londres-New York

INSTITUT INTERNATIONAL Maxim's de Paris

3 années de Formation Supérieure de Management Hôtelier

Admission : 1^{re} année : BAC
2^e année : BTS, DUT, DEUG, Licence.

(1) 42 66 66 82

MAXIM'S

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

TELEPHONE : _____

MAXIM'S 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.66.66.82

La chronique de Paul Fabra

L'ange noir de la démesure

L'acte de nouveau question que du destin de l'Allemagne. De même que, avec le temps, de très nombreux esprits, notamment en France, se sont faits à l'idée — en soi totalement inacceptable et antinomique — d'équilibre de la terre, de même beaucoup ont fini par ne concevoir l'équilibre européen qu'à l'ombre des zones d'influence militaire des deux superpuissances. Qu'un jour peut-être prochain l'affaiblissement de l'empire soviétique — un événement que chacun était censé souhaiter et dont on n'osait même pas rêver — rende enfin possible l'ouverture des pays de l'Est européen au système économique et politique occidental produit chez certains une sorte de panique intellectuelle.

Où va-t-on ? Et, en particulier, où ira l'Allemagne, qui pourrait ainsi trouver l'occasion sinon de se réunifier, du moins de constituer progressivement un ensemble germanique diversifié mais bien réel ? On voit cette menace d'une formidable attraction sur tous les pays de l'ex-Mittelleuropa, cette fameuse « Europe du milieu » si mal définie, mais dont la seule évocation suscite autant de nostalgies que de craintes.

Quitte à contredire tous les Bainville (1) en disant que, pour le sauvetage d'un futur équilibre européen moins directement surveillé par Moscou et protégé par Washington, la question de savoir si l'Allemagne restera totalement (et tragiquement) divisée comme elle l'est aujourd'hui, quarante-quatre ans après la fin de la guerre, ou bien, au contraire, évoluera vers une unification de fait ou de droit n'est pas et ne doit pas être la question fondamentale. Et cela pour trois raisons au moins.

La première est (évidemment) qu'elle n'est pas d'actualité, au moins aussi longtemps que la RDA (2) sera gouvernée par une vieille garde marxiste absolument rétrograde (cette dernière une fois disparue, il faudra sans doute encore beaucoup d'années avant que le problème de la réunification puisse se poser, s'il l'est jamais au cours de la présente génération, en termes politiquement négociables). La deuxième est que personne n'a le droit de se substituer aux aspirations du peuple allemand et que, contrairement à ce que beaucoup redoutent ou font semblant de redouter, rien n'indique qu'en profondeur ce peuple, si attaché soit-il (et comment ne le serait-il pas ?) à l'idée de la réunification, soit prêt à lui sacrifier les acquis de la démocratie et du bien-être.

La troisième raison est que, s'il existe une propension proprement germanique à la démesure, et sans doute existe-t-elle (ce qui ne veut pas dire que d'autres nations n'y soient pas, à leur manière, sujettes), rien n'indique qu'en profondeur ce peuple, si attaché soit-il (et comment ne le serait-il pas ?) à l'idée de la réunification, soit prêt à lui sacrifier les acquis de la démocratie et du bien-être.

RFA (à peine plus de la moitié du territoire reconnu par le traité de Versailles) que dans un cadre un peu plus large.

Dans le monde tel qu'il existe, où le mariage de la terre et le mariage (sauf en paroles) pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne sont pas à la veille de disparaître, ni les Allemands ni les autres Européens ne sont en mesure de faire quoi que ce soit de décisif en faveur de la réunification. En revanche, il dépend entièrement des premiers, et accessoirement des seconds, via la construction communautaire de l'Europe, de la mesure, s'il venait à croquer la tête, l'ange noir de la démesure. Une tâche d'immense portée, marquée par les grandes réformes monétaires et économiques promulguées le 20 juin 1948 pour mettre fin, selon des méthodes alors considérées comme caduques par les neuf disarènes des intellectuels européens (et une bonne moitié des intellectuels américains), à plus de trois années d'invasible chaos et de misère.

C'est cette reconquête d'un ordre, mais d'un ordre fondé sur la liberté politique et économique des citoyens, contre la tyrannie de l'outrecuidance (portée à son paroxysme par Hitler), qu'il convient d'avoir à l'esprit pour supporter les chances de voir les Allemands, durablement ou pas divisés en deux États, et leurs voisins immédiats vivre en bonne intelligence, comme ils le font depuis plusieurs dizaines d'années. Il convient d'accorder d'autant plus d'attention aux facteurs de reconstruction — et ne pas se tromper sur leur sens — que, comme tout ordre social laissant à chacun de ses membres la plus large autonomie possible, celui-ci est fragile. Et si, à cet égard, la République fédérale continue à faire preuve d'une bonne santé encourageante, les ombres manquent de moins en moins au tableau.

Un haut et savant fonctionnaire de la RFA, l'un des plus influents aussi, analyse en ces termes les raisons de l'avance économique que la RFA a rapidement prise — ce qui était loin d'être de soi — sur les autres grands pays européens dès les années 50. Me parlant plus particulièrement des différences entre son pays et la France, il en voit trois qui, dans l'ensemble, ont joué de façon déterminante en faveur de la RFA : la décentralisation, dont l'Allemagne fédérale a aujourd'hui une expérience de plus de quarante ans, accomplie selon des modalités qui vont beaucoup plus loin que tout ce qu'on pourrait envisager en France ; le choix fait dès le printemps de 1948, sous l'impulsion de Ludwig Erhard et contre l'avis de la majorité des experts et

politiciens (allemands et étrangers) de l'époque, en faveur d'une économie de concurrence interne et externe ; enfin, les buts non les moins importants.

Ces trois options, d'inspiration nettement libérale, ont un trait commun qui fournit la clé du retour heureux des Allemands dans le concert des nations occidentales. Si, par leurs effets, elles ont puissamment contribué à donner du ressort à l'économie allemande, elles sont par nature autant de barrières à la tentation de la puissance pour la puissance, aux projets démocratiques, civils ou militaires. C'est évident pour la première, à telle enseigne que la division du pouvoir politique en instances fédérales (centrales) et locales (Länder et municipalités) est aussi une cause de retard pour la prise des décisions (un programme de centrales atomiques du type français aurait pratiquement été impossible en Allemagne, même avant l'arrivée des Verts sur le devant de la scène politique. Est-ce tout à fait un mal ?). Mais les deux autres options sont aussi, indirectement, des agents de modération.

Quand on joue à fond la compétition internationale, on doit s'interdire certaines dépenses improductives. Ce retranchement prive la République fédérale de panache (ce n'est pas elle qui se lancera dans la construction d'un Concorde), mais il confère aussi de la force, une force toute-fois constamment appelée à se mesurer à ses concurrents, et donc à éprouver ses limites.

Le sens retrouvé de la mesure découle encore plus sûrement d'une gestion monétaire placée sous le signe de la prudence. Les Allemands sont fiers du deutschemark, mais cette fierté n'a rien d'offusquant, fondée qu'elle est sur une longue pratique de l'autodiscipline, et donc sur la renonciation à certaines facilités données par une politique de crédit relâchée. Le régime national-socialiste, c'était aussi la mainmise absolue de l'État sur l'appareil du crédit : on émettait autant de monnaie qu'il en fallait pour servir les ambitions de l'État, tout en réprimant les effets inflationnistes de ce débordement par des contrôles des prix et des changes draconiens.

De ces méthodes autocratiques et autarciques, l'ouverture sur le monde extérieur, la liberté totale des mouvements de capitaux dans un climat de conservation du pouvoir d'achat des signes monétaires exempt de toute mesure coercitive sont l'exact contre-pied. Elles sont aussi de garde-fous contre le « n'importe quoi » et surtout contre le redoutable « à n'importe quel prix » caractéristique des régimes d'abus de pouvoir.

Au fil des ans, la délicate machinerie de la Sozialmarktwirtschaft (économie sociale de marché) a eu tendance à se relâcher et, parfois, à se gripper. Dans plusieurs domaines se manifeste une dérive susceptible, si on n'y prend garde, de mettre en péril le savant système de poids et de contre-poids dont les Allemands peuvent se féliciter.

C'est vrai que le gouvernement Kohl a réussi à freiner la progression des dépenses publiques. Elles n'augmentent plus depuis 1982 que de 2 % à 3 % par an, contre 8,7 % pendant les douze années antérieures. Contrairement à ce qu'il prétend, il s'agit, en matière d'assainissement financier, ses exploits. Il n'est pas parvenu, en particulier, à remplir sa promesse de diminuer les énormes subventions, dont le total s'enrichit de 25 % depuis 1982 (de 112 à 137 milliards de deutschemark). La bouillotte de la Ruhr qui alimente les centrales revient à 270 deutschemarks le tonne, alors que, débarquée à Hambourg, 1 tonne de charbon canadien coûte 70 deutschemarks.

La perpétuation des subsides publics ne traduit pas seulement un refus de changement et un obstacle aux importations. Les phares fondateurs de l'économie sociale de marché à proclamation que ce dernier est vite dénoté si les engagements ne sont pas tenus par ceux qui les ont contractés. Or tel est, en définitive, le plus souvent, le sens profond des aides de l'État.

Plus scabreuse se révèle peut-être une immense affaire qui trouble plus que toute autre les meilleurs parmi les responsables de l'économie allemande. Mercedes-Benz, devenu le plus grand groupe industriel du pays, et qui contrôle la plus grande banque allemande, s'apprête à fusionner avec le plus important fabricant d'armements, Messerschmitt-Bölkow-Blom (MBB). Il ne s'agit pas de ressusciter, à propos des ambitions du patron de Mercedes, Edzard Reuter, le spectre du marchand de canons allemand.

Allemand, un producteur de canons n'est ni plus ni moins dangereux qu'un Américain ou un Français spécialisé dans le même genre d'activités. On peut lui faire confiance, comme à ses confrères, pour exercer le maximum d'influence — d'où l'intérêt d'être un mastodonte — sur les hommes de la politique pour décrocher les contrats (généralement tellement lucratifs que les producteurs d'armes perdent souvent le sens de la compétitivité, ce qui les amène généralement à privilégier de plus en plus les fabrications militaires au détriment des civiles).

Le gouvernement allemand est ici en pleine contradiction avec lui-même. A Bruxelles, il ne veut pas que la Commission européenne se substitue au contrôle des fusions, ententes, monopoles et OPA. Son attitude ne manque pas à première vue de bons arguments : il redoute que Bruxelles ne se prononce sur des critères dits de politique industrielle, en effet assez vagues et surtout terriblement biaisés en faveur des monopoles ou quasi-monopoles. Or que fait-il pour justifier sa décision déjà prise, mais pas encore officiellement annoncée, de passer outre l'avis négatif donné par le Kartellamt de Berlin (l'organe de contrôle national) ? Il laisse entendre que le Kartellamt a un point de vue trop étroit, confiné à l'Allemagne, alors qu'il faut se préparer au grand marché européen (la concurrence sur les mitrailleuses y sera-t-elle vive ?) et — typique argument de politique industrielle — former des groupes à la taille des entreprises américaines (General Motors, comme on sait, fait merveille) et japonaises.

La meilleure façon de donner du muscle à l'Europe est-elle d'installer au cœur de la RFA un géant occupant 400 000 personnes dont on a quelque raison de douter qu'il sera en mesure, comme veut l'espérer le gouvernement Kohl, de réduire les coûts de l'Airbus et des usines d'armement de MBB. Comme pour caricaturer les objectifs de la décentralisation des villes de Brême et de Hambourg entendant s'agiter au droit de veto. On verra alors si Edzard Reuter pourra imposer les restructurations dont il a fait rêver le gouvernement.

Depuis quelque temps, le deutschemark donne des signes de faiblesse. Phénomène passager ou première manifestation d'un mal caché ? Si on compare les poids respectifs des économies allemande et américaine, on s'aperçoit que, proportionnellement, cette devise joue un rôle de monnaie de réserve plus important que le dollar. Autrement dit, les pays étrangers détiennent une quantité croissante de créances sur les banques ou sur le Trésor allemands.

Si l'Allemagne (qui reste encore très largement créancière) continue à s'endetter de cette manière, un moment arrivera où la Bundesbank risquera à son tour de perdre la maîtrise de ses taux d'intérêt et de la régulation de sa monnaie. Or n'existe que deux catégories de banques centrales : celles, très peu nombreuses, qui commandent à leurs propres affaires et toutes les autres, que les excès de leur émission ont rendus plus ou moins impuissantes.

(1) Jacques Bainville (1879-1936) historien ultraroyaliste.
(2) La RDA, dite Allemagne de l'Est, est le centre de l'ancienne Allemagne dont l'Est a été annexé par la Pologne et l'URSS.

L'équilibre social, mais...

(Suite de la page 1.)

Ce point de vue est largement partagé. Ceux qui ont été formés dans l'immédiat après-guerre connaissent des difficultés pour évoluer. Alors que l'économie se spécialise sur des produits hauts de gamme à forte valeur ajoutée, les salariés âgés sont touchés par un chômage de rationalisation. Des mesures spécifiques sont prises, que les entreprises ne financent pas toujours.

Du sang neuf

Dans ce contexte, également, apparaît le débat « sensible » à propos de l'immigration des Allemands du « grand Est » qui, pour être de culture germanique, ne parlent pas toujours la langue de Goethe. Pour partie formée, ceux-ci sont arrivés à Berlin et à Francfort, principalement, à raison de 200 000 en 1987 et de 300 000 en 1988. Ils devraient être 3 millions d'ici à 1992, bénéficiaires d'une « immigration sélective », ainsi que la qualifie M. René Lasserre, secrétaire général du Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC).

« Économiquement déléguée, dit-il, elle apporte un sang neuf pour le financement des régimes sociaux et elle soutient la démographie grâce à un nombre d'enfants supérieur à la moyenne nationale. » Quelquefois jalouse, provoquant le mécontentement des catégories les moins pourvues, cette population nouvelle profite de programmes importants. Soutenue par des mesures d'insertion, elle accepte les emplois dont les Allemands et les immigrés « intégrés » ne veulent plus.

« Socialement et économiquement, le bilan de leur intégration sera très positif », promet le

patronat, compte tenu de la désaffection des jeunes pour les filières de l'apprentissage quand il s'agit des métiers industriels classiques, tels que la mécanique ou, encore, le bâtiment. L'an passé, 50 000 places de stages dans les entreprises n'ont pas trouvé preneur.

Toutefois ces évolutions importantes ne se comprendraient pas sans le mode d'organisation sociale en vigueur en RFA qui assure un équilibre consensuel. Venu de très loin dans l'histoire, le système de la cession n'a cessé de se développer, les deux dernières étapes ayant été franchies avec la loi de 1972, pour toutes les entreprises privées, puis avec la loi de 1976, pour celles qui emploient plus de 2 000 salariés. Dans ce dernier cas, le conseil de surveillance est devenu paritaire et le directeur du travail, membre du directoire, ne peut être désigné sans l'assentiment du syndicat.

Toute la vie dans l'entreprise est régie par le principe du « donnant-donnant » et les accords, y compris salariaux, s'appliquent impérativement à toute une branche professionnelle. L'ensemble constitue un régime aux règles contraignantes, dominé par la « flexibilité interne », par opposition à la « flexibilité externe » — licenciements, travail précaire — que pratiquent la France et plus encore la Grande-Bretagne.

Un dosage des pouvoirs

Dans ce dosage des devoirs et des pouvoirs, chacun trouve son compte. Les employeurs se refusent au « dumping social » qui perturberait les conditions de la concurrence. La puissante centrale DGB, forte de ses 7,5 mil-

lions de membres, soit près de 40 % de la population salariée, peut défendre un « syndicalisme de services » dans lequel le poids de ses experts dépend du sens collectif de la responsabilité. Même le gouvernement de M. Helmut Kohl, qui avait pourtant promis un dévergondement, n'est pas allé très loin dans la remise en cause d'un édifice très équilibré, volontairement uniforme, et qui a fait de l'Allemagne un pays de classes moyennes.

A cause de ses résultats, ce modèle élaboré connaît aujourd'hui des problèmes, significatifs d'une société riche. Par exemple, on y discute beaucoup du travail du samedi et du dimanche, pratiquement inexistant, sauf pour des raisons techniques ou technologiques. Siemens a obtenu un accord spécial pour fabriquer sa « mega-chip » en continu. Ailleurs, se multiplient les accords dérogatoires d'entreprise, comme

chez BMW, qui permettent le travail du samedi.

Toutefois, si le blocage peut être contourné localement, les syndicats n'en refusent que mieux un changement des conventions collectives de branche. L'affaire des horaires d'ouverture des magasins, est encore plus instructive : à la suite d'un compromis, un projet de loi prévoit l'instauration d'une « soirée de service » le jeudi jusqu'à 21 heures, en contrepartie d'un raccourcissement de l'horaire du samedi, les magasins restant ouverts jusqu'à 13 heures, au maximum.

En réalité, les petits commerçants ne veulent pas d'un allongement des horaires qui altérerait leurs conditions de vie, allongerait leurs charges et profiterait surtout aux grands de la distribution. Les chaînes et les grandes surfaces sont également partagées, qui craignent une augmentation de

leurs coûts fixes, supérieure à la progression de leur chiffre d'affaires. De leur côté les syndicats ont accepté la solution gouvernementale pour pouvoir « entrer » progressivement le samedi mais sont bien embarrassés, puisque leurs adhérents réclament cette facilité de consommation ou d'usage de leur temps libre.

La recherche de la qualité

En RFA, la durée effective du travail diminue. Actuellement, 60 % des salariés disposent de six semaines de vacances. Sans modifier leurs horaires d'ouverture et avec un salaire maintenu, les 600 000 salariés des banques effectuent 39 heures par semaine depuis le 1^{er} avril 1988. Au 1^{er} avril 1989, les entreprises de la métallurgie ont ramené la durée hebdomadaire moyenne à 37 h 30. Dans la sidérurgie, on

applique les 36 h 30 hebdomadaires depuis le 1^{er} novembre 1988 pour sauver de l'emploi.

« L'Allemagne est vraiment devenue une société de loisirs », commente M. Lasserre. On s'y interroge donc sur l'utilisation commerciale ou pas du temps libre. Il y a arbitrage sur des valeurs, comme pour l'écologie. Ce haut niveau ne provient pas que des conquêtes sociales, mais réside dans la volonté des partenaires de privilégier « le qualitatif sur le quantitatif », ainsi que le note M. Bernard Brunhes.

Un rôle décisif est ainsi accordé à la formation : tout se noue autour du « système dual » d'apprentissage en entreprise qui absorbe les deux tiers d'une classe d'âge à la sortie de la scolarité et fournit 62 % des diplômés de l'industrie. Également paritaire, ce mode de formation en alternance repose sur la confiance des syndicats dans les capacités pédagogiques de la vie professionnelle et sur la conscience qu'ont les entreprises de leur devoir éducatif.

Les firmes financent d'ailleurs cet effort sans l'incitation d'exonérations ou de subventions. L'on constate d'ailleurs que le contenu des métiers réduit les échelons d'encadrement ou a limité le recours au taylorisme, ce qui a sans doute permis à l'industrie allemande de mieux s'adapter aux mutations technologiques.

Dans l'Europe de 1993, le modèle social allemand risque d'être un peu isolé ou de souffrir de sa domination économique, à moins que les autres pays se rapprochent de ses normes fortes. Les syndicats allemands, en tout cas, se déclarent à la fois sûrs de leur force et préoccupés. Dans leur pays, ils ne redoutent pas une déréglementation qui ruinerait le consensus.

En revanche, ils craignent une vague de « délocalisation » qui conduirait les entreprises à s'installer à l'étranger, parce que les minima sociaux y seraient plus profitables. A terme, l'évolution démographique repenserait en tout cas un handicap sérieux pour la vitalité économique en Allemagne fédérale.

ALAIN LEBEAUME.

(Publicité)

Vous cherchez à vendre ou à acheter une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce

C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISÉ "LES ANNONCES" EN FOND DE COMMERCE

que vous trouverez tous les lundis les toutes dernières affaires

En vente partout 6,30 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél.: (1) 48.05.30.30

هكذا من الأدلة

ET ON NE PARLERA PLUS DE L'AUTOMOBILE COMME AVANT.

Désormais, on ne parlera plus de l'automobile comme avant. Fruit de 5 ans de recherches et de 7,5 milliards d'investissements, la nouvelle Citroën XM inaugure une nouvelle conduite. Elle anticipe les irrégularités de la route, supprime toute sensation parasite, accroît la sécurité.

La suspension hydropneumatique pilotée par ordinateur enregistre les contraintes de la route avant même que vous ne les ressentiez...

5 capteurs reliés à un calculateur analysent les impulsions à la source: direction, freinage, accélération, transmission, débattement. Le calculateur adapte aux centièmes de seconde l'état de la suspension et corrige, efface, maîtrise les imperfections de la route. L'assiette reste constante dans les virages, la tenue de route parfaite.

La technologie Citroën s'applique aussi aux autres fonctions de la XM V6: puissance et souplesse d'un six cylindres de 170 ch DIN (123 kw CEE), système de freinage antiblocage de série (ABS), ordinateur de bord multi-fonctions, ergonomie poussée des équipements, fonctionnalité de l'espace intérieur, visibilité maximum (vitrage 3,25 m²), Cx de 0,30...

La XM est une nouvelle approche de la sécurité, pensée dans les moindres détails, pour vous offrir le plaisir de maîtriser la route. Nouvelle Citroën XM. La route est maîtrisée.

Modèle présenté: XM V6, option jantes alliage. Consommations CEE: 7,8 litres à 90 km/h - 9,6 litres à 120 km/h - 15 litres en cycle urbain. Relations clientèles 05.05.24.24 (appel gratuit) ou Minitel 3615 Citroën.

LA ROUTE MAÎTRISÉE.

Culture

CANNES 89

En ce dernier week-end, chaque spectateur se prend pour un juré et y va de ses pronostics. Le film de Patrice Leconte, *Monsieur Hire*, a fait son entrée sur les listes des possibles. Quoi qu'il advienne, le couple Michel Blanc-Sandrine Bonnaire, magistralement dirigé, a gagné tous les cœurs, on ne peut pas en dire autant du couple de *Chimère*. Quant à *Torrents of Springs* de Skolimowski, on va l'oublier vite. La compétition, faite pour confirmer les espoirs, arrive parfois à contre temps. La Semaine de la critique, réservée aux premières et secondes œuvres, est finalement plus sûre. Et, comme souvent, c'est dans les deux sections rivales Un certain regard et la Quinzaine des réalisateurs que l'on découvre ou que l'on retrouve les vrais originaux du cinéma.

SELECTION OFFICIELLE

« Chimère », de Claire Devers ; « Eaux printanières », de Jerzy Skolimowski ; « Monsieur Hire », de Patrice Leconte



Dimanche

Ce dernier dimanche a été très long. Depuis quelques jours, les choses se détraquent un peu. Normal, à la fin. Des jeunes gens réunis en jury ont décerné « le prix de la Jeunesse » à un film qui s'intitule *Erreur de jeunesse*. CQFD.

A 11 heures du matin, salle Bazin, démonstration d'Audioclip, un procédé mis au point par August Coppola à l'université de San Francisco, et qui doit permettre aux aveugles d'aller au cinéma, de voir en quelque sorte avec les oreilles. On projette une scène des *Diaboliques*, de Clouzot. Dans la salle, beaucoup de monde. Des non-voyants. Une voix d'homme volontairement neutre, « sans sentiment » pour ne pas interférer avec les dialogues, commente l'action. Curieusement, le mot « lumière » revient tout le temps.

On ferme les yeux pour mieux apprécier l'efficacité du procédé. Et puis on a la chance de pouvoir les ouvrir... Que voit-on ? Paul Meurisse sort de la baignoire et s'arrache des orbites les faux globes oculaires placés là pour faire mourir de peur Véra Clouzot...

On sort sur la Croisette. C'est l'heure du pan bagné pour les feutiles bleus pour les migrants du week-end, les exclus des cocktails, des projections, des films. Dans le ciel, vingt-deux petits avions traquent des banderoles : « En 1982, Christophe Colomb, le film ». Ce sont les espérances des frères Salind, producteurs de la série des *Superman* qui flottent ainsi au vent, dans une vilaine rumeur d'escadrière.

L'heure des pronostics

Il y a quelques années, une poignée de professionnels primés avaient projeté de s'approprier cette publicité volante. Ils avaient même versé des arnaques pour quelques calicots iconoclastes : « Vivement Venise », ou « Sous le bunker, la plage ». Au dernier moment, ils n'ont pas osé.

Un homme, à la hauteur du Carlton, regarde en souriant passer les célébrités. Lesquelles ? Peu importe. « Qui c'est celui-là ? », est la question fatale de tous les chasseurs d'autographes lorsqu'ils ont obtenu la signature de... Ils ne savent pas au juste.

De toute façon l'homme qui regarde en souriant ne voit pas. Il a une canne blanche. Il symbolise à merveille l'état des pronostics sur la palmarès, à la veille de la clôture. Tout ce qu'on sait, c'est que le président Wenders ne plaisait pas avec la discipline, ses jurés marchent droit et débattent beaucoup.

DANIELE HEYMANN.

Des trois films en compétition, seul *Monsieur Hire* emporte l'adhésion avec Michel Blanc enfin sorti de l'univers des Bronzés et Sandrine Bonnaire au mieux de sa forme.

Alice, l'héroïne de *Chimère* de Claire Devers, est toute contrainte ; très excitée, elle annonce à Léo : « Je suis enceinte ». Silence douloureux de Léo avant une vague protestation : « Mais si ça me fait plaisir... ». A tel point qu'il court se planquer chez lui, fait le mort. Comme Alice (Béatrice Dalle) est une nature, elle enfonce la porte, il y a une casserole d'eau sur la tête avant de lui dire qu'elle a confiance en leur amour. Léo (Wadeck Stanczak) apparemment un peu moins. Ça se confirme rapidement, lorsqu'il lui rend visite au centre médico où elle travaille, dans la forêt landaise. Ils font l'amour, et soudain Léo s'arrête, désolé. Il a une panne (valeur en hausse sur les écrans, la panne de l'homme au pin, grosse cote, surtout qu'il n'y a pas de panne chez la femme). Fils, il a l'impression de faire l'amour avec le lit, sans elle. Charmant cet aveu.

Dans la journée, Léo travaille dans un cabinet d'architecte. Il a un bon copain, Fred (excellent Francis Frappat), avec lequel il entretient des rapports bizarres. Il serait mieux de coucher avec lui, parce que ça a sans doute quelque chose à voir avec sa panne et sa peur des bébés. ON dit ça pour lui, d'autant qu'il aime la

vie et les hommes de chantier, mais il préfère jouer avec Mimi, la petite sœur d'Alice. On s'en aperçoit très vite, Léo est très malsain et très antipathique.

Macho pète-sec

Par vanité, il provoque un accident. Ses yeux, ses plaisanteries, sont bêtes et méchantes. Il essaie bel et bien de noyer Alice, la tabasse copieusement, insulte ses amis jusqu'à ce qu'Alice retourne chez sa mère. Tout cela ne peut finir que très mal, mais ce n'est pas grave parce qu'on n'y croit pas un instant. La psychologie des personnages est trop incertaine pour retenir longtemps l'attention.

Pourquoi Alice resterait-elle avec Léo, macho pète-sec ? Pourquoi d'ailleurs cette image masculine si odieuse, affligeante ? Il y a sûrement quelque chose qui n'aime pas les hommes dans cette affaire. Reste une mise en scène efficace parfois, mais pas au point de rattraper le casting désastreux des rôles principaux. Les petites mines coincées-farouches de Wadeck Stanczak, plus ouvert chez Tchéché semble-t-il, passent mal.

Béatrice Dalle en météorologue bordelaise est aussi crédible que Mickey Rourke en saint François. Elle a toujours son papillon tatoué sur l'épaule, joli, comme Rourke son gros tatouage (dragon ? sirène ? spaghetti ?) sur l'avant-bras, ce qui est plutôt drôle quand il se roule tout nu dans la neige, mais, en y repensant, totalement ridicule.

Reste aussi le bon Frappat, et l'exquise Julie Bataille dans le rôle

de Mimi. Elle a treize ans, elle est belle, juste, elle joue parfaitement bien des choses difficiles. C'est le personnage le plus vrai de cette histoire. Une pure merveille.

On aimait bien aussi Tourgeniev, Nastassja Kinski, Skolimowski, mais le poème que ce dernier a concocté avec les deux autres est simplement délavé, sous le titre *Torrents of Springs*, soit en français, *Eaux printanières*, (on dirait une eau de toilette en solde). Un noble Russe et pauvre, Dimitri Samine (Timothy Hutton), tombe amoureux d'une rencontre de voyage, Gemma, avant d'être ravagé par une grande passion pour la femme d'un de ses amis, Maria (Nastassja Kinski) : elle le mène à sa perte, évidemment. Il n'y a pas grand-chose à sauver ici.

Inhumain et fragile

Timothy Hutton a l'air d'un brave abrut, Gemma d'une fille gentille et triste. La fête en plein air, le duel, sont convenus, fastidieux. Sans parler des diners accompagnés de violons interminables, ni des fêtes glissées avec prédictions de bonne femme et philtre fatal. Nastassja, qui est un amour certes, porte une grosse perruque jaune avec des anglaises à ressort. Quand elle veut exprimer son émotion ou sa joie muette, elle bat des paupières à petits coups appuyés, comme si elle avait un problème de lentilles. On a le sentiment confus qu'elle s'est beaucoup ennuyée récemment.

On a plus de chance avec Simeon. Le roman les *Flanquilles* de M. Hire avait déjà été adapté par

Julien Duvivier en 1946. Patrice Leconte en donne aujourd'hui une version différente dans l'esprit, mais tout aussi noire. Monsieur Hire (Michel Blanc) vit tristement dans la solitude d'un village de la région de la Loire. Il travaille dans la couture, fibre des souris blanches, s'habille de noir. Il est seul. Les gens le détestent, il s'en foute : il ne les aime pas non plus. Mais quand un meurtre est commis tout près de chez lui, la police trouve presque naturel de commencer par interroger ce vieux gars qui ne se souvient de rien.

Dans la cour de son immeuble, il peut voir tout ce que fait sa nouvelle voisine, Alice (Sandrine Bonnaire), dont la beauté le fascine et qu'il contemple des heures d'affilée, debout derrière la vitre. Il sait tout d'elle, des choses dangereuses, des secrets. Il a peur aussi de son amour pour elle et, sans qu'on en dise rien, il se fait tatonner l'épave, mais on ne sait pas pour quel de motif.

Patrice Leconte, qui était sorti de la facilité des *Bronzés* avec l'incroyable *Tandem*, signe là son meilleur film. La mise en scène est souple, rapide, toute en gros plans : l'interaction bien faite. Michel Blanc, avec son petit manteau, son petit cartable est tout à tour inhumain, un visage à la Klaus Kinski, et très fragile, extraordinaire. Sandrine Bonnaire est géniale comme d'habitude, de force, de naturel, de beauté, de perversité ; de tant de qualités contraires et complexes qui la placent bien au-dessus de toutes les corniches de sa génération.

MICHEL BRAUDEAU.

Un entretien avec Patrice Leconte

« La possibilité de raconter une histoire d'amour »

Il a tourné des films comiques avec les acteurs du Splendid, dont Michel Blanc. Et puis, un film d'action avec un couple d'aventuriers, Bernard Giraudeau et Gérard Lanvin : les *Spécialistes*. En 1987, *Tandem* (Jean Rochefort et Gérard Jugnot) fut une surprise comédie humaine. Et cette année Patrice Leconte arrive en sélection officielle au Festival de Cannes, avec *Monsieur Hire*, film noir en apparence. Pas si simple, car il y a l'amour... Un film d'auteur.

« Comment vous est venu l'idée de réaliser une adaptation d'un roman de Georges Simenon ? »
« Eh bien, j'avais vu *Panique*, le film de Julien Duvivier tourné après la guerre, mais je ne savais pas que c'était une adaptation de Simenon : j'avais mal lu le générique. J'ai aimé l'histoire de ce type qui a une drôle de gueule et tombe amoureux d'une fille qui se sert de lui. Après *Tandem*, je n'avais pas de projet. Philippe Carasso, qui connaissait mon enthousiasme pour *Panique*, me signala le roman dont le film a été tiré : les *Flanquilles* de Monsieur Hire. Je l'ai lu.

« Vous utilisiez souvent le gros plan, en resserrant l'espace, ce qui donne une grande intensité au film et une extrême concision. Est-ce une volonté délibérée de mise en scène ? »

Certaines lectures cristallisent des envies inconscientes. Celle-ci m'a montré la possibilité de raconter une histoire d'amour — ce que je n'avais jamais fait. Je voulais un film sensuel et très pudique, supprimer en partie le rôle de la foule, voisins, concierges, commerçants, pour éviter le naturalisme et les scènes pittoresques, même si j'aime tout cela dans un certain cinéma français. Je ne voulais m'intéresser qu'aux deux personnages principaux, Monsieur Hire et Alice.

« Les lieux où se passe l'histoire paraissent étranges... »
« C'est la banlieue d'une grande ville, mais je ne veux pas de précision géographique, locale. C'est cela qui donne l'aspect étrange. Dans la confusion géographique, l'attention du spectateur se fixe sur l'histoire d'amour, sur les rapports de Hire et d'Alice. Comme si le temps s'était arrêté.

« Vous utilisiez souvent le gros plan, en resserrant l'espace, ce qui donne une grande intensité au film et une extrême concision. Est-ce une volonté délibérée de mise en scène ? »

« C'est bien cela. Je n'ai jamais autant filmé en gros plans. Pour une part, cela vient de mon expérience du film publicitaire, et d'une rigueur particulière. Plus je tourne et plus je suis persuadé qu'un plan large raconte trop de choses, je ne voudrais pas paraître prétentieux, mais j'ai davantage envie de dire : « C'est » cela que vous devez regarder, voilà » ce que je veux montrer. Je ne dis pas que je pourrais réaliser tous mes films comme cela. C'est en filmant, à ce point, en gros plans, que je me suis rendu compte qu'on n'avait pas besoin de plans larges. Je ne connais pas Alain Cavalier, mais on m'a dit que, lorsqu'il prépare un film, il élimine sur le papier tout ce qui ne lui paraît pas nécessaire : tel plan, tel mouvement d'appareil, tel détail, telle scène qu'il cherche tout ce dont il peut se passer. J'admire cette exigence, qui aboutit à une merveille, *Thérèse*. Sur le tournage de *Monsieur Hire*, pour la première fois de ma vie, je me suis acharné à penser à Alain Cavalier.

« Il y a un travail très étonnant des éclairages, de la photographie. Comment y êtes-vous parvenu ? »

« J'ai fait plusieurs essais dans plusieurs directions. D'abord en noir et blanc. Cela ne m'a pas plu. Je trouve le noir et blanc un peu snob, aujourd'hui. Puis, j'ai fait travailler des couleurs saturées : plus de rouge, plus de bleu. En fin de compte, avec mon chef opérateur, j'ai adopté un procédé de laboratoire qui atténue, dénature les couleurs, de la même manière que Hire retient ses émotions. Cela donne une gamme d'ocres, de bruns, très, très riche. Cela donne l'ambiance du film. Je m'investis de plus en plus en mettant mon nez dans tout. Sur *Monsieur Hire*, d'une manière peut-être un peu mégalomane, j'ai essayé de tout contrôler. S'il y a des erreurs, si des choses ne plaisent pas au public, je ne veux pas qu'on en rejette la faute sur les techniciens, sur les acteurs. Je veux pouvoir dire : « Si vraiment ce film ne vous plaît pas, j'en suis le seul responsable. » Parce que *Monsieur Hire*, maintenant, minute par minute, seconde par seconde, est fidèle à l'idée que j'avais en tête et le commentant. »

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

QUINZAINE DES REALISATEURS

« Ville Zéro », de Karen Chakhnazarov

Elvis chez les Soviétiques

meurtre maquillé. Voilà notre héros obligé de rester. De plus, on le prend pour le fils du cuisinier, qui fut le premier dans la ville à danser le rock — exploit pour lequel il fut expulsé du komsomol. Or les temps changent ; on doit inaugurer un club de rock, en souvenir du mort, dont le portrait et celui d'Elvis Presley trônent sur les murs.

Un chef de la police qui regrette furieusement le temps « où le peuple croyait qu'il était en train de bâtir le royaume de la justice, et acceptait de se sacrifier » ; un écrivain qui se déteste pour se tenir à la page, un maire qui en fait autant ; la partenaire rockeuse du cuisinier devenue une grosse dame mûre ; une sorte de Musée Grévin où l'histoire de la ville est représentée avec beaucoup de fantaisie...

« On a tellement mythifié le passé qu'il est difficile de s'y retrouver, après tout mon film est réalité »

dit Chakhnazarov. Il développe la légende folle que l'on trouve déjà dans son précédent film *Le Garçon de courses* (le Monde du 4 mai 1989) et sa façon de définir les gens à travers la musique : « Elle est, dit-il, l'expression politique d'une époque, dans le sens où on peut comprendre cette époque par ce que chantent les gens, par la façon dont ils dansent. Chez nous, nous nous sommes battus pendant quarante ans pour avoir droit au rock. Une lutte qui a ses héros : Des hommes ont vu leur destin interrompu pour avoir transgressé l'interdiction. C'est une immense fantasmagorie. La tragédie serait que la liberté s'arrête à l'autorisation du rock... »

Comme dans *Le Garçon de courses* encore, Chakhnazarov — qui se réclame de Fellini, Bunuel, Gogol — désigne les failles de la société en posant un groupe cohérent avec des comportements vrais, juste poussés, et en décalant un personnage, sensé mais démuné,

donc attendrissant, et auquel on s'identifie d'autant plus facilement que Chakhnazarov a le génie du doux délire de l'absurde, et qu'il enrobe ses critiques d'un charme rêveur, irrésistible. Il tue par le ridicule, sans prendre de position morale.

Entre les vieilles chansons nostalgiques et la liberté par le rock, le héros de *Ville Zéro* ne choisit pas. Il s'évade au fil d'un fleuve. Pour aller où ? Chakhnazarov refuse de « donner une réponse unique aux innombrables questions que pose notre époque. Elle est passionnante, nous en sommes les témoins passionnés. Nous avons trop longtemps vécu dans la passivité. On devient bêtes très rapidement, mais on se reprend tout aussi rapidement. Il me semble que le pays finira par trouver une idée unificatrice. Pour le moment, je sais une chose : nous n'accepterons jamais de revenir en arrière. »

COLETTE GODARD.

Cannes 89

CERTAINS DE...

Le retour de Jodor

Le retour de Jodor... (Texte continué sur la page suivante)

une croisade multinationale pour l'Amazonie

Formule Plus TOUR... (Texte continué sur la page suivante)

Formule Plus TOUR... (Texte continué sur la page suivante)

Formule Plus TOUR... (Texte continué sur la page suivante)

مكتبة الأهل

Culture

Cannes 89

UN CERTAIN REGARD

« Santa Sangre », d'Alejandro Jodorowsky ;
« L'Eveil du démon », de Mathieu Carrière

Le fabuleux retour de Jodorowsky

Né au Chili, de parents russes, Alejandro Jodorowsky, écrivain, homme de théâtre, musicien, a travaillé à Paris, dans les années 60, avec Arrabal et Topor. Établi au Mexique, il s'est mis à écrire, et à tourner des films, et a secouru le cinéma comme un coadjuteur. Résultat : une réputation de génie, provocateur, et deux œuvres cultes, *El Topo* et *La Montagne sacrée*. Jodorowsky n'avait rien tourné depuis quinze ou seize ans. Alors, *Santa Sangre*, a provoqué l'affluence et l'enthousiasme. Beaucoup d'admirateurs, certes, mais le délire narratif et visuel de Jodorowsky est communicatif. Personne d'autre ne pourrait montrer comme lui la mort d'un éléphant vaincu par le sang par la trompe, le corrége funèbre de la bête avec l'air et l'énorme cercueil jeté dans le ravin à l'ordure d'un bidonville pour que les pauvres y puissent leur nourriture.

S'il faut une définition à *Santa Sangre*, on peut risquer de dire que c'est un film d'horreur psychanalytique. A Mexico, Orgo, lanceur de couteaux dans un cirque, est énamouré à l'écroulante par son épouse, Concha, dévote et jalouse. Il lui coupe les bras et se suicide. Felix, le jeune fils du couple, traumatisé, va passer quelques années dans une clinique pour malades mentaux. Il en sort, « appelé » par sa mère, à laquelle il va prêter ses bras pour un numéro de cabaret dans lequel leurs deux corps semblent se fondre. Mais Concha, non contente d'être mère, se tue et oblige les bras de Felix à assourdir sa vengeance et à tuer toutes les créatures qui peuvent lui inspirer un désir sexuel. Il se passe des tas de choses, cela n'arrête pas

une seconde sur l'écran. Jodorowsky a peint en couleurs frénétiques un univers qui tient de Tod Browning (Freaks), du Baudel des mélos mexicains, de Fellini (les fantasmes et les incroyables putains), et de Goya. Avec malice, il a remodelé ces influences selon ses propres visions iconoclastes pour broyer allègrement les conformismes sociaux culturels et religieux.

Autre œuvre singulière, *L'Eveil du démon*, première réalisation de Mathieu Carrière, qui s'est contenté de tenir, là, un petit rôle. Il est vrai que Michael Marwitz, l'acteur principal, lui ressemble d'une façon étonnante. Il joue Lucas Weber, un ex-pianiste virtuose venu s'installer, dans le confort et le luxe, à Berlin, avec sa femme, architecte anglaise travaillant à un grand projet urbain, et sa petite fille, Lucas s'ennuie. Il découvre un vieil ami yugoslave. Il est repris de la passion des échecs en sa compagnie et celle d'un jeune Noir de New-York. Ces compagnons-là ne sont pas très nets. Lucas joue pour de l'argent, perd, se lance dans un trafic infernal, met en danger sa vie et celle de sa famille. C'est la première fois, semble-t-il, qu'un film montre qu'on peut être accroché au noble jeu d'échecs comme à la drogue. Par ailleurs, dans sa mise en scène froide, un peu trop bien réglée, mais avec des plages de folie (les bas-fonds de Berlin et du monde des affaires), Mathieu Carrière laisse percer une métaphore de la transgression sexuelle et de l'orgasme lié à l'autodestruction. C'est troublant.

J. S.

« Kuarup », une croisade multimédia pour l'Amazonie

Roberto Fonseca, le producteur de *Kuarup*, se console comme il peut. Si la presse a fraîchement accueilli le film de Ruy Guerra à Cannes, le public brésilien semble lui faire fête. Columbia Pictures, le distributeur, prévoit 200.000 entrées pour la première semaine. Un vrai miracle, dans un pays où la crise de la fréquentation est encore plus grave qu'en Europe : 200 millions de spectateurs en 1986 et seulement 90 millions l'an dernier. Si on ajoute que le prix de la place ne dépasse pas 6 francs, on comprend que le cinéma brésilien ait quelque mal à financer des productions ambitieuses et que l'époque glorieuse du *cinema novo* ne soit plus qu'un lointain souvenir.

Dans ce contexte plus que morose, Roberto Fonseca a pourtant réussi à réunir 35 millions de francs d'investissements privés pour financer *Kuarup* sans le secours de l'État ni des pré-ventes à l'étranger. « C'est l'ambition internationale du sujet qui a séduit les investisseurs », explique-t-il. *L'avenir écologique de l'Amazonie, le sort des Indiens dans l'objet d'un vif débat au Brésil. Mais grâce aux récentes initiatives de Sting, le monde entier a été alerté. Sous le couvert d'une fiction historique, Kuarup reprend le même message et trouvera peut-être la même audience, ce qui lui permettra d'amortir un budget cinq fois supérieur au film moyen brésilien. Nous sommes déjà très fiers d'avoir été sélectionnés à Cannes alors qu'il*

n'y avait plus de film brésilien en compétition officielle depuis quatre ans... Si l'Amazonie doit sauver le cinéma brésilien, Ruy Guerra et Roberto Fonseca tentent aussi de venir en aide aux Indiens du Xingu, privés de leur réserve tant de l'aide humanitaire que des subventions gouvernementales. Plus qu'un film, *Kuarup* se veut une véritable croisade multimédia : un disque, un livre de photographies, une exposition de tableaux de Julio Pomar (un dessin, une sculpture, une gravure de 52 minutes sur la réalisation du film, proposée aux télévisions. Une fondation *Kuarup* recueille les fonds pour fournir aux Indiens un dispensaire, une école primaire, des bateaux à moteur. « Il faut leur donner les moyens de survivre, d'échapper à la contagion des maladies des Blancs, de se défendre contre nos agressions et, surtout, de protéger l'équilibre de leur environnement », plaide Roberto Fonseca. Les Indiens doivent rester les gardiens de la forêt, donc de l'écologie de toute notre planète.

Étrange mélange d'idéalisme humanitaire et de réalisme commercial, *Kuarup* est aussi une surprenante rencontre entre deux mondes. La cohabitation entre les Indiens et les quatre-vingts membres de l'équipe de production pendant cent dix jours en plein cœur de l'Amazonie n'a pas été de tout repos.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

MUSIQUE

« Le Maître et Marguerite », de York Höller

Pagaille dans la bureaucratie soviétique

Dernière création d'opéra au palais Garnier, le Maître et Marguerite est une réussite, et une belle sortie pour l'administrateur, Jean-Louis Martinoty.

York Höller a choisi un beau sujet, un des plus graves de notre époque : le drame d'un écrivain dissident que l'appareil du parti a empêché de publier l'œuvre de sa vie (tout en l'honneur de calomnies et d'injures) et a expédié dans une clinique psychiatrique. Et ce drame, c'est celui-là même qu'a vécu Mikhaïl Boulgakov, qui travailla à son roman de 1926 jusqu'à sa mort, en 1940, sans aucun espoir d'être publié (1).

Mais Boulgakov n'a pas voulu seulement gémir et crier ; par avance, il se venge, mieux, il espère, en imaginant ces aventures picaresques et fantastiques où le diable (un bon diable) et son train flaque la pagaille dans les idées et l'ordre des institutions bureaucratiques, en particulier les théâtres et l'Union des écrivains, jusqu'au point où le bémol des certitudes attenant au matérialisme dialectique. Et Marguerite elle-même, l'amoureuse du Maître (l'écrivain martyr), accepte de devenir sorcière pour mieux le sauver, même si l'artiste cassé n'aspire plus qu'à repos.

Pourtant, l'intrigue du roman et de l'opéra s'amplifient encore davantage, car elle se déroule à la fois chez Pouchkine, au moment du procès de Jékov, et à l'époque de Staline. Le Maître devient en quelque sorte une image du Christ (Höller confie les deux rôles au même chanteur), de Yeshoua, dont il a raconté à sa manière le procès (dans le livre qui l'a fait condamner), stigmatisant la lâcheté de Pilate, qui représente l'ordre romain ou stalinien.

Sauvé par sa femme et par le diable, le Maître va pardonner à Pilate, qui attendait depuis deux mille ans cette libération, tandis que le Maître et Marguerite vont, au-delà de la mort, vivre heureux « dans le repos » (non dans « la lumière céleste »), en écoutant du Schubert sous les cerisiers... Et toute cette fin chimérique, utopique, à laquelle les auteurs ne croient qu'à demi, est une



Scène finale du « Maître et Marguerite » de York Höller

très touchante méditation sur le pardon, l'amour, l'espoir d'une humanité qui trouvera la paix.

Höller a su fort bien traduire l'implément des significations du roman ; d'abord en réalisant lui-même un livret assez linéaire pour être accessible à l'auditeur, et assez polyphonique pour rendre le foisonnement de l'imagination poétique. Ensuite, en composant une musique très dense, avec une multitude de « points de vue », mêlant judicieusement orchestre symphonique, musique électronique et concrète, jazz et rock, sans oublier l'utilisation comme un matériau sonore de films muets très intéressants qui servent d'interludes et « dopent » l'action.

Un rythme impérieux

Une musique tour à tour violente, ironique, pittoresque, tendre, douloureuse et poignante, qui soutient parfaitement la force du récit et ses écarts constants vers le drame ou la caricature.

Le compositeur reconnaît d'ailleurs que l'action musicale se concentre en général, comme souvent chez Wagner, dans des discours orchestraux, le chant (dont les paroles

sont entièrement tirées du roman) se limitant à un récitatif en plus à un *Sprechgesang* plus narratif que vraiment expressif, excepté chez le Maître et Marguerite, où l'on attend à une efflorescence vocale souvent très émouvante, avec des chanteurs aussi exceptionnels, il est vrai, que Karan Armstrong et Roland Hermann, au visage bouleversant, à la voix de Wozzeck.

Hans Neuenfels, le grand régisseur allemand, qui faisait sa première mise en scène en France, a tenu son imagination en bride, malgré quelques facéties et idées baroques, pour nous permettre de suivre une œuvre encore inconnue. Mais le spectacle est pitoyable, le rythme impérieux, et chaque personnage est comme piqué sans cesse par son caractère propre, son originalité dramatique ; et c'est une sorte de ballet échevelé, dont les sommets sont la scène de magie noire, le bal chez Satan au rock un peu laborieux, et le dîner au restaurant des écrivains, qui s'achève par l'incendie du palais Garnier...

On peut regretter, cependant, que Neuenfels ait gâché la signification de la dernière scène, en vouant le Maître et Marguerite de nouveau à la camisole de force, ce qui est fort

ment contraire au roman comme au livret de l'opéra.

Les décors de Reinhard von der Thannen sont souvent réduits aux lieux étroits et sans grâce des appartements soviétiques, mais parfois se déploient en d'étranges et belles visions, celles de l'asile psychiatrique avec ses consultations en plein air au milieu d'un parc bien ordonné, et surtout l'admirable tableau final au milieu des statues, devant un lac que surplombe une chaîne de montagnes.

Tous les artisans de ce magnifique spectacle doivent être réunis dans le même éloge, en particulier le diable (James Johnson) et sa suite (Nicolas Follwell, Andreas Jaggi, Elizabeth Laurence), la distribution très nombreuse des chanteurs, les danseurs et l'Orchestre de l'Opéra, dirigés par Lothar Zagrosek, incomparable dans ce grand répertoire contemporain.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 23, 25, 27, 29 et 31 mai.

(1) Le roman parut vingt-six ans plus tard en URSS, après de cent pages, mais fut traduit intégralement par Claude Ligny, en 1968, aux éditions Robert Laffont (actuellement en Livre de poche).

Rencontre avec le compositeur

« Je suis un idéaliste allemand »

Après avoir abordé et mêlé successivement l'orchestre, l'électroacoustique, la musique par ordinateur, la transformation électronique du son en direct, le compositeur allemand York Höller (né en 1944) s'est senti prêt à faire face aux problèmes multiples de l'opéra contemporain, avec le souvenir ébloui des *Soldats*, de Zimmermann, qui fut son maître, mais dont il n'est nullement un épigone. Des années de recherche et de travail sur un livret qu'il a lui-même adapté du roman de Boulgakov, *Le Maître et Marguerite*, et l'espoir d'apporter encore quelque chose non pas de nouveau — une action qui ne l'intéresse pas en soi — mais d'achever.

Si on lui parle des conceptions traditionnelles attachées au genre de l'opéra, il vous regarde avec l'étonnement de quelqu'un qui sait sans doute ce qu'il en est, mais qui

veut faire comme si cela n'existait pas. Il faut prendre le risque de l'opéra. Mais je n'ai jamais eu l'idée de faire des compromis en pensant à la fraction du public qui attend quelque chose de culinaire. Cela n'est pas réalisable. Quand on est à sa table en train de composer, on ne peut pas l'imaginer ; il y a une voix qui domine, celle du compositeur. Dans la salle, il y aura naturellement des gens intéressés, par goût ou par profession ; des gens qui aimeront, d'autres qui n'aimeront pas. Je ne sais pas si j'ai des ennemis... probablement il (sourit), comme chacun. Je ne compose ni pour les hommes ni pour les critiques. En Allemagne, il y a actuellement un engouement pour la fragmentation, pour diverses raisons plus ou moins faciles à comprendre. Bien sûr, le monde dans lequel nous vivons est fragmentaire ; il le sera toujours. Mais nous avons l'idée du complet.

Vous voyez... je suis un idéaliste allemand. L'achèvement est une idée qui me fascine. L'art est d'avancer que le miroir de la vie. Il ne lui suffit pas d'être le miroir de la société — ce qu'il est en partie, puis, que sa musique exprime sa vie, le sujet de *Le Maître et Marguerite* aussi, — il faut qu'il lui donne une dimension supérieure, qu'il en fasse une somme. Si Wozzeck est un chef-d'œuvre, ce n'est pas seulement parce que le drame est émouvant, mais parce que la musique l'élève à un plan supérieur et nous en donne une conscience plus profonde.

Il fallait pourtant que le sujet en lui-même soit touchant ?

Naturellement. Moi-même, je ne pouvais écrire un opéra que sur un sujet qui me touchait. Sinon, cela n'aurait eu aucun sens d'en écrire de plus, il y en a déjà tant ! Il faut une identification au sujet, qui crée une certaine intensité chez le créateur. Certains considèrent l'œuvre d'art essentiellement comme le fruit d'une manipulation artisanale, d'autres comme une construction complexe, byzantine, d'autres enfin comme un « moyen » pour exprimer

leurs sentiments. Ma conception est tout autre. L'œuvre, pour moi, s'apparente avant tout à un organisme vivant, comme dans la nature ; c'est un système organique et éternel. Dans un tel système, toutes les composantes sont fonctionnellement imbriquées ; elles ne sont pas le produit d'une « disposition » arbitraire, mais d'un processus de développement.

Est-ce que les quelques séquences de film muet qui vont suspendre la musique à la représentation ne sont pas en contradiction avec cette conception d'un tout organique ?

Bien sûr ; il s'agit seulement d'une solution pour résoudre les problèmes de changements de décors.

Les deux actes de mon opéra sont écrits d'un seul tenant ; il ne faut pas oublier qu'il avait d'abord été conçu pour Hambourg, qui dispose, comme tous les théâtres modernes, d'une scène tournante, ce qui n'est pas le cas du palais Garnier. Quand j'ai su que Hans Neuenfels avait besoin de plus de temps entre certains tableaux, il était trop tard pour allonger la durée des interludes orchestraux. A la Bastille, il n'y aurait pas eu de problème, et, en ce sens, si je regrette qu'on ne doive plus donner, à l'avenir, de représentations dans un cadre aussi fascinant que celui-là, quand je vois les problèmes techniques que pose une production d'opéra moderne, je comprends qu'on ait dû construire une nouvelle salle. Cela dit, l'atmosphère du palais Garnier est tellement unique, le bâtiment offre tant de beautés pour l'œil — c'est plus qu'un opéra, et quelque chose d'unique au monde, — qu'il va se développer une sorte de nostalgie à son égard.

La nostalgie d'une certaine tradition d'opéra ?

C'est curieux, la première partition de piano que j'ai eue entre les mains, c'était des extraits d'opéras que ma mère jouait et chantait — c'est amateur, mais très bien. Je me souviens surtout des vignettes illustrées qui entouraient des titres un peu mystérieux : *Samson et Dalila*, *Tannhäuser*, *Africaine*... Il y a quelques jours seulement, je me suis rappelé le premier opéra que je voulais composer : c'était *Bastien et Bastienne*. J'avais acheté le livret, mais je ne connaissais pas la musique de Mozart ; c'était l'histoire qui me touchait, avec le magicien Colas et les deux amoureux. Je pouvais m'identifier facilement.

Depuis cette première tentative jusqu'à maintenant, je ne me suis jamais éloigné tout à fait de l'opéra. Pendant un an et demi, j'ai été répétiteur et assistant à l'Opéra de Bonn. Je connais tout le répertoire, avec une prédilection pour *Felhas et Mélisande*, *Barbe-Bleue* de Bartok, *Salomé*, et, bien sûr, *Tristan, Parsifal*...

Et les opéras de Berg ?

Naturellement, après Mozart, Beethoven et Bartok, j'ai été vraiment fasciné de Berg — c'est toujours comme cela que se passe chez moi. Berg est le compositeur de l'école de Vienne qui me semble le plus important, parce que le plus dramatique, et pas seulement dans ses opéras. Il n'a laissé que des œuvres achevées, dans le sens où il l'entendait tout à l'heure ; il reste exemplaire. A notre époque, nous avons tant de possibilités techniques de production du son que le problème le plus important devient l'organisation de tout cela. Les expériences sont nécessaires, mais nous avons besoin d'œuvres achevées. C'est un devoir, je crois, pour les compositeurs d'aujourd'hui, même s'il faut être prudent avec ce mot.

Propos recueillis par GÉRARD CONDÉ.

★ Au cours de concert donné à l'Opéra le 30 mai, on pourra entendre le *Canto di speranza*, de B.A. Zimmermann, et trois œuvres de York Höller, dont deux sont en relation musicale directe avec la partition du Maître et Marguerite, formant un triptyque : apocalypse-résignation-espoir.

★ La revue *Contrechamps* (éditions de l'Age d'homme, 5, rue Féro, Paris-6) a publié dans son n° 3, « Avant-garde et tradition », un entretien avec York Höller, qui, dans le n° 4, a consacré un texte à B.A. Zimmermann.

Formule Plus TOURISME

VOUS PROPOSE :

Des voyages à la journée :
• Un jour à la mer : Fécamp, Dieppe, Trouville-Deauville, Dives-Cabourg... à partir de 140 F
• Dijon à la carte 450 F
• Déjeuner-croisière sur le Nivernais 520 F
• ARBOIS, pays de Pastèque 580 F

Des week-ends en toute liberté :
• BRUXELLES 1900 780 F
• LAUSANNE à partir de 620 F
• NEUCHÂTEL 1650 F
• BERNE à la carte 1250 F
• L'ALSACE en autocar 2400 F

UNE FORMULE IDÉALE ET PRATIQUE !

Demandez le catalogue « Départ de Paris » du renseignement-voyages dans les gares et agences de voyages et sur Minitel 3615 SNCF.

SNCF

AVEC FORMULE PLUS, ALLEZ-Y C'EST POSSIBLE !

Culture

DANSE

« Noces », d'Angelina Preljocaj

Mariées de chiffon

Décidément, la Biennale du Val-de-Marne 1989 est un grand cru.

Preljocaj s'attaque, à son tour, à la géniale partition de Stravinski et signe un chef-d'œuvre.

« La première fois qu'il entendit l'œuvre, Serge de Diaghilev pleura d'émotion et la trouva si belle et si russe que Stravinski la lui dédia ». Nous rappelle Roland Hayrabedian, le directeur du chœur. Soixante-six ans plus tard, la partition de Noces est toujours aussi belle et aussi russe, elle peut encore tirer des larmes.

Après Bronislava Nijinska, qui en fit la création scénique en 1923, elle a tenté Maurice Béjart, Jérôme Robbins, Lar Lubovitch, Reinhold Hoffmann, Jiri Kylian. Sur le nombre, au moins deux chefs-d'œuvre, la version de Nijinska (qu'on a pu voir remontée à l'Opéra de Paris en 1976) et celle de Robbins ; en voici un troisième.

Le rideau s'ouvre sur une image imposante et superbe. Massés au fond du plateau, en costumes, mi-Mao mi-militaires, bleus avec des épaulettes rouges, quatre-vingt choristes (le chœur contemporain d'Aix-en-Provence) ; devant eux, quatre pianistes, quatre chanteurs ; sur les côtés, en deux groupes, six percussionnistes (les Percussions de Strasbourg). Les danseurs, eux, sont disséminés à travers le plateau, prostrés, sur des bancs ou sur le sol ; parmi eux, cinq mariées en grande robe blanche et voile de tulle blanc. On verra plus tard que ce sont des mannequins, des poupées de chiffon grandeur nature.

On commence par se réjouir que des moyens de production relativement importants soient enfin accordés à la danse contemporaine, et qu'elle cesse d'être associée à l'idée de spectacle « pauvre ». Cette euphorie s'oublie vite, parce qu'on est pris à la gorge par l'atmosphère d'angoisse qui s'installe immédiatement, durant le lourd silence qui précède l'explosion de la musique de Stravinski.

Un instant, on croit que la jeune fille au crâne rasé qui vient au milieu va incarner — audace au pied-de-nez ! — la fiancée à la tresse épaisse dont parle le chant. Non, elle rentre dans le rang.

Robert Desrosiers à Lyon

Pot-pourri

Quel mauvais génie a bien pu souffler aux responsables du Lyon Opéra Ballet d'inviter Robert Desrosiers et de lui commander une œuvre d'une telle envergure ?

Ce chorégraphe québécois, né à Montréal il y a trente-cinq ans, a reçu sa formation de danseur au Canada, puis en Europe avec Fella Blasko et Lindsey Kemp. En 1980, il a fondé sa propre troupe, le Desrosiers Dance Theatre ; il a réglé pour le Ballet national du Canada, en 1985, *Blue Snake*, qui est resté un des succès de cette compagnie et a été bien accueilli à New-York. Son avant-dernière pièce, *Incognito*, a été créée aux Jeux olympiques d'hiver de Calgary. Il a fait des tournées, outre au Canada et aux États-Unis, en Australie et au Venezuela. Ce n'est donc pas un inconnu.

C'est comme si tous les chorégraphes du monde avaient jeté dans une immense poubelle tout ce qu'ils refusaient comme étant trop plat,

trop vulgaire, trop laid ; Robert Desrosiers a recueilli le contenu de cette poubelle et en a fait *Ar-en-ciel*, qui vient d'être créé au Théâtre du Huitième, à Lyon. Une sorte de revue à grand spectacle qui prétend unir le soleil et la pluie, l'Orient et l'Occident, le yin et le yang, comme son exotisme musical, qui passe du shakuhachi aux synthétiseurs. Il y a là-dessous de la variété télévisée, de la pub, de l'acrobatie, des Folies-Bergère, du zapateado, du Cirque de Pékin, de tout sauf un style, une idée originale, un pas intéressant.

Que font les danseurs du Lyon Opéra Ballet dans cette catastrophe ? Ils ont sué sang et eau pendant deux mois de répétitions, ils se débattent avec une énergie et un dévouement admirables. Ils ne méritent pas ça.

S. de M.

★ Lyon, Théâtre du Huitième, jusqu'au 24 mai.

THEATRE DE L'EUROPE

Direction Giorgio Strehler

En collaboration avec le Goethe-Institut

Lundi 22 mai • 20h30

GÜNTER GRASS et BABY SOMMER (percussionniste)

Extraits du Tambour

Jeudi 25 mai • 20h

EDITH CLEVER

Monologue de Molly Bloom de l'*Ulysse* de J. Joyce

Arrangement de H.J. Syberberg

Vendredi 26 mai • 20h30

WILL QUADFLIEG

Extraits de *Faust I* et *Faust II* de J.W. von Goethe

Location 43 25 70 32

Communication

Dans les principaux pays européens

La périlleuse coexistence des radios publiques et des radios privées

La radio reste résolument en Europe un média d'avenir. Malgré la multiplication des chaînes de télévision, l'allongement des programmes et la diversification des supports d'images, malgré aussi la formidable promotion dont bénéficie la télévision et le fort accroissement de ses recettes publicitaires. La radio, il est vrai, n'a cessé de s'adapter et de changer. Et il est frappant de constater à quel point, dans les pays européens, la radio a connu des évolutions comparables.

Jusque dans les années 70 en effet le monopole des États s'est appuyé sur des organismes de services publics, financés par une redevance assise d'abord sur les postes de radio et de télévision, puis uniquement sur les récepteurs TV. Seules entrées à la règle dominante : des stations au grandes ondes, installées dans de petits pays frontalières — « périphériques » — et arrogeant abondamment les pays voisins. RTL depuis le Luxembourg, Europe 1 depuis la Sarre,

RMC depuis la principauté monégasque, en furent les plus beaux — et plus puissants — fleurons.

La fin des années 70 a vu fleurir les cents fleurs : ici et là des radios associatives d'esprit communautaire se sont emparées de la FM, contestant le monopole sur une base à la fois juridique et politique. L'initiative est partie des écologistes en France, des gauchistes et anarchistes en Italie, des associations religieuses en Espagne, puis des groupes de presse en RFA. Les années 80 ont finalement donné aux radios une reconnaissance et un statut juridiques précipitant nombre d'ex-pirates dans une course effrénée à l'audience et à la publicité et les plus grosses d'entre elles... dans les bras d'importants groupes de communication.

La radio publique ? Elle perdure, malgré les attaques du privé qui se taille la part du lion parmi les jeunes. En fait la situation

varie selon les pays. Mais l'enquête réalisée par l'Institut Médiamétrie au cours des mois de mars et avril derniers a montré que, pour la première fois en France, la part d'audience des radios locales privées dépassait celle des stations périphériques (40,5 % contre 36,1 %). Un seuil symbolique a été franchi.

Eurodiffusion, la lettre européenne des programmes et audiences, éditée conjointement par l'Institut national de l'audiovisuel et Médiamétrie a fait récemment le point sur la situation des radios en Europe. Un voyage utile au moment où les nouvelles technologies (satellite, câble, micro-ondes) permettent d'envisager la constitution de réseaux européens de radios commerciales (essentiellement musicales) et voient s'organiser — hors de toute réglementation communautaire — un véritable marché... dont les radios françaises rêvent d'être les leaders.

Grande-Bretagne

Service public : la BBC (4 radios nationales, 9 stations régionales, 22 stations locales). Financée uniquement par la redevance, la British Broadcasting Corporation a longtemps bénéficié du monopole d'émission avant que n'apparaissent en 1964 les premières radios pirates émettant depuis la mer du Nord, puis que soit créé, en 1972, un réseau de radios locales commerciales. Le service public conserve cependant environ 70 % de part d'audience grâce à une palette étendue de programmes. (27 % d'audience pour Radio 1, qui diffuse de la musique moderne ; 20 % pour Radio 2, musicale et sportive ; 2 % pour Radio 3, spécialisée dans la musique classique, le sport, le magazine ; 12 % pour Radio 4, spécialisée dans l'information, les magazines, les dramatiques.)

Secteur privé : un réseau de quarante-six stations locales (Independent Local Radio), entièrement financées par la publicité et très organisées. A la fois sur le plan institutionnel (une même association représente les stations auprès du gouvernement et des organismes institutionnels) et sur le plan commercial. Certains groupes jouent cependant un rôle majeur parmi les quatre Crown Communications qui contrôlent plusieurs stations importantes, le réseau d'information IRN et la région IRS. Les sondages accordent au secteur privé environ 30 % de l'audience.

Avenir : Le Livre blanc publié à l'automne dernier par le gouvernement de M^{rs} Thatcher prévoit une réforme importante du paysage radiophonique. La BBC se verrait soudain financée par la publicité tandis que deux de ses chaînes seraient regroupées. Trois réseaux privés nationaux seraient autorisés et toute limitation à la publicité (actuellement 216 minutes par jour) supprimée.

ment de M^{rs} Thatcher prévoit une réforme importante du paysage radiophonique. La BBC se verrait soudain financée par la publicité tandis que deux de ses chaînes seraient regroupées. Trois réseaux privés nationaux seraient autorisés et toute limitation à la publicité (actuellement 216 minutes par jour) supprimée.

Italie

Service public : la RAI (3 radios nationales et 21 stations régionales), financée par la redevance et la publicité. Les deux premières radios, diffusées en FM et OM, sont de type généraliste, très écoutées le matin pour leurs bulletins d'information, désertées par les 11-17 ans. RAI 3, diffusée en FM, est réservée, elle, à la culture et à la musique classique.

Secteur privé : près de quatre mille stations. Depuis ce jour de juillet 1976 où le monopole des ondes fut déclaré inconstitutionnel, un vent de liberté a soufflé sur la FM italienne qui a rendu impossible toute réglementation ultérieure. Favorable au média radio dans son ensemble (le temps d'écoute quotidien n'a cessé de croître), le mouvement a attaqué de front la RAI dont la durée d'écoute est aujourd'hui inférieure à celle des radios privées (à l'exception de la tranche des plus de soixante-cinq ans). A côté des centaines de petites radios locales, et de mini-réseaux régionaux, trois grands réseaux privés sont apparus, qui regroupent près de 60 % des sta-

tions : Studio 105, Gamma Radio et Radio Radicale.

Belgique

Service public : 4 radios nationales dans chacune des deux régions linguistiques, contrôlées par la RTBF pour la communauté francophone et la BRT (pour la communauté flamande). Entièrement financées par la redevance et liées aux partis politiques, les radios publiques conservent encore la majorité de l'audience malgré l'apparition en 1980 d'un pôle privé de plus en plus important. Chaque région possède donc quatre programmes types : une station généraliste (surtout écoutée pour son information), une station populaire et régionale, une station dite culturelle, une station « jeunes » lancée, avec succès, pour contrer l'offensive des réseaux privés.

Secteur privé : environ 520 stations. D'abord associatives, communautaires et obligatoirement locales, les radios privées se sont professionnalisées, concentrées (malgré l'obligation pour un même diffuseur de posséder plus de 5 stations) et organisées en réseaux. Trois grands réseaux nationaux ont émergé : Contact (environ un million d'auditeurs), musical, bilingue, présent dans chacune des grandes villes ; RFM (lié aux journaux du groupe Rossel) ; et depuis peu Nostalgie (qui a racheté le réseau SIS qui représente 31 stations regroupées sous le label Leader FM).

Le secteur privé est également représenté par l'intermédiaire des radios étrangères (notamment RTL et Europe 1) qui débordent largement les frontières.

RFA

Service public : 35 stations régionales, membres du réseau ARD. Aucun programme national n'arrose le territoire découpé en Länder seuls souverains en matière de culture et de communication. 9 établissements publics produisent, en fait, chacun en moyenne quatre programmes radio : le plus souvent un programme généraliste, un programme « jeunes », un programme musical pour public plus âgé, et un programme culturel. Ces stations sont financées à 80 % par la redevance, et à 20 % par la publicité (pas plus de 2 minutes par heure). Bien enracinées dans la région, les stations publiques réunissent encore près de 80 % de l'audience de la radio, même si la concurrence se fait de plus en plus rude dans certaines grandes villes comme Munich ou Hambourg.

Secteur privé : près de 200 stations locales, financées par la publicité (plafonnée à 2 % du temps d'antenne). Ouverte en 1984, la brèche s'est ouverte le 3 avril 1987 par une loi-cadre qui a défini les grandes orientations de la coexistence public-privé. Les situations diffèrent beaucoup selon les Länder, la radiodiffusion allemande étant avant tout un phénomène local. Une dizaine de radios importantes ont cependant émergé à l'échelon du Land, souvent rattachées aux éditeurs de presse, et destinées à un public jeune. RTL diffuse aussi

depuis le Luxembourg un programme de langue allemande, tandis que Star Sat Radio, diffusé par satellite, un programme pour le câble.

Suisse

Service public : la SSR (Société suisse de radiodiffusion), financée par la redevance et la publicité, pour tenir compte du découpage linguistique, en trois sociétés. Ces dernières : la Radio suisse romande, la Radio suisse italienne, et la Radio suisse allemande, — proposent chacune trois programmes à leur communauté : une station généraliste (informations et variétés), une radio « culturelle » diffusant notamment de la musique classique et une radio « jeunes » axée sur la musique rock. Installée à Crône dans les Grisons, Radio radio-romanche dessert, quant à elle, la communauté romanche avec un programme local.

Exposée depuis longtemps et pour des raisons d'abord géographiques à la concurrence étrangère, la radio publique est encore cependant en position dominante. La Radio suisse allemande se taille, sur son marché, 69 % de l'audience, la Radio italienne 85 % et la Radio suisse romande, plus soumise que les autres à la concurrence des radios locales étrangères, environ 52 %.

Secteur privé : une trentaine de stations, financées par la publicité (20 minutes maximum par jour). Prises il y a dix ans, elles ont été autorisées en 1983 par le Conseil fédéral sous forme d'expérimentation de radios locales et communautaires et aspirent à un assouplissement de la loi.

Avenir : un projet de loi fédérale qui sera discuté en juin devant les deux Chambres inquiète la SSR. Certains proposent notamment l'octroi de certaines radios privées à des subventions publiques.

Espagne

Secteur public : les trois réseaux nationaux et les seize chaînes régionales de la RNE (Radio nacional de España), qui émet à la fois en ondes moyennes et en FM ; la chaîne RCE (Radio clásica española), à décrochages locaux qui diffuse également sur les deux longueurs d'ondes ; et les radios contrôlées par les autonomes, notamment en Catalogne. En l'absence de redevance, la RNE et la RCE sont financées en majeure partie par le budget de l'État, la publicité intervenant en appoint.

Secteur commercial : 180 stations en ondes moyennes, 500 en FM. Autorisées dès 1980, les radios locales associatives, religieuses ou municipales, en ébullition vers 1983-1984, se sont commercialisées et organisées en réseaux. Trois d'entre eux dominent aujourd'hui le secteur : la SIER qui appartient au groupe éditant le quotidien *El País* émet par satellite, regroupe plus de 150 stations et compte sur trois millions d'auditeurs ; COPE (Cadena de ondas populares) qui appartient à l'Eglise ; Antena 3 qui réunit environ 80 stations.

ANNICK COJEAN.

WOODY ALLEN FRANCIS COPPOLA MARTIN SCORSESE

“Délicieux, pointu, implacable.”

ACTUEL

“... Un film formidable... du grand art... 2 heures de bonheur.”

GLOBE

NEW YORK STORIES



WOODY ALLEN LE COMPLEXE DU PÈRE
FRANCIS COPPOLA LA VIE SANS SEXE
MARTIN SCORSESE AMÉRICAINES

ACTUELLEMENT



90° WIM VANDEKEYBUS
LES PORTES DE MAUVAISES NOUVELLES
CREATION CHOREOGRAPHIQUE
22, 23, 24, 26 et 27 MAI • 20H30 • TGP
FESTIVAL DE SAINT-DENIS
Festival: 42 43 30 97 • TGP: 42 43 17 17

مكتبة الأهل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à évaluer ■ Ou peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 22 mai

TF 1

La pièce de 100F c'est de l'argent.



Demandez la pièce Fraternité
Monnaie de Paris Créatrice de Trésors

► 20.40 Téléfilm : Un privé au soleil. De Philippe Niang. 22.15 L'Histoire en direct : « Spécial Cane » 22.10 Journal et météo. 23.30 Cane 1989. 23.40 Magazine : Minut Sport. 0.25 Série : Drôles d'histoires. Intrigues. 0.50 Documentaire : Histoire naturelle. La leçon de pêche dans un désert.

A2



CONSULTEZ VOTRE MINITEL

20.35 L'heure de vérité. Invité : Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national, tête de liste de son parti pour les élections européennes, répondra aux questions de François Henri de Virieu, Albert du Roy, Alain Duhamel, Jean-Louis Lesclapart et Jean-Louis English (Les Dernières Nouvelles d'Alsace). 22.20 Flash d'informations. ► 22.25 Magazine : Cane en direct : 24 heures sur la 2. 23.45 Météo. 23.50 Soixante secondes. Michel Lonsdale, comédien. 23.55 Magazine : Du côté de chez Fred.

FR 3

20.35 Cane : Mon beau-frère a tué ma sœur. Film français de Jacques Rouffio (1986). Avec Michel Serrault.

Mardi 23 mai

TF 1

16.55 Club Dorothée. Les chevaliers du zodiaque : Tu chasses le gogues. Lami. 17.55 Série : Les rues de San Francisco. 18.50 Arts de recherche. 18.55 Fantômes : Santa-Barbara. 19.25 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.35 Météo et Tapis vert. 20.40 Cane : French connection 2. ■ Film américain de John Frankenheimer (1975). 22.35 Magazine : Ciel, mon mardi ! 0.05 Journal et météo. 0.15 Cane 1989. 0.25 Informations : 24 heures sur la 2. 23.45 Météo. 23.50 Soixante secondes. Michel Lonsdale, comédien. 23.55 Magazine : Du côté de chez Fred.

A2

16.55 Flash d'informations. 17.00 Magazine : Graffiti. Lady Oscar. Quick et Flupke. Graffiti : La petite merveille. 17.45 Série : Les deux font le paire. 18.35 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.00 Palmarès du Festival de Cannes. En direct. 20.00 Journal. 20.35 Météo. ► 20.35 Cane : Les chevaliers du zodiaque. ■ Film français de Gérard Vergez (1983). Avec Marlène Jobert, Gérard Klein, Wadek Stanczak. Belle reconstitution historique, narration originale, interprétation étonnante. 22.20 Flash d'informations. 22.25 Magazine : Stars à la barre. 23.40 Informations : 24 heures sur la 2. 0.00 Météo. 0.05 Magazine : Strophes. 0.20 Soixante secondes. Edward Behr, écrivain. 0.25 Magazine : Du côté de chez Fred.

FR 3

17.00 Flash d'informations. Spécial jeunes. 17.05 Petit ours brun. 17.06 Ulysse 31. 17.10 Tom Sawyer. 17.25 Signé Cane eyes. 18.00 1789 au jour le jour. 18.02 Magazine : Drevet veut la sabbat. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.58 Desain animé : Denver, le dernier dinosaure. 20.05 Jeux : La classe. 20.25 INC. 20.30 Cane-Cane. 20.35 Documentaire : L'histoire de la danse. Coproduction FR 3 - SIRPA. 2e partie : Comment la France devint la royaume puissance nucléaire. A 21.35, débat animé par Philippe Desain, avec le ministre de la défense et des spécialistes des problèmes stratégiques. 22.35 Journal et Météo. 23.00 Télévision régionale.

CANAL PLUS

17.00 Magazine : Tranches de l'art. 17.15 Magazine : Rapide. 17.40 Caluso café. Caluso et Prinsilla : Conte Mordicus. En clair jusqu'à 20.30. 18.30 Desain animé : Ca cartoon. 18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50. 19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.30 Cane : Pale Rider, le cavalier solitaire. ■ Film américain de Clint Eastwood (1985). 22.24 Flash d'informations. 22.25 Cane :

Michel Piccoli, Juliette Binoche, Jean Carmet. Deux académiciens sont entraînés dans une enquête - semée de cadavres. Comédie burlesque vivante à l'absurde. 22.20 Journal et Météo. 22.45 Magazine : Océaniques. En direct de Cannes. 23.40 Musique, musique. Spons sont dispersés, de Vivaldi. O lucc di quest'anima, de Donizetti, par Sumi Jo, soprano.

CANAL PLUS

20.30 Cane : Les années sandwich. ■ Film français de Pierre Berton (1988). 22.10 Flash d'informations. 22.15 Magazine : Bobagofoot. A 22.15, football : à 22.45, boxe : à 23.15, basket. 0.10 Cane : Le droit de tuer. ■ Film américain de James Glickenhaus (1981). 1.50 Série : Max Headroom.

LA 5

20.30 Téléfilm : Narcotique force. 22.35 Cane 89. 22.45 Les rubriques de Sangria. 23.15 Téléfilm : La guerre des diaboliques. 0.00 Journal de minuit. 0.05 La guerre des diaboliques (suite). 0.45 L'inspecteur Derrick. 1.50 Les quatre cents coups de Virgile. 2.40 Tendresse et passion. 3.05 Bourard et compagnie. 3.25 Journal de la nuit. 3.30 Série : Comment ne pas épouser un milliardaire. 3.55 Série : Une vie. 4.40 Voisin, voisine. 5.40 Comment ne pas épouser un milliardaire.

M 6

20.35 Cane : Le soldat bleu. ■ Film américain de Ralph Nelson (1970). 22.20 Série : Clair de lune. 23.10 Six minutes d'informations. 23.15 Magazine : Cane 6. 0.15 Magazine : Jazz 6. 0.45 L'homme de fer. 1.35 Les Mohicans de Paris. 2.00 M 6 aime le cinéma. 2.55 Magazine : Adventure. 3.20 Magazine : Quand la science mène l'enquête. 4.15 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 4.35 Le glaive et la balance. 5.00 M 6 aime le cinéma. 5.50 S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 6.10 Les Mohicans de Paris. 6.30 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat. Où sont passés les classiques ? Avec Alain Finkelkraut, Jacques Lasalle (directeur du Théâtre national de Strasbourg), les professeurs Pierre Nora et Suzanne Julliard. 21.30 Dramatique. La nuit d'été, de Thierry Brou et Michel Lascou. 22.40 Cane d'automne. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Le rock de Canterbury.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollo. Concert (en direct de Londres) : My heart is inditing, de Purcell ; The lord is my light, de Haendel ; Jehova quam multi sum, de Purcell ; Let God arise, de Haendel par le chœur et l'orchestre The Sixteen, dir. Harry Christophers ; sol. : Lynne Dawson, soprano, et Ian Partridge, ténor ; à 23.30 Concerto vocal : Rachmaninov par Rachmaninov ; à 23.07, Cantus arctici pour bande et orchestre op. 61, de Rautavaara ; Pirmo et Tise (2 parties), de Haase ; Glockenlied op. 22, de Schillings. 0.30 Dossiers.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollo. Concert (en direct de Londres) : My heart is inditing, de Purcell ; The lord is my light, de Haendel ; Jehova quam multi sum, de Purcell ; Let God arise, de Haendel par le chœur et l'orchestre The Sixteen, dir. Harry Christophers ; sol. : Lynne Dawson, soprano, et Ian Partridge, ténor ; à 23.30 Concerto vocal : Rachmaninov par Rachmaninov ; à 23.07, Cantus arctici pour bande et orchestre op. 61, de Rautavaara ; Pirmo et Tise (2 parties), de Haase ; Glockenlied op. 22, de Schillings. 0.30 Dossiers.

LA 5

16.50 Grand Prix. 17.15 Rémi sans famille. 17.40 Les défenseurs de la Terre. 18.05 Série : Arnold et Willy. 18.30 Boulevard des clips. 18.50 Journal. 19.00 Série : K 2000. 20.00 Journal. 20.30 Cane : Capitaine Malabar dit « la bombe ». ■ Film italien de Michele Lupio (1982). Avec Bud Spencer. 22.30 Magazine : Cane Cane (rediff.). 22.40 Téléfilm : Shaft, défilé de félicité. 0.05 Journal de minuit. 0.45 Météo. 0.50 L'inspecteur Derrick. 1.20 Fête d'été. 2.15 Bourard et compagnie. 2.30 Tendresse et passion. 2.55 Journal de la nuit. 3.00 Série : Comment ne pas épouser un milliardaire. 3.25 Série : Une vie. 4.10 Voisin, voisine. 5.10 Tendresse et passion. 5.35 Comment ne pas épouser un milliardaire.

M 6

17.05 Série : L'homme de fer. 18.05 Série : Drôles de dames. 19.00 Série : Cane. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Téléfilm : Des soldats et des hommes (1^{re} partie). 22.05 Série : Clair de lune. 22.55 Six minutes d'informations. 23.00 Magazine : Turbo. 23.30 Magazine : Adventure. 23.55 L'homme de fer. 0.45 Météo. 0.50 L'inspecteur Derrick. 1.20 Fête d'été. 2.15 Bourard et compagnie. 2.30 Tendresse et passion. 2.55 Journal de la nuit. 3.00 Série : Comment ne pas épouser un milliardaire. 3.25 Série : Une vie. 4.10 Voisin, voisine. 5.10 Tendresse et passion. 5.35 Comment ne pas épouser un milliardaire.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Des livres sur la Terre. 21.30 Grand angle. 22.40 Nuits musicales. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Musique ensembles. Septuor, de Wolff ; Concerto pour violoncelle Lully de Adam-Varland ; Unidit, d'Alcina. 22.30 L'univers non temporel. Musique traditionnelle de Norvège. 0.00 Club d'archives. Les sept dernières paroles du Christ, oratorio de Haydn, par le Chœur de l'Académie de Vienne. 1.00 Je vous dis maître... Œuvres de Bach, Dupré, Varese, Messiaen.

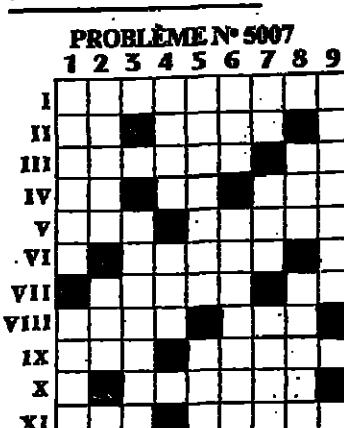
Audience TV du 21 mai 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 193 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	31,8	7,7	Stade 2	Starlock Holmes	Mult évasion	Films Havel	Cagney et Lacey
19 h 46	35,4	7,7	Maguy	Starlock Holmes	Mult évasion	Films Havel	Cagney et Lacey
20 h 16	47,9	Journal	Journal	Benny Hill	Ca cartoon	Journal	Cagney et Lacey
20 h 55	56,3	La Poudre	Bois de justice	La dissolution	Révolution	Les Faucheux	Ultime attaque
22 h 06	55,6	La Poudre	Bois de justice	Océaniques	Révolution	Les Faucheux	Ultime attaque
22 h 44	24,5	Dans les salles	Juan Carlos	Pub	L'Ours et Popi	Eden d'été	Pub

Informations « services »

MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 5007

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

XII

XIII

XIV

XV

XVI

XVII

XVIII

XIX

XX

XXI

XXII

XXIII

XXIV

XXV

XXVI

XXVII

XXVIII

XXIX

XXX

XXXI

XXXII

XXXIII

XXXIV

XXXV

XXXVI

XXXVII

XXXVIII

XXXIX

XL

XLI

XLII

XLIII

XLIV

XLV

XLVI

XLVII

XLVIII

XLIX

L

LI

LII

LIII

LIV

LV

LVI

LVII

LVIII

LVIX

LX

LXI

LXII

LXIII

LXIV

LXV

LXVI

LXVII

LXVIII

LXIX

LXX

LXXI

LXXII

LXXIII

LXXIV

LXXV

LXXVI

LXXVII

LXXVIII

LXXIX

LXXX

LXXXI

LXXXII

LXXXIII

LXXXIV

LXXXV

LXXXVI

LXXXVII

LXXXVIII

LXXXIX

LXXXX

LXXXXI

LXXXXII

LXXXXIII

LXXXXIV

LXXXXV

LXXXXVI

LXXXXVII

LXXXXVIII

LXXXXIX

LXXXXX

LXXXXXI

LXXXXXII

LXXXXXIII

LXXXXXIV

LXXXXXV

LXXXXXVI

LXXXXXVII

LXXXXXVIII

LXXXXXIX

LXXXXXX

LXXXXXXI

LXXXXXXII

LXXXXXXIII

LXXXXXXIV

LXXXXXXV

LXXXXXXVI

LXXXXXXVII

LXXXXXXVIII

LXXXXXXIX

LXXXXXXX

LXXXXXXXI

LXXXXXXXII

LXXXXXXXIII

LXXXXXXXIV

LXXXXXXXV

LXXXXXXXVI

LXXXXXXXVII

LXXXXXXXVIII

LXXXXXXXIX

LXXXXXXX

LXXXXXXXI

LXXXXXXXII

LXXXXXXXIII

LXXXXXXXIV

LXXXXXXXV

LXXXXXXXVI

LXXXXXXXVII

LXXXXXXXVIII

LXXXXXXXIX

LXXXXXXX

LXXXXXXXI

LXXXXXXXII

LXXXXXXXIII

LXXXXXXXIV

LXXXXXXXV

LXXXXXXXVI

LXXXXXXXVII

LXXXXXXXVIII

LXXXXXXXIX

LXXXXXXX

LXXXXXXXI

LXXXXXXXII

LXXXXXXXIII

LXXXXXXXIV

LXXXXXXXV

LXXXXXXXVI

LXXXXXXXVII

LXXXXXXXVIII

LXXXXXXXIX

LXXXXXXX

LXXXXXXXI

LXXXXXXXII

LXXXXXXXIII

LXXXXXXXIV

LXXXXXXXV

LXXXXXXXVI

LXXXXXXXVII

LXXXXXXXVIII

LXXXXXXXIX

LXXXXXXX

LXXXXXXXI

LXXXXXXXII

LXXXXXXXIII

LXXXXXXXIV

LXXXXXXXV

LXXXXXXXVI

LXXXXXXXVII

LXXXXXXXVIII

LXXXXXXXIX

LXXXXXXX

LXXXXXXXI

LXXXXXXXII

LXXXXXXXIII

LXXXXXXXIV

LXXXXXXXV

LXXXXXXXVI

LXXXXXXXVII

LXXXXXXXVIII

LXXXXXXXIX

LXXXXXXX

LXXXXXXXI

LXXXXXXXII

LXXXXXXXIII

LXXXXXXXIV

LXXXXXXXV

LXXXXXXXVI

LXXXXXXXVII

LXXXXXXXVIII

LXXXXXXXIX

Économie

SOMMAIRE

■ Alors que le billet vert poursuit son ascension sur les marchés des changes, M. Karl Otto Poehl, le président de la banque centrale de la RFA, déclare au *Monde* : « Nous serions heureux de voir un mark plus fort par rapport au dollar » (lire

page 1). ■ Réunis en Espagne, les ministres des finances des Douze ont progressé sur le dossier de l'harmonisation de la fiscalité au sein de la Communauté (lire page 27). ■ Les responsables des îles euro-

péennes s'inquiètent des projets fiscaux de la Commission de Bruxelles (lire page 27). ■ En ouvrant le 43^e congrès de la CGT, M. Krasucki s'en est pris tout à la fois à l'Europe des patrons et à la « méthode Rocard » (lire ci-dessous).

L'ouverture du 43^e congrès de la CGT

M. Krasucki dénonce les dangers de l'intégration européenne

Le 43^e congrès fédéral de la CGT s'est ouvert le dimanche 21 mai à Montreuil par un discours de M. Henri Krasucki. Écoulé en silence pendant deux heures quarante, par mille délégués qui ne l'ont interrompu que cinq fois pour l'applaudir, le secrétaire général de la CGT a mis l'accent sur les dangers de l'intégration européenne de 1993 et la nécessité de renforcer une centrale dont l'insuffisance en adhérents a été clairement présentée comme un « handicap ».

Évoquant la situation économique française, M. Krasucki a souligné d'emblée : « une seule chose progresse — et de quelle façon ! — ce sont les profits », avec, en contrepartie, l'austérité pour les salariés et le déclin pour le pays. M. Krasucki a vu dans l'embellie économique des « résultats trompeurs » qui « ont été acquis contre l'emploi, contre le recul social ». M. Krasucki s'est montré particulièrement dur sur les objectifs d'intégration européenne du gouvernement et du patronat :

« Ce qu'ils veulent créer en vérité, c'est une zone de douze pays délimitant un véritable terrain de chasse pour grands fauves. (...) Dans cette jungle où règne la loi du plus fort, le gibier sera avant tout les salariés. »

Évoquant le choix de chaque travailleur pour les élections européennes, ainsi que la nécessité de juger aux actes, M. Krasucki a affirmé : « Ou bien le vote qu'il émettra favorisera ceux qui, quel qu'en soit l'habillage, font ou contribuent à faire de l'intégration européenne telle qu'elle se construit en réalité, c'est-à-dire sur son dos. Ou bien, en exprimant son opposition à des orientations, des choix, des décisions qui conduisent à l'agression et à la mise en cause des droits sociaux, il aura affirmé sa volonté d'autre chose. »

La méthode Rocard

M. Krasucki a également consacré un long développement au « grand mouvement social qui se construit jour après jour » et « dont l'ampleur peut, seule, imposer des choix différents, ouvrir des issues

durables et réelles ». « Même s'il apparaît de façon encore diverse, le mouvement social généralisé s'exprime toujours plus en termes d'actions, et il gagne dans les couches de salariés. Les discours sur l'austérité passent de moins en moins, la régression recule. » Le secrétaire général de la CGT s'en est particulièrement pris à la « méthode Rocard » qui n'est en fait que « la remise au goût du jour de vieilles méthodes patronales rétrogrades — miser sur l'usure et l'épuisement d'un conflit en produisant de bonnes paroles enrobées d'un vernis moderniste, ce qui est une hypocrisie peu reluisante » et qui « ne passe plus chez les salariés en lutte ». « Si, à court terme, a-t-il ajouté, le premier ministre croit avoir atteint ses objectifs, il prodigue une politique à court terme (...). Ce n'est pas encore l'embrasement social qui se généralise. Le feu couve, d'importants foyers de lutte sont déjà apparus, l'action et les initiatives de la CGT peuvent les multiplier. »

Après avoir exposé sa conception de la conduite « démocratique des luttes » — l'autogestion du mouvement et une « CGT moteur », — M. Krasucki a mis en avant la « volonté unitaire » des salariés à la base. Mais il a vivement dénoncé la « capitulation » des autres syndicats « qui acceptent l'austérité ». Mettant en avant les « dix » de Renault, il a présenté les élections actuelles comme « une des périodes les plus dures de la répression syndicale ».

An chapitre international, il a rendu un hommage appuyé à la perestroïka de M. Gorbatchev, tout en récusant « tout modèle ».

Reconquérir des adhérents

M. Krasucki a conclu son discours sur « la question vitale de la syndicalisation ». « Il s'agit, a-t-il déclaré, d'un véritable et grave problème. Le nombre actuel des adhérents de la CGT ne peut pas nous laisser tranquilles. » S'il y a pour lui des raisons objectives à la désyndicalisation (chômage, précarité, répression, etc.), il faut d'abord s'occuper « de ce qui dépend de nous ». « Nous allons le faire sans complaisance et sans catastrophisme », a-t-il affirmé.

Dans son plaidoyer pour le renforcement de la CGT, M. Krasucki a fustigé « les pesanteurs héritées du passé, des pratiques qui ne conviennent plus : on élit une direction — pas toujours — et puis on prend les décisions à quelques-uns, c'est plus commode ». Rejetant les « manifestations d'étroitesse », il a souligné : « Quelque soit le choix de se syndiquer à la CGT doit être pris tel qu'il est. » Il a invité le congrès à adopter une résolution exceptionnelle afin de lancer une « bataille sans précédent » pour « reconquérir nos forces syndicales et remonter nos effectifs ». Un appel en ce sens sera adressé au monde du travail.

MICHEL NOBLECOURT.

A Paris

Moins de nuits blanches à la grande poste de la rue du Louvre

La grande poste de la rue du Louvre, la seule de la capitale à être ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre, aura porte close entre minuit et 8 heures du matin à partir du 29 mai. Néanmoins, le service continuera d'être assuré toute la nuit les vendredis, samedis, veilles de jours fériés, et dans la nuit du 14 au 15 de chaque mois (une période importante pour les PME, qui doivent payer l'URSSAF).

La direction générale de la Poste justifie sa décision par la faible fréquentation du bureau en pleine nuit et la présence croissante de marginaux dans les parties du bâtiment réservées au public. En outre, certaines opérations (bulletins, appels téléphoniques) peuvent désormais s'effectuer hors des locaux. Elle met également en avant le développement de certaines activités à la Poste d'épargne facilitées par la déconnexion avec le central informatique des PTT à ces heures de la nuit.

La grande poste de la rue du Louvre, bâtiment contemporain aux structures métalliques conçues par Eiffel, est une véritable institution à Paris. Mais que tous les retardataires de la capitale se rassurent : ils pourront toujours envoyer leurs chèques au percepteur en catastrophe le jour dit, puisque les bureaux resteraient ouverts jusqu'aux douze coups de minuit.

■ Un paquet à détalé. — La Poste lance un nouveau produit. Colissimo : il s'agit de garantir à un expéditeur que son paquet sera livré dans la journée s'il voyage à l'extérieur d'un même département ou dans un délai de deux jours au plus, en n'importe quel point de la France. Le paquet en question ne devra toutefois pas dépasser les 7 kilos (25 kilos s'il s'agit d'un envoi groupé en sac) et ses trois dimensions (hauteur + largeur + longueur) ne doivent pas excéder les 100 centimètres. En cas de dépassement du délai, l'administration dédommagera automatiquement l'expéditeur sous forme d'un bon donnant droit au dépôt gratuit d'un autre Colissimo.

Dans la Drôme et l'Ardèche

Un accord patrons-syndicats contre l'ouverture des magasins le dimanche

VALENCE
de notre correspondant

Dix-huit syndicats patronaux du commerce de l'Ardèche et de la Drôme viennent de signer avec tous les syndicats de salariés un accord pour le « respect du repos dominical » afin de « mettre fin aux pratiques d'ouverture sauvage le dimanche ». Le texte reprend la réglementation prévue par le code du travail. Mais il doit servir de cadre pour l'application de la réglementation : les directeurs de travail des deux départements ont suivi les

négoiations et les préfets vont prendre des arrêtés reprenant les termes du document, qu'ils devront faire respecter. Les signataires de l'accord pourront se porter partie civile dans les procédures d'engagement à l'inspection du travail.

L'accord vise à contraindre les grandes chaînes de distribution à respecter la fermeture des magasins le dimanche : seul le Syndicat du commerce moderne de l'équipement de la maison (Synocom), qui réunit les grandes surfaces d'ameublement, ne l'a pas signé. « On voudrait nous faire croire que le progrès est d'ouvrir tous les magasins le dimanche », déclare M. Gérard Clément, secrétaire général de l'Union Drôme-Ardèche de Force ouvrière. C'est simplement la stratégie commerciale de quelques-uns. Les signataires espèrent faire école.

GÉRARD MEJEAN.

Reconquête... en repli

M. KRASUCKI a présenté d'emblée le 43^e congrès de la CGT comme celui de « la lutte ». Rien d'étonnant de la part d'une centrale qu'il décrit comme « le syndicat qui se bat et n'abdique jamais ». Mais il n'est pas sûr que, dans le discours fleuve du secrétaire général, les militants retrouvent une priorité, qualifiée pourtant de « vitale », qui n'est apparue qu'en fin, celle du renforcement d'une confédération dont l'affaiblissement, au regard du nombre d'adhérents, a bel et bien été reconnu.

Si M. Krasucki avait voulu noyer le poisson, il ne s'y serait peut-être pas pris autrement. Comment des militants peuvent-ils se préoccuper de corriger les défauts de leur pratique syndicale quand on leur explique à longueur de discours que le plus urgent est de se battre contre les orientations du gouvernement et du patronat et contre l'intégration européenne de 1993 ? Peut-on mener de front ces deux objectifs : « par notre lutte, ouvrir des issues à la France » et répondre aux « besoins impérieux » de renforcer les effectifs ?

M. Krasucki a assigné en effet à ses troupes l'objectif d'une amélioration de la pratique syndicale afin de rendre la CGT « attractive ». Mais les handicaps à surmonter sont lourds. La charge contre l'intégration européenne a été telle que l'Europe se retrouve cause de tous les maux. La CGT se dit favorable à une « Europe spécifique débarrassée de la tutelle des multination-

nales » et ouverte aux coopérations tous azimuts. Mais les excès de son discours anti-européen suscitent l'inquiétude, et l'isolement de tous les autres syndicats d'Europe avec lesquels elle se dit prête à coopérer. Même les Commissions ouvrières espagnoles, à direction communiste, et le TUC britannique admettent aujourd'hui l'Europe de 1993.

L'autre handicap au renforcement de la CGT tient à son alignement de plus en plus complet sur les positions du PCF. M. Georges Marchais a été, à Montreuil, l'invité le plus applaudi (1). Mais la prise de position de M. Krasucki sur les élections européennes, venant après son dialogue avec M. Herzog dans l'Humanité, a abouti de fait à condamner toutes les formations à l'exception du PCF. Il ne suffit pas de proclamer qu'à la CGT tous les adhérents doivent pouvoir « vivre ensemble » dans la diversité de leurs opinions politiques, même si la « conscience de classe » des uns et des autres est nulle, car si les convergences avec le PC tournent à la confusion des positions respectives, on voit mal comment la CGT peut « reconquérir » ses forces en se repliant sur son noyau communiste. « Le syndicat de classe serait stérile s'il n'était pas un syndicat de masses » disait le 21 mai M. Krasucki. Le risque n'est-il pas déjà là ?

M. N.

(1) Outre le PCF étaient également présents à Montreuil des délégations du Parti socialiste, de la CFDT, de la FEN et de nombreuses autres organisations.

TELECOMMUNICATIONS

La France se dote d'une direction à la réglementation

Conformément au Livre Vert visant à réaliser l'Europe des télécommunications, la France vient de créer une « direction à la réglementation générale » (DRG). Afin de faciliter la transparence, Bruxelles a demandé à tous les États membres de la CEE de séparer clairement l'organisme exploitant les télécommunications (en l'occurrence France Télécom) de celui édictant les règles du jeu applicables aux télécommunications. Estimant que le pouvoir réglementaire relevait de l'État, la France a donc décidé de créer une direction à la réglementation, placée sous la tutelle du ministre des PTT, ainsi qu'elle l'avait annoncé à la fin de l'année dernière (le *Monde* du 14 octobre 1988). Aux termes du décret publié dimanche 21 mai, cette direction devra « définir et adapter le cadre juridique dans lequel s'inscrivent les activités de la poste et celles des télécommunications ». Subdivisée en quatre, la nouvelle entité sera placée sous la houlette d'un directeur, nommé prochainement. La nouvelle DGR remplace la mission à la réglementation, aux moyens moins importants, instituée il y a deux ans et demi, par le précédent ministre des PTT, M. Gérard Longuet.

ENERGIE

A partir de 1995

Le Nigéria exportera du gaz naturel liquéfié en Europe et aux États-Unis

Après plusieurs années d'études et d'hésitations dues à la chute des prix des hydrocarbures et aux difficultés financières du Nigéria, l'accord prévoyant la construction à Bonny, dans le sud du pays d'une usine de liquéfaction de gaz naturel a été signé vendredi 19 mai à Lagos. La production de cette usine de 2,5 milliards de dollars sera entièrement destinée à l'exportation en Europe (3,3 milliards de mètres cubes de gaz par an) et aux États-Unis (2,2 milliards) de mètres cubes.

L'usine, qui entrera en service en janvier 1995, sera gérée par une société commune, dont la compagnie nationale du pétrole nigérienne détendra 60 %, associée à la Shell pour 20 %, aux sociétés italiennes Agip (10 %) et française Elf (10 %). Les trois compagnies étrangères fourniront le gaz nécessaire à l'alimentation de l'usine.

Compte tenu des surcapacités existant sur le marché mondial du gaz actuellement, la production nigérienne a été limitée, dans une première phase, à 5,5 milliards de mètres cubes par an, mais cette capacité devrait à terme plus que doubler, à mesure que le marché du

GNL reprend. Le coût de cette première tranche sera financé pour 60 % par des prêts internationaux. Depuis le début de 1986, le gouvernement nigérien a mis de côté le produit de la vente de 20 000 barils par jour de pétrole pour réunir sa part d'apport en capital, estimée à 600 millions de dollars.

Ce projet, qui devrait permettre au Nigéria de se placer sur le marché international du gaz, batifait depuis longtemps sur la difficulté de trouver des débouchés assurés pour le gaz, dont les marchés tant en Europe qu'aux États-Unis sont depuis le début des années 80 largement saturés. La chute des prix du gaz, notamment outre-Atlantique, compromettrait en outre sa rentabilité. La reprise récente des ventes et le souci, notamment chez les compagnies européennes, de diversifier leurs sources d'approvisionnement ont facilité l'aboutissement du projet de Bonny.

■ AIRBUS : un projet « allongé » de l'A-320. — Le conseil de surveillance d'Airbus Industrie a autorisé, le 20 mai, la direction du consortium européen à « entrer en négociations commerciales fermes » avec les compagnies aériennes sur une version allongée du bi-réacteur A-320. Si quarante exemplaires étaient achetés ferme et s'ajoutaient aux commandes acquises de la version de base, Airbus mettrait en fabrication cet appareil, dont le fuselage sera allongé de presque 7 mètres. Il pourra emporter au maximum deux cents passagers contre cent soixante-quatre pour la version de base et offrira 40 % de volume de soute supplémentaire. Le développement de l'A-320 allongé coûterait 500 millions de dollars (3,3 milliards de francs). Si la décision de lancement définitif était prise à la fin de cette année, le premier exemplaire pourrait être livré à Lufthansa en 1995. Le marché estimé s'élève à quatre cent cinquante appareils.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

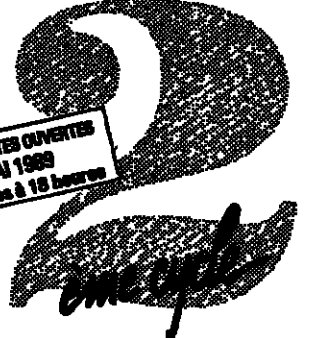
DEMAIN VOUS SEREZ EN ENTREPRISE

Responsable du Personnel
Responsable de la Formation
Responsable du Recrutement
Directeur des Ressources Humaines
10 MOIS D'ENSEIGNEMENT
8 MOIS DE STAGE ENTREPRISE

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou deux ans de prépa.
CONCOURS : 1^{re} session
24 AVRIL 1989
Inscriptions immédiates :
Tél. 47.57.31.41.

NOM _____ AGE _____
DIPLOME _____
ADRESSE _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2^e cycle de Gestion du Personnel
INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 120 rue Danton 92300 Levallois-Perret



DE GESTION DU PERSONNEL ET DES RESSOURCES HUMAINES
ETABLISSEMENT PRIVE
D'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR

GRUPE ICS
Institut de Gestion Sociale

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT) lance 5 appels d'offres pour la fourniture d'engrais et de produits insecticides :

- | | |
|---------|---------------------------------|
| AO n° 1 | 27 900 t d'engrais complexe |
| AO n° 2 | 19 500 t d'engrais complexe |
| AO n° 3 | 8 757 t d'Urée |
| AO n° 4 | 610 t de phosphate super simple |
| AO n° 5 | 500 000 l d'insecticides UBV |

L'avis d'appel d'offres détaillé et les cahiers des charges peuvent être retirés auprès de la CFDT, 13, rue de Monceau, 75008 Paris (à l'attention MM. BEROU ou CHAVATTE).

Téléphone : 43-59-53-95. - Téléc : 660 839 F

(Publié)

Le Monde

HABITAT

LE BILAN DU LOGEMENT EN FRANCE

Mercredi 24 mai
(daté jeudi 25)

ATTENTION : ce supplément gratuit est publié en cahier séparé. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux.

89

PILÉ
SÉPARÉE

CMG INST DE FOR

FORMATION D'INFORM

FORMATION D'INFORM...
FORMATION D'INFORM...
FORMATION D'INFORM...

مكتبة الأمل

Économie

Un entretien avec le président de la Bundesbank

(Suite de la première page.)

Vous évoquez le cours du dollar par rapport au mark. Le dollar par rapport au mark, c'est un peu le cœur du problème. Le dollar est trop élevé, qu'il est supportable pour l'économie allemande ?

Je n'aime pas l'expression « trop élevé ». Après tout, le cours est celui que fixe le marché. L'économie allemande sera capable de faire face aux problèmes soulevés par un dollar plus fort. Il convient cependant de constater qu'un dollar en hausse, cela ne contribue guère à la correction des déséquilibres des balances des paiements.

Les excédents et les déficits des balances des paiements ne seraient-ils pas simplement le reflet des mouvements de capitaux qui seraient, dans ce domaine, le facteur décisif ?

C'est là un point de vue intéressant qu'il faudrait creuser davantage. A première vue, je n'ai pas jusqu'ici. Mais il est une chose sur laquelle je voudrais insister. Les taux de change ne jouent qu'un rôle limité dans les processus d'ajustement. Les facteurs décisifs, ce sont l'évolution de la demande, des revenus, de l'épargne et donc les politiques portant sur la demande globale, la consommation, etc. C'est pourquoi je ne crois pas beaucoup à l'efficacité des interventions sur les marchés des changes.

« Nous serions heureux de voir un mark plus fort »

Le processus de réduction des grands déséquilibres internationaux semble en panne depuis quelques mois.

Il est vrai que le déficit de la balance des paiements américaine paraît s'être stabilisé autour de neuf à dix milliards de dollars par mois, que la Grande-Bretagne accuse désormais régulièrement un énorme déficit et que les surplus allemands et japonais ont plutôt tendance à augmenter.

Pour la RFA, il faut noter aussi les mouvements de capitaux en sens inverse. A cet égard, nous avons plus que « recylé » notre excédent puisque, aux 85 milliards de marks d'exportation de capitaux à long terme correspondant à peu près au montant de notre surplus de balance des paiements courants, s'est ajouté un autre courant d'exportations nettes de capitaux à court terme de l'ordre de 35 milliards de marks.

C'est là l'une des raisons de la faiblesse relative du mark sur le marché des changes. Sans nous faire une idée a priori du bon niveau des taux de change, c'est un fait que nous serions heureux de voir un mark plus fort vis-à-vis du dollar.

La politique monétaire menée par les autorités américaines n'est-elle pas plus restrictive que la nôtre ? Les fortes pressions que vous avez subies pour relâcher les freins ne vous ont-elles pas empêché de réagir à temps contre la montée des pressions inflationnistes ?

Il est vrai que nous venons, pendant trois années consécutives, de dépasser les objectifs de croissance de la masse monétaire que nous nous étions fixés. Au contraire, les Américains sont restés en dessous des objectifs assignés par le système de Réserve fédérale.

C'est un fait que le dollar a remonté pendant les mois qui ont précédé l'élection américaine. Et si le mark a subi des pressions à la baisse, c'est parce que nous avons été incités par tout le monde, y compris par notre propre gouvernement, à stimuler la demande interne.

Aujourd'hui, la situation a changé et je suis optimiste quant aux

résultats à attendre des mesures déjà prises.

Votre politique monétaire est-elle désormais suffisamment restrictive ?

C'est une question à laquelle il est toujours difficile de répondre étant donné que les indicateurs dont nous disposons, à commencer par l'indice des prix, se rapportent au passé, fût-il récent. Or nous avons besoin de savoir ce qui se passe actuellement. A cet égard, c'est l'évolution des agrégats monétaires qui nous paraît la plus déterminante, et l'expansion monétaire semble s'atténuer lentement, ce qui est certainement le résultat de notre politique restrictive.

La faiblesse du mark n'a-t-elle pas entraîné aussi une diminution des réserves de change de la Bundesbank ?

C'est bien ce que nous voulions en fait, car cela n'a pas de sens à notre avis de laisser croître sans arrêt les réserves. Il convient aussi de tenir compte du fait que d'autres banques centrales ont acheté des marks en grande quantité. Dans notre bilan, ces avoirs étrangers en marks sont bien entendus un passif. Cela met bien en lumière le rôle croissant que le mark joue en tant que monnaie de réserve et d'intervention à l'échelle internationale, phénomène qui n'a pas que des côtés positifs. Nos réserves nettes de change sont effectivement passées de 100 milliards de marks fin 1987 à 67 milliards de marks à la fin de l'année dernière.

Quel est le montant des réserves en marks détenues à l'étranger ?

Les réserves détenues en marks représentent 17 % du total des réserves mondiales en devises, contre 14 % au début de 1988. En chiffres absolus, le montant des seules réserves officielles recensées en marks a atteint à la fin de 1988 108 milliards de marks contre 55 milliards un an auparavant. Ces chiffres excluent les avoirs détenus par toute une série de banques centrales non européennes. Ce qu'il convient de souligner, c'est que les États-Unis ont également accumulé des réserves en marks considérables, à la suite des importantes interventions qui ont été réalisées ces derniers temps.

« Un rapprochement des taux en France et en RFA »

On a attribué les faibles masses de capitaux hors d'Allemagne à l'instabilité, au 1^{er} janvier 1989, d'une retenue à la source de 10 % sur les revenus des obligations. Le gouvernement fédéral vient de la supprimer. Qu'en pensez-vous ?

D'abord, cette expression de fuite de capitaux ne me paraît guère appropriée pour décrire ce qui s'est passé. Nous ne sommes pas une république bananière. L'Allemagne enregistre d'importants excédents des paiements courants, qui doivent être compensés par un fort courant d'exportation de capitaux. Toutefois, les sorties de capitaux ont été bien supérieures à ces montants jusqu'à une date toute récente.

L'annonce de l'introduction d'une retenue à la source sur les revenus du capital y est certainement pour beaucoup. Mais un autre phénomène a également joué. A partir du moment où vous avez convaincu le marché de la stabilité des changes, il est tout à fait rationnel qu'un investisseur place ses fonds là où les taux d'intérêt sont les plus élevés. Cela a naturellement joué en faveur du dollar au détriment du

mark. En Europe, les investisseurs ont eu tendance à se placer en France, où les taux sont encore supérieurs d'environ 2,5 points à ceux de l'Allemagne ; en raison de la stabilité qui existe au sein du SME, on doit aller vers un rapprochement des taux d'intérêt.

La volte-face du gouvernement allemand sur la retenue à la source va rendre plus difficile l'harmonisation de la fiscalité sur l'épargne en Europe, pourtant considérée par le gouvernement français comme l'une des conditions à la libéralisation des mouvements de capitaux ?

Permettez-moi, à titre tout à fait personnel, de faire deux observations. La première est qu'en matière d'harmonisation il faut se garder de tout perfectionnisme et d'un excès de bureaucratie. Je préconise pour cette raison l'institution d'une exonération à la base d'un montant élevé. Cette forme



d'encouragement de la formation d'actifs financiers serait aussi très judicieuse du point de vue de la politique économique. On assisterait en fin de compte à une baisse des taux, et l'activité d'investissement réelle s'en trouverait stimulée. Si la plupart des citoyens n'étaient plus passibles de l'impôt, il serait plus facile de contrôler les redevables restants.

Ma seconde remarque, c'est que nous n'avons pas besoin d'une harmonisation intégrale des fiscalités. Depuis longtemps, l'Allemagne a supprimé tout contrôle sur les mouvements de capitaux. Nous n'avons pas pour autant souffert de déplacements importants et anormaux de capitaux en direction de pays où les contrôles fiscaux n'existent pas. Il est irréaliste de croire qu'une simple différence fiscale peut amener beaucoup de citoyens à déposer leur argent dans des banques étrangères pour se soustraire au devoir de l'impôt.

« La libéralisation dans le sens des intérêts français »

Y compris dans un pays comme la France où cette liberté sera nouvelle ?

L'expérience a montré que, chaque fois qu'un pays s'engage dans la voie de la libéralisation, cela se traduit par des entrées, et non par des sorties de capitaux. Un investisseur ne placera son argent dans un pays où le taux d'intérêt est plus élevé que s'il a la certitude qu'il pourra toujours rapatrier ses fonds. Ainsi le pays d'accueil doit-il convaincre qu'il s'engage pour de bon dans la voie de la libéralisation et accompagner la suppression des contrôles par une politique de stabilisation interne propre à inspirer confiance.

Dans les circonstances actuelles, j'ai tout à fait persuadé que la libéralisation des mouvements de capitaux va tout à fait dans le sens des intérêts français. Et cela parce que Paris a des atouts très solides pour devenir l'un des centres financiers de l'Europe. Vous dites l'un des centres ?

Parce que j'espère bien que Francfort pourra jouer aussi un rôle important. Il y a place en Europe, à côté de Londres, pour plusieurs centres financiers. Paris a bien des avantages. L'envie certaines des mesures qui ont été prises chez vous en matière de modernisation du marché, notamment la création d'un instrument moderne comme le MATIF.

En France, certains ont le sentiment que les Allemands sont actuellement moins favorables à l'Europe qu'auparavant.

Je ne pense pas que ce soit exact. Je vous rappellerai que c'est sous la présidence allemande que les Douze ont décidé, à Bruxelles, la libéralisation de tous les mouvements de capitaux, l'une des décisions les plus importantes au cours des dix dernières années selon moi. Le mérite en revient tout particulièrement au chancelier Kohl et à son ministre des finances de l'époque, Gerhard Stoltenberg.

La Bundesbank a manqué, disent certains, d'empressement pour informer les autorités françaises du relèvement de ses taux, juste après le sommet franco-allemand à Paris.

En réalité, j'ai informé le gouverneur de la Banque de France dès que cela a été possible. La vérité, pas toujours bien comprise, est que les conditions institutionnelles dans lesquelles nous travaillons en Allemagne rendent parfois difficile la communication rapide des informations à nos partenaires. Le conseil d'administration de la Bundesbank comprend dix-huit membres. Les décisions ne sont pas arrêtées d'avance. Cela dit, je crois que nous sommes maintenant parvenus à un haut degré de coopération entre la France et l'Allemagne.

Le « rapport Delors » sur l'union monétaire prévoit la création d'une nouvelle institution, le « Système européen de banques centrales » (le SEBC). Ne s'agit-il pas d'un objectif trop ambitieux ?

J'étais, avec les autres gouverneurs des pays membres de la CEU, membre du comité qui a élaboré ce rapport. Je le connais par cœur. Je ne vais pas critiquer un texte auquel j'ai souscrit et sur lequel j'ai beaucoup travaillé, avec Jacques de Larosière notamment.

La grande question était de savoir si on pourrait arriver, un jour, à disposer d'un organe de décision commun, impliquant, comme le dit en effet justement Mme Thatcher, un transfert de souveraineté allant très loin. La décision reviendra aux gouvernements et aux parlements, mais c'est un fait que tous les membres du comité ont accepté cette idée.

Que considérez-vous comme le plus important dans ce rapport ?

Evidemment, le passage que l'on trouve dès le début du texte et qui souligne : « le rôle joué par le deutschemark comme point d'ancrage pour les politiques monétaires et d'intervention des participants ». (Rires.)

« L'indépendance nécessaire de la banque centrale »

Mais encore ? La question de l'indépendance des futures autorités monétaires européennes n'est-elle pas au centre des préoccupations allemandes ?

Ne serait-ce que pour des raisons pratiques, cette indépendance est en effet nécessaire. Le conseil du SEBC prendra ses décisions à la majorité. On voit mal comment il pourrait agir si ses membres ne peuvent voter que sur instructions. Cette nécessité est pleinement reconnue dans le rapport, dont les conclusions impliquent que chaque banque centrale participant au futur système européen devra être indépendante.

L'essentiel est que le système européen aura pour premier objectif « la stabilité des prix », ce qui exclut toute pression de la part des autorités politiques nationales ou communautaires. Pour les Allemands en particulier, il était entendu dès le départ que ce serait vraiment un sacrifice trop lourd de transférer les compétences d'une banque centrale réputée pour les résultats de son action à un organisme de décision commun si ce dernier ne devait pas poursuivre la même politique prudente de sauvegarde du pouvoir d'achat de la monnaie. Cette préoccupation fondamentale est exprimée sans ambiguïté dans le rapport.

Compte tenu de la réaction très négative des Britanniques, comment envisagez-vous pratiquement l'avenir ?

Je me bornerai à parler de l'union monétaire. Nous devrions commencer à discuter des questions très compliquées encore en suspens au sein des organismes compétents qui existent déjà dans la Communauté, par exemple le comité des gouverneurs des banques centrales. Les compétences de ce comité devraient être élargies dès la première étape, ce comité restant, naturellement, un organe purement consultatif.

Au cours de cette première étape, il doit être possible de réaliser tout ce qui n'exige pas une modification des traités européens existants. Tous les pays de la Communauté devront apporter leur contribution. Pour ceux notamment qui ne participent pas encore totalement au fonctionnement du SME, ils devront établir les conditions d'une participation pleine et entière en réduisant leur inflation et leur déficit.

Je voudrais insister sur le point suivant. La libéralisation complète des mouvements de capitaux exercera, par elle-même, une forte pres-

sion en faveur de la convergence — une expression que je préfère à celle de coordination — des politiques monétaire et économique de chaque pays membre. Il y aura là comme un transfert de souveraineté induit simplement par le marché. Cela me paraît très bon en soi.

L'union monétaire déjà bien engagée

Et l'ECU dans tout cela ?

Là encore, l'accord des gouverneurs des banques centrales s'est très clairement manifesté. Nous avons tous rejeté l'idée de la création d'une monnaie parallèle circulant en Europe à côté des monnaies nationales. Dans la pratique, l'ECU ne joue d'ailleurs qu'un rôle secondaire dans le SME.

Ce qui est vraiment en jeu, c'est la mesure dans laquelle les taux de change évolueront vers la stabilité. Or, à cet égard, les résultats déjà obtenus sont très encourageants.

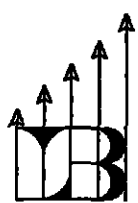
L'union monétaire est-elle déjà une réalité ?

Je suis tout à fait convaincu que nous sommes déjà bien engagés dans la voie de l'union monétaire. Celle-ci se définit d'abord par la stabilité des taux de change dans le SME. On se rappelle que la dernière crise de change au sein du SME remonte maintenant à plus de six ans, en mars 1983. C'est à ce moment-là que le tournant décisif a été pris, quand le gouvernement français a décidé de s'engager résolument dans une politique d'assainissement général. Depuis lors, on a bien connu des réajustements de parités au sein du SME, mais il s'agissait plutôt de corrections de nature technique.

Quant à la convergence des politiques économiques, à laquelle j'accorde, vous le savez, une importance cruciale, nous avons remporté des succès remarquables. Aujourd'hui, le taux d'inflation est pratiquement le même en France et en Allemagne. Nous sommes heureusement en train de créer progressivement la « zone de stabilité monétaire » que l'on voulait instituer en 1978 en fondant le SME.

Propos recueillis par PAUL FABRA et ERIC IZRALEWICZ.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



LAFFITTE-BAIL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 11 MAI 1989
ALLOCATION DU PRÉSIDENT BERNARD FRAIGNEAU

Madame, Monsieur,

Notre Société a répondu en 1988 à l'attente du marché et de ses actionnaires : une production accrue de 23,7 %, des bénéfices en augmentation de 13,5 %, un dividende servi à un nombre d'actions en hausse de 7,7 %, lui-même en majoration de 5 % (détachement le 3 juillet 1989 du coupon n° 16 d'une valeur de F. 34,15 auquel s'ajoutera un avoir fiscal de F. 0,10 pour former un revenu global de F. 34,25 par action).

L'année 1989 devrait se dérouler sous des auspices comparables dans un environnement commercial certes très concurrentiel mais par ailleurs toujours fort actif. On peut compter sur les qualités d'inventivité et de dynamisme de nos équipes : l'esprit d'entreprise qui les anime, forgé par plus de quinze ans d'efforts en commun, renouvelé par l'apport continu de jeunes professionnels, habité par un souci permanent de rigueur et inspiré par le service à la clientèle en fait — dans leur spécialité — une des meilleures forces d'intervention de la Place.

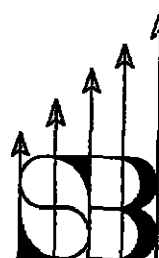
L'année 1989 verra, en fonction des décisions prises par les Assemblées Générales Extraordinaires convoquées pour le 20 juin, deux Sicom fusionner avec Laffitte-Bail pour former un ensemble de bonne taille :

- gérant 3,5 milliards de francs d'investissements,
- porteur d'un patrimoine en toute propriété d'une valeur de l'ordre de 900 millions,
- lequel assurera une couverture appréciable des fonds propres consolidés (720 millions).

Les Sociétés devant constituer cette nouvelle entité ont encaissé en 1988 près de 350 millions de loyers en crédit-bail et location, engagé plus de 520 millions d'opérations nouvelles, dégagé 107 millions de bénéfice net.

A l'actionnariat d'origine — les AGF, la Zurich, Barclays Bank — s'ajoutera la Banque Française du Commerce Extérieur (BFCE) dont on sait l'importante place qu'elle occupe sur le marché des entreprises industrielles et commerciales. Ainsi notre Société, en prenant une nouvelle dimension, élargira son rayonnement et renforcera ses perspectives d'expansion en France comme à l'étranger.

Ce sera l'occasion de moderniser notre dénomination sociale autour d'un emblème évocateur :



SOPHIA-BAIL
le financement sage

INSTITUT DE FORMATION

FORMATION D'INFORMATIENS

VOUS ÊTES diplômé de l'université (Licence, Maîtrise, DEA, DESS, ...) dans une discipline scientifique ou technique (Biologie, Chimie, Géologie, Mathématiques, Physique, ...).

VOUS SOUHAITEZ valoriser vos connaissances en informatique acquises pendant votre scolarité et vos stages en devenant informaticien. Notre Institut vous propose une formation pragmatique et opérationnelle qui vous permettra de travailler dans les environnements HP 3000-MPE, VAX-VMS ou UNIX. Vous bénéficierez ainsi de l'expérience et du savoir-faire d'une importante Société de Service en informatique (450 collaborateurs) leader sur son marché et pourriez saisir les opportunités d'un marché en forte croissance.

INFORMATION ET INSCRIPTION

Béatrice HOULVIGUE - Institut de Formation CMG
BP 38 - Rue de la Terre de Feu - 91942 Les Ulis Cedex - Tél. : 64.48.12.12
Prochaine session du 11 septembre au 14 décembre 1989.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Compagnie Industrielle et Financière de PRESBOURG

Les actionnaires de la Compagnie Industrielle et Financière de PRESBOURG - Compagnie de PRESBOURG, réunis en assemblée générale ordinaire le 11 mai 1989, ont approuvé les comptes de l'exercice 1988, tels qu'ils ont été présentés par le Directeur.

M. Christian GIACOMOTTO, président du directoire de la Compagnie de PRESBOURG, a exposé les principales opérations réalisées par la Compagnie au cours de l'exercice 1988.

La Compagnie de PRESBOURG a effectué, au cours de l'exercice 1988, sept investissements, d'un montant total de 175 millions de francs. Ainsi, au 31 décembre 1988, le portefeuille de la Compagnie était constitué de douze participations, représentant un montant investi légèrement supérieur à un tiers des disponibilités initiales de 750 millions de francs.

En termes de capitaux investis, le portefeuille se répartit de la manière suivante, notamment sur les trois secteurs d'intervention privilégiés de la Compagnie :

- 33 % dans le secteur de la technologie avec les sociétés COTEP INTERNATIONAL (télécommunications, téléinformatique et communication vidéo), FINANCIERE DE L'ODET (groupe BOLLORÉ TECHNOLOGIES), LOGITEC (systèmes de sauvegarde et traitement de l'image), ECONOCOM INTERNATIONAL (location et leasing de matériel informatique) ;

- 23 % dans le secteur de la communication avec les sociétés FINANCIERE DANIEL (impression en continu), ROUX, SEQUELA, CAYZAC & GOUDARD (conseil en communication), MARKETING FINANCE (presse professionnelle) ;

- 34 % dans le secteur de la finance avec les sociétés OCCIDENTALES DE CENTRES COMMERCIAUX (gestion de centres commerciaux), ROCHEFORT FINANCES (établissement financier) et VIEL & CIE FINANCE (intermédiation financière) ;

- 10 % dans divers secteurs avec la société TABLE DE FRANCE (arts de la table) AMS PACKAGING qui a fait l'objet d'un désinvestissement partiel à l'occasion de son rapprochement avec le groupe CARNAUD, permettant de dégager une plus-value de 1,6 million de francs.

A l'issue de ce deuxième exercice, la Compagnie de PRESBOURG a réalisé un bénéfice net de 12,8 millions de francs. L'Assemblée générale ordinaire a décidé d'inscrire l'intégralité du bénéfice distribuable, soit 16 millions de francs, compte tenu du report à nouveau bénéficiaire de 1987, en réserve libre.

Au cours du premier trimestre 1989, la Compagnie de PRESBOURG, à travers de PRESBOURG DEVELOPPEMENT, a pris une participation dans EURO-VL, jeune société qui met en place un service de gestion Back-Office pour les sociétés gérant un portefeuille d'OPCVM.

La Compagnie de PRESBOURG a, en outre, renforcé ses participations dans deux sociétés déjà en portefeuille : FINANCIERE DANIEL, à l'occasion de la prise de contrôle de FERRY PETER, et VIEL & CIE FINANCE.

Compte tenu des opérations en cours, notamment de la première prise de participation dans une société étrangère, l'objectif initialement annoncé, quant au rythme d'investissement, devrait être atteint puisque près des deux tiers des disponibilités de la Compagnie de PRESBOURG devraient avoir été investies à la fin de l'exercice 1989.

La présente est un point à titre d'information seulement.

EURIS
FRF 550.000.000

Crédit multi-décennaux à utilisations multiples à 5/7 ans

BNP Capital Markets Limited

Banque Nationale de Paris	The Bank of Tokyo, Ltd.
B.C.C.M. (Groupe G.M.F.)	Caisse Centrale des Banques Populaires
Crédit du Nord	Groupe Banco di Sicilia
Crédit National	Crédit Suisse (France)

Via Banque

Agent de l'Etat
Banque Nationale de Paris

Agent Appointé
Banque Nationale de Paris

DNP BNP Capital Markets Limited

LAFFITTE-BAIL

- Le Conseil d'Administration a examiné les comptes au 31 mars qui font apparaître un bénéfice net de 18,4 millions en croissance de 9,2 % sur le quart du résultat 1988.
- Les contrats de crédit-bail immobilier signés depuis le début de l'exercice s'élèvent à 271,8 millions tandis qu'un nouvel investissement locatif (activités-bureaux) a été engagé à Issy-les-Moulineaux pour 25 millions.
- La Société s'appuie à émettre un emprunt obligataire de 300 millions à neuf ans (taux fixe swap en taux variable) par l'entremise de la Barclays Bank, la BFCF et la Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

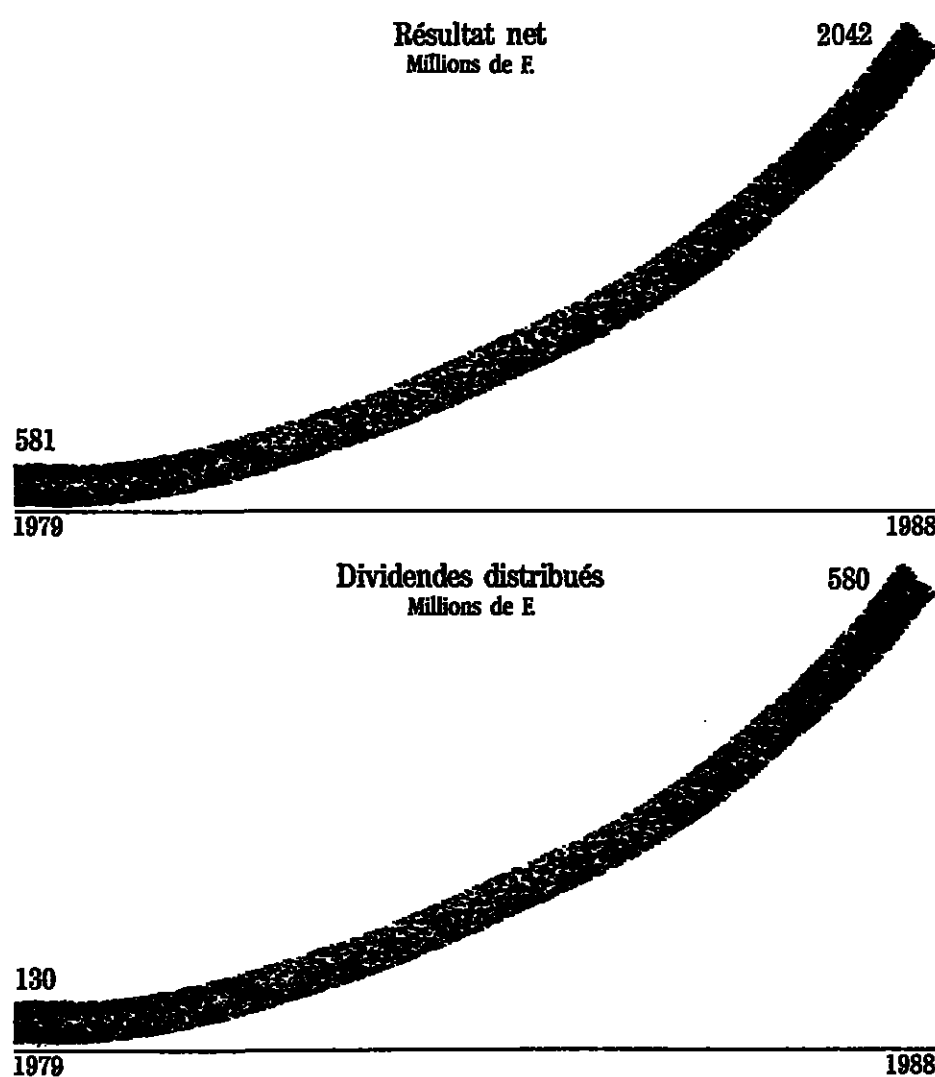
LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

400.000 actionnaires
ont choisi L'Air Liquide,
un Groupe qui traverse les crises.



« Notre souci est de privilégier nos actionnaires en leur assurant chaque année une juste et régulière rémunération des capitaux qu'ils nous ont confiés. »

Edouard de Boyere
Président-Directeur Général



L'AIR LIQUIDE

service actionnaires / 05 16 61 79

codec

GRUPE CONSOLIDÉ :
LE RÉSULTAT 1988

CONFIRME

LE REDRESSEMENT 1987

Le conseil d'administration s'est réuni le 26 avril 1989 et a arrêté les comptes consolidés du Groupe CODEC.

Ces comptes consolidés confirment le redressement amorcé en 1987. La mise en œuvre en 1988 d'une nouvelle politique commerciale basée sur les prix de marché, et le développement de nos produits de produits frais ont contribué à l'amélioration de notre résultat consolidé.

Le Groupe CODEC a dégagé un bénéfice consolidé de 24,2 millions de francs.

Résultat consolidé (en millions de francs)

1988	1987	1986
+ 24,2	+ 15,1	(32,1)

En ce qui concerne la société mère du groupe, la société CODEC, le résultat bénéficiaire 1988 s'élève à 20,4 millions de francs.

Le conseil proposera à l'Assemblée générale, qui sera convoquée le 14 juin 1989, d'arrêter le montant des excédents à répartir entre les associés sous forme de ristourne à 20 millions de francs et de les verser à un compte de ristourne à paiement différé à cinq ans.

les éditions
ouvrières

LA COMMUNE, SON BUDGET, SES COMPTES

René DOSIERE
Marc WOLF



René DOSIERE
Marc WOLF

LA COMMUNE, SON BUDGET, SES COMPTES
Guide pratique d'analyse financière

Le best-seller dans la gestion municipale.

10^e éd. revue et corrigée
Collection "Pouvoir local"
248 pages - 82 F

12 avenue Sœur Rosalie
75621 Paris Cedex 13

مكتبة المجلد



Économie

ÉTRANGER

Mort de l'économiste britannique John Hicks

John Richard Hicks, Prix Nobel de sciences économiques en 1972, est mort, samedi 20 mai, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, à son domicile de Blockley (dans le Gloucestershire).

J. R. Hicks est l'un des économistes qui ont le plus contribué à forger le corps de doctrine, discuté mais formant toujours la base de l'enseignement universitaire moderne, en matière de théorie économique. Son ouvrage *La Théorie des salaires*, paru en 1932, exerce une énorme influence. De cet ouvrage procèdent les conceptions néoclassiques sur la fonction de production et la répartition du revenu. Il fut très influent dans la construction des courbes de la demande. L'interprétation qu'il donna de la célèbre *Théorie générale* de Keynes dominera longtemps le champ de la réflexion. Après la guerre, il continuera à traiter, dans de nombreux articles, et livres, les grands problèmes, non seulement sous l'angle de la théorie (croissance, cycle des échanges internationaux, monnaie - il fut très critique à l'égard du « monétarisme ») mais aussi sous celui de l'économie politique (budgets, impôts).

(Né le 8 avril 1904 à Warwick (Angleterre), J.R. Hicks avait commencé sa carrière universitaire à la London School of Economics en 1926, avant d'être professeur à l'université de Manchester (1933-1946), puis à celle d'Oxford (1946-1965). Il avait épousé, en 1935, l'économiste Ursula Kathleen Welch, décédée en 1985 à l'âge de quatre-vingt-sept ans.)

EN BREF

● Création d'un système commun d'écoles aux grandes banques de données. — L'Office européen des brevets et trois sociétés européennes — Télévision (France), Bertelsmann Computer Beretungsdienst (RFA) et Serin (Italie) — vont développer un système commun d'écoles aux grandes banques de données scientifiques et techniques. La mise en place du service, baptisé EPOQUE (European Patent Office Query System) permettra de gérer un capital de 24 millions de documents, auxquels s'ajoutent chaque année les informations concernant huit cent mille brevets supplémentaires. — (AFP.)

● Mobilisation européenne sur la sécurité informatique. — Vingt-huit grandes entreprises européennes ont formé une association pour s'attaquer aux problèmes de sécurité informatique. Conduites par le cabinet international de consultants Coopers and Lybrand, elles comptent dans leurs rangs des compagnies comme Asa Brown Boveri, British Airways, British Telecom, Fiat, Ford Europe, IBM, SKF et Volvo. Sous le nom de Forum européen pour la sécurité, l'organisation se propose de développer rapidement des solutions capables de résoudre les problèmes de sécurité informatique des groupes (terreur de manipulation, accès de malveillance ou incidents techniques). Les solutions adoptées par les organisations concernées et leurs partenaires commerciaux.

Avant la réunion des chefs d'Etat à Madrid

Les ministres des finances des Douze acceptent la première étape du rapport Delors sur l'union monétaire

Le débat entre les Douze sur l'opportunité d'engager le processus devant conduire à une Union économique et monétaire (UEM) se trouve dans une phase d'attente. Rien n'est cassé mais rien n'est joué. S'agissant du rapprochement des taux de TVA qui est nécessaire pour permettre la suppression des contrôles fiscaux aux frontières, un accord semble possible à partir des nouvelles propositions de la Commission. Quant à l'harmonisation de la taxation des intérêts des obligations, complètement souhaitable à la libération des mouvements de capitaux, les divergences entre les États membres ne font que s'accroître, mais un compromis n'est peut-être pas hors de portée compte tenu, notamment, de la disponibilité manifestée par la France. Tels sont les résultats, importants, de la réunion informelle que les ministres des finances des Douze ont tenue samedi 20 mai à S'Agaro, une station balnéaire de la Costa Brava.

S'AGARO (Espagne)
de notre envoyé spécial

« L'heure de vérité approche, tout dépendra de l'attitude de M^{me} Margaret Thatcher. Si elle dit non, ce sera aux autres États membres de décider ce qu'ils veulent faire par rapport à ce refus », a estimé M. Pierre Bérégovoy à l'issue de la réunion. De fait, personne ne s'attendait à ce que les ministres des finances, qui débattaient pour la première fois du rapport du comité Delors sur l'Union économique et monétaire (UEM) depuis que ce document leur avait été présenté au mois d'avril à Luxembourg, aillent très loin dans leurs commentaires. L'appréciation sur le scénario proposé par le comité Delors revient de droit aux chefs d'Etat et de gouvernement. Parce que ce sont eux qui ont nommé le comité Delors voici un an à Hanovre, mais surtout parce

que, dans les propositions qui leur sont soumises, il y a, comme le rappelle samedi M. Jacques Delors, « un aspect technique » (les modalités de la coopération économique et monétaire) mais aussi « un projet de sens collectif vers la création d'une Europe politique ».

Par rapport à leur réunion d'avril et aux propos négatifs tenus alors par M. Nigel Lawson, les résultats de samedi sont plutôt rassurants. Les Douze, dont le chancelier de l'Echiquier, ont invité les institutions de la CEE à préparer la mise en œuvre de la première étape du processus qui conduira à l'Union économique et monétaire. (Le rapport du comité Delors suggère qu'elle commence le 1^{er} juillet 1990), mais aussi à faire l'inventaire des mesures qu'il faudrait prendre lors de la deuxième et troisième étapes. Un mandat dont la principale tâche est de permettre de continuer le dialogue en attendant que les « chefs » s'expriment.

Il a en outre l'occasion lors du conseil européen de Madrid. La Commission, la France, l'Italie, l'Espagne, peut-être l'Allemagne, voudront éviter alors la démarche ambiguë, la « dérive », comme dit M. Delors, consistant à décider d'engager la première étape sans discuter, pour autant, si l'on est prêt à aller jusqu'au bout du processus et si l'on est disposé (pour l'illustrer) à réunir une conférence intergouvernementale afin de réviser le traité.

TVA : la percée

Cette révision est nécessaire comme tous des transferts de compétences qu'implique l'Union économique et monétaire. « La réalisation de l'UEM est un processus unique, qui nécessite un engagement politique clair. Pour moi, s'il n'y a pas l'engagement de rédiger un nouveau traité, ce sera l'échec. Je donne aux gouvernements jusqu'au conseil européen de Paris pour dégager une orientation politique », a souligné et répété samedi soir M. Delors.

Quelle fut la position exprimée par le nouveau ministre allemand des finances, M. Waigel ? « Il a été allié », a observé M. Delors. M. Bérégovoy pense de même mais préférerait que ses bonnes intentions soient confirmées. « Il est peut-être un peu moins pressé que nous, mais il s'est fixé le même objectif. Il m'a semblé qu'en ce qui concerne cet objectif final, il n'y avait pas de divergences », a commenté le ministre français. Apparemment, M. Waigel croit lui aussi qu'à Madrid il faudra demander à chacun de se prononcer sur l'objectif final, mais une fois les choses ainsi éclaircies, il ne voit pas d'urgence à convoquer une conférence intergouvernementale pour rédiger un nouveau traité et pense préférable,

Lire aussi

- La préparation des élections européennes... pages 7 et 8
- Un entretien avec le président de la Bundesbank... page 1

avant de le faire, d'avoir engrangé l'expérience de la première étape.

Autre thème abordé lors de cette réunion : l'harmonisation fiscale. « Nous sommes sur la voie d'un accord complet sur le rapprochement des taux de TVA », a estimé M. Delors. De fait, les nouvelles propositions présentées par M^{me} Christiane Scrivener ont permis de débattre le débat. Il faudra encore bien du temps et des négociations, mais sur un sujet aussi complexe, c'est là une percée majeure. Le point le plus difficile en suspens concerne le taux « normal » minimal. La Commission, délibérément, ne l'a pas fixé dans sa dernière proposition, mais elle n'a pas ignoré à personne qu'elle souhaite 15 %. M. Rading, le ministre néerlandais, voudrait 16 %, M. Waigel, quant à lui, refuse pour l'instant de monter au-dessus de 14 %.

Le ministre allemand a confirmé qu'il était opposé à l'instauration d'une retenue à la source (la Commission propose 15 %) à percevoir sur les intérêts des obligations et des dépôts bancaires. Il renforce ainsi puissamment le camp des pays membres hostiles à cette proposition. Lesquels figurent le Royaume-Uni et le Luxembourg. « S'il n'y a pas d'accord européen, nous apprécierons », a commenté M. Bérégovoy. Mais dans le même instant, il s'est montré très conciliant, peu « ému », prêt à chercher d'autres méthodes que la retenue à la source, même s'il ne l'a pas dit explicitement.

Il a indiqué qu'il attachait « une importance extrême au moyen de lutter contre la fraude » et que, par conséquent, il était intéressé au renforcement de la coopération entre les administrations fiscales et aux efforts qui seraient entrepris pour que ces revenus de l'épargne soient effectivement déclarés. En conclusion et ce n'est pas par hasard, M. Bérégovoy a rappelé qu'après tout « la fiscalité n'est qu'un élément parmi d'autres, qui détermine le lieu de placement des capitaux », qu'il croyait à la libre circulation des capitaux, ainsi qu'à un franc fort.

PHILIPPE LEMAITRE.

● Les Parlements nationaux souhaitent coopérer entre eux et avec le Parlement européen. — Les présidents des Parlements des Douze, réunis vendredi 19 et samedi 20 mai à Madrid, ont décidé de développer des relations entre les Parlements nationaux et le Parlement européen.

La conférence a publié, samedi, une déclaration soulignant que « les Parlements nationaux prendront toutes dispositions qu'ils jugeront utiles pour favoriser la participation des représentants de leurs pays aux travaux des organes spécialisés du Parlement européen ».

Les présidents des Parlements ont décidé d'organiser chaque année un rendez-vous de l'Europe et ont invité les organes des Parlements nationaux des Douze, spécialisés dans les affaires européennes, à se rencontrer à intervalles réguliers pour débattre en commun de thèmes arrêtés au préalable. — (AFP.)

La conférence des Açores

Le front des îles

PUNTA-DELGADA (Açores)
de notre envoyé spécial

Comme existe l'Europe des grandes métropoles (les cocoricos) ou l'Europe de la pêche, commence à prendre corps l'Europe des îles. On l'a bien vu les 18 et 19 mai à l'occasion de la réunion de la commission des îles de la conférence des régions périphériques maritimes de la CEE, qui se tenait à Punta-Delgada, la capitale de l'archipel portugais des Açores.

Créée en 1980, cette commission des îles a progressivement acquis au fil de ses congrès auprès de la Commission et du Parlement européens, non seulement l'influence qu'elle exerce sur la mécanique communautaire tout groupe de pression structuré, mais encore un début de reconnaissance politique, puisque la Commission européenne lui confie des études économiques sur des sujets précis et prend en compte ses desiderata. Surtout, le conseil des chefs d'Etat européen, de Rhodes, à la fin de l'année dernière, avait expressément émis l'idée d'un effort spécifique pour les régions insulaires.

Même si les différences de niveau de vie et l'approche des problèmes économiques apparaissent souvent considérables entre les Baléares entièrement vouées au tourisme et les îles de l'ouest de l'Irlande habitées par quelques dizaines de familles, ou entre la Guadeloupe et les Canaries et les Açores qui jouissent d'un large statut d'autonomie politique, toutes ces régions insulaires de la CEE se trouvent les coudes collectivement devant leurs pouvoirs centraux respectifs, mais aussi vis-à-vis de la Commission de Bruxelles. L'insularité explique partout les mêmes handicaps : transports chers, poids de l'agriculture et de la pêche, tentations touristiques, industrie de haute technologie peu représentée, faiblesse de l'appareil universitaire et de recherche.

Le problème des transports

« Il n'est pas question pour nous de demander une aumône, a lancé M. José Moto Amaral, président du gouvernement régional des Açores. « nous voulons entrer à Bruxelles la tête haute. Les peuples insulaires ont la capacité de s'organiser et de nouer une coopération efficace. Je dis aux autorités nationales et aux instances européennes que la justice exige de traiter différemment ce qui est différent, et au premier chef les îles à la périphérie de l'Europe. » Une périphérie qui risque d'ailleurs de devenir encore plus centrifuge lorsque sera ouvert le tunnel sous la Manche, tunnel qui renforcera l'axe puissant qui va de Londres à Milan, en passant par Lille, Bruxelles et Francfort.

Trois sujets essentiels étaient inscrits à l'ordre du jour de la conférence des Açores : les statistiques, la fiscalité et les transports. Sur le premier point, des délégués et notamment ceux de la région Corse, ont fait valoir que l'organisme européen Eurostat devait mettre en place des séries statistiques spécifiques pour appréhender le mieux possible la complexité de l'économie des îles,

dans lesquelles il n'existe quasiment jamais de comptes régionaux. Certaines îles, comme Madère, ou les départements d'outre-mer ne sont le plus souvent même pas mentionnés dans les tableaux statistiques de la CEE.

Quant aux réformes fiscales, au nom de l'harmonisation des régimes entre tous les pays envisagée par la Commission de Bruxelles, elles se traduiraient par des remises en cause très graves des finances de plusieurs régions, notamment dans les départements français d'outre-mer et aux îles Canaries. Dans les premières, l'octroi de mer, institué il y a cent quarante et un ans, est une imposition locale qui frappe les marchandises importées. Il a rapporté 800 millions de francs à l'île de la Réunion, par exemple, l'année dernière. Aux Canaries, sous le thème de *Arbitrio Insular*, un régime dérogatoire et comparable existe, et le gouvernement régional en a tiré 26 milliards de pesetas (1) en 1988. Aussi les régions concernées acceptent-elles, en majorité, d'examiner avec la CEE une adaptation de ce régime fiscal spécifique d'ici à 1992, à condition que « les pertes éventuelles de recettes soient prises en charge par la solidarité nationale et communautaire » et que les productions spécifiques des îles soient sauvegardées face à la concurrence des pays tiers et des pays associés par la convention de Lomé.

La question des transports a toujours été et demeure l'affaire la plus brûlante. Or voilà que, là aussi, la Commission nourrit — le terme a été employé dans une des résolutions — « des projets alarmants ». effet, tous les transports aériens et maritimes de passagers à l'intérieur de la Communauté (donc entre les îles et le continent) devront être soumis à la TVA, ce qui aboutirait à une hausse de 4 % à 9 % des coûts de transport. « Cela est totalement absurde car la Commission retire d'une main ce qu'elle leur donne de l'autre grâce aux subventions du Fonds européen de développement régional, pour des équipements portuaires notamment », s'insurge M. Jean Didier Hache, secrétaire de la commission des îles.

D'ici à la fin de l'année, la grande constellation des îles de la CEE, dont la commission est présidée par un Ecosais, M. Sandy Matheson, président de la région des îles Hébrides, a un programme chargé : études coordonnées par la Commission de Bruxelles sur les transports, tentative pour mettre en place des compagnies maritimes de cabotage, notamment sur l'axe atlantique entre le Pays de Galles et le Portugal, sensibilisation des syndicats agricoles européens à l'avenir de l'agriculture (l'élevage, par exemple, est la richesse numéro un des Açores), échange d'universitaires, participation à l'autonomie à Hiroshima, au Symposium international sur la mer et les îles. Bref, selon la petite phrase de José Mota Amaral qui restera dans les annales : « Le mouvement pan-insulaire est en marche dans le monde entier... »

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) 100 pesetas = 5,40 francs français.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SNCF EMPRUNTS MAI 1989

3 milliards de francs en 3 tranches - obligations de 5.000 F.

Emprunt 8,80 % assimilable le 2 février 1990 à l'emprunt 8,80 % mars 1987.

Montant : 1,5 milliard de francs.

Durée : 10 ans et 242 jours.

Prix d'émission : 99,40 %, soit 4.970 F par obligation.

Jouissance et règlement : 5 juin 1989.

Intérêt annuel : 8,80 %, soit 440 F, payable le 2 février de chaque année.

Le premier terme d'intérêt variant à échéance le 2 février 1990 est fixé à 292 F.

Taux de rendement actuariel : au 5 juin 1989 : 8,91 %.

Amortissement normal : en trois tranches sensiblement égales, chacune des années 1998 à 2000 ; — soit par remboursement au pair ; — soit par rachats en bourse.

Emprunts à taux variable « TME » à bons de souscription.

Montant : 1 milliard de francs.

Durée : 12 ans.

Prix d'émission : 100,02 %, soit 5.001 F par obligation.

Jouissance et règlement : 5 juin 1989.

Intérêt annuel : payable le 5 juin de chaque année et égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à long terme (TME) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations, diminuée d'une marge de 0,75 %.

Marge actuarielle : au 5 juin 1989 :

TME-0,75 %, calculée sur la base d'un TME constant de 8,88 %.

Amortissement normal : au pair, en totalité le 5 juin 2001.

Bons de souscription : les bons attachés à chaque obligation permettent de souscrire à une obligation assimilable à celles de l'emprunt 8,80 % mars 1987 procurant un taux de rendement de 8,61%.

Période de souscription :

du 20 novembre au 2 décembre 1989 inclus.

Pour information, à ces deux emprunts publics vient s'ajouter un emprunt à taux variable TME d'un montant de 500 millions de francs, d'ores et déjà entièrement souscrit.

Une note d'information (visa COB n° 89-181 en date du 16 mai 1989) est tenue à la disposition du public, sans frais, sur demande. Balo du 22 mai 1989.

Souscrivez, dans les banques, les Sociétés de Bourse, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisse d'Épargne, les Caisse de Crédit Agricole Mutuel.

SNCF - Direction Financière - 17, rue de Londres - 75009 Paris.

ENRIQUE BARON
EUROPE 92
LE RAPPORT DU FUTUR

comprendre...
diffusion livres

Marchés financiers

BOURSE DU 19 MAI

**Cours relevés
à 17 h 45**

[illegible]**Comptant** (sélection)**SICAV** (sélection)

19/5

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechart	VALEURS	Emission	Rechart	VALEURS	Emission	Rechart
Obligations																				
Exp. 8,00 % 77	122	8 704	C.I.F. (France) dé		220 70	Les		1400	Vulpir		1318	A.A.A.	591 53	957 44	France-Obligations	448 85	444 41	Principales Pénalités	173 15	180 75
8,00 % 78/83	101 67	8 350	Classe III	1880	1887	Machin		1210	Arctique		141 80	Arctique	231 13	234 94	France-Obligations	482 02	440 03	Principales Pénalités	651 10	622 14
10,25 % 79/84	203 80	7 804	Classe II		1095	Machin		85 60	Wattman S.A.		180 80	Arctique	231 13	234 94	France-Obligations	102 30	99 22	Principales Pénalités	240 41	245 18
12,50 % 80/83	104 22	12 705	Classe I	1200	1205	Machin		1200	Brest, de Maroc		151 d	Arctique	625 28	602 68	France-Obligations	1151 80	1120 88	Principales Pénalités	736 32	702 17
15,00 % 82/89	105 52	15 622	Compt		365	Machin		148	Maritime Port.		601 85	Arctique	580 10	580 10	France-Obligations	29 05	29 05	Principales Pénalités	1000 00	1000 00
16 jan 82	106 90	16 079	Compt		405	Machin		148	Machin		1142 82	Arctique	1114 95	1114 95	France-Obligations	28 14	27 45	Principales Pénalités	697 70	697 70
14,50 % oct. 83	106 14	14 540	Comp. Lyon-Alain		352	Machin		148	Machin		810 14	Arctique	655 28	655 28	France-Obligations	22 40	31 82	Principales Pénalités	54051 88	54051 88
12,50 % oct. 84	106 45	12 540	Comp. Lyon-Alain		352	Machin		148	Machin		1046 15	Arctique	1008 76	1008 76	France-Obligations	1154 82	1154 82	Principales Pénalités	52393 33	52393 33
11 % fin. 85	113 15	11 315	Comp. Lyon-Alain		352	Machin		148	Machin		1046 15	Arctique	1008 76	1008 76	France-Obligations	1154 82	1154 82	Principales Pénalités	52393 33	52393 33
10,25 % fin. 86	105 88	10 588	Comp. Lyon-Alain		352	Machin		148	Machin		1046 15	Arctique	1008 76	1008 76	France-Obligations	1154 82	1154 82	Principales Pénalités	52393 33	52393 33
0,07 12,75 % 83	204 21	8 781	Comp. Lyon-Alain		352	Machin		148	Machin		1046 15	Arctique	1008 76	1008 76	France-Obligations	1154 82	1154 82	Principales Pénalités	52393 33	52393 33
0,07 12,75 % 83	204 21	8 781	Comp. Lyon-Alain		352	Machin		148	Machin		1046 15	Arctique	1008 76	1008 76	France-Obligations	1154 82	1154 82	Principales Pénalités	52393 33	52393 33
0,07 12,75 % 83	204 21	8 781	Comp. Lyon-Alain		352	Machin		148	Machin		1046 15	Arctique	1008 76	1008 76	France-Obligations	1154 82	1154 82	Principales Pénalités	52393 33	52393 33
0,07 12,75 % 83	204 21	8 781	Comp. Lyon-Alain		352	Machin		148	Machin		1046 15	Arctique	1008 76	1008 76	France-Obligations	1154 82	1154 82	Principales Pénalités	52393 33	52393 33
0,07 12,75 % 83	204 21	8 781	Comp. Lyon-Alain		352	Machin		148	Machin		1046 15	Arctique	1008 76	1008 76	France-Obligations	1154 82	1154 82	Principales Pénalités	52393 33	52393 33
0,07 12,75 % 83	204 21	8 781	Comp. Lyon-Alain		352	Machin		148	Machin		1046 15	Arctique	1008 76	1008 76	France-Obligations	1154 82	1154 82	Principales Pénalités	52393 33	52393 33
0,07 12,75 % 83	204 21	8 781	Comp. Lyon-Alain		352	Machin		148	Machin		1046 15	Arctique	1008 76	1008 76	France-Obligations	1154 82	1154 82	Principales Pénalités	52393 33	52393 33
0,07 12,75 % 83	204 21	8 781	Comp. Lyon-Alain		352	Machin		148	Machin		1046 15	Arctique	1008 76	1008 76	France-Obligations	1154 82	1154 82	Principales Pénalités	52393 33	52393 33

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS 19/5
	16/5	16/5	Achats	Ventes	préc.	préc.	
Extr-Us (5 £)	8 708	8 862	6 458	6 560		79750	73750
EDU	7 063	7 050				79750	70950
Allemagne (100 DM)	338 370	338 620	328 500	348 500	Flors française (210 H)	465	446
Belgique (100 F)	16 183	16 178	15 850	16 650	Flors française (210 H)	388
Brésil (100 R)	300 210	300 400	291	315	Flors néz (20 H)	481	456
Canada (100 incl)	88 840	88 860	85 500	90 800	Flors néz (20 H)	496	587
Canada (100 excl)	83 840	83 860	80 500	83 800	Suisse	578
Corée (100 W)	10 796	10 794	10 450	11 150	Flors de 10 dollars	2785	2905
Grande-Bretagne (5 £)	3 985	3 984	3 700	4 550	Flors de 50 dollars	1387	1380
Grande-Bretagne (10 £)	7 970	7 968	7 600	9 100	Flors de 50 pence	825
Inde (1000 incl)	4 951	4 945	4 400	4 900	Flors de 50 pence	2890	2825
Inde (1000 excl)	378 350	378 300	367 500	388 500	Flors de 10 florins	477	456
Israël (100 N)	100 520	100 320	98 500	104			
Australie (100 sch)	48 100	48 140	46 700	48 200			
Europe (100 sch)	5 621	5 621	4 057	5 800			
Europe (100 pes)	4 098	4 097	3 900	4 800			
Portugal (100 esc)	5 408	5 405	5 200	5 600			
Canada (5 esc 11)	4 068	4 065	4 640	4 880			
Japon (100 yen)							

[illegible]

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Chine : manifestations de solidarité dans le monde. 4 Le sommet arabe de Casablanca. - Territoires occupés : appel aux représailles contre les Israéliens. 5 Affrontements en Bulgarie. 6 La rencontre Bush-Mitterrand.	7 La campagne pour les élections européennes. 8 Réunion à Paris des sociaux-démocrates et des syndicalistes européens. 10 La situation en Nouvelle-Calédonie. 11 Trois élections cantonales.	12 Le procès des huiles frelatées en Espagne. 13 La Guadeloupe dans l'attente de l'annexion. 14 Un sondage sur les Français et la Défense. 15 Religions : le rassemblement œcuménique de Bâle. 23 SPORTS.	18-19 CANNES 89. 19 Musique : La Maitre et Marguerite, de York Höller. 20 Danse : Noces, d'Anjelina Prejocaj. 20 COMMUNICATION : la périlleuse coexistence des radios publiques et des radios privées en Europe.	24 La 43 ^e congrès de la CGT. - La Nigéria exportera du gaz naturel liquéfié en Europe et aux États-Unis. 27 Europe 93. 28-29 Marchés financiers.	Abonnements 2 Carnet 16 Loto, Loto sportif 22 Météorologie 22 Mots croisés 22 Radio-Télévision 22	Après Pékin, Shanghai : les manifestations en Chine, heure par heure - ETR - Abonnements au Monde - ABO - La Bourse en direct - BOURSE 3615 taxes LEMONDE - La Mini-Journal... JOUR 3615 taxes LMS

Succédant à M. Théo Klein

M. Jean Kahn est élu président du CRIF

Un industriel strasbourgeois succède à un avocat parisien à la tête du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). Celui-ci réunit en assemblée générale dimanche 21 mai à Paris, à la présidence M. Jean Kahn, président de la communauté juive de Strasbourg. Le président sortant, M. Théo Klein, ne pouvait, au terme de deux mandats de trois ans, en briser un troisième.

M. Kahn a été élu, en second tour de scrutin, par quatre-vingt-quatre voix contre vingt-neuf à M. Henri Hajdenberg et quatre à M. Edouard Knoll (au premier tour, M. Kahn avait obtenu cinquante-six voix, M. Hajdenberg trente-huit, M. Knoll treize, dix voix étaient allées à M. Hubert Heyan, qui s'était ensuite retiré). Vice-président du CRIF depuis six ans, représentant du Congrès juif européen auprès du Parlement européen et du Conseil de l'Europe, M. Kahn a bénéficié, notamment, de l'appui des principales organisations juives au CRIF : le Fonds social juif, l'Alliance israélite universelle, la Fédération des organisations sionistes, la Fédération azerbaïdjanaise et la section française - qu'il préside - du Congrès juif mondial.

Principal rival de M. Kahn et de dix-huit ans son cadet (M. Kahn a soixante ans), M. Hajdenberg se proposait de rénover le style du CRIF et d'attirer dans ses rangs les hommes de sa génération, qu'il estime y être insuffisamment représenté. M. Kahn se réclamait, lui, de la continuité. Dans cette mesure, sa large victoire peut être une satisfac-

tion pour M. Klein, qui, ainsi qu'il l'a rappelé lui-même, avait connu, en 1983 et en 1986, des élections plus difficiles. Quant à M. Hajdenberg, il a été l'un des mieux élus parmi les vingt-quatre membres du comité directeur désignés par l'assemblée générale (s'y ajoutent neuf représentants des principales institutions et onze délégués régionaux).

Soulignant la « fidélité » de son attachement à l'Etat d'Israël, M. Kahn entend « entretenir un dialogue avec les pouvoirs publics, quel qu'il arrive ». Il s'était montré soucieux, lors de la visite de M. Yasser Arafat à Paris, au début de ce mois, d'éviter un « divorce » entre la communauté juive organisée et les dirigeants du pays. M. Kahn résonne la référence au système américain, dans lequel les forces politiques doivent tenir compte des intérêts des diverses minorités, mais il veut, comme son prédécesseur, exprimer l'opinion de la communauté juive sur les sujets qui la préoccupent, principalement la sécurité d'Israël.

Le nouveau président du CRIF entend agir, aussi, en faveur des juifs d'Union soviétique, pays dans lequel il s'est rendu en février dernier, et de ceux de Syrie. Il se donne pour objectif, sur le plan communautaire, un rapprochement avec le Consistoire central, qui avait cessé de siéger au CRIF après l'adhésion de celui-ci au Congrès juif européen, en 1986, dans une première tentative pour accéder à la présidence de cet organisme.

P. J.

[Né le 17 mai 1929 à Strasbourg, docteur en droit, M. Jean Kahn a exercé la profession d'avocat dans sa ville natale avant de prendre la direction du groupe textile familial. Président de la communauté juive de Strasbourg depuis 1972, il a présidé la commission européenne du Congrès juif mondial, puis, après la création du Congrès juif européen en 1984, sa commission des institutions européennes. Vice-président du CRIF depuis 1983, il avait échoué, en 1986, dans une première tentative pour accéder à la présidence de cet organisme.]

Après une visite de M. Olivier Stirn

Début de coopération touristique franco-algérienne

ALGER de notre correspondant

M. Olivier Stirn, ministre délégué au tourisme, a regagné Paris, dimanche 21 mai, au terme d'une visite de quarante-huit heures en Algérie, au cours de laquelle il a été reçu par le chef de gouvernement, M. Kasdi Merbah. M. Stirn, qui a également rencontré le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), a eu de longs entretiens avec le secrétaire d'Etat algérien au tourisme, M. Ahmed Noul. Les deux hommes se sont d'ores et déjà convenus de se rencontrer au moins une fois l'an. M. Noul se rendra en visite à Paris au mois de septembre, et M. Stirn reviendra en Algérie en février 1990.

Les responsables algériens, qui fondent de gros espoirs sur le développement du tourisme dans leur pays, se sont déclarés « intéressés par l'expérience française en ce domaine », nous a dit M. Stirn. Trois axes de coopération ont été définis qui concernent la promotion du produit algérien à l'étranger, la formation du personnel et des

cadres, ainsi que le souci de stimuler les investisseurs privés.

L'objectif de l'Algérie est d'augmenter progressivement sa capacité d'accueil de quarante-huit mille lits à cent mille lits d'ici dix ans. Trente-deux mille lits devraient être mis en place à l'initiative du secteur privé algérien et les vingt mille autres avec le concours de partenaires étrangers.

Les groupes français Accor et Wagons-Lits sont en pourparlers avec les responsables algériens du tourisme. Accor a déjà signé, le 20 février, un contrat pour la gestion du futur hôtel Hama-Sofitel encore en construction. Le groupe étudie toujours un projet plus vaste de gestion d'une vingtaine d'hôtels répartis sur le territoire algérien.

De son côté, Wagons-Lits pourrait signer prochainement un accord avec l'Office national du tourisme algérien (ONAT) pour la création et la gestion de huit mille lits répartis en trois catégories d'hôtels dont certains existent déjà mais doivent être modernisés.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

L'Inde a procédé au lancement d'un missile d'une portée de 2 500 kilomètres

NEW-DELHI de notre correspondant

L'Inde a procédé lundi 22 mai au lancement d'un missile de portée intermédiaire. Le tir a eu lieu à partir du centre d'essais de Chandipur, dans l'Etat d'Orissa, situé sur le golfe du Bengale. Ce missile, connu sous le nom de « Agni », a une portée d'environ 2 500 kilomètres. Il est d'une classe comparable aux missiles français S-3 qui équipent les silos du plateau d'Albion, mais dont la portée est supérieure (3 500 kilomètres). Les Indiens, comme ils

l'avaient d'ailleurs fait en 1974 pour l'explosion de leur bombe atomique, précisent que ce missile est de caractère « technologique », c'est-à-dire « pacifique ».

En réalité, « Agni » peut emporter une charge théorique d'environ 1 tonne d'explosif, voire une charge nucléaire. Ce lancement d'un missile purement indien (à 95 % probablement) constitue un réel succès pour l'Inde qui entre ainsi dans le club restreint (Etats-Unis, URSS, France, Chine et Israël) des pays ayant mis au point des missiles balistiques. Le lancement avait été différé à deux reprises ces dernières semaines en raison de problèmes techniques. « Agni » est le résultat d'un programme lancé par l'Inde au début des années 80 et qui a coûté environ 300 millions de dollars.

L'année dernière, New-Delhi avait procédé avec succès au lancement d'un autre missile, « Prithvi », d'une portée d'environ 230 kilomètres, ce qui en faisait un missile du « champ de bataille », c'est-à-dire utilisable en cas de conflit avec le Pakistan. Avec « Agni », l'Inde se dote d'une arme capable de frapper au cœur de la Chine. Ce programme avait été vivement critiqué, à Pékin comme à Washington. Soucieux d'éviter la prolifération des missiles balistiques, les Etats-Unis avaient souligné que ces tir pourraient affecter sérieusement les relations indo-américaines.

LAURENT ZECCHINI.

Le numéro du « Monde » daté 22 mai 1989 a été tiré à 517 375 exemplaires.

FRENCH IN PROVENCE
Cours résidentiels de français.
38 leçons + repas et soirées
en compagnie des professeurs
= 66 heures
de français pratique
par semaine.
A partir de 5.000 FFH
(cours et pension « A »).
A l'étranger, cours résidentiels
d'anglais et d'espagnol.
Tél. : 66.39.39.38
Télécopie : 66.39.37.20
GERAN B.P. 27705
80130 PONT-ST-ESPRIIT

Adultes
STAGES INTENSIFS A L'ÉTRANGER
CH : ESPAGNE ; USA : ITALIE ; R.F.A. : AUSTRALIE
LA LANGUE
QU'IL VOUS FAUT
Stages sur mesure, généraux ou spécialisés
Voyage Formation
55, rue de Rivoli 75001 PARIS
Tél. (1) 40.28.00.65
V.F. Les Langues en V.O.

Sur le vif

Liberté, liberté chérie !

C'est hallucinant ce qui se passe, dites donc ! Les séides et les continents qui se carambolent, deux cents ans d'histoire qui dégringolent dans l'entrebord de la place Tiananmen. Robespierre, Lénine et Mao déboulonnés, décapités, balayés. Et ce en plein bicentenaire de la Révolution, berceau de la Liberté et de la Démocratie, symbole des droits de l'homme si chèrement acquis en France, si rapidement anéantis en Chine et en Russie.

Et mai 89 qui fait un pied-de-nez à mai 68 ! Le Petit Livre rouge brandi à Paris hier, brûlé à Pékin aujourd'hui. A l'époque, je me souviens de la stupeur des dissidents soviétiques. Mais qu'est-ce que vous voulez ? Du lait d'oiseau ? Difficile d'imaginer que d'autres puissent réclamer un autre type de démocratie quand on en est à ce point démunis. L'appétit vient en mangeant. La semaine dernière, les étudiants chinois se réclamaient de Gorbachev, ce Gorbachev censuré dimanche dans les rues de Moscou par cent mille manifestants en colère : Le père des peuples, c'est fini, c'est pas le droit de te succéder à toi-même à la tête de l'Etat. Place à d'autres candidats !

On s'en souviendra, de ce week-end ! On était là, collés à nos postes de radio et de télé, comme s'il y avait quelque chose de commencé. C'est parce que les caméras du monde entier

étaient braquées sur la vaste du numéro un soviétique au moment où un chinois qu'il a déclenché sa grève de la faim, aux portes du palais, le peuple de Pékin. Moi, c'est de ce que j'ai peur. Et s'il allait couper le fil télé des communications avec l'extérieur, Deng... Il a bien fallu s'en rendre compte ! J'entendais déjà retomber dans la sanglante pétaresque des chars et des avions de combat l'impensable, le niveau de fer qui nous a si longtemps caché la réalité du laotien, le goulet si vous préférez.

C'est de la liberté d'information que dépendent toutes les autres, là, en ce moment, à Shanghai, à Pékin et ailleurs. La liberté de prendre à témoin, d'appeler au secours, de mobiliser l'attention, le concours de leurs frères humains. Et pas seulement les Chinois de la diaspora. Ils étaient tous au rendez-vous, de Hong Kong à Washington en passant par Bonn, Genève et Sidney. Ce suffirait pas. Il faut sortir de nos trous, il faut aller leur prêter main-forte, il faut hurler à la mort pour que vive, pour que s'enflamme, la petite mèche allumée par ce brûlot : un million de Chinois sur plus d'un milliard, dont 80 % de paysans analphabètes encore enfoncés dans le Moyen Age. Un million de Chinois, et eux et eux et eux !

CLAUDE SARRAUTE.

La Transat Lorient-Saint-Barthélemy-Lorient

Naufrages

Deux multicoques engagés dans la Transat Lorient-Saint-Barthélemy-Lorient, qui avaient lancé, dimanche 21 mai, un signal de détresse, ont été retrouvés vivants. Mais les équipages d'« Aquitaine-III » et de « Bottin-Entreprise » sont sains et saufs. Jean Maurel et Jean-Luc Nélles ont été repêchés par un navire marchand. Eric Tabarly et son compagnon Jean Le Cam ont été recueillis par un cargo panaméen.

Laurent Bourgoon, le skipper malheureux du catamaran « Insekt-Brevasse », avait craqué lors de son chavirement à proximité de l'arrivée à l'étape de Saint-Barthélemy, « une mauvaise vague peut suffire à retourner nos engins lorsqu'ils sont lancés à pleine vitesse » (Le Monde du 9 mai). Deux autres concurrents viennent de vérifier la difficulté de naviguer sur des multicoques de 18,28 m. Et pourtant, Jean Maurel, le barreur de « Elf-Aquitaine », et Eric Tabarly, skipper de « Bottin-Entreprise », ne sont pas des novices.

Tous deux possèdent cette passion de la vitesse qui les pousse à « envoyer » le maximum de toile pour gagner quelques milles au loch. Séparés seulement de deux heures au terme de la première étape de la Transat, les deux navigateurs se livraient une lutte de tous les instants sur le parcours relatif. Incapable de l'absence de vent sur la route la plus courte, les marins avaient choisi de « mousser » vers le nord. Là, ils ont trouvé une mer « cahoteuse et brutale », selon l'expression d'un autre concurrent Bruno Peyron, et des vents souffrant à 35 nœuds qui leur ont permis une vitesse moyenne de 20 nœuds.

Dans cette cavalcade sur les vagues, les deux trimarans ont rencontré l'obstacle, un « mur » d'eau plus élevé qu'une rade plus forte, qui les a déstabilisés au point de les retourner. A 15 h 05 heure française, dimanche 21 mai, un premier signal de détresse était émis par la balise du trimaran « Elf-Aquitaine-III », à environ 400 milles nautiques dans le nord-ouest de l'archipel des Açores. Deux heures plus tard, un signal émanant de « Bottin-Entreprise » était lui aussi capté.

RECTIFICATIF

Dans le Monde daté du 19 mai 1989, en page 12, il fallait lire après la liste de noms : « Pour se joindre à cet appel, contacter le bureau de Jack Raïtte. Tél. : 48-39-52-01 ».

par les centres de secours français. Les organisateurs de la course demandent alors à Serge Madec, le skipper de « Je-Servis », de se diriger vers la dernière position du bateau d'« Elf-Aquitaine ». Vers 21 h 30, il aperçoit le trimaran retourné avec Tabarly et son équipier Jean Le Cam réfugiés sur les coques. En fin de soirée, un cargo panaméen embauchait le double vainqueur de la Transat (en 1964 et en 1976) et son compagnon.

La mise hors course de ces deux valeurs diminue l'intérêt d'une épreuve qui ne compte plus que quatre multicoques en course.

S. B.

A nos lecteurs

En raison du mouvement revendicatif des employés et cadres administratifs du Monde, le tirage et la distribution du quotidien sont toujours perturbés. La première édition est mise en vente tardivement à Paris et le journal n'arrive pas en banlieue le soir même. Dans certaines régions le Monde est difficilement acheminé alors que les abonnements subissent des retards, notamment à Paris. A la suite d'un mouvement de solidarité des employés des NMPP, le 2^e cahier n'a pas été mis en place, lundi, à Paris.

Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser et de croire que nous faisons le maximum pour que les inévitables désagréments, conséquences des arrêts de travail, soient le plus limités possible.

Cris du cœur, elle avoue :

JE SUIS UNE FEMME COMBLÉE !

« Adieu les frustrations par les prix, Bonjour le plaisir de la Mode. J'adore les vêtements, j'adore la Mode, mais j'en veux pour mon argent... »
« Alors, j'achète tous mes tissus chez Rodin, et je quitte mon garde-robe. Au lieu d'un seul ensemble, je m'offre des robes et des robes, selon mon goût et les nouvelles tendances... »
« Le Monde de la Mode, le Point, il m'apparaissent. Tout est à moi depuis 30€, le mètre ! Il y a de quoi être comblée, non ? »

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Le dollar dépasse les cours de 6,80 francs et de 2 deutschemarks

Poursuivant son ascension, le dollar a, lundi 22 mai, débordé le cours de 2 deutschemarks, qu'il retrouve pour la première fois depuis le 19 décembre 1986. Le franc s'est envolé de 138,70 yens à plus de 141 yens, ce qui a déclenché de nouvelles interventions de la Banque du Japon, pour un montant dépassant largement 2 milliards de dollars. Mais une déclaration du porte-parole du ministère japonais des finances, suivant laquelle aucune réunion du groupe des sept pays les plus industrialisés n'était nécessaire, a relancé la spéculation à la hausse.

La Banque fédérale d'Allemagne, qui, ces dernières semaines, multipliait ses interventions alors que la Banque du Japon s'abstenait, est restée de nouveau l'arme au pied, jugeant que, dans le contexte actuel, les actions des banques centrales ne pouvaient s'opposer vraiment à la « force des marchés », comme l'a indiqué son président, M. Karl Otto Poehl (voir p. 11). L'entrevue avec le président de la Bundesbank) F. R.

Trois pays latino-américains accordent un crédit-relais à l'Argentine

La solidarité entre pays surendettés et soucieux de démocratie joue parfois. L'Argentine recevra, ce 22 mai, un crédit-relais d'urgence d'un montant de 125 à 150 millions de dollars de la part des banques centrales du Venezuela, du Brésil et du Mexique, a annoncé, dimanche 21 mai au soir, un porte-parole du ministère argentin de l'économie.

« Attentat à l'église Saint-Pierre de Chaillot. — Une explosion d'origine criminelle s'est produite, samedi 20 mai, en début d'après-midi, à l'intérieur de l'église Saint-Pierre de Chaillot, avenue Marceau, à Paris (16^e). La police a découvert sur les lieux un tract revendiquant cette action qui a causé des dégâts mineurs. Ce tract portait la mention « section Gracchus Babeuf ».

[Principe-Noll, dit « Gracchus », Babeuf fut, pendant la Révolution française, un adepte des théories communistes, vivant à Paris, et d'une « société des Égaux ». En 1796, il tenta de renverser le Directoire avec des compagnons tels que Buonarroti. Il fut arrêté, condamné à mort, exécuté en 1797 et inhumé à son mouvement le nom de Babeuf.]

A C D E F G H

مكتبة الأنجلو